



## AUTOBIOGRAPHIE POLITIQUE

DU MÊME AUTEUR

BAT YE'OR

*Les Juifs en Égypte*

Éditions de l'Avenir, 1971.

*Le dhimmi. Profil de l'opprimé en Orient et en Afrique du Nord depuis la conquête arabe*

Éditions Anthropos, 1980 ; rééd. Les provinciales, 2017.

*Les chrétientés d'Orient entre Jihad et Dhimmitude, VII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, Préface de Jacques Ellul*

Les Éditions du Cerf, 1991 ; rééd. Jean-Cyrille Goderoy, 2006.

*Juifs et chrétiens sous l'Islam. Les dhimmi face au défi intégriste*

Berg international, 1994 ; rééd. 2005.

*Eurabia, l'axe euro-arabe*

Jean-Cyrille Godefroy, 2006 ; rééd. 2015.

*L'Europe et le spectre du califat*

Les provinciales, 2010 ; rééd. 2014.

# AUTOBIOGRAPHIE POLITIQUE

*De la découverte du dhimmi  
à Eurabia*

*Les provinciales*

L'amour est plus fort que la mort.

© Les provinciales, 2017.

*En couverture :*  
Encre de Chine de Gérard Breuil.

*Page 62 :* G. & D. Littman en 1968. DR.

## Le pays du non-retour

Quand mon éditeur me demanda d'écrire une autobiographie, je demeurais incrédule. Puis durant quelques semaines je fis de la résistance. Ça y est, me dis-je, une fois de plus je dois remettre à plus tard mes projets. Mes projets, c'était la conclusion d'une œuvre romanesque entreprise soixante ans plus tôt. Alertes, guillerets dans la jeunesse du premier jet, mes personnages s'étaient lassés de me poursuivre de leurs reproches acrimonieux au cours des décennies où livre après livre, je les remisais au placard, sourde à leurs plaintes, indifférente à leurs tentatives de séduction, inaccessible à leurs désirs d'exister. Ils étaient pourtant tous là comme une galerie de portraits, avec leur généalogie, leurs tics, leurs passions, chacun à sa place dans la texture de l'œuvre.

Mais l'idée fit son chemin, m'apportant la marée des souvenirs. Qu'écrire quand on sait que « *je est haïssable* » ? Puis des portes s'ouvrirent libérant de vastes champs de mémoire où je revisitais des êtres disparus. J'avais dans le cours des jours comme déambulant dans une vaste maison désertée, silencieuse et cependant vibrante des existences défuntes dont moi seule, la dernière habitante, pouvait percevoir les rires, les voix et les larmes. J'étais ce témoin chargé d'ouvrir les portes du passé oublié pour les ramener de la mort.

Le destin me déposa le jour de ma naissance dans une famille de la bourgeoisie juive cairote d'ascendance italienne côté paternel et franco-anglaise côté maternel. Troisième fille, je fus une déception pour mes parents. Il paraît que je fus une enfant silencieuse dont le langage se développa tardivement, alarmant ma mère malgré les avis rassurants du chauffeur grec Ulysse. Peut-être étais-je trop occupée à observer mes aînées, ou à découvrir le monde, ou, isolée dans le silence par des otites répétées, entendais-je mal. Mes premiers mots furent en italien avec la gouvernante yougoslave et en français avec mes parents. Nous habitions dans un grand immeuble construit au

début des années trente au centre du Caire moderne. Mon père et sa sœur Esther de plus de treize ans sa cadette, en étaient les propriétaires et l'avaient fait construire avec un certain luxe. Un marbre gris d'Italie et une rampe de fer forgée décoraient sa vaste cage d'escaliers desservant six étages. Les deux familles, nous, ma tante Esther et son mari Max Forté avec leurs deux enfants, s'y étaient aménagé deux grands appartements communicant. Nous vivions ensemble, cinq enfants avec ma cousine Jacqueline et mon cousin David, ma grand-mère paralysée par l'arthritisme, deux bonnes yougoslaves, une pour chaque famille et la bonne arabe de ma grand-mère. À tout ce monde s'ajoutaient un domestique, un cuisinier et Ulysse le chauffeur. Autant dire que la cacophonie bruyante des enfants emplissait les longs couloirs, et que les disputes s'élevant de la salle-à-manger des enfants et de celle très cérémonieuse des adultes, étaient courantes.

Mon père, victime d'une poliomyélite à l'âge de trois ans en resta à jamais infirme. Sa sœur aînée mourut à seize ans d'une dysenterie et sa sœur cadette, Esther naquit après la mort prématurée de mon grand-père. Aigrie par ses malheurs familiaux, ma grand-mère, s'estimant lésée d'une partie de la fortune importante laissée par son mari, rompit avec sa belle-famille. Elle promena sa mélancolie dans les villes thermales d'Europe accompagnée de ses enfants et de sa fidèle Joya, dame de compagnie, confidente, intendante en charge des bijoux, des paiements et de la cassette lors des voyages. Fillette juive, Joya devint orpheline dans les massacres d'une Salonique en feu. Cachée dans une embarcation, elle échoua dans le Quartier juif du Caire où ma grand-mère la prit à son service. Quand mon père se maria, ma grand-mère trouva un mari à Joya et la dota.

Je ne connus ma grand-mère que paralysée et immobilisée sur son lit par l'arthritisme. Bien que ma mère estimât sa propre famille d'un rang social et culturel supérieur à celle de mon père, ma grand-mère parlait parfaitement le ladino, le français, l'italien et l'arabe et connaissait bien l'Europe pour y avoir souvent voyagé.

Du côté maternel l'on était beaucoup plus mondain, branché sur l'art et la littérature. Ma grand-mère, Céline Adès, très fière de sa nationalité anglaise, parlait cette langue avec un accent parfait. Son frère peintre vivait à Paris et sa sœur Hélène Goar, devenue alexandrine, était par son mari, le Major Jacques Goar, proche des centres

politiques anglais en Égypte. Un autre frère, Maurice Adès avait épousé la beauté de l'époque, une cousine germaine de mon père. Une autre sœur, Linda s'était mariée à un Français.

Perdus dans cette généalogie de famille nombreuse se distinguaient, paraît-il, un converti promu cardinal au Vatican, et un cousin, Albert Adès qui avait connu la gloire pour avoir écrit avec Albert Josipovici *Le Livre de Goha le simple* avec une préface d'Octave Mirbeau. Publié en 1919 chez Calmann-Lévy, le livre eut quarante-trois éditions et un immense succès. Présenté pour le Prix Goncourt la même année, il fut seulement supplanté par *À l'ombre des jeunes filles en fleurs* de Marcel Proust. C'est dire la fierté de la famille ! Mais mon lointain cousin eut une fin tragique. Vivant à Paris avec sa femme et sa fille de quelque mois, il tua son épouse et se donna la mort à vingt-huit ans en pleine gloire. Il préparait alors un travail sur Mirbeau, Maeterlinck et Bergson. Le bébé, Edmone, fut élevée par sa grand-mère paternelle dans l'atmosphère dramatique d'un malheur qu'elle ne put jamais surmonter. Ma mère, qui grandit à Paris, la fréquentait et bien des décennies plus tard, faisant le tour des membres familiaux ayant survécu à la Shoah et aux expulsions égyptiennes, pour les présenter à mon mari, je rencontrais à Paris ma lointaine cousine. Edmone était aquarelliste mais travaillait aussi dans une banque. Orpheline, ne s'étant jamais mariée, marquée par son destin tragique, elle demeurait obsédée par ce père si brillant auquel sa conversation revenait sans cesse. Je l'invitais à venir chez moi et lui achetais deux aquarelles, l'une de Venise et l'autre de Mykonos ; je les ai encore avec leurs tons pastel bien effacés par la réverbération du lac. Elles me rappellent les conversations obsessives sur son père d'une femme qui bébé fut frappée à vie d'une balle invisible.

La jeune Céline Adès tomba follement amoureuse de mon grand-père français, le beau et séduisant Clément Vita-Lévy, aimant la vie et les femmes. Tous deux, très fortunés, s'installèrent après leur mariage dans une luxueuse villa dans le quartier chic de Garden City au Caire. Trois enfants naquirent, ma mère et ses deux frères, Victor et Albert. Les nombreux voyages en Europe, le train de vie mondain, la domesticité et les crises boursières eurent raison de la fortune. Ruinée, la famille partit à Paris emportant dans son appartement du 122 boulevard Murat les restes d'une ancienne splendeur : des fauteuils Aubusson, de magnifiques potiches chinoises rehaussées de bronze, des grilles

de bronze dorées, une nappe pour douze personnes incrustée de dentelles et des initiales du couple, des draps de lin fin brodés aussi de leurs initiales. Quand ma mère liquida l'appartement à la mort de Céline, les potiches, deux fauteuils et les draps émigrèrent chez ma sœur Colette à Londres dans sa vaste villa de Kensington, tandis qu'un autre majestueux fauteuil vint orner un coin de ma bibliothèque près d'un haut secrétaire anglais acajou à étagères. J'héritais également d'un tableau du dix-septième siècle, des grilles de bronze, de la nappe et d'un service de porcelaine pour vingt-quatre personnes aux dorures fragiles inadaptées aux savons et lave-vaisselle moderne.

Ma mère passa son enfance et son adolescence à Paris et quand elle eut dix-huit ans, ses parents concoctèrent avec son oncle Maurice Adès au Caire, son mariage avec mon père, un homme de douze ans son aîné, taciturne et qu'elle n'avait jamais vu. Elle fit de la résistance mais céda. Le mariage eut lieu à Paris puis elle revint avec son mari dans cette Égypte dont ses parents n'avaient cessé d'évoquer la vie luxueuse des temps fastes.

Nous partîmes à Paris avant la guerre pour voir nos grands-parents pour la première fois. Je me rappelle que juchée sur une chaise devant une fenêtre je regardais la pluie tomber. Le tonnerre grondait, ma grand-mère me rassurait car je m'inquiétais pour mon grand-père qui était sorti. Un jour nous allâmes nous cacher dans l'armoire de notre oncle Albert et en sortirent méconnaissables, revêtues de ses chemises, ses costumes et ses chaussures aux pieds. Je me souvins qu'il ne nous gronda pas mais éclata de rire. Avec son chapeau me tombant sur la bouche, sa chemise qui empêtrait mes pas et toutes ses cravates autour du coup, j'arrivais à peine à marcher.

Nous eûmes la chance de naître dans une famille chaleureuse et aimante dont nous étions le principal sujet d'attention et de soins. Nos anniversaires rassemblaient des dizaines d'enfants pimpants venus avec leurs cadeaux et accompagnés de leurs gouvernantes. Les goûters nous réunissaient dans la grande salle à manger des adultes, toute décorée de hautes glaces. Les domestiques s'affairaient à emplir nos assiettes de pâtisseries, avant-bouche de la pièce de résistance, le somptueux gâteau d'anniversaire avec ses bougies de chez Groppi, le confiseur suisse à la mode. Autour de nous, nos parents et leurs amis admiraient leur progéniture, bavardant et picorant.

Ayant appris très tôt à lire avec mon père, je rejoignis rapidement mes sœurs à l'école des sœurs italiennes. Mais inquiète par le fascisme, ma mère nous en retira pour nous mettre dans une école française, le cours Morin, dans le quartier de Zamalek, où nous fîmes toutes nos études. Nous ne sortions jamais marcher dans la rue sans nos gouvernantes. Elles nous accompagnaient aussi dans la voiture avec le chauffeur sur le trajet de l'école ou quand nous allions au jardin ou au cinéma voir les films de Charlot ou ceux de Laurel et Hardy dont les mésaventures m'épouvantaient.

Après la promulgation des lois raciales en Italie en 1938 et la montée du fascisme et de l'antisémitisme, mon père obtint la nationalité égyptienne. Créée en 1922, après la première Guerre mondiale et la dislocation de l'Empire ottoman, cette nationalité fut prioritairement reconnue aux Coptes et aux Musulmans, tandis que les Juifs, anciens sujets ottomans ne furent plus désignés que comme « sujets locaux », catégorie de nouveaux apatrides ouverte à toutes les discriminations. Le titre de Bey de première classe octroyé par le dernier sultan turc à mon aïeul joua favorablement dans l'obtention de la nationalité égyptienne. Mon père gardait précieusement son costume de cour chamarré d'or avec le fourreau d'une illusoire épée. Une cinquantaine d'années plus tard, quand ruinés, déçus de notre nationalité nous quittâmes l'Égypte définitivement, ce costume religieusement conservé par mon père nous suivit dans notre exode. Ma mère le légua à sa fille préférée, Colette, qui ne sut qu'en faire mais le garda, peut-être mieux que je n'aurais su le faire, nettoyé et enveloppé de plastique dans une armoire, relique d'un temps révolu surnageant aux ruines et aux exils. Bien des années plus tard je me souvins de ce costume et après un an d'efforts, voyant le désintéret de ses enfants et petits-enfants pour l'histoire familiale et craignant qu'il n'aille finir dans une poubelle avec de vieilles hardes, je réussis à la convaincre de confier ce témoin du passé à un musée juif de Londres auquel je donnais également des livres de prières de cette époque ayant appartenu à mon père avec ses annotations.

Dans mon enfance, comme tous les enfants derniers venus, j'étais fascinée par les prouesses de mes aînées. Mes sœurs, Maryse et Colette – n'ayant qu'un an d'écart entre elles – affectaient des airs de supériorité et faisaient des apartés dont elles m'excluaient ostensiblement. Avec nos cousins nous formions une équipe d'enfants inséparables – quatre

filles et un garçon né après moi – s'échelonnant sur cinq ans. Maryse, ma sœur aînée, prit d'autorité le commandement de la bande. Premier bébé de la famille, poupon blond aux yeux bleus, enfant précoce et brillante écolière, elle engrangeait avec assurance l'amour et la fierté familiale. La seconde, Colette, devint la préférée de ma mère, et la troisième, ma cousine Jacqueline, une brunette aux yeux bleus combla de bonheur ses parents et ma grand-mère. Quand je vins au monde, c'était du déjà-vu. Personne ne se pâma sur mes babilllements, mes premières dents et mes premiers pas – bien que ma peau dorée au soleil d'Alexandrie, mes yeux verts phosphorescents et mon corps bien dodu d'une année me valurent le premier prix à un concours de bébé, exploit que je fus la seule de la famille à remporter. Plus tard, durant deux séances mon père s'émerveilla sur mon aptitude à apprendre à lire dans l'abécédaire de ma sœur Colette qui buttait sur chaque lettre alors que j'avais appris comme un jeu en une séance, Roro rie et tout le livre.

Je ne souffris nullement des préférences familiales et du désintéret consécutif à mon quatrième rang dans la hiérarchie généalogique. Peut-on changer le cours céleste des astres ? J'avais pris ma place dans l'ordre immuable de la cosmographie familiale que rien ne pouvait modifier. Je grandis heureuse, recevant ma part d'amour de tout le monde sans demander plus. J'étais une enfant sage jouant seule des heures durant dans ma chambre avec ma poupée à laquelle je racontais des histoires. Mais tout le monde s'accordait à dire que j'étais boudeuse, entêtée avec un caractère exécrable. Je n'hésitais pas à enfiler un doigt dans l'encoignure d'une porte devant Maryse horrifiée en la menaçant d'en refermer le battant si elle n'accédait pas à ma demande. Généralement le stratagème marchait. Je rabrouais et houspillais souvent ma pauvre sœur Colette avec des arguments imparables, bref je savais me défendre.

Au cours de la deuxième guerre mondiale les soldats de l'Empire britannique affluèrent en Égypte, faisant le bonheur de nos deux gouvernantes yougoslaves. En ville ils se promenaient en groupe avec leurs différents uniformes et, en été, en long short kaki, tous beaux et jeunes s'adressant rieurs aux filles, faisant rougir nos gouvernantes par leurs œillades engageantes. Leurs jours de congé, Maria et Nina s'attifaient, se maquillaient et se parfumaient devant nos regards admiratifs. Parfois, portant nos patins à roulettes et encadrés par nos

gouvernantes, nous marchions vers la patinoire à cinq cents mètres de l'immeuble. Un jour, je m'enhardissais sur la piste, avançant cahin-caha accrochée à la rampe quand soudain une main masculine prenant la mienne m'entraîna à toute vitesse dans des rondes folles. Je m'accrochais au soldat, riant à gorge déployée, fière de mes prouesses. Se souvenait-il en me voyant de sa fille laissée chez lui pour venir se battre dans ce lointain pays et nous défendre au risque de sa vie ? Après des tours de piste enivrants où je narguais mes sœurs, il me ramena à ma gouvernante et me remercia cérémonieusement.

Au jardin, les gouvernantes retrouvaient leurs amies, toutes yougoslaves. Assises sur un banc, elles papotaient nous surveillant d'un œil, l'autre suivant les allées et venues des soldats en vadrouille dans le parc. Nous jouions à la marelle, à cache-cache ou avec nos cerceaux. Non loin, Ulysse assis à l'écart sur le gazon desséché mâchonnait des brins d'herbe et s'esclaffait à la vue d'un chien qui traversait en courant son champ de vision. « Picio ! Picio ! » appelait-il joyeusement du nom affectueux qu'il avait donné au sien. De temps à autre Maria, son épouse, femme de chambre employée dans une famille juive, se joignait aux autres gouvernantes. Elle nous parlait toujours du fils de la maison, un jeune adolescent que nous avions parfois entrevu de loin et dont l'air sérieux et distant nous impressionnait.

Parfois je surprénais ma mère à la véranda de sa chambre. Elle était seule, il faisait nuit et elle pleurait. Me serrant contre elle, je lui demandais : Pourquoi pleures-tu ? Ma mère m'apprit que l'Allemagne avait envahi la France, et qu'elle craignait pour la vie de ses parents à Paris et pour ses frères traqués et en fuite. J'avais sept ans et je jouais avec les plis de sa robe.

Nous savions que c'était la guerre car on ne voyait que des soldats dans la rue, les aliments étaient rationnés pour nourrir cette immense armée et ni les livres ni les jouets n'arrivaient plus d'Europe. À des heures fixes, avec des mines sinistres, nos parents se rassemblaient autour de mon oncle assis devant la radio. Max imposait silence et parvenait à capter les nouvelles de Londres. On disait que les Allemands tuaient tous les juifs.

Ma mère cependant avait d'autres motifs pour pleurer. Elle ne s'entendait pas avec mon père et reprochait à ma grand-mère de lui avoir enlevé Maryse bébé pour s'en occuper entièrement. Mère de



trois enfants à vingt-et-un-an, elle étouffait dans l'atmosphère bourgeoise, terre-à-terre de sa nouvelle famille. Abonnée à plusieurs magazines parisiens, regrettant sa vie d'adolescente libre à Paris, elle se consolait par la lecture. L'accumulation des livres dans son boudoir m'offrit mes premières découvertes littéraires m'immobilisant durant des heures dans un silence que nul appel ne pouvait percer.

Comme mes sœurs m'identifiaient à la méchante fillette prénommée Gisèle dans *Quel amour d'enfant !* de la comtesse de Ségur née Rostopchine, se réservant les caractères parfaits de Camille et Madeleine des *Petites Filles Modèles*, je décidai de ne m'appeler dorénavant que Monique. Rien ne put me faire changer d'avis et ma mère m'inscrivit au Cours Morin sous ce prénom que je gardais jusqu'à dix-huit ans, le seul connu de mes professeurs, camarades et amis durant toute ma scolarité. Gisèle avait disparu. Dans les derniers mois tumultueux de ma vie en Égypte, me nourrissant à peine, droguée d'un délire qui me faisait couvrir des pages à longueur de journée, je me dégageai de Monique comme d'une peau étrangère et retrouvai Gisèle.

La guerre se rapprochant, tous les immeubles arborèrent des vitres teintées de bleu et ornées de croisillons scotchés pour prévenir les éclats de verre survenant au cours de bombardements répétitifs. Ma mère nous fit faire de longues robes de chambre pour les descentes aux abris. Nous virevoltions dans ces parures, affectant des minauderies de vedettes, sûres de notre séduction. Maria nous avait appris à ranger chaque soir au pied du lit nos habits et nos chaussures pour les retrouver dans l'obscurité si une fuite rapide s'imposait. L'atmosphère du Caire devenait chaotique. Des hordes parcouraient les rues, appelant Hitler et Mussolini pour venir tuer les Juifs. Nos parents craignaient de nous laisser sortir. Quand nous faisons trop de caprices à la salle à manger, Maria nous menaçait : « vous verrez...les Allemands viendront et vous emmèneront tous... ». Ça ne nous faisait ni chaud ni froid, nous ne savions pas qui étaient les Allemands ni où ils nous emmèneraient.

La marche de Rommel sur Alexandrie fit fuir tous les Juifs de la ville. Robert, le beau-frère de Max débarqua chez nous avec sa femme, ses deux enfants – Charlie et Pierra – et leur bonne yougoslave Chichilia. Nous étions maintenant sept enfants et les courses en tricycle ou à pieds dans le long couloir qui reliait les deux appartements

devinrent plus assourdissantes et périlleuses pour les adultes qui s'y aventuraient. À la venue de la nuit, d'immenses rayons lumineux balayaient le ciel, traquant les avions ennemis. Dès que le cri strident des sirènes nous arrachait au sommeil, Ali, le portier en chef – un immense et corpulent Soudanais au visage balafré des marques de sa tribu – était déjà là, aidant les uns, portant les autres. Il me soulevait comme une plume, « n'aie pas peur... n'aie pas peur », disait-il me serrant dans ses bras. Nous descendions à toute vitesse dans les escaliers, mêlés à la foule des locataires, nous heurtant dans le noir, toute lumière et l'usage des ascenseurs étant interdits. Le fracas des canons de la défense aérienne nous terrorisait, l'immeuble tremblait sur ses fondations et nous pensions à ma grand-mère et à mon père, tous deux infirmes, restés là-haut en compagnie de ma tante.

La situation s'aggravant, nos parents louèrent une isba dans un village à la campagne. Toute la famille déménagea, même ma grand-mère et les domestiques. Les allées pierreuses du jardin parcourues en tricycle suscitaient inopinément des rencontres surprenantes avec des grenouilles, des escargots et de gros scarabées sentencieux tandis que les champs de maïs alentour offraient leurs hautes tiges feuillues aux parties de cache-cache.

Au Caire, l'attente imminente des soldats de Rommel et des forces fascistes italiennes, massés à quelque deux cents kilomètres de la frontière égyptienne, enflammait les foules arabes espérant leur victoire pour massacrer les Juifs. Impatients de se débarrasser des Anglais, des officiers de l'armée égyptienne collaboraient secrètement avec les Allemands. De son côté Amin al-Husseini, le représentant en Palestine des Frères musulmans, préparait par ses prêches incendiaires des soulèvements pronazis dans tout le Moyen-Orient. Subventionné par les régimes nazis et fasciste italien, Al-Husseini, ancien mufti de Jérusalem, attisait la haine contre les Anglais et les Juifs. J'ignorais alors, jouant dans les allées du jardin, qu'à des centaines de milliers de kilomètres, à Berlin, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères proche du ministre von Ribbentrop et de Himmler, Ernst von Weizsäcker, avait accepté qu'al-Husseini prît nos vies à sa guise parce que nous étions juifs. Insultes, menaces et diffamations quotidiennes se déversaient dans la presse locale. Des bombes avaient été lancées sur des magasins juifs et des syna-

gogues. Mais contre toute attente, les Anglais mirent en déroute les armées du Duce et du Führer, gagnèrent la bataille d'Alamein, sauvant la civilisation et accessoirement nos vies.

Excepté les Frères musulmans et les Arabes chrétiens et musulmans – alliés militaires et politiques des forces vaincues de l'Axe – tous les autres se réjouirent et célébrèrent la fin de la seconde Guerre mondiale. Hélas la joie fut de courte durée. Les 2 et 3 novembre 1945, des émeutes anti-juives éclatèrent au Caire, à Alexandrie, Mansourah, Tantah et Port-Saïd. Au cours de manifestations monstres les commerces et les maisons juives furent pillées, les filles violées, les synagogues et les écoles juives incendiées, les asiles de vieillards et les hôpitaux de la communauté détruits, les Bibles brûlées. La nièce de Joya vint visiter ma grand-mère. Elle habitait dans le Quartier juif où vivaient les pauvres de la communauté. Accompagnées des youyous des femmes arabes, une foule fanatisée avait saccagé, pillé et brûlé des maisons. La jeune fille décrivait les événements, parlant fort et pleurant compulsivement tandis que ma grand-mère s'efforçait de la consoler. Son chagrin me laissa une vive impression, les aînées chuchotèrent qu'elle avait été violée, je ne compris pas ce que cela signifiait.

Les années suivantes le malaise social et politique empira dans un climat de sourde révolte attisé par les Frères musulmans et soutenu par un terrorisme larvé contre le régime discrédité du roi Farouk. En février 1945, le Président du Conseil, Ahmed Maher, fut abattu par des terroristes des FM de plusieurs coups de pistolet pour avoir proclamé l'entrée en guerre de l'Égypte contre l'Allemagne. Les liens entre les FM et les officiers militaires germanophiles déçus par la défaite nazie se resserrèrent. Instruits et armés par les officiers qui prendront le pouvoir en 1952, les FM fomentèrent des attentats et des manifestations populaires monstres, provoquant une intense campagne xénophobe et antisémite.

Sous des formes diverses et virulentes la presse se déchaîna contre les Juifs. Manifestations de masse et attentats paralysèrent le Caire et nous empêchèrent d'aller à l'école. En mai 1946 de nombreuses bombes explosèrent ; accusés de conspiration sioniste, les Juifs furent attaqués dans les rues, les transports et les lieux publics. Il leur fut interdit d'aller en Palestine et de photographier. En 1947 la campagne de terreur continua avec des bombes lancées contre les écoles juives à Alexandrie et l'expulsion des professeurs et étudiants juifs de l'uni-

versité de cette ville. En juillet 1947, une nouvelle loi limita l'emploi des Juifs dans la plupart des professions. Anticipant les événements beaucoup d'entre eux quittèrent clandestinement le pays.

À la maison nos parents vivaient sur le qui-vive. Ils nous recommandèrent de cacher notre judaïsme, de ne pas parler des événements et de garder le silence. « Les murs ont des oreilles » se chuchotait-on. Défense absolue de prononcer le mot Israël qui fut remplacé par Texas. À cette époque mon père et sa sœur vendirent leur immeuble. Sur l'insistance de ma mère qui voulait vivre seule dans un appartement, nous déménageâmes dans l'île résidentielle de Zamalek à dix minutes de marche de l'école. Devenue une belle adolescente, Maryse décréta qu'elle ne voulait plus sortir avec un chaperon, et nous dûmes nous séparer de ma chère Maria. Ces transformations dans ma vie me causèrent un tel chagrin que ma mère eut des remords d'avoir déménagé et quitté sa belle-famille avec laquelle elle ne s'entendait pas.

À cette époque notre mère nous offrit à chacune un journal, cahier muni d'une petite serrure et auquel nous pouvions confier tous nos secrets. Ce fut le premier d'une longue liste où je commentais mes lectures et confiais mes premières terreurs métaphysiques mêlées aux premiers émois. Progressivement je développais une capacité analytique et le besoin d'extérioriser mes pensées et mes émotions par l'écriture. Cette activité, jointe à la lecture assidue des livres de ma mère se reflétèrent dans mes notes d'écolière. Le professeur de littérature lisait régulièrement à haute voix mes rédactions à toute la classe et ses éloges rehaussant mon prestige parmi mes camarades, me conférèrent à mon insu et sans que je l'eusse voulu un ascendant de chef.

Avec l'argent de l'immeuble, mon père et Esther achetèrent une coquette villa disposant d'un grand jardin près du Nil à Zamalek. Ils avaient l'intention de la démolir pour construire un immeuble quand le gouvernement la réquisitionna pour en faire un club soudanais. Désormais nous dûmes vivre sur le capital. Maryse innova à nouveau en refusant d'aller au jardin comme on l'avait toujours fait. Elle parla de clubs et de sports forçant mes parents à nous inscrire au club Tewfiqiyya, dont la piscine, les terrains de tennis et les tables de ping-pong rassemblaient des adolescents généralement juifs et chrétiens. Au rythme de ses flirts ses relations s'envenimèrent avec Ulysse qui menaçait de chasser ses amoureux avec la manivelle de la voiture.

Le Tewfiqiyya se trouvait en face de l'île de Zamalek, dans le quartier populaire d'Imbaba à l'époque peu peuplé. C'est là que nous connûmes nos premiers éveils de jeunes filles, les palpitations, les rougissements, les peurs bizarres. En fait nous n'avions pas beaucoup d'occasion de rencontrer des garçons car seules des filles fréquentaient le cours Morin et nous ne sortions qu'avec Ulysse et Maria. Au club nous nous mêlions aux jeunes filles et aux jeunes gens de notre âge. Assis en groupe devant la piscine, sirotant nos limonades, des œillades et des flirts s'amorçaient entre les aînés. Ma mère s'était rendue compte que malgré mes treize ans, je gardais une innocence enfantine prolongée dont mes sœurs se moquaient. Elle avait demandé à ma cousine Jacqueline, de huit mois mon aînée, de garder un œil sur moi et de m'apprendre que les cigognes n'apportent pas les bébés.

Entre une partie de tennis et des plongeurs à la piscine, il nous arrivait d'échanger des commentaires sur les événements survenant au Texas. Un jour, alors que je bavardais avec un jeune garçon de quinze ans, il me glissa mystérieusement qu'il parlait secrètement au Texas. Je le regardais gravement, émue par cette confiance. Il me semblait qu'il allait sur la lune.

Au Tewfikiyya je connus Claudine, une adolescente brune et maigre. Nous avions l'âge des confidences et des fortes amitiés entre filles. Un matin alors que nous étions seules devant la piscine, elle me dit qu'avec ses parents elle avait fui Alep, s'arrêtant au Liban où ils avaient de la famille avant de venir au Caire d'où ils continueraient au Texas. À Alep, me dit-elle, regardant au loin le dos appuyé contre un pilier, les Arabes avaient envahis le quartier juif, hurlant, tuant, massacrant femmes et enfants, incendiant les maisons et détruisant tout sur leur passage. Elle me parlait d'un ton calme comme si ces événements faisaient partis de l'ordre normal des choses. Nous étions en 1947, deux ans après la fin de la guerre et Claudine, les yeux vagues, me racontait le pogrom d'Alep en novembre, l'un des plus violents et des plus meurtriers.

Bien des décennies plus tard, au cours de mes recherches j'appris que de nombreux criminels nazis avaient gagné l'Égypte et la Syrie. Des soldats musulmans arabes ou des Balkans, ayant servi dans les armées de l'Axe désormais en déroute, revenaient humiliés par leur défaite dans un monde arabe en ébullition. Alors que l'Europe découvrait

les décombres de ses villes incendiées, l'anéantissement de toute une jeunesse, l'infamie des génocides industriels, les politiciens et les intellectuels arabes chrétiens et musulmans glorifiaient encore le nazisme et le fascisme. Les officiers militaires qui plus tard fomenteront des révolutions et prendront le pouvoir en Égypte, Syrie et Irak, avaient tous collaboré avec les forces de l'Axe. L'Allemagne avait été vaincue mais les pays arabes drogués par la propagande nazie et fasciste dès les années trente se préparaient dans un reflux de haine, à poursuivre la mission interrompue de Hitler. Nul ne l'ignorait, ils le proclamaient haut et fort. En Palestine, où affluaient les rescapés juifs des camps européens d'extermination et les Juifs fuyant clandestinement les pays arabes, s'annonçait un combat apocalyptique. Les pays arabes s'y étaient préparés massant leurs armées aux frontières de la Palestine où la milice du mufti, déjà infiltrée dans les villages arabes, harcelait les habitants juifs.

À cette époque, je commençais à m'intéresser à la politique, lisant les journaux livrés à la maison. Comprenant que des événements graves se passaient, je me forçais à parcourir *La Tribune Juive* publiée jusqu'à la fuite de son éditeur Jacques Rabin. Je le rencontrais bien des décennies plus tard à Tel Aviv alors que j'interviewais les témoins de cette époque.

La guerre israélo-arabe de 1948 empira la situation. Le 13 mai 1948 la censure fut proclamée et le lendemain la loi martiale. Dans la nuit, la police arrêta quelque six cents Juifs et les emmena menottés en prison. De nombreux autres vinrent les rejoindre et les arrestations continuant, les juifs furent internés dans des camps près d'Héliopolis, d'Aboukir et de Port-Saïd, les femmes séparées des hommes. Le 15 mai, en réponse à la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, sept États arabes lui déclarèrent la guerre. Le 24 mai le gouvernement instaura des cours martiales, interdit aux Juifs de quitter le pays, supprima tous les journaux juifs et mit sous séquestre les biens des personnes soupçonnées de sionisme. Une liste de suspects fut dressée. Du jour au lendemain des gens expulsés de leur travail furent privés du droit de se défendre devant les tribunaux ; ceux qui tentaient de les aider furent eux-mêmes poursuivis. La police ferma les centres culturels et les clubs juifs et interdit toute réunion. À la recherche d'indices elle effectuait régulièrement des fouilles nocturnes dans les maisons et les synagogues. L'angoisse s'empara de toute la communauté.

Le 6 juin des explosions ébranlèrent des magasins juifs et une semaine plus tard, la populace attaqua deux fois le quartier juif de Zuweleh au Caire, tuant les habitants dans les maisons, les rues, les lieux publics et détruisant les maisons. Le 20 juin le dynamitage de douze maisons dans le quartier de la secte juive des Karaites fit de nombreux tués et blessés. Le 28 juin des bombes explosèrent dans les grands magasins juifs, causant un nombre considérable de morts et de blessés et la destruction de cinq cents commerces. La campagne de terreur anti-juive continua avec l'expulsion hors de certains quartiers de familles entières dans les vingt-quatre heures. Les meubles n'ayant pu être démenagés étaient pillés sur les trottoirs ou vendus à vil prix. Jusqu'en septembre des explosions répétitives dévastèrent le quartier juif. En juillet, des bombardements simulés par le gouvernement égyptien, faisant tirer du canon à ras des maisons, excita la fureur de la foule qui se répandit dans les rues du Caire. Conduite par des meneurs, hurlant et pillant, elle attaqua tous les Européens aux cris de « Juifs ! Juifs ! » prenant à partie de nombreux étrangers. L'Américain Stephan Haas et le Français Henri Gaillard, furent tués à coups de couteau. Les États-Unis, la France, la Grèce, l'Italie protestèrent. Le calme revint quand le Royaume Uni menaça de rétablir l'ordre en faisant marcher sur le Caire ses troupes postées sur le canal de Suez.

Des émeutes similaires, parfois plus meurtrières, se déroulèrent dans tous les pays arabes de l'Irak au Maghreb, alimentant chez les jeunes un mouvement de départs clandestins vers Israël alors agressé militairement par les armées arabes. Dans le nouvel État hébreu la milice musulmane d'Amin al-Husseini qui avait servi dans les armées de l'Axe, trois ans plus tôt, menait sa guérilla. Après l'armistice de 1948 entre les pays arabes et l'État d'Israël, l'humiliation de la défaite et la rage des officiers préparèrent le terrain des futures révolutions arabes. Les emprisonnements, les expulsions arbitraires, les discriminations dans tous les domaines professionnels, l'ambiance antisémite de haine et de terreur, réduisirent sensiblement la communauté. Les gens parlaient en secret. Soudain un chuchotement nous apprenait que X ou Y avait définitivement quitté le pays. Malgré ces circonstances, le comportement des Égyptiens en général demeura correcte. Les domestiques n'assassinèrent pas leurs maîtres même si la police les avait chargés de les espionner. Les pogroms, les tueries, les viols,

les bombes s'intégraient à une politique d'État et à la stratégie des FM pour faire fuir les Juifs. Mais le peuple, quand il n'était pas l'instrument de meneurs ne manifesta pas de violence spontanée. Au cours d'une émeute contre les juifs au Khan Khalil – vieux quartier commercial – un *barwab*<sup>1</sup> sauva la vie de Jo, mon futur beau-frère, en le dissimulant dans un immeuble. Moi-même, plus tard, je fis l'objet d'attentions particulières de mes amis égyptiens. Eux aussi d'ailleurs – propriétaires fonciers ou apparentés à la famille royale destituée et ruinée par la révolution nassérienne, ou classes aisées éduquées – étaient victimes de la répression révolutionnaire et de la campagne d'arabisation forcée déferlant dans les années cinquante sur tout le Moyen-Orient.

#### ENTRE-DEUX GUERRES : 1948-1956

La guerre de 1948 contre Israël avait traumatisé les officiers égyptiens. Ils attribuèrent à la corruption, à l'armement défectueux et aux vices du régime une défaite rendue d'autant plus cuisante par la nature méprisante de l'ennemi. Désormais un groupe d'officiers nationalistes alliés aux FM mobilisera la nation pour écraser Israël, chasser l'Angleterre haïe et se débarrasser du régime royal exploitant le peuple par le maintien de ses privilèges.

De son côté la confrérie des FM intensifia les actes terroristes et les manifestations monstres culminant en émeutes et pillages qui désorganisèrent la vie des grandes agglomérations. Sabotages et attaques se multiplièrent contre les bases anglaises situées sur le canal de Suez. Après la signature du deuxième armistice avec Israël, les FM dynamitèrent les entreprises juives en Égypte et firent abattre Nokrachi Pacha, président du Conseil et artisan de l'armistice. En représailles, le Guide suprême de la Confrérie fut lui-même assassiné.

À la fin de 1949, l'Association des Officiers Libres s'organisa et nomma un Comité Exécutif de cinq membres : Gamal Abdel Nasser, Kamal al-Din Husayn, Khaled Mohyeddine, Hassan Ibrahim, Abdel Mun'im abd al-Rauf. Les trois premiers avaient milité dans le mouve-

1. Portier.

ment *Misr al-Fattah* (Jeune Égypte) xénophobe et antisémite, fusionnant arabité et islam. Hassan Ibrahim et le pilote Abd al-Rauf avaient tenté en 1941 de rejoindre les Allemands. D'autres officiers aux antécédents nazis s'affilièrent au Comité exécutif dont Nasser devint président en 1950. Les idéologues de ce mouvement projetaient, par l'égyptianisation de l'industrie, de développer les ressources du pays, réduire la crise économique et la dépendance de l'Égypte envers l'étranger.

Durant ces années, le malaise social s'aggrava avec l'exploitation d'un sous-prolétariat soumis à des conditions inhumaines d'hygiène, de salaires et d'horaires. Les grèves et les jacqueries se répétaient mais la censure sur la presse et la radio étouffaient les revendications sociales. Le 7 janvier 1952 Nasser tira dix-sept balles sur le général Husayn Sirri Amir, l'homme du roi opposé aux Officiers Libres. Les troubles reprirent et le 26 janvier à l'instigation des FM le Caire fut incendié par une foule en délire s'attaquant aux biens des étrangers mais surtout des juifs. Les grands magasins Cicurel, Adès, Chemla, Benzion, Oreco, appartenant tous à des Juifs, partirent en flammes, tous les biens furent pillés et la destruction de quatre cents immeubles mit douze mille familles juives dans la rue. Toutes les écoles juives furent incendiées et leur contenu volé.

En juillet 1952 la révolution des Officiers Libres, suivie du départ du roi Farouk avec sa famille, stabilisa le pays. Mais le passé des nouveaux maîtres et l'immigration croissante de criminels nazis nommés à des postes importants de l'État, notamment la police et l'armée, préfiguraient l'avenir. L'année suivante, une police politique s'occupant des Affaires juives fut créée. En été 1954 l'Affaire Lavon éclata. Elle impliquait de jeunes juifs en lien avec Israël et déclencha des arrestations massives. La campagne d'arabisation de la vie nationale supprima par la loi du 21 septembre 1955 les tribunaux religieux juif et chrétien. À partir de 1955 la surveillance des juifs, de leurs activités, de leur courrier par la censure, devint coordonnée et systématique, dotant chaque juif d'un dossier personnel. Une pléthore d'ouvrages nazis et antisémites envahit kiosques et librairies. Le 15 octobre 1955 le Président Nasser déclarait au principal journal égyptien *Al Ahram* qu'il ne se battait pas seulement contre Israël, mais aussi contre le Sionisme mondial et le capital juif. Anouar el-Sadate, ministre d'État affirma à la radio du Caire (27

décembre 1955) qu'il était du devoir de l'Égypte de combattre les Juifs au nom de Dieu et de la religion et de terminer la guerre que Mahomet avait commencée. Le conflit religieux était lancé et l'étau économique, culturel et social se refermait sur la communauté.

Entre-temps, à la maison la vie suivait son cours et s'organisait entre l'école et le club. Nous étions beaucoup plus libres car nous n'avions plus Maria, et le séquestre des biens de notre père limitant nos moyens, nous dûmes nous séparer d'Ulysse. En ces temps troublés Colette eut peur d'aller au club situé dans une zone populaire et demanda de devenir membre du Gezira Sporting Club, beaucoup plus proche de chez nous. Il était en effet difficile de marcher dans les rues sans être harcelées par des bandes de jeunes gens qui nous encerclaient en nous importunant. Si un ami nous accompagnait, reconnu comme juif il était roué de coups. Il était pratiquement impossible aux jeunes couples de se promener sans subir les provocations de bandes contre la jeune fille, afin de susciter une riposte de son compagnon qui s'interposant recevait les coups de tous. Même à Zamalek, quartier résidentiel d'ambassades, de ministres et de familles princières bénéficiant d'une protection accrue, les violences pouvaient surgir.

Le Gezira Sporting Club ne pouvait se comparer au Tewfikiyya. Créé par les Anglais en 1882 dans une partie des Jardins Botaniques du Khédive, il offrait un magnifique terrain de golf de dix-neuf trous bordé d'arbres centenaires, une impressionnante Club House, des terrains de tennis, une piscine olympique, un terrain de polo et de nombreuses autres facilités sportives.

Vivre dans l'île de Zamalek entre l'école et le Sporting club nous maintenait dans un cocon protecteur, loin de la violence du centre-ville. Nous pouvions encore penser comme allant de soi, que notre avenir se déroulerait dans ces quartiers, dans ces rues que nous connaissions. Que dans quelques années nous pourrions encore passer devant l'école de notre enfance ou le parc où nous jouions et que ces cousins, ces tantes, ces amis, ces visages connus depuis notre naissance nous accompagneraient au long du temps. Nous pouvions faire des projets... Mais les jeunes, bien avant les vieux, virent la haine de la foule, les licenciements de Juifs, les blocages des administrations, les arrestations, l'insécurité et ils commencèrent à réfléchir à leur avenir et à leur départ d'un pays qui devenait une prison. Depuis 1948 la



communauté avait perdu une grande partie de sa jeunesse, plus de la moitié avait fui le fanatisme obscurantiste et la discrimination.

Colette se maria en 1953 avec Isaak B..., puis vint le tour de Jacqueline, suivie par Maryse avec Jo Z... en 1955. Ce furent de beaux mariages dans la grande synagogue fleurie et illuminée avec des distributions de dragées ; puis rieuses, elles partirent avec leurs maris dans leurs appartements pour une nouvelle vie. Moi je venais de terminer une année de propédeutique et j'étais avide d'apprendre. Malgré tous leurs efforts les parents n'avaient pu lever le séquestre et libérer leurs biens. Notre situation économique devenait toujours plus précaire. Après mes études, j'avais été m'inscrire au Bureau du tourisme comme guide, mais quelque temps plus tard une collègue m'accusa de faire de la propagande sioniste avec les touristes et mon autorisation ne fut pas renouvelée. Une jeune fille juive rencontrée par hasard me dit à voix basse qu'elle partait et que je pourrais la remplacer comme secrétaire chez un psychologue algérien. Le Dr Ahmed était un homme brillant, ouvert, dépourvu de tout préjugés. Il m'engagea aussitôt pour quelques matinées par semaine avec un salaire minime, mais je m'en accommodais car je voulais garder du temps libre.

Le Caire présentait, en effet, une passionnante topographie architecturale vieille de dix siècles. Je me promenais avec ravissement dans les vieux quartiers dont les façades lépreuses d'habitations délabrées exhalaient leurs bouffées d'histoire par une moulure fatimide, une porte mamlouk ou une colonne de granit rose. Le Musée égyptien et surtout sa bibliothèque m'offraient des journées délectables, auxquelles s'ajoutèrent les découvertes du Musée d'Art Arabe dont la bibliothèque contenait l'inestimable collection des ouvrages rédigés par les savants français de l'expédition de Bonaparte. La fréquentation assidue de ces deux musées me révéla l'immense contribution de la France à la modernisation de l'Égypte et du Levant. Écoles, universités, égyptologie, botanique, infrastructures, hôpitaux modernes, culture, autant de domaines où excella entre autres pays, la France, hissant l'Égypte hors du Moyen-Âge vers la modernité.

Obligée d'éviter les transports publics bondés où une multitude de mains indiscretes exploraient mon anatomie, j'allais à pieds sillonnant le Caire sans jamais me lasser. Accolée au golf du club, une école d'équitation rassemblait un petit groupe d'écuyers qui se retrou-

vaient régulièrement pour monter leurs chevaux. J'y allais souvent après ces escapades pour galoper dans un chemin longeant le golf.

Dès 1955 et compte tenu des discriminations et de l'insécurité grandissante ciblant les Juifs, les projets de départ furent discutés même dans notre famille. Le nassérisme renforçait la rhétorique anti-Israélienne du nationalisme arabe et l'afflux des criminels nazis se manifestait à tous les niveaux sociaux et professionnels. Les maris de mes sœurs avaient déjà envisagé les diverses options s'ouvrant à eux. Maryse, Jo et leur fils de deux ans rejoindraient à Bruxelles la famille de Jo déjà partie. Jacqueline irait au Brésil avec son bébé, son mari et tout son groupe du Tewfekiyya. Sa famille suivrait, y compris ma grand-mère. Tous s'astreignaient à étudier le portugais. Esther se chargeait aussi de sa tante Emily devenue veuve et presque aveugle.

Charlie était déjà venu l'air grave me dire adieu. Nous ne savions quand nous nous reverrions. Une partie de notre enfance se dérobaient déjà. D'autres jeunes gens passèrent chez moi, certains me demandèrent de les épouser et de partir avec eux, qui en France, qui au Canada, qui au Brésil. Nous commencerions là une nouvelle vie. Ils partaient armés de leur seule volonté de travailler, de réussir, de subvenir aux besoins de leur famille, les vieux, les parents, les infirmes qui les accompagneraient. Nul ne serait oublié, nul ne serait abandonné. S'arrachant brutalement à leur monde, à leur enfance, saisis d'appréhension devant cet avenir qu'il leur faudrait forger du néant, ils m'avouaient timidement une passion que j'avais devinée mais à laquelle je ne pouvais répondre. Je n'étais heureuse que dans l'écriture, esclave de ce merveilleux outil d'initiation au monde qui emplissait l'esprit d'éternité. Rien ne me comblait davantage que cette page blanche que je noircissais, feuillet après feuillet, drogue aux éclairs insoutenables, maître insatiable de chaque instant de ma vie. Et cette communauté, ces personnages, ce pays que je quitterais définitivement submergeaient la blancheur des pages d'une insurmontable marée de mots. Je n'étais plus moi-même, j'étais le regard et la main.

Voyant ce sauve-qui-peut de parents et d'amis, notre propre départ de projet devint une certitude. Mon père voulait aller au Brésil avec sa sœur. Mais ma mère avait décidé, dur comme fer, qu'elle ne partirait qu'à Londres où se trouverait sa fille Colette. Quant à moi, je plaçais pour un kibboutz en Israël. Or un énorme obstacle s'opposait à notre

départ : le séquestre sur la fortune de mon père. Rien n'avait pu l'annuler. Mais un jour un événement exceptionnel survint au Sporting club alors que je me joignais à quelques amis. Un jeune inconnu s'y trouvait, on me le présenta, nous portions le même nom ! Étudiant aux États-Unis il était venu passer ses vacances au Caire chez son père, Maître O..., un célèbre avocat. On disait dans la famille qu'enfant pauvre du Quartier juif, le futur avocat avait bénéficié des largesses de mon grand-père et pris son nom. Nous devînmes bons amis et je lui parlais du séquestre de nos biens. Son père pouvait-il nous aider ?

Quelques jours plus tard mon ami vint accompagné de Maître O... me voir au club. Une rencontre eut lieu à la maison avec mon père et ma tante Esther. Puis apprenant que j'avais été expulsée du Bureau du tourisme il en fut indigné et me dit qu'il fallait me battre. Je tombais des nues, me battre ? contre qui ? Deux mois plus tard, le séquestre était levé et deux investisseurs coptes se proposaient d'acquérir la propriété. Le prix ridiculement bas n'atteignait pas le quart de sa valeur. Mais nous étions à la veille d'une guerre, les discours nassériens enflamaient les foules. Tout le monde savait que la communauté juive était aux abois et que les Juifs bradaient leurs biens pour fuir. Les journaux les accusaient de sucer le sang du peuple et encourageaient la populace à se venger. Il fallait saisir l'occasion. Ce dénouement était un miracle. Nous étions libres pour partir. Alors le soir, après le départ de notre domestique Abdou, j'allumai un feu dans la cheminée et y jetai tous mes cahiers, mes journaux, mes manuscrits.

Le 26 juillet 1956 dans un grand éclat de rire Nasser avait annoncé la nationalisation du canal de Suez, suscitant en Égypte une ébullition nationaliste. Autour de moi on ne parlait que de guerre. Des amis diplomates m'avaient chuchoté qu'il fallait partir, que nous n'étions pas en sécurité. Pedro, un attaché à l'ambassade d'Espagne d'une cinquantaine d'années, me murmura en aparté que son gouvernement pourrait nous donner des visas et même une nationalité en souvenir de l'expulsion des juifs par l'Inquisition.

Le 29 octobre 1956, la guerre de Suez fut déclenchée par une coalition de trois États : Israël, la France et l'Angleterre, chacun ayant leurs propres motifs. L'État hébreu voulait mettre fin à la guérilla menée par l'Égypte contre son territoire, tandis que Londres et Paris réagissaient à la nationalisation du Canal. Un cycle d'événements fatidiques s'ensui-

vit : arrestations massives d'hommes et de femmes juifs, expulsions dans les vingt-quatre heures, souvent menottes aux mains, séquestres.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1956, la Proclamation militaire n°4 renouvela la Proclamation n°26 de 1948. D'octobre 1956 à mars 1957, cinq cents entreprises juives furent séquestrées et leurs fonds gelés à la banque ; des listes noires de huit cents autres bloquèrent leur capital. En novembre 1956, la nouvelle loi sur la nationalité stipula que les sionistes ne pouvaient acquérir la nationalité égyptienne et prononça la déchéance de ceux qui la possédaient (Loi sur la Nationalité N°392, 20 novembre 1956, art. 1 et 18, parue au Journal Officiel du 20 novembre 1956).

Plus de quatorze mille juifs quittèrent l'Égypte dans les conditions les plus dures. La peur et l'angoisse s'abattirent sur toute la communauté, une étouffante atmosphère de panique et de méfiance s'installa. La presse, la radio, les fausses rumeurs, une habile campagne d'intimidation diffusaient l'inquiétude et l'affolement collectif. Nul n'était à l'abri d'un ordre arbitraire d'emprisonnement, d'expulsion ou de retrait de sa nationalité. La nuit, généralement à l'aube, la police sonnait aux portes des juifs et leur remettait un ordre d'expulsion avec un délai variant de vingt-quatre heures à sept jours. D'autres étaient emmenés illico de leur foyer ou de leur travail dans un lieu de détention inconnu. Certains, placés sous surveillance policière, ne pouvaient sortir de leur domicile. Le téléphone coupé ôtait tout contact. Les privilégiés exemptés de ces mesures recevaient quotidiennement des lettres de dénonciation et de menaces. Expulsés de leur emploi sans salaire et sans indemnité, chassés des lieux publics et des clubs, menacés par la radio et la presse, on se sentait surveillés, traqués par la police secrète et les agents provocateurs.

Terrorisés par ce halo de suspicion générale, d'hostilité méprisante et vindicative qui se caillait autour de nous, les chefs de famille n'avaient qu'un souhait : quitter leur patrie devenue une prison. Le gouvernement d'ailleurs, leur facilitait la tâche. Les apatrides étaient menés à la police criminelle où après avoir subi des sévices, leur permis de résidence leur était retiré et déchiré sous leurs yeux. Quant aux Égyptiens, leur passeport n'était pas renouvelé tandis que l'emprisonnement ou l'expulsion frappaient les Juifs étrangers. Les conditions de départ étaient drastiques. L'apatride et l'Égyptien devaient obtenir un laissez-passer délivré en échange d'une somme substantielle. Il s'enga-

geait à renoncer à sa résidence ou à sa nationalité, à tous ses biens et à ne plus revenir en Égypte. À leur départ, minutieusement fouillés par la douane, même dans leurs parties intimes, les émigrants pouvaient, théoriquement emporter vingt livres égyptiennes, réduites ensuite à dix et souvent confisqués par la police avant le départ.

Au début de 1957, quatre mille cinq cents juifs avaient perdu leurs moyens de subsistance ; cinquante pour cent des émigrants égyptiens ou apatrides n'avaient plus les moyens de payer leur voyage. Toutes les œuvres communautaires étaient paralysées et leurs fonds gelés. Au Caire, l'Hôpital Israélite qui soignait gratuitement huit cent Juifs nécessiteux fut réquisitionné par l'armée égyptienne et tous les infirmiers et infirmières juifs licenciés. Aucun malade n'y eut plus accès. La polyclinique communautaire fut réquisitionnée et fermée, de même que le centre social qui soignait mille trois cents malades et avait distribué au cours de l'année des repas gratuits à plusieurs milliers d'indigents.

Les écoles communautaires qui dispensaient un enseignement pratiquement gratuit à mille sept cents élèves nécessiteux, furent réquisitionnées et transformées en camps d'internement. Le gouvernement confisqua directement celles de Tantah, un faubourg du Caire. Seuls l'Asile de Vieillards et La Goutte de Lait purent poursuivre leurs activités. Les chefs de la communauté emprisonnés, expulsés ou séquestrés furent réduits à l'impuissance. Ce seront les israéliens de l'étranger qui financeront l'exode massif du judaïsme égyptien avili, humilié, ruiné. En novembre 1957 le nombre de réfugiés atteignit vingt-cinq mille. Du 15 mai 1948 au 1<sup>er</sup> janvier 1959, quarante-cinq mille juifs avaient quitté l'Égypte, sur ce total 34 787 allèrent en Israël.

Nous n'apprîmes que partiellement ces nouvelles par le bouche-à-oreille, personne ne se parlait. D'ailleurs notre téléphone fut coupé. Par une sorte de prémonition géniale, ma mère sautant dans un taxi aux premières heures du 29 octobre 1956 se rendit à la banque et vida son coffre. Une heure après, le séquestre bloquait les biens des Juifs placés dans les banques. La volatilité politique et l'affolement général provoquèrent une nouvelle baisse du prix d'achat de notre terrain. On ne pouvait faire la fine bouche et on prit ce que l'on fut assez heureux d'obtenir le plus rapidement possible grâce à M<sup>e</sup> O... Puis des concilia-bules mystérieux eurent lieu au sujet de convoyeurs. Comment reconnaître les escrocs des hommes honnêtes ? Il fallut se fier aux conseils de

certaines personnes pour confier sans reçus tous nos avoirs à un nom qu'on n'osait pas même prononcer, et espérer qu'il les déposerait dans une banque suisse. Ma mère reçut un Avis lui interdisant en tant qu'Ex-Française de sortir de son appartement. Notre domestique Abdou et les portiers étaient chargés de contrôler ses sorties. En tant que Française, les terrains de ma grand-mère Céline dans les villages de Zefta situés dans une agglomération du Delta furent définitivement confisqués ainsi que les titres de mon père investis dans différents complexes immobiliers.

La guerre avait surpris Colette, Isaak et leur fils de quatre ans alors qu'ils étaient à Londres. Quand la situation se calma son mari, un Anglais, rentra au Caire pour liquider son affaire et son appartement. Mais il fut mis aux arrêts dans son domicile avec un *chaouich*<sup>2</sup> gardant sa porte jours et nuits. Mon beau-frère paya une grosse somme et fut emmené menotté, de l'appartement à l'avion, sans une seule valise.

Dire que nous irions avec Colette à Londres était facile, encore fallait-il obtenir un visa d'entrée pour apatrides, étant déchu de notre nationalité égyptienne. En été 1957, nous reçûmes un visa provisoire pour l'Angleterre après que Isaak eût confirmé que nous avions de l'argent pour vivre. Colette, Maryse et Jo, Jacqueline, leurs familles et leurs amis étaient tous partis, liquidant leurs affaires et leurs foyers. Nous étions les derniers avec les Forté qui attendions notre départ. Notre appartement fut mis en vente, l'éparpillement des objets et des livres achevaient de détruire notre passé. Nous avions nos billets d'avion et les deux valises par personne étaient bouclées, avec quelques photos et livres glissés entre les vêtements. Nous partirions par KLM et nous ferions escale à Copenhague où Maryse et Jo viendraient nous voir. Le lendemain nous irions à Londres chez Colette.

Mais ma mère se cassa le talon. Les médecins de famille étaient partis ou emprisonnés. Elle alla chez un rebouteux qui la soigna fort bien et lui mit un plâtre. Il nous fallut remettre notre voyage à octobre et faire renouveler le visa. Nous partîmes à l'aube, en cachette, sans dire adieu à personne, craignant les dénonciations malveillantes. Les Forté nous accompagnèrent à l'aéroport. J'étais désormais en charge de deux infirmes. Les expressions étaient tragiques, nous retenions nos larmes avant la séparation et le départ de chacun vers un destin inconnu.

2. Gendarme.



## L'EXPULSION

Munis de nos passeports Nansen<sup>3</sup> obtenus au consulat suisse du Caire, nous avons quitté presque à l'aube la maison des Forté, sachant qu'à l'aéroport nous subirions des interrogatoires et des fouilles. Ces dernières heures que nous passions en Égypte seraient peut-être les plus dangereuses. Je n'avais pas dit adieu à mes amis, ni leur avait laissé une adresse, car je partais comme dans une mort, et les spectres ne reviennent pas. Seule mon apparence corporelle subsistait encore en Égypte, mais moi j'étais partie. Sans doute avais-je le regard absent de tous ces amis qui étaient venus me dire adieu.

Submergés de chagrin, nous parlions peu dans la voiture conduite par Max. Quelques jours plus tôt j'avais été avec ma mère, ma tante Esther et ma grand-tante Emily au cimetière juif de Bassatine. Entre les tombes éventrées, les pierres brisées gravées de noms hébreux, nous avançons vers le caveau familial pour réciter une dernière prière et dire adieu à nos aïeux. Ma mère souffrait cruellement de sa fracture au pied et pouvait à peine marcher, Emily se traînait difficilement. Du ciel plombé ardeait une chaleur brûlante, tandis que le khamsin nous couvrait d'un vent de poussière fine. Cahin-caha nous parvînmes devant le caveau surmonté d'une sorte de chapelle sur un terrain encerclé d'une grille. J'avais tenu à accompagner ma tante dans cet adieu funèbre à notre lignée. Je voulais aller jusqu'au bout de ce processus de totale destruction que j'observais attentivement, sans me dérober, agir en moi et dans la communauté. Alors que nous retournions vers la voiture, des gamins arabes surgis de nulle part nous lancèrent des pierres. Je protégeais Emily, la plus vulnérable, soutenant son corps chétif jusqu'à la voiture. Cela était l'adieu de l'Égypte.

Combien de temps dura l'interrogatoire à l'aéroport ? On nous fit signer des documents certifiant que nous renoncions à notre nationalité égyptienne, à tous les biens que nous y avons laissés et que nous ne retournerions plus en Égypte. Nous passâmes ensuite tous les trois à la fouille corporelle pour détecter des bijoux ou de l'argent dissimulés sur nous. Quand je revins dans le hall je vis nos valises ouvertes et le conte-

3. Le passeport Nansen créé en 1922 par Fridtjof Nansen était un document d'identité protégeant les réfugiés.

nu jeté au sol. Un Soudanais haut de taille et de large carrure portant des bottes comme les officiers nazis malgré la forte chaleur, marchait furieux de long en large, zébrant l'air d'un grand knout. Il cherchait des bijoux et de l'argent qu'il ne trouvait pas et s'acharnait avec des menaces et des insultes à déchirer des ourlets, vider le flacon de café de mon père, éventrer des boîtes dans la recherche d'un butin introuvable.

Le plâtre de ma mère fut brutalement cassé et les vêtements que je m'évertuais à replacer dans les valises, jetés à nouveau au sol. Je voyais derrière une barrière en fer les visages décomposés de mon oncle et de ma tante, assistant à cette scène. Dans le coin opposé, les stewards de KLM, les bras croisés, le visage impassible, nous attendaient pour partir. Mais arpentant la salle comme un forcené, l'homme au knout criait : « Je ne vous laisserai pas aller tant que je ne découvrirai pas les bijoux ! ». C'est alors que l'un de ses assistants avisa sur mon poignet cinq cercles d'or achetés récemment au Khan Khalil à dix livres chacun et autorisés par la loi. En effet chaque émigrant pouvait prendre avec lui dix livres en espèce et des bijoux d'une valeur de cinquante livres. Je les avais achetés pour les vendre à Londres et avoir un peu d'argent. D'un regard l'homme les désigna à son patron et vint me les arracher. Je montrai la facture de cinquante livres – pas plus ! Rien n'y fit. Mais même ce pauvre butin leur échappa car Max les réclama et on les lui donna.

Combien d'heures avait duré cette scène ? L'équipage de l'avion s'impatientait. On nous laissa finalement partir, des employés de KLM se chargèrent des valises, les stewards aidèrent mon père et ma mère claudiquant vers l'avion. Il était presque vide. J'allais m'asseoir au fond de la cabine, près d'un hublot. À mesure qu'il s'élevait, j'embrassais d'un coup d'œil la vallée du Nil, serpentant entre deux déserts, ruban de soie verte scintillant dans la lumière rosée du matin. Je la regardais jusqu'à sa disparition, ce fut mon dernier adieu.

Le steward vint s'asseoir près de moi. « Ne pleurez pas – me dit-il, et je m'aperçus alors que des larmes coulaient sur mon visage – vous partez vers la liberté. »

La liberté ? Qu'était-ce ?

À Copenhague Jo se chargea des valises et nous accompagna à l'hôtel. Il rassura aussitôt ma mère : l'argent et ses bijoux étaient bien arrivés, rien ne manquait. Le soir nous dînâmes à la salle à manger de l'hôtel. Revoir ma sœur et mon beau-frère dans ce cadre neuf me parut

étrange. C'était moi et pas moi qui vivais ces instants. Je sortais d'un monde et me trouvais au seuil d'un autre, étrangère à moi-même.

Le lendemain nous partîmes pour Londres. À l'arrivée nous présentâmes nos passeports Nansen et fûmes dirigés vers un fonctionnaire. Il nous interrogea sans aménité, nous déclara que nous étions des hôtes provisoires et qu'à la moindre incartade nous serions expulsés. Isaak vint nous chercher et nous conduisit chez lui en attendant que nous organisions notre séjour. Nous fûmes heureux de retrouver Colette, restée seule à Londres, malade avec son fils de quatre ans durant les mois de résidence surveillée de son mari dans l'appartement.

Plus tard, à mon mariage, je renonçais avec regrets à mon passeport Nansen. Il nous avait sauvés et conduits à la liberté.

#### LONDRES 1957

Quand nous avons quitté le Caire, nous n'avions aucune idée de ce que nous ferions à Londres où aucun de nous n'avait jamais été. Nous avons fui, emportés dans la vague générale, atterrissant à Londres parce que Colette s'y trouvait. Mon intention était d'y laisser mes parents et d'aller en Israël.

L'appartement de ma sœur était une boîte minuscule au premier étage d'un petit immeuble à Earls Court. On pouvait à peine remuer dans la chambre de mes parents tant elle était étroite. Quant à moi, mon lit était le sofa du salon après la séance de télévision. L'utilisation du chauffage et l'eau chaude était un luxe inaccessible. Ma sœur m'apprit à faire la vaisselle, la cuisine, à me débrouiller dans les métros. Je l'accompagnais dans ses courses à High Street Kensington. Maintenant que nous étions sortis d'Égypte, qu'allions-nous faire ? Mon beau-frère nous fit comprendre qu'on ne pouvait s'éterniser chez lui. Mes deux parents étant devenus invalides, je dus assumer la responsabilité de notre installation dans l'hiver glacial de 1957.

Souvent fuyant le froid de l'appartement et n'ayant aucun lieu à moi, je me réfugiais dans un musée relativement proche, le Victoria & Albert Museum à Kensington, dont le bibliothécaire me permit de consulter les livres. C'était le lieu idéal pour penser et écrire. En Égypte déjà, après ma

scolarité, la fréquentation assidue des bibliothèques de musées m'avait ouvert la voie aux fabuleuses découvertes qu'elles recelaient. La France avait construit au XIX<sup>e</sup> siècle ces lieux du savoir humain pour y archiver précieusement chaque œuvre afin de la conserver pour le bien public et la rendre disponible à chacun. J'étais saisie de ravissement devant les trésors des musées du Caire et d'Alexandrie, œuvres pionnières des savants français. Plus tard, quand en 1955-56, les juifs furent interdits de se rendre dans les lieux publics, et que seules les rues m'étaient autorisées, je rencontrai par hasard au cours de l'une de mes marches le bibliothécaire du Musée d'archéologie, un Copte d'une soixantaine d'années. Nous fîmes un bout de chemin ensemble : « Pourquoi ne venez-vous plus au musée ? – me demanda-t-il – revenez, je vous laisserai entrer. » Je retournais à la bibliothèque où j'avais passé d'innombrables journées. Le bibliothécaire et la secrétaire, copte elle aussi, m'accueillirent chaleureusement et renouvelèrent spontanément ma carte de lectrice malgré les interdits. Les humbles gardiens des salles du musée me souriaient affectueusement, heureux de mon retour.

À Londres, dans la bibliothèque du Victoria & Albert Museum, j'échappais au froid pour écrire une nouvelle dont le héros m'épatait. Là, un matin, levant les yeux de ma feuille, je découvris soudain une vision féérique. La fenêtre donnait sur un jardin où trônait un immense bouddha dont la sérénité accompagnait mes réflexions. Une étrange matière blanche et floconneuse descendait lentement du ciel et silencieusement transformait le jardin en un écran blanc l'enveloppant d'une luminosité laiteuse que je n'avais jamais vue. C'était la neige. Je contemplais désorientée cette féerie, partagée entre mon désir de rester et ma panique. Comment rentrerai-je chez ma sœur où six et parfois sept personnes s'entassaient dans trois minuscules pièces ? Je me levai précipitamment et gagnai la sortie. Les gens déambulaient tranquillement dans les rues, ils avaient ouvert leurs parapluies, moi je n'en avais pas. Je m'enhardi sur le trottoir. Pour la première fois de ma vie je marchais dans la neige.

J'ignorais alors que parmi les gardiens de ce musée je croisais le comte X... dont l'épouse, un soir de décembre 1957, m'ouvrirait la porte de son *boarding-house*. Il neigeait ce soir-là et je cherchais un logement pour mes parents et moi-même après avoir essuyé toute la journée les refus péremptoirs que s'attirent les réfugiés apatrides. La nuit tombait quand je sonnais à une porte où s'affichait une annonce

de location. Une femme costarde et massive m'ouvrit. Son apparence peu amène m'ôta tout espoir. Je répondis à ses questions : je cherchais une chambre pour mes parents, mon père était invalide mais nous avions de l'argent pour payer la location. Elle me fit entrer dans le hall et poursuivit la conversation. Contrairement à mes prévisions, elle accepta de nous louer une grande chambre située par bonheur au rez-de-chaussée où se trouvait aussi la salle de bain, mon père ne pouvant monter des escaliers. Plus tard la comtesse – elle-même réfugiée ruinée de Pologne – dit à ma mère qu'en ouvrant sa porte, il lui avait semblé voir un ange sous la neige. C'était la veille de Noël, peut-être nous hébergea-t-elle pour cette raison. Avec beaucoup de délicatesse, elle comprit notre régime d'économie drastique de chauffage et de cuisine qui limitait ses recettes sur le gaz et l'accepta sans une remarque. Nous restâmes cinq mois chez elle avant de déménager à Ealing Broadway.

Durant tous ces mois je déambulais toute la journée dans le froid, les bourrasques et la pluie, le ventre vide, économisant la nourriture et le métro, désorientée par l'extension des distances, à la recherche de notre nouveau foyer, feuille prise dans la tourmente d'événements imprévisibles. C'est au cours de ces longues marches où j'allais vers des quartiers inconnus dans une ville sombre, éternellement mouillée de pluie qui me happait dans ses gigantesques boyaux souterrains, que je rencontrai Adolphe. Je le reconnus comme un frère, pauvre hère perdu, vêtu de hardes, me suivant partout comme un double, m'assaillant de questions, présent dans ma tête et mon corps épuisé. Il m'obligeait à m'arrêter pour jeter fébrilement de mes doigts glacés sur un bout de papier aussitôt imbibé d'humidité, les notes qu'il me dictait. Je le savais prisonnier du métro londonien, d'un lacs de couloirs qui le ramenaient toujours à la même réalité. Je connaissais ses rêves d'évasion et de lumière, ses attentes des ailleurs de liberté, et ses délires qui lui feraient confondre le phare de la locomotive avec la lumière à laquelle il aspirait. Dans mes déambulations ou dans un wagon de métro, quand je regardais dans la vitre les projections virtuelles des voyageurs, aussi irréelles que ma propre vie, je ne pensais pas à moi mais à Adolphe. Je ne voulais pas mourir sans savoir ce qu'il ferait, ce n'était pas moi qui l'inventait, c'était lui qui me dictait sa vie, et celle-ci était si grotesque, si cocasse et misérable, si pleine d'imprévisus, qu'elle me tenait en haleine et m'amusait. Avant de mourir tous deux, il fallait que je sache de quelles

extraordinaires métamorphoses cette vie était tissée. C'est Adolphe qui me maintint en vie. Au mois d'avril 1958, j'envoyai le manuscrit à Julliard à Paris. Je reçus une réponse et une correspondance s'ensuivit. On m'invitait à passer à la maison d'édition si j'allais à Paris.

Je n'allai jamais chez Julliard. Mais quelques trente ans plus tard, bouquinant dans la vieille ville de Genève, je feuilletais un livre écrit par un auteur algérien. Je reconnus mon Adolphe et les thèmes de la nouvelle que j'avais conçue dans ma solitude et mon angoisse peuplées de métros fracassant les ténèbres vers des destinations inconnues et terrifiantes.

De la haute bourgeoisie juive d'Égypte désargentée par la révolution, j'entrais sans transition dans le milieu des réfugiés nourris de misère et de nostalgie, celui de la bohème estudiantine où l'offre d'une tasse de thé ou d'un biscuit devient d'immenses grâces rompant le jeûne de la pauvreté. Tel fut le Londres que je connus avec ses rutilantes richesses, son matérialisme effréné et les hères que la Grande Bretagne accueillait dans la richesse incommensurable de ses lois humanitaires, de sa culture et de ses savoirs offerts généreusement à tous.

#### LA MAISON À EALING BROADWAY

Sur le conseil de la comtesse, j'allais un matin de mars à Ealing Broadway. Le métro s'arrêta au terminus, à la périphérie de Londres. Je sortis de la gare et fut éblouie par le parc devant moi baigné d'un soleil printanier. Je me dirigeai vers la première agence immobilière et obtins une liste de maisons à vendre dans les prix accessibles à notre modeste bourse. Un jeune homme amène m'en indiqua une à une dizaine de minutes de marche. En général les vendeurs ne se dérangeaient pas pour moi. Je parlais un anglais détestable, mes vêtements d'Égypte trahissaient ma pauvreté et mon apparence gracile me rajeunissait. L'argent péniblement sauvé d'Égypte, réduit par le change en livres anglaises, était devenu dérisoire comparé à la somme originelle. Ces circonstances rendaient presque impossible le choix d'une maison confortable pour mes parents, conjuguée à un investissement locatif.

Traversant le parc, je débouchais dans la Blackesley Avenue, bordée d'élégantes villas. Je m'arrêtais devant le n°3 où, entourée d'un jardin, se

## La découverte de mon judaïsme

dressait une grande villa claire, remise à neuf. Les pièces étaient grandes, éclairées par de larges fenêtres laissant entrer le soleil à flots. Le paradis ! et le prix en était moindre que notre capital. Je vis immédiatement que le rez-de-chaussée muni de vastes pièces desservies par un couloir, s'ouvraient de plain-pied sur le jardin et serait donc accessible à mes parents. J'avais fait mon choix : cette maison deviendrait la nôtre. Ma mère qui vivait dans ses illusions, avait jeté son dévolu sur le quartier de Golders Green, inaccessible à notre bourse. Elle refusa. J'emmenais mes parents à Ealing, ils furent convaincus. Finalement nous l'achetâmes.

Déménager du centre surpeuplé de Londres, couvert d'asphalte noire pour Ealing, un quartier, à l'époque, de beaux parcs boisés et de prairies, fut un enchantement. Je disposais d'une belle chambre dont j'avais fait moi-même les étagères et les tables grâce au magasin Do it yourself. La pièce de mes parents était vaste et confortable. Nous nous étions aménagée une minuscule salle de bain privée et une cuisine, dont la table et les quatre chaises provenaient du chauffeur de notre conseiller juridique, M<sup>e</sup> S..., mis à notre disposition par le Comité d'aide aux réfugiés juifs d'Égypte. Contacté par ma mère quelques mois auparavant, ce Comité nous avança la somme nécessaire pour payer les transformations intérieures des chambres conseillées par la comtesse. Désormais je vivais dans un luxe auquel je n'aurais pu rêver !

Une famille très sympathique de Juifs d'Égypte habitait dans le voisinage et nous nous liâmes avec eux. Nous redevînmes des gens normaux. J'avais laissé Adolphe dans les boyaux du métro londonien pour commencer une nouvelle inspirée de mon expérience chez le D<sup>r</sup> Ahmed au Caire et une pièce de théâtre. En septembre je reçus une bourse d'un an du Comité pour les réfugiés pour étudier à l'Institut d'Archéologie à l'Université de Londres.

Je vécus dix-huit mois à Londres, transie de froid en toute saison dans des maisons non chauffées, insensible aux privations, transportée par l'écriture, jusqu'à ce que mon mari me prit sous sa protection et qu'ensemble nous poursuivions l'aventure de la vie.

Ma famille plus tard, et moi-même, reçûmes avec gratitude et fierté la nationalité anglaise. Nous prenions place dans cette grande nation qui avait tant contribué à la civilisation du monde par ses poètes, ses écrivains, ses penseurs, ses traditions démocratiques et humanitaires.

À dix-huit ans, influencée par mon professeur de philosophie dont j'étais amoureuse, je me libérai de toute attache religieuse. Jusque-là, bercée par mes rêveries scolaires, je m'étais distinguée par mon aptitude à me maintenir tout juste au-dessus des plus mauvaises notes, réussissant par je ne sais quel miracle, à passer les examens. Soudain en classe de philosophie, je découvrais comme frappée d'une baguette magique, l'infinie et merveilleuse profondeur des sciences et de l'étude. La richesse subtile des conjugaisons, jusqu'alors méprisées, me révéla les rythmes du temps et les sciences biologiques, anatomiques et sociologiques me plongèrent dans le ravissement. Une insatiable et irrépressible glotonnerie d'apprendre me dévorait. Ma passion pour la littérature et les grands classiques russes m'entraîna vers le nihilisme et le communisme. Quand, quelques années plus tard, en 1958, je rencontrai mon futur mari à la cafétéria de l'Institut d'Archéologie à Londres, j'avais presque oublié que j'étais juive. Il le devina par ses questions sur les circonstances de notre fuite d'Égypte et hasarda un : « Alors vous êtes juive ? » – « Oui », laissai-je tomber indifférente, surprise par l'importance qu'il semblait attribuer à un détail anodin. « Moi aussi », murmura-t-il souriant. En fait de religion, je ne connaissais que les pratiques cultuelles superstitieuses de mon milieu familial et les quelques pages de *La Bible d'une Grand-Mère* de la comtesse de Ségur que j'avais vite abandonnée, lassée par ses injures antisémites.

Sept mois plus tard je découvris que j'avais épousé un Juif profondément croyant et fier de son antique patrimoine. L'existence à Londres d'une communauté juive ashkénaze m'emplissait d'étonnement : nous étions si différents mais si proches ! Je leur étais reconnaissante pour toute l'aide et le soutien moral qu'ils nous avaient prodigués spontanément à notre arrivée à Londres. J'admirais leur sentiment de solidarité, leur connaissance de la Bible et de l'histoire



de notre peuple, leur érudition et leur totale identification à la nation anglaise. Après mon mariage je verrouillai dans un placard de mon cerveau mes projets littéraires. Ils interféraient négativement dans ma relation avec David, m'imposant l'isolement et une indisponibilité chronique. David, qui souhaitait ma constante présence, mon adhésion à tous ses projets de voyage ou de déplacements et des relations sociales soutenues, s'estimait rejeter. Bien qu'il ne m'eût rien demandé, sa tristesse m'incita à renoncer, dans l'attente de conditions plus propices, à ce qui m'était aussi indispensable que l'air.

Puis vinrent les nombreux voyages passés à parcourir l'Italie, les nouveaux amis, les grossesses casées tant bien que mal dans ces longs périple, de musées en sites archéologiques, de Londres à la Tunisie puis retour en Italie, coupés d'explorations en Grèce, avec un saut de quelques mois à Lausanne pour mettre un enfant au monde – suivi d'une mission dangereuse de quatre mois au Maroc, puis déménagement à Genève avec deux enfants et un troisième en chemin, avant de nous poser au lieu qui séduisit David du premier coup d'œil. Plus de quatre ans avaient passé, en trois ans j'avais mis trois enfants au monde. Dans ce tournis, s'asseoir et écrire entre un biberon, un bébé à langer, un autre à consoler, étudier Jean Piaget à l'Université, s'interrompre pour une course chez le pédiatre, devenaient un travail d'Hercule. Sans parler des séances paradisiaques de baisers, de rires et de caresses avec les bébés. Dès la naissance d'Ariane, quatorze mois après celle de sa sœur, je renonçai à poursuivre des études qui m'obligeaient à laisser mes bébés tôt le matin et à rentrer tardivement après avoir passé toute la journée à me tourmenter à leur sujet. Le temps des études se terminait, celui d'être maman commençait.

## MAROC 1961

En novembre 1960 au retour de notre long périple en Italie, David avait loué pour la naissance de notre premier enfant, le premier étage d'une coquette villa à la Sarraz sur les hauts de Lausanne. Pendant que je m'affairais aux préparatifs de cette naissance, David qui ne voyageait jamais sans emporter une douzaine de livres, explorait Lausanne, écri-

vait ou se consacrait à la lecture. Au cours de nos promenades dans les chemins enneigés d'une forêt proche, nous discutons de nos projets encore incertains. Diverses raisons incitaient David à rester en Suisse.

À cette époque quasi rien n'avait encore été publié sur la Shoah. Le livre de William L. Shirer, *The Rise and Fall of the Third Reich* (1960), lui donna un choc. Il décida alors de proposer ses services bénévoles pour aider des Juifs persécutés. Moi-même après la naissance de mon premier enfant, j'éprouvais le besoin de faire acte de gratitude pour tout le bonheur que je recevais.

Nous ne connaissions personne à Genève et les propositions de David à quelques organisations juives ne furent pas très concluantes. Avant de renoncer à son projet, il sonna à la dernière porte. L'OSE (Œuvre de Secours aux Enfants) était dirigée par un vieux couple ayant fui la Russie communiste, Jacques et Hélène Bloch. Ancien directeur en France, pendant la guerre, d'un foyer d'enfants juifs cachés, les Bloch avaient pu passer la frontière suisse en 1943. Quelques jours avant la visite de David, un Israélien avait demandé à Bloch s'il connaissait un jeune homme qui accepterait une mission humanitaire pour des enfants juifs au Maroc. Depuis l'indépendance du pays, la situation des Juifs s'était détériorée, l'insécurité grandissait et la difficulté pour eux d'obtenir un passeport pour sortir du pays augmentait les risques des départs clandestins.

L'émigration néanmoins continuait mais secrètement, les personnes arrêtées risquaient d'être torturés ou exécutés comme sionistes. La plupart des départs se faisaient la nuit, dans des rafiots dangereux. Le dernier avait coulé avec tous ses voyageurs y compris de nombreux enfants. Youth Aliyah, l'organisation israélienne d'aide aux enfants voulait assurer plus de sécurité aux jeunes émigrants qui seraient plus tard rejoints par leurs parents.

Bloch vit en David un signe de la Providence. De discussions en rencontres avec le délégué israélien, David tout impatient de partir me fit part de son projet et j'acceptai, avec quelques hésitations, de l'accompagner. Nous partîmes avec le bébé à Londres où je devais le laisser à mes parents et David alla à Paris pour recevoir ses instructions. Avant de s'envoler pour le Maroc il me téléphona, craignant que la famille ne me retienne. Je lui dis que je ne partirais pas, que je ne pouvais me séparer de ma fille de quatre mois. Il tenta de me

dissuader sans succès, puis il me déclara d'un ton sans réplique : Moi je pars. – Bon, répliquais-je, alors je pars aussi.

Décider de partir avec un bébé au Maroc pour une mission clandestine – sioniste qui plus est ! – ne fut pas chose facile. Je savais vers quoi j'allais, David pas. Pourtant je ne pouvais l'abandonner dans le danger, ni me désister de mon vœu. Voilà que je risquais ma vie pour un pays que j'avais appelé Texas et pour des enfants que je ne connaissais pas !

Ma rencontre avec les Juifs marocains me transporta dans cet autrefois pas si lointain de la non-vie, délimitée par les balises sécuritaires des silences et des omissions de mon existence antérieure. Je me réincarnais aisément dans le personnage que je pensais avoir abandonné pour toujours. Quelques jours après mon arrivée à Casablanca, j'apprenais que j'étais enceinte. J'avais quitté l'Égypte en octobre 1957, moins de trois ans plus tard je retournais avec un bébé et un fœtus me remettre dans la situation que j'avais fuie.

Mes activités se limitèrent à tenir le secrétariat de David, à écrire en français les nombreuses lettres qu'il me dictait en anglais. À Genève, la secrétaire de l'OSE se plaignait de ces lettres fleuves agrémentées d'un style fleuri littéraire peu conforme aux rapports courts et précis d'une correspondance d'affaires. David avait loué un bureau à la rue Dumont d'Urville et devait souvent s'en absenter pour aller voir des fonctionnaires marocains. Je le remplaçais, emmenant Diana, ses biberons et ses couches dans mon panier de paille tressée où, un an plus tôt, étudiante j'empilais livres, cahiers et manuscrits pour aller à l'Institut d'archéologie.

Je recevais les pères désireux d'envoyer leurs enfants en Israël. En principe David et moi étions un couple d'Anglais anglicans chargés d'organiser un camp de vacances en Suisse. Par mesure de sécurité je limitais mes conversations avec les parents à quelques mots. Ils signaient, payaient et repartaient avec le reçu. Argent et reçu étaient ensuite remis au réseau clandestin que nous ne connaissions pas, chargé d'informer les familles et de leur remettre l'argent. Nous étions la vitrine légale d'une action clandestine et dangereuse. En quatre mois, David et son groupe réussirent à envoyer légalement et en toute sécurité cinq cent trente enfants juifs vers Israël. Nous partîmes juste avant la visite de la police au bureau, moi de mon côté avec Diana et David seul.

David s'était dépensé sans compter pour expédier le plus grand nombre d'enfants avant que notre action ne soit découverte. Nous ne dormions pratiquement pas la nuit et le soir nous préparions des visas collectifs qui accéléreraient les départs. La tension était extrême car des incidents incontrôlables avaient surgi qui auraient pu aisément nous trahir. Nous vécûmes ainsi pendant quatre mois jusqu'à notre retour en Angleterre. David était épuisé et nous allâmes nous reposer au bord de la mer à Bournemouth, dans l'hôtel familial, le Palace Court.

Quand la mission fut achevée nous apprîmes que nous avions travaillé avec des agents israéliens et le Mossad. Je ne savais même pas ce qu'était le Mossad. Quelques semaines plus tard le roi du Maroc annula toutes les restrictions à l'émigration des Juifs de son pays et les parents purent rejoindre leurs enfants. Bien des années après, nous apprîmes que la mission s'appelait Mural, le nom de code donné à David par les agents israéliens du réseau.

À son départ du Maroc, David avait été en France rencontrer les organisateurs de cette mission pour leur faire son rapport. Nous nous étions offerts à travailler bénévolement, aussi David demanda-t-il une simple lettre de remerciement officielle reconnaissant son travail. Elle ne vint jamais et, déçu, il décida de ne plus aller en Israël. Longtemps David fut très amer et se refusa à écrire un rapport sur cette action. Finalement, cédant à mon insistance, il le rédigea avec ses qualités de précision et de clarté étonnantes. On nous dit de le tenir secret et de garder le silence sur cette mission pour ne pas mettre en danger des personnes sur place<sup>4</sup>. Quant à moi, j'étais heureuse d'avoir accompli mon vœu en dépit de la difficulté et me préparais à la naissance du prochain enfant : Ariane.

4. Vingt ans plus tard, quand l'affaire fut rendue publique, ce rapport servit à la publication d'un livre sur l'immigration des Juifs marocains en Israël. Dans les derniers mois de son existence, David le reprit pour écrire un livre magnifique, *Opération Mural*, que notre fille Ariane, fœtus au Maroc, édita en 2015, en y joignant des documents historiques et les témoignages des enfants de la Mission Mural devenus des grand-parents : David Gerald Littman, *Operation Mural. An Englishman and the Mossad in Casablanca. The Clandestine Emigration of 530 Jewish Children to Israel*, préface par Gisèle Littman, édité par Ariane Littman, RVP Press, 2015.

## LES BOULEAUX 1963

À notre retour du Maroc nous habitâmes à Genève avant de déménager deux ans plus tard dans le canton de Vaud, dans une grande maison de deux étages construite en grosses pierres au début du XX<sup>e</sup> siècle. Un court séjour du propriétaire précédent, un Suisso-américain apparenté aux Rockefeller, l'avait doté de gadgets modernes, avec des meubles de rangements ingénieux et dans certaines pièces, de miroiterie clinquante. Ses nouveaux locataires se chiffrèrent rapidement à sept personnes, avec mes parents qui vinrent nous rejoindre, et auxquels s'ajoutèrent trois domestiques logés, dont une nurse. Des jardiniers, une secrétaire et parfois deux, complétaient le va-et-vient quotidien de la villa. Au bout du parc, une maison de pêcheur que nous avions rénovée accueillit temporairement Peter, le frère de mon mari en instance de divorce, puis ma sœur Maryse et ses deux enfants en vacances scolaires, et à tour de rôle de nombreux amis. Crack, un weimerana, accompagnait de ses aboiements tout ce petit monde dont j'avais la charge. Environné de champs et de vergers, ce lieu paisible invitait à la méditation et mon projet plus que jamais, m'habitait. Je rêvais de feuilleter avec délice les dictionnaires, de découvrir le champ infini des mots et de la langue comme je le faisais autrefois, seule dans ma chambre glacée londonienne, le corps et les doigts gelés. Et plus loin encore, dans les coins verrouillés de ma mémoire, quand j'écrivais sous le toit brûlant d'une chambre de bonne où j'habitais, les derniers jours précédant notre départ du pays du non-être et du non-retour. Mais rares étaient les moments où je pouvais me concentrer et écrire.

Pour échapper aux appels, aux conversations de tout et de rien, j'avais repéré dans le jardin des coins où je pouvais me cacher. Souvent des amis britanniques et oisifs des environs arrivaient à l'improviste, menaçant les précieux moments d'écriture – pas même une heure ! – que je m'étais péniblement réservés dans un temps qui semblait s'effiloche dans une insignifiance infinie. Ordre avait été donné au personnel de dire que « Madame est absente », alors que je me faufilais derrière les bosquets du jardin, animée d'une fureur chassant toute velléité de concentration. L'esclavagisme intransi-

geant de l'écriture me courbait sous une férule incompréhensible à ma famille et aux quelques anglophones de la campagne vaudoise qui venaient combler leur ennui chez nous. Au cours des jours et des voyages, des impressions s'étaient accumulées, enrichissant le travail intérieur qui s'élaborait en moi et qui, un jour, me clouerait à ma table pour s'extérioriser en milliers de pages.

J'avais hâte de me mettre au travail, d'autant plus que dans cette vaste demeure que nous agrandîmes trois ans plus tard, David put finalement caser la riche bibliothèque soigneusement constituée au cours de ses années universitaires, et où vinrent se placer, en nombre bien plus modeste, mes propres livres sauvés des rafles égyptiennes. Comme plusieurs membres de sa famille David était très mélomane et dès nos premières rencontres à Londres, il m'invita à des concerts, m'introduisant à la vie culturelle et artistique d'une grande capitale européenne. Parfois je lui faisais faux bond, impatiente de retrouver les passionnants personnages qui se bousculaient constamment dans ma tête. Mais le plus souvent et quelque que fussent mes réticences, il m'entraînait impérativement derrière lui. Dans la bise hivernale des précoces crépuscules londoniens, il marchait à grands pas, fendant la foule, enveloppé dans son large manteau. Je le suivais en courant, ignorant où cet homme de près de deux mètres m'entraînait. En Égypte la musique, comme l'ensemble de la vie culturelle, existait assez maigrement. Le peu qui se manifestait au Caire n'avait pas survécu à la révolution de 1952, quand les Frères musulmans avaient incendié tous les symboles de la culture européenne et les entreprises juives.

Dès le début de nos rencontres à la cafétéria de l'Institut d'archéologie de Londres, David avait pris le contrôle de ma vie. Après les cours nous discutions de nos problèmes dans les salles désertées par les étudiants. J'écoutais patiemment David m'exposer les siens qui me semblaient puérils. En effet, avec deux nationalités, l'américaine et l'anglaise, quels problèmes pouvait-on avoir, me demandais-je, moi qui n'en avait aucune exceptée celle d'apatride. Dehors, le smog nous assaillait, tandis qu'à grands pas nous allions nous enfourner dans le même métro, compressés jusqu'à l'étouffement aux heures de pointe. J'habitais à la périphérie de Londres et David descendait à Kensington, bien avant moi. Mais souvent il m'accompagnait jusqu'à la gare terminale et s'en retournait chez lui dans le compartiment déserté. Nous

partagions les mêmes goûts : yoga, sports, histoire, archéologie, art, littérature, musées. Sachant que j'écrivais, il me présenta à son ami, un romancier de plus de quarante ans spécialisé dans le Moyen-Âge anglais, et à un jeune sculpteur et sa femme. Curieusement ils se métamorphosèrent dans les personnages de mes nouvelles.

David venait me voir dans notre modeste maison à Ealing Broadway et bavardait avec mon père. Il m'offrait des livres français, des fleurs, je lui parlais d'Adolphe, nous discussions de notre avenir... Je projetais de partir en Israël travailler dans un kibboutz, et alors que l'année universitaire tirait à sa fin et qu'un petit flirt s'ébauchait, David décida de m'épouser.

À partir de ce moment, il me prit en charge et assumait entièrement le rôle de chef de famille. Malgré la transformation sociale radicale de ma condition, ma relation à David ne changea jamais : celle d'une étudiante, la tête emplie de littérature, vêtue d'un duffle-coat offert par Mark & Spencer sur une carte du Comité juif d'aide aux réfugiés d'Égypte – une étudiante courant dans le blizzard derrière un gigantesque jeune homme, sur laquelle il se penchait, enveloppant sa tête dans la longue écharpe aux couleurs de l'université de Londres et à laquelle il recommandait : ne respire pas le smog. Avant même de l'épouser j'étais devenue sa chose, sur laquelle il veillerait sans jamais faillir jusqu'à sa mort.

Quelques mois après la naissance de notre fils, en 1964, David projeta un autre voyage en Grèce. Partir et laisser mes enfants en bas âge, dont un bébé, était toujours pour moi un arrachement et un motif de disputes intenses. Sachant que mon mari se refusait d'aller en Israël après le traitement cavalier de ses chefs dans la mission du Maroc, je lui donnai un ultimatum : je ne quitterai mes enfants que pour aller en Israël ! De bonne grâce, David se mit à préparer ce voyage, contactant ses amis archéologues avec lesquels, étudiant encore, il avait fouillé l'ancien site de Hazor. Doué d'une prodigieuse mémoire, mon mari était une véritable encyclopédie. Ses connaissances sur l'archéologie biblique et les trois mille ans d'histoire d'Israël relatés dans les nombreux ouvrages de sa bibliothèque, m'incitèrent à me documenter sur ce peuple et son pays pour lesquels, sans les connaître, trois ans plus tôt, j'avais accepté presque le sacrifice de ma vie. J'allai dénicher une Bible offerte par ma sœur Colette

en janvier 1960, sans doute à l'instigation de ma mère qui en avait écrit la dédicace. Oubliée dans un tiroir au cours de nos nombreuses pérégrinations, cette Bible ensuite ne me quitta plus et nourrit mes réflexions sur le roman que j'anticipais d'écrire. Je m'y plongeais avec ravissement, car la Bible offre des réflexions philosophiques sur la condition et la psychologie de l'homme, sur la politique et l'éthique coulées dans une langue d'une force poétique inégalée.

Mon premier voyage au pays de mes ancêtres fut un éblouissement et une déchirure. Là je retrouvai le ciel brûlant des midis égyptiens et les parfums grisants des espérances de mes vingt ans, le goût de la figue et de la goyave achetées sur l'étal – l'écume de la Méditerranée m'apportant la plainte lancinante d'une société brisée dans le chaos. Mais là... je marchais en sécurité, nul ne me suivait ni ne m'espionnait, là... David se tenait auprès de moi, là... j'étais accueillie, aimée et non chassée. Je serrais les mains des camarades de David, embrassais ma nouvelle famille ashkénaze grandie dans les kibboutz. À l'hôtel King David, où nous étions descendus, les portiers, tous anciens Égyptiens, reconnurent mon nom de famille sur ma valise et me saluèrent cérémonieusement.

En 1969, nous reçûmes des lettres très amicales et encourageantes de Yigal Allon, député, Premier ministre et ministre de l'intégration des immigrants. Il nous félicitait pour notre documentation relative aux réfugiés juifs du monde musulman et leur histoire, qui devrait attirer « l'attention sur une tragédie pratiquement oubliée aujourd'hui ». Mon mari entretenait cette correspondance. Dans une longue lettre à David (26 février 1969), Allon précisait qu'il n'y avait jamais eu une nation arabo-palestinienne dans toute l'histoire de la terre d'Israël, car les Arabes de Palestine, sur les deux rives du Jourdain, se considéraient avec raison partie intégrante et inséparable du peuple arabe.

*« Aucun accord constructif, écrivait-il, avec les organisations arabes terroristes n'est possible, car elles empêchent des négociations pour des solutions pacifiques avec les États arabes en niant le droit d'exister d'Israël. Leur but déclaré est la destruction de l'État d'Israël et elles ne représentent aucune nation ni État. Les contacts devraient se faire avec les Arabes palestiniens vivant dans les territoires. Les terroristes ne sont pas des représentants d'une libération nationale mais des bandes de pilliers qui cherchent à créer une nation par le meurtre, le sabotage et la destruction d'une autre nation. »*



## ÉCRIRE...

Dans les années soixante, nous fîmes de fréquents voyages à Londres où David avait ses affaires. Malgré ma réticence à laisser mes trois enfants en bas âge en Suisse et mon roman, j'accompagnais mon mari, non sans protester. Nous descendions au Claridge, au Ritz et plus souvent au Savoy où David, se prévalant des hôtels achetés par son père dans les années cinquante, savait avec un certain bagout baisser les prix. Il profitait de ces séjours pour commander ses costumes et ses chemises à Bond Street et m'emmenait choisir les tissus. Je me dédoublais et observais en spectatrice tout ce luxe inattendu quelques années auparavant, et dans lequel mon personnage évoluait extérieurement à moi, pour s'intégrer lentement dans un récit qui mûrissait et m'échappait. Je notais les détails des lieux pour les reconstituer plus tard dans le cadre des personnages fictifs, qui m'habitaient, allaient au spectacle ou aux concerts et dînaient ensuite au célèbre Rule's.

Quand David était libre, nous faisons de longues promenades à Hyde Park ou à Regent Park, dont nous admirions les magnifiques compositions florales. Fouiner dans les librairies, arpenter les musées, participer aux ventes de Sotheby's et faire les antiquaires emplissait nos journées. Parfois nous allions à Bournemouth nous promener le long de ses falaises surplombant la mer. J'aimais ses larges avenues bordées des murailles somptueuses de ses rhododendrons géants. De Sandbank nous prenions le ferry qui nous conduisait à Studland Bay, de là nous montions par un chemin escarpé à Swanage où nous louions des chevaux. Nous traversions des villages aux maisons lilliputiennes ramassées sous leur toit de chaume épais, et galopions vers les falaises escarpées. Le soir nous dînions au Palace Court qui avait encore toute sa splendeur et où le maître d'hôtel cérémonieux nous avait préparé des homards ou un canard à l'orange, accompagné des meilleurs vins choisis par David après un examen attentif de la carte. Je regardais ma vie de l'extérieur comme si elle n'était pas la mienne, mais celle de ces personnages qui m'habitaient et dont j'étais le réceptacle.

Bournemouth et sa lumière d'embruns maritimes... le Palace Court Hotel, son luxe, ses femmes de chambres intimidantes et ses valets, ses restaurants, ses salons et ses repas fins avaient rompu

ma vie avec Adolphe dans les boyaux noirs des métros sans issues. Ce lieu évoquait cette courte période où David, sans le savoir, me courtisait et où à notre insu mûrissait cet amour qui nous lierait pour la vie. Quarante ans plus tard nous y retournâmes. Depuis longtemps la famille Littman avait vendu l'hôtel dont plus rien en 2008 ne rappelait le passé faste. Nous ne savions pas alors que nous allions à Bournemouth pour la dernière fois. Mais comme mû par une prémonition, David avait voulu raviver les souvenirs de son adolescence passée à Canford School, et de là se promener comme autrefois sur le pier de Bournemouth, puis sur les falaises et prendre le ferry pour Swanage... et puis une photo encore à Corfe Castle. C'était comme un adieu et je ne le savais pas.

## ... SUR LES JUIFS D'ÉGYPTE

Au milieu des années cinquante, je fréquentais un milieu multireligieux d'Égyptiens et de diplomates. Je ne me sentais aucune attache avec le judaïsme mais bien plutôt avec l'Égypte éternelle... et le sionisme. J'étais trop jeune pour comprendre la tragédie des pogroms de 1945-48, mais ceux de 1956 et les lois antisémites m'ouvrirent les yeux. Interdite de lieux publics par la loi, en guise de sortie je ne pouvais qu'arpenter les rues de Zamālek, mon quartier. Au hasard d'un tournant j'apercevais parfois, à quelque centaine de mètres, une foule vociférante piller la villa ou l'appartement vide d'un Juif, emmené menotté la veille à la prison ou à l'avion. Leur téléphone coupé, espionnés, leurs biens séquestrés, les gens disparaissaient mystérieusement, le vide se faisant autour de nous. Malgré la censure, je me rendais compte que j'assistais, sujet et témoin, à un événement majeur : l'agonie et la mort d'une communauté et d'un monde, mon monde.

Les scènes et les personnages de cette histoire s'agençaient naturellement dans un récit littéraire. Un roman se passe de soutien historique, mais apparemment mon souci de véracité m'entraîna dans la recherche de documents. Rien n'existait sur le sujet. Au cours des années 1964-69, je recueillis des témoignages de réfugiés égyptiens rencontrés à Paris, à Londres ou en Suisse, et bouquinaï

sur les quais de la Seine afin de donner un contexte historique aux événements que j'avais vécus.

En 1966, sur un coup de tête, David avait acheté un pied-à-terre à Paris, prétexte pour y aller souvent. Prenant contact avec la diaspora judéo-égyptienne réfugiée à Paris, j'eus le privilège de rencontrer Maurice Fargeon, un homme d'une immense modestie compte tenu de l'importance capitale de son livre prémonitoire qu'il m'offrit<sup>5</sup>. Après la guerre de Six Jours en 1967, les nombreux récits de témoins directs que je rencontrais à Paris, Londres ou Israël enrichirent ma réflexion.

Un soir d'hiver 1969, Michel Darmon, président de France-Israël vint de Paris à la demande de nos amis Isabelle et Jacques Vichniac (pseudonyme d'auteur Givet) pour nous rencontrer. Avec quelques autres amis nous écoutâmes Michel nous parler d'une nouvelle tendance antisémite en France ayant pignon sur rue. Ce mouvement s'ancrait dans la politique énoncée officiellement par le Général de Gaulle dans sa conférence de presse du 27 novembre 1967, où il déclarait que désormais la coopération avec le monde arabe serait la base fondamentale de la politique étrangère française. De Gaulle avait demandé à son ancien ministre Louis Terrenoire, de créer une structure de rapprochement avec les peuples arabes. Ce fut l'origine d'une politique planifiée qui, au cours des décennies suivantes, transformerait l'Europe. Mais à l'époque personne ne s'en doutait.

En France, les nostalgiques de Pétain contestaient le rapprochement franco-israélien qui avait connu son apogée dans la guerre de Suez (1956). Ils plaidaient pour un engagement français anti-américain, favorable aux Arabes. Forts de l'appui de de Gaulle, Terrenoire et Lucien Bitterlin créèrent dès 1967 l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA) soutenue par la classe dirigeante et financée par le Quai d'Orsay et des pays arabes. D'autres associations se constituèrent pour développer des liens de solidarité avec les peuples arabes, renforçant les intérêts diplomatiques et économiques franco-arabes sur la base d'une politique anti-israélienne et anti-américaine. Cette nébuleuse, appelée « la grande politique arabe de la France » jouissait de l'appui de l'État et de ses ministres auxquels se rallièrent toutes les forces

5. M. Fargeon, *Les Juifs en Égypte, des origines à nos jours*, Le Caire, 1938.

politiques et culturelles actives naguère sous le gouvernement collaborationniste de Vichy. Leur antisémitisme refoulé pouvait désormais s'épanouir en toute liberté au nom de « la juste cause palestinienne ». Son architecte, Maurice Couve de Murville, ancien fonctionnaire et diplomate de Pétain, pouvait raviver les précieux contacts du gouvernement de Vichy avec Hadj Amin al-Husseini, l'allié palestinien de Hitler, très influent sur la scène arabo-musulmane. De fait, Couve de Murville mena une brillante carrière au Ministère français des Affaires étrangères et dans la Communauté européenne<sup>6</sup>.

Cette initiative suscita des émules dans toute l'Europe où des réseaux manufacturèrent le vieil antisémitisme en combat humanitaire de soutien aux peuples arabes contre l'État d'Israël. Ils réussirent à pénétrer dans tous les Parlements des neuf pays de la Communauté européenne. Soutenues par la Commission européenne, ces associations européennes liées aux pays de la Ligue arabe militèrent pour le nouvel ordre d'Eurabia dont elles formèrent le Comité en 1974 en s'intitulant elles-mêmes « Comité Eurabia ».

Personne à l'époque n'aurait pu prévoir les conséquences de cette politique à l'échelle de l'Union européenne quarante ans plus tard. Mais le retour en France d'un antisémitisme d'État où s'affichaient les noms connus des anciens collaborateurs et des ministres de Pétain, inquiétaient nos amis parisiens en ce soir d'hiver 1969. Dans ce contexte, notre petit groupe d'amis décida, en janvier 1970, d'ouvrir un Centre d'Information et de Documentation sur le Moyen-Orient (CID), en liaison avec celui de Paris, pour tenter de corriger la désinformation anti-israélienne.

Deux mois plus tard, ma tante arriva du Brésil pour revoir son frère, voyage de retrouvailles émouvantes pour la première fois depuis le déchirement familial dramatique de notre fuite d'Égypte en octobre 1957. Je lui parlais de mes recherches sur la communauté juive du Caire. Elle contacta une ancienne connaissance, André Jabès autrefois représentant au Caire du Congrès Juif Mondial (CJM) et émigré à Genève. Je l'invitai et curieusement, entourée d'Égyptiens

6. Maurice Couve de Murville fut Directeur des finances extérieures et des changes du régime de Vichy dès septembre 1940 à mars 1943 ; Ministre des affaires étrangères du 1<sup>er</sup> juin 1958 au 31 mai 1968 ; Premier ministre en 1968-69 ; Président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de 1973 à 1981.

prenant le thé, il me sembla retourner dans le monde perdu d'autrefois avec son maniérisme désuet autour de théières d'argent et de porcelaine fine. Mon monde dans une autre vie, car entre temps, il y avait eu mes cheveux dégoulinant de pluie à Londres, mes errances dans le smog, mes vêtements et mes chaussures trempés par l'hiver glacial... et plus tard un étudiant, mon futur mari, se penchant sur moi pour m'envelopper la tête dans mon écharpe.

Je pris rendez-vous avec Jabès pour le lendemain. Il me reçut dans son bureau et me dit qu'il avait fort peu d'informations sur le judaïsme égyptien. Déçue, je levais les yeux et aperçus, sur la plus haute étagère, d'épais dossiers intitulés Égypte. Qu'est cela, demandais-je ? – « Rien, me répondit-il, vous n'y trouverez rien. »

Et pour m'en convaincre, il descendit un dossier qu'il poussa devant moi. Je l'ouvris, parcourus quelques feuillets, la caverne d'Ali Baba se révélait à moi. Fort excitée, je lui demandais si je pourrais revenir les consulter. Il accepta très aimablement.

Au bout de quelques séances, ayant obtenu la permission de photocopier – une idée qui ne me serait jamais venue – David me remplaça et m'apporta les documents essentiels pour ma recherche.

Mais l'importance du contexte historique alourdissait mon roman. Je décidai de l'en retrancher. L'ensemble formait un tout assez cohérent qui pouvait constituer un opuscule fournissant des données essentielles sur le judaïsme d'Égypte dans un format modeste. En quatre mois il fut terminé. Mon but était de faire connaître aux Juifs européens de mon entourage, l'antiquité et la richesse de cette histoire et de publier pour la première fois les lois anti-juives d'exception dès 1945-48, relatives aux séquestres, arrestations, emprisonnements, expulsions, qui mirent rapidement fin à l'existence de cette communauté. Je les ignorais moi-même mais je les avais trouvées dans le *Journal Officiel d'Égypte* des archives du CJM, mêlées aux analyses très précises et détaillées des événements contemporains par des témoins oculaires, dont Jabès lui-même.

Le livre fut publié en septembre 1971 et distribué aux lecteurs du Centre d'Information et de Documentation sur le Moyen-Orient à Genève, accompagné d'une demande de contribution en faveur du CID. Je l'avais dédié « *aux communautés juives des pays arabes dont les épreuves demeurent encore méconnues* ». Cette tragédie, en effet, dépassait

le cadre d'une expérience personnelle, elle englobait un peuple nombreux et sa signification, que je pressentais encore confusément, ne m'apparut que quelques années plus tard, quand je rencontrais à Jérusalem des Juifs réfugiés d'Irak, du Liban, de Syrie, du Yémen. Très fier, David qui travaillait alors à un autre projet, trouva néanmoins le temps de le diffuser largement.

À mon insu, Jabès envoya mon livre au bureau central du CJM, qui décida d'en faire une version résumée pour l'Amérique du Sud. De fait, son organisation fut si satisfaite de cette initiative, qu'elle projeta de publier d'autres opuscules de ce type sur les communautés juives des pays arabes désormais disparues. En France, les journaux juifs y consacrèrent des pages élogieuses. Mais cet opuscule ne me suscita pas seulement des amitiés. Qu'est-ce qui, dans cette brochure de quatre-vingt pages sans prétention, pouvait exciter les sarcasmes d'une coterie d'anciens communistes juifs anti-israéliens, d'origine égyptienne, réfugiés en France ? Était-ce parce qu'elle cassait pour la première fois l'image d'Épinal d'un judaïsme éternellement comblé par la tolérance islamique et énonçait pour la première fois aussi les servitudes de la *dhimma* ? Pour eux, cette histoire se résumait à un âge d'or sans failles ni interruptions d'une bourgeoisie juive cosmopolite, profiteuse et « *comprador* ». On croyait la judéophobie un phénomène exclusivement chrétien et je démontrerais le contraire. On me reprocha de mentionner, textes à l'appui, les formes d'oppression et d'humiliation imposées par la charia et, sacrilège, d'affirmer que la colonisation européenne avait émancipé de ce joug les indigènes non-musulmans. Comble d'arrogance, j'affirmais que les juifs et les chrétiens avaient eu le même statut et j'osais parler d'un sionisme en Égypte. Je citais les noms allemands et arabes des nazis réfugiés dans ce pays dans l'après-guerre et leurs fonctions dans le gouvernement égyptien, les émeutes et les lois anti-juives décrétées en 1948 – autant de thèmes scandaleux à l'époque pour ceux qui baignaient dans les vapeurs d'un éternel âge d'or rompu par le sionisme diabolique.

Ce livre donna lieu à une abondante correspondance, où je démantelais un à un les arguments inconsistants de mes détracteurs. Il contenait déjà l'ébauche de mes prochains livres et le terrain du combat où je fus clouée durant des décennies. Dès ce moment la guerre sourde et mesquine de communistes et gauchistes juifs anti-

sionistes s'engagea contre moi. Cette animosité ne se limita pas à la France. Lors d'un voyage en Israël, une « amie » m'invita chez elle. J'y rencontrais une femme qui sans me connaître m'invectiva et s'écria offusquée : « Mais qui vous a donné la permission d'écrire sur les Juifs d'Égypte ? » Je fus interloquée. Il fallait donc une permission pour écrire, serait-ce avec des erreurs, mon histoire ? C'était Hava Lazarus, professeur de Civilisation islamique à l'Université hébraïque de Jérusalem. Depuis, Lazarus qui ne cessait de promouvoir la noblesse et la tolérance des musulmans envers les Juifs et déclarait que les ashkénazes seuls avaient souffert de l'antisémitisme, me mit au ban des esprits fréquentables<sup>7</sup>.

## MES PSEUDONYMES

Pourquoi ai-je signé cette brochure sur les juifs d'Égypte d'un pseudonyme qui s'affichait comme tel, puisqu'il n'était pas un nom mais une identité collective et anonyme ? Yahudiya Masriya, une juive d'Égypte, littéralement, n'importe laquelle. Pourquoi ce rejet du nom singulier, souvent oriflamme de l'intellectuel et de son irrépensible ego ? Et pourquoi cette fuite dans l'humilité de l'anonymat ? Parce

7. Je la revis une fois, après la publication de *Juifs et Chrétiens sous l'Islam, les dhimmi face au défi intégriste* (1994), à l'occasion de la journée de solidarité organisée à Bâle par l'Ambassade chrétienne pour Israël. Les attentats terroristes palestiniens récents imposaient à cette réunion une prudente discrétion, qui me brisa le cœur, nous y allâmes mon mari et moi pour montrer notre solidarité. Invitée d'honneur Hava Lazarus, comme à son habitude, fit une conférence d'éloges dithyrambiques sur la tolérance islamique envers les Juifs. Elle affirmait qu'islam et judaïsme représentaient deux mondes interdépendants entrelacés, et qu'aucune évidence historique ou littéraire n'était l'opinion de quelques érudits sur leur totale différence. Je n'avais pas l'intention d'intervenir, mais deux femmes dans le public, des Françaises à leur accent, émirent poliment des doutes et mentionnèrent mon travail. Les malheureuses ! Un torrent de violence partit du podium, Lazarus laissant libre cours à sa rage dans le micro. Mon mari prit la parole pour me défendre et subit le même traitement. Je fus accusée d'avoir manigancé ces interventions. Inepties : ces femmes ne m'avaient jamais vues et ignoraient ma présence dans le public. À la fin de la conférence, je m'approchai de ces inconnues, que je voyais pour la première fois. Originaires d'Afrique du Nord et vivant à Paris, elles connaissaient l'histoire de leurs communautés et approuvaient mes livres – péché capital aux yeux de Lazarus. Pourquoi un auteur vivant en Suisse – peu prolifique et peu connu – méritait-il tant de venin de la part d'une sommité mondiale ?

qu'il permet un contact plus égal et plus vrai ? Parce qu'il démystifie l'écrivain ? Dès mon adolescence, je savais avant même de publier que je n'écrirais jamais sous mon nom fermé et étroit comme une prison.

Mon nom de jeune fille du reste, appartenait à l'Égypte, à un personnage détruit avec son univers de fantômes, ombres fuyantes éparpillées au hasard de la dislocation du temps. Je ne m'identifiais pas non plus à celui offert par mon mari depuis notre mariage. Non... je n'étais vraiment rien, pas même un nom, tout au plus un regard, une plume, un jour ici, demain qui sait ?... perdue dans l'éphémère. Comment parler de l'inexistant, de l'être désintégré, poussière balayée par le caprice des événements ?

Ce fut le général israélien Yehoshafat Harkabi (Fati pour les amis) qui traduisit en arabe mon pseudonyme et m'en donna l'exacte orthographe. Quelques mois plus tôt, au cours d'un voyage d'affaires à Londres, nous avions fait un crochet à Oxford pour y rencontrer notre ami, le professeur israélien Moshe Ma'oz. Dans la bibliothèque de l'université, David avait déniché un livre épais à la couverture rouge, publié au Caire en 1970, contenant les procès-verbaux des conférences données en septembre 1968 par des théologiens musulmans : *Al Azhar. The Fourth Conference of the Academy of Islamic Research*. Ce compendium d'environ mille pages présentait un concentré de haine islamique antisémitique rassemblé par les imams et les muftis des pays musulmans, avec des explications et des justifications provenant de sources théologiques. David, qui n'avait rien vu de pareil, en acheta deux exemplaires et avec Fati, en sélectionna des extraits, qu'ils publièrent sous le titre : *Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes*, édité par D. (David) F. (Fati) Green. Traduit en plusieurs langues, ce livre connu de nombreux tirages jusqu'en avril 2011.

*Les Juifs en Égypte* rapportèrent une bonne somme au CID. Soutenu par des journalistes et des organisations qui en firent la promotion, ce modeste opuscule continuait à faire son chemin, et en février 1972, Nathan Lerner m'apprit que le Comité exécutif du CJM le publierait en hébreu. Le traducteur pourrait être Aharon Amir, l'un des meilleurs poètes israéliens et connaisseur de la langue hébraïque. Je reçus cette nouvelle avec un étonnement mêlé d'appréhension et de joie. La campagne de dénigrement contre mon livre m'avait incitée à poursuivre mes recherches et à affiner mes arguments dans des articles



assez sarcastiques contre des adversaires qui ne m'opposaient d'ailleurs que des poncifs. J'acceptai la publication en hébreu, à condition d'y développer la section du sionisme, domaine qui était le plus nié sous prétexte qu'il n'y avait pas eu en Égypte d'affaire Dreyfus, comme si les Juifs avaient attendu l'affaire Dreyfus pour être sionistes. Il est vrai que messianisme religieux et sionisme laïc différaient, mais sans messianisme il n'y aurait pas eu de sionisme.

Je rencontrai Aharon Amir pour la première fois dans un café de Tel Aviv. Quand il me vit, il s'écria que je ne pouvais être l'auteur de ce livre, ce qui me vexa. Je venais de la plage, j'étais bronzée, sportive et faisais beaucoup plus jeune que mon âge. Cette remarque, que je considérais désobligeante, me rendit attentive à la traduction. Rapidement David et moi rencontrâmes sa femme, la belle Bettine, poète et peintre dont les tableaux me séduisirent et vinrent garnir les murs de ma bibliothèque. La page de couverture du *Dhimmi* français (1980) reproduit d'ailleurs le portrait fait par Bettine d'un patient d'un asile psychiatrique. Bientôt une solide amitié nous lia.

Je dois à Aharon mon second pseudonyme, qui remplaça avantageusement le premier tout en conservant son sens, fille du Nil, fille d'Égypte, mais dans une expression biblique. La version hébraïque des *Juifs en Égypte*, augmentée d'un tiers sortit en 1974, après la guerre de Kippour.

#### HAÏM ZEEV HIRSCHBERG

Historien de formation, David s'intéressait aux Juifs du Maroc depuis la mission de 1961, dont il avait été l'un des principaux acteurs. Dès 1969, il fit des recherches au Quai d'Orsay et surtout à la bibliothèque de l'Alliance Israélite Universelle (AIU) afin de se documenter sur leur histoire. Les professeurs Saül Friedlander et Dov Goitein l'encouragèrent. Dans ce contexte, lors d'un voyage à Jérusalem en 1972, il demanda un rendez-vous au Professeur Haïm Zeev Hirschberg (1903-1976) spécialiste de l'histoire du judaïsme maghrébin.

David m'avait demandé de l'accompagner, et comme d'habitude, je les écoutais silencieusement parler, me gardant d'intervenir.

Mais Hirschberg se tourna vers moi et commença à m'interroger. Ce fut le début d'une amicale collaboration.

Mon mari était un homme ouvert, direct, d'un contact facile et d'un caractère extraverti. Gai et optimiste, il se liait facilement d'amitié et jouait volontiers de son humour. Excellant dans les sports et pas snob pour un sou, il se sentait à l'aise avec tout le monde. Rapidement il communiqua son enthousiasme au vieux professeur, lui parla de ses recherches à l'AIU, facilitées par une lettre qu'André Chouraqui adressait aux dirigeants. Les deux hommes conçurent ensemble la rédaction d'un vaste ouvrage qui couvrirait l'histoire des communautés juives maghrébines et la publication de nombreux documents. Dans ce but, Hirschberg nous mit en contact avec le Dr Eliezer Bashan, de l'Université Bar Ilan à Tel Aviv. Ce chercheur joua un rôle important dans nos vies d'écrivains, nous lui devons l'abondante documentation dont une petite partie seulement fut publiée dans nos livres. Polyglotte, écumant les bibliothèques d'Europe, Eliezer rassemblait une immense et multi-séculaire documentation sur les Juifs des pays musulmans, éparpillée dans de multiples sources. Plus tard, quand j'écrivis *Le Dhimmi*, je lui demandai de m'envoyer des textes se référant aux Chrétiens aussi.

Pour David et moi, l'année 1972 se passa en fructueuses lectures. Nos fréquents voyages à Londres et à Paris nous permettaient de bouquiner et d'acquérir des livres sur l'Orient. S'ajoutant aux informations envoyées par Bashan, ils enrichirent notre collection. Accompagnés souvent de belles illustrations, ces documents me permettaient de recréer le cadre des événements politiques où évoluaient mes personnages et surtout leur psychologie.

C'était le début de l'engouement pour les Palestiniens, si séduisant pour les Juifs de gauche parisiens. Ou se soumettaient-ils à une mode promue par le gouvernement ? Marek Halter que nous connûmes en 1969 et qui se plaisait, du moins par ses costumes, à imiter Mao, avait suggéré une rencontre chez nous entre Saül Friedlander et un Palestinien, dont nous apprîmes par la suite qu'il avait été l'un des cerveaux de l'attentat terroriste anti-israélien à Munich, Fouad Shemaly.

Je m'étais fermement opposée à cette invitation chez moi. Mais à entendre Marek et ses admirateurs du CID, cette rencontre conduirait certainement à la paix entre Israël et l'ensemble du monde arabe. De telles inepties étaient courantes en France, parmi les Juifs euro-

péens totalement ignorants du contexte historique. Mon mari ayant donné son feu vert, je fus forcée de recevoir le personnage à l'automne 1969, avec une trentaine d'invités. Et tandis que Marek me le présentait avec des ronds de jambes, je lui dis abruptement : « J'ai entendu que vous refusiez de serrer la main des Israéliens parce que vous êtes un réfugié arabe, eh bien moi, qui suis une réfugiée juive du monde arabe, je refuse de serrer la vôtre ! » Marek et ses comparses se confondirent en excuses, mais Fouad magnanime les consola : « nous avons tous nos extrémistes ! ».

Clara Halter, auteur de *Les Palestiniens du Silence*, accompagnait son mari, mais résolue à ne pas se souiller dans ma maison, elle refusa d'y entrer et attendit patiemment dans la voiture. Saül Fridlander arriva avec quelque retard. Les deux hommes se rencontrèrent mais la paix ne surgit pas comme un lapin sorti d'un chapeau de magicien.

Les réticences de mes censeurs à saisir les réalités historiques et politiques du conflit israélo-arabe, leur infatuation grotesque m'irritaient profondément. Je déplorais la léthargie et l'inefficacité du Comité du CID, et supportais mal les sarcasmes de certains, que j'attribuais à l'ignorance. J'envoyai à Lerner le dernier chapitre des *Juifs en Égypte* pour l'édition hébraïque, en lui précisant que mes opinions n'étaient pas orthodoxes, mais qu'Albert Memmi et Jabès les avaient approuvées (5 octobre 1972). J'y examinai, sujet tabou, l'antisémitisme arabe dans un chapitre intitulé : « *La nouvelle haine anti-juive : éléments locaux et influences extérieures* ».

En octobre 1973, je terminais les annotations, corrections et chapitres supplémentaires du manuscrit pour l'édition hébraïque. David, de son côté, avait travaillé sur une vaste documentation concernant le Maroc. Nous décidâmes d'aller en Israël pour discuter du manuscrit avec le Prof. Hirschberg, que rapidement nous appelâmes familièrement Wilo. Mais le lendemain de notre arrivée, les chars syriens déferlèrent du Golan et l'armée égyptienne bousculant la défense israélienne réduite par la fête de Kippour, traversa le canal de Suez. Alors que les touristes fuyaient, mon mari décida de rester. Soudain la ville se vida de ses hommes qui rejoignaient rapidement leurs unités.

Au cours de ce voyage où nous avons partagé tant d'angoisses avec les Israéliens, nous eûmes le privilège d'entendre le plus beau concert qu'il nous ne fût jamais donné d'écouter. Nous savions que

le célèbre violoniste Isaac Stern devait jouer, mais nous ignorions le lieu, et alors que nous marchions dans les rues silencieuses et vides de Jérusalem, tâchant de nous orienter, soudain toute l'atmosphère vibra des sons du violon. Devant nous, une foule immense et recueillie emplissait la place, débordant du hall bondé. Quiconque le désirait pouvait entrer, le concert étant public et offert à tous. Nous rejoignîmes d'autres auditeurs assis sur l'estrade jusqu'aux pieds des musiciens, qui portaient tous l'uniforme. Non loin de là se jouait la survie d'Israël, alors que l'Europe fermait ses aéroports et même sa base italienne de l'OTAN aux avions américains venus le ravitailler. Dans l'intensité poignante du moment et sa force tragique, se révélait l'esprit d'Israël. Je crois que ce soir-là Stern dut sentir qu'il jouait son plus beau concert.

Très aimablement, Wilo proposa d'écrire une préface pour mon livre, dont il semblait anticiper les critiques. Tout en expliquant mes lacunes, il affirmait que ma contribution pour comprendre le judaïsme oriental était considérable et la première, à sa connaissance, provenant d'un Juif de la région.

Durant ce séjour nous travaillâmes avec Hirschberg, moi sur mon manuscrit hébreu et David sur son projet. Je savais que je n'avais pas les compétences nécessaires pour traiter dans toute sa complexité un tel sujet où le hasard m'avait catapultée, mais je voulais faire de mon mieux. Quand nous n'étions pas avec Wilo, nous nous efforcions d'aider les épouses et les enfants de nos amis partis sur le front, ou bien nous allions ensemble, comme nous le fîmes durant cinquante ans, lire côte à côte, à la bibliothèque universitaire. David m'accompagnait dans mes séances studieuses dans les bibliothèques, facilitait mes démarches, remplissait les fiches et souvent, assis près de moi, occupé à ses propres recherches, lisait et photocopiait des textes pour moi. Le soir, au dîner nous discussions de nos lectures et de nos projets d'écriture.

Nous rencontrâmes André et Annette Chouraqui au cours de ce voyage. Les restrictions d'éclairage causées par la guerre assombrissaient le crépuscule, quand nous sonnâmes à la porte des Chouraqui. Annette nous conduisit vers une grande bibliothèque où André assis à son bureau, dans le halo d'une lumière parcimonieuse, nous attendait. La réputation d'André, brillant intellectuel et homme politique, nous intimidait. David lui parla de son travail et lui demanda son avis. André, qui avait pourtant écrit un livre

sur le statut légal des Juifs en Algérie, estimait leur condition très favorable. J'écoutai attentivement ses arguments puis je rétorquai :

— « Les juifs du Maghreb étaient obligés de marcher pieds nus hors du mellah. Vous trouvez cela tolérant ?

— Mais les Arabes aussi marchaient pieds nus ! me répondit-il agacé.

— Les Arabes pauvres, mais les riches étaient chaussés, alors que la loi ordonnait exclusivement aux Juifs riches ou pauvres de se déchausser.

Et comme il minimisait cette discrimination, qui me semblait odieuse, je lui dis sans mesurer l'impertinence de mes paroles :

— Vous me rappelez les Juifs allemands qui refusaient de voir l'antisémitisme dans les années trente.

Je tenais cette information des cousins de mon mari rencontrés à Paris et qui avaient fui l'Allemagne nazie assez tôt. André me regarda puis me répondit tranquillement :

— Vous voyez, je reste calme, je ne vous défenestre pas. »

Telle fut notre première rencontre. Par la suite nous nous liâmes d'amitié, André facilita les visites de David à l'AIU. Nos enfants ayant le même âge que les leurs passèrent des journées mémorables chez les Chouraqui. Bien que ne partageant pas les opinions d'André, je les respectais et évitais de le contredire. André était non seulement un grand penseur et érudit, mais il avait aussi été maire de Jérusalem. Je compris qu'il devait maintenir une attitude de dialogue, d'ouverture et d'amitié avec les Arabes d'Israël, comportement d'ailleurs conforme à sa nature chaleureuse.

Nos enfants en Suisse s'inquiétaient. L'avion qui nous ramena s'envola avec des passagers assis dans le couloir le jour où la menace d'une confrontation URSS-États-Unis traumatisait la planète. Nous ne le savions pas. Ce n'était pas la première fois que j'avais mesuré le danger inhérent à la vie juive.

Quelques années plus tard, ayant publié *Le Dhimmi*, je donnai une conférence à Jérusalem. André présidait et j'étais intimidée et effrayée de traiter ce sujet en public, connaissant sa forte opposition. Quand je terminai, André me dit : « tu fais beaucoup de mal ». Je ne répondis pas. André désirait désespérément la paix. Moi aussi, mais nos moyens pour y parvenir divergeaient. Une décennie plus tard, après la publica-

tion des *Chrétientés*, il m'embrassa chaleureusement : merci pour Israël, me glissa-t-il. Et là aussi je ne répondis pas. Bien plus tard, l'écrivain prolifique Paul Giniewski m'apprit qu'André soutenait mes livres.

Ce n'est qu'aujourd'hui, fouillant dans nos archives que je découvre une lettre de David à André Chouraqui (12 mars 1975). À cette époque André avait grandement facilité le travail de David à l'AIU et David tout en le remerciant le priait de ne pas adoucir la vérité. Il fallait dire *clairement* – souligné par David – que les Juifs des pays arabes avaient cruellement souffert, avant le sionisme, et qu'ils avaient fait leur *aliyah* de tout temps. Une année avant le Bilu<sup>8</sup>, les Juifs du Yémen étaient partis à pied et par bateau vers la terre d'Israël, laissant de nombreux morts sur les routes. Il ne fallait pas dire des demi-vérités car les Juifs devaient connaître la vérité historique, écrivait David.

8. Émigration de juifs de Russie en Eretz Israël en juillet 1882, considérée comme le début du sionisme moderne.

## Le jihad invisible



À Genève, mes relations avec mes collègues au CID devenaient détestables. En novembre 1973, je donnais ma démission jugeant inadmissible le comportement du Président que je décrivais à Wilo comme un ignorant pompeux, satisfait de sa rhétorique fleurie choisie pour impressionner l'audience au détriment de l'action (Lettre à Hirschberg, 15 novembre 1973). Je demeurais pourtant active au CID, grâce au contact maintenu par notre grand ami Claude Bigar, un membre influent du Comité. Ainsi David et moi pûmes faire publier les années suivantes plusieurs courtes brochures sur les Juifs et d'autres minorités des pays arabes.

En été 1974, Wilo et sa femme Malka vinrent passer quelques semaines chez nous dans la maisonnette rustique au bord du lac.

Quand il ne travaillait pas assidûment avec David, Wilo se joignait à mes promenades avec les enfants dans un bois proche. Crack nous accompagnait de ses joyeuses gambades tandis que nous discussions inlassablement des lois, de la psychologie et de la vie des *dhimmi* ou de mes personnages de romans avec lesquels Wilo s'était familiarisé. Cherchant à cerner l'univers mental du *dhimmi* je m'étais plongée dans des livres conseillés par Wilo sur le messianisme, le Talmud et la culture juive, afin de mieux le comprendre. Dans une de ses lettres, Wilo écrivait que les problèmes que je lui avais mis en tête et auxquels il n'avait jamais pensé, l'avaient empêché de dormir. Wilo avait développé un véritable attachement à notre famille et ne manquait jamais dans ses lettres de mentionner nos enfants.

De son côté, David avec passion et enthousiasme, tenait séances sur séances avec le vieux professeur et dressait le chantier de son prochain livre par le triage et la classification de centaines de documents provenant de ses recherches ou envoyés par Eliezer Bashan. Nous y ajoutions ceux d'archives diplomatiques que nous avons consultés et



les témoignages pris sur le vif par des observateurs contemporains des événements décrits. Ce travail considérable occupait toutes les pensées de mon mari, malgré ses soucis financiers. Optimiste, il espérait terminer le livre en 1975 et anticipait déjà le prochain. Travaillant d'arrache-pied, David avait engagé une secrétaire supplémentaire pour dactylographier les lettres écrites à la main, parfois illisibles, qu'il déchiffrait méthodiquement afin de certifier l'exactitude de la source. Wilo voyait s'ouvrir un nouveau champ de travail et se laissait gagner par l'enthousiasme communicatif de son jeune élève.

Des liens d'estime et de travail se nouèrent entre les deux hommes, se manifestant par une riche correspondance, jusqu'à la mort inopinée de Wilo en 1976. Relisant ces lettres quarante ans plus tard je retrouve la fougue et l'amitié qui les liaient et, émaillant le champ professionnel, les détails de notre vie familiale. Avec un humour cérémonieux tous deux me mentionnaient comme : Mme Masriya ou Mme Bat Ye'or. Mon mari ne manquait pas de se plaindre de la Masriya qui lui donnait de mauvais gré de bons conseils pour ses articles, y compris celui de mentionner les dhimmi chrétiens. Cette Masriya l'accusait de lui voler ses idées et le reléguait au rang de dhimmi sur lequel elle s'exerçait à lancer ses flèches. Si elle continuait ainsi, elle l'enverrait dans un asile psychiatrique (20 novembre 1975). De plus, il travaillait comme un esclave à la bibliothèque de l'AIU à Paris, y consacrant six à huit heures par jour sans relâche et sans manger, de sorte que sa tête tournait comme une toupie pendant cinq jours. Mais dans une lettre du 28 août 1975, Wilo recommandait à David de remercier la Masriya dans l'article que celui-ci publiait, lui donnant même la formule de remerciement et disant : « *Crois-moi, Gisèle le mérite.* » À cette époque, l'urgence des affaires, la crise conjuguée du dollar et de la livre sterling qui balayèrent la majeure partie de sa fortune détournèrent les pensées de David des sujets académiques. Son épaisse correspondance des années soixante-dix témoigne du large rayon de ses intérêts, dans de nombreux domaines. Sa mémoire infailible et sa formation d'historien, liées à une aisance naturelle, lui conféraient une indiscutable autorité. Si bien qu'on lui offrit une carte de journaliste à l'ONU (Genève) et plus tard une accréditation à une ONG.

Durant ces années, des groupes britanniques d'étudiants juifs nous contactèrent David et moi. Ils nous demandèrent de donner séparément dans différentes villes des conférences sur la condition du dhimmi et

l'exode juif du monde arabe. Personne n'avait jamais entendu parler de ces sujets dans le royaume de Sa Majesté. Nous nous aperçûmes rapidement qu'ils jetaient l'effroi au sein du monde juif et que l'État d'Israël lui-même y était hostile. L'absence de fonds, les réticences freinaient toute activité. Car les années soixante-dix furent aussi celles des pourparlers de paix israélo-égyptiens et de la difficile réalisation de l'horreur que furent la Shoah et la machinerie d'extermination des Juifs d'Europe.

David lisait très attentivement toutes mes conférences et souvent contestait mes affirmations, ce qui donnait lieu à des querelles orageuses mais aussi courtes qu'un feu de paille. Il n'empêche... Mes parents, les enfants, le personnel prenaient des mines graves comme à la veille d'un divorce et n'auraient pu imaginer une seule seconde que des événements survenus des siècles auparavant dans des lieux fort lointains, dont ils n'avaient jamais entendu parler, pussent provoquer de tels drames. Mais rapidement tout rentrait dans l'ordre, les disputes ne duraient jamais longtemps. Nous descendions dîner, les enfants étaient là... mes parents, le chien... les rires fusaient. Personne ne divorçait !

Consciencieusement David s'attela sans que je le lui demande à la traduction de mes conférences, corrigeait certaines dates, produisait un fait supplémentaire. Armé d'un crayon, le visage sérieux et attentif, installé dans ma bibliothèque – dans un imposant fauteuil Louis XIII hérité de mes grands-parents français et couvert d'une tapisserie ancienne – il me faisait lire lentement la conférence. À l'époque ma prononciation française rendait incompréhensible certains mots. David, sans m'interrompre, les soulignait et ma lecture terminée, il me les faisait répéter correctement plusieurs fois. Souvent je les réécrivais dans l'orthographe française. Je dois reconnaître, à ma grande tristesse, que je n'ai pas témoigné à mon mari la même attention et la même sollicitude dont il m'entourait spontanément. Un irrépressible besoin d'écrire me dévorait. Toute distraction, toute rencontre sociale m'était insupportable... un temps perdu. Et pourtant je dois à David les magnifiques voyages qu'il m'imposât malgré mon chagrin de laisser les enfants, les visites passionnantes de villes et de monuments anciens en Europe et en Asie, les journées entières passées dans les musées et les galeries sans qu'un café ou un sandwich n'en interrompe le cours. Je lui dois toute cette richesse que me communiquait la beauté des civilisations où il m'entraînait, les émotions et les terreurs causées par

son caractère aventureux – et la magie qui, émanant de lui, modelait dans la fugacité d'un instant les jours, les années, les décennies où nous fûmes inséparables, sans jamais nous lasser l'un de l'autre.

Je lui dois l'ivresse des glissades vertigineuses sur la neige crissante, le corps gelé par le blizzard dans la blancheur gigantesque des montagnes, la peau brûlée par le soleil des glaciers, les bols de soupe fumante dans les relais, les saunas le soir dans la neige à moins vingt degrés. David m'entraînait dans sa vie joyeuse d'insouciance et de plaisirs, de dîners fins, de palaces, de grands opéras, alors que, déchirée par cette œuvre qui bouillonnait en moi, par ce monde mort qui m'habitait toujours, marquée par la détresse de l'enfance handicapée, je ne pouvais le suivre.

Sans David, serais-je restée un écrivain de tiroirs, y empilant tous mes écrits ? David lisait tout ce que j'écrivais et sans m'en aviser, passait ces pages à des amis qu'il désirait influencer. C'est ainsi qu'il envoya à mon insu, le plan d'un de mes chapitres à Albert Memmi qui nous avait téléphoné pour avoir des idées avant son interview avec le Colonel Khadafi, alors fort apprécié à Paris. Il en tira un livre *Juifs et Arabes*, Gallimard, 1974. De ce moment je pris l'habitude de fermer à clé mes tiroirs ou de cacher mes écrits. La perte des clés ou l'oubli des cachettes constituèrent un autre casse-tête. Je peux dire que les milliers de pages que j'écrivis dans les décennies suivantes étaient déjà toutes contenues dans *Le Dhimmi*.

L'édition hébraïque des *Juifs en Égypte* fut finalement publiée en 1974 avec le concours du Ministère israélien de l'Éducation, de l'Organisation sépharade mondiale et du CJM. Ce fût un grand honneur pour moi, mais sur le moment, je ne m'en rendis pas même compte. Quarante ans plus tard, Joël Beinin y voit matière à scandale et dénonce comme une grande découverte un soutien occulte de l'État d'Israël à Bat Ye'or. Rien que ça ! Quelle terreur... De fait cette participation avait été demandée par la Fédération sépharade et par Wilo, compte tenu des conflits inter-israéliens de l'époque entre sépharades et ashkénazes. En Israël même, cette publication m'attira des rancunes tenaces, des amis me tournèrent le dos. En guise de félicitations, je ne récoltais que des regards hostiles. Plus pro-palestinien que jamais, Marek Halter, surfant sur la vague pro-arabe en col Mao, menaçait de boycotter une conférence à Bruxelles si j'y étais invitée. Entre-temps mon pseudo-

nyme avait changé : de Yahudiya Masriya il était devenu Bat Ye'or, une situation difficile à gérer et qui justifia les sourires narquois.

Dans sa Préface, Hirschberg soulignait l'importance et l'intérêt particulier d'un chapitre consacré à l'évolution interne de la communauté du début du XX<sup>e</sup> siècle aux années quarante, soit de l'introduction du sionisme en Égypte jusqu'à la période précédant la désagrégation de la communauté. Ce chapitre analyse l'éventail des courants idéologiques, des tendances politiques et des options possibles tiraillant la communauté, dans un contexte où parallèlement au sionisme se développaient le nationalisme arabe, surtout dans les milieux chrétiens, et simultanément le panislamisme, en réaction à la pénétration occidentale coloniale. Je trouvais que la communauté juive d'Égypte présentait un intérêt particulier pour l'historien. Prise dans l'étau du conflit israélo-arabe, elle vivait dans la capitale du nationalisme arabe et de l'islamisme. Adhérant aux valeurs de renouveau sioniste dans un monde en pleine effervescence religieuse et nationaliste, elle sut cependant s'adapter aux exigences de sa survie tout en procédant à sa propre liquidation.

En fait que disais-je de si scandaleux dans ce livre ? Dans l'introduction je m'excusais pour mes lacunes et reconnaissais l'avoir écrit en hommage à une communauté disloquée au terme de trois mille ans d'histoire. Relisant aujourd'hui le manuscrit français à plus de quarante ans de distance, je pense que ses aspects les plus choquants pour l'époque peuvent se regrouper sous quelques thèmes. En premier lieu, je dénonçais une certaine optique qui présentait l'antisémitisme comme un phénomène exclusivement chrétien et européen et j'en examinai les manifestations sous l'islam. Cette seule proposition attaquait la doctrine ultra sacrée de son grand-prêtre, le professeur Bernard Lewis stipulant son inexistence en islam. Au surplus je notais des formes communes d'oppression dans les deux civilisations et affirmais que le statut du dhimmi entérinait une persécution identique pour les juifs et les chrétiens. Le sionisme, disais-je, s'était manifesté dans les pays musulmans, mais dans des formes adaptées aux conjonctures politiques particulières de ces régions, différentes de celles d'Europe. L'antijudaïsme égyptien moderne combinait une idéologie théologico-politique instituée par l'État. Je distinguais ses éléments indigènes : coraniques, théologiques, panarabes, et les

influences étrangères : christianisme et nazisme, sans oublier les courants fascistes des années trente et quarante. Je publiais pour la première fois les lois politiques, économiques et sociales discriminatoires contre les Juifs édictées par le gouvernement égyptien et qui avaient provoqué l'effondrement et la fuite de la communauté.

Au sujet de la paix, j'estimais que le judaïsme égyptien émigré en Israël et les autres communautés du monde musulman représentaient l'élément le plus apte à œuvrer efficacement à une entente israélo-arabe. Partageant des coutumes et des traditions communes, rapprochées par la langue, intimement liées à la civilisation arabe et islamique, ces communautés pourraient aider les Arabes à briser les idéologies de haine pour établir des relations d'estime et d'amitié avec les autres peuples. Je m'élevais contre la falsification idéologique de l'histoire et son enjolivement par le déni des persécutions, des massacres et des génocides, car ces occultations supprimaient la fonction thérapeutique de la connaissance historique, notamment en politique. Dans le monde juif de la post-Shoah, alors que le public commençait à réaliser l'horreur des camps d'extermination, ces positions étaient scandaleuses. En Israël particulièrement, la valorisation des Juifs orientaux irritait un certain milieu ashkénaze. Après tout, qui étais-je, sinon un et même deux pseudonymes, pour affirmer effrontément le contraire des exégèses d'historiens et de professeurs célèbres ?

À mes yeux Israël devait évoquer le contentieux du dhimmi et l'expulsion par la force ou par un statut discriminatoire de populations spoliées et chassées des lieux où elles avaient vécu plus de deux mille cinq cents ans. Cette opinion cependant donnait la chair de poule à de nombreux diplomates israéliens.

#### APRÈS KIPPOUR

La période de l'après-guerre du Kippour fut une période déterminante pour l'avenir de l'Europe. Proche de l'OLP et de la Ligue arabe, la France avait déployé dès 1969 une intense activité diplomatique et politique pour obtenir de la Communauté européenne la reconnaissance de l'OLP et du « peuple arabe palestinien », dont la naissance subite se

signala au monde par une série d'attentats terroristes en Europe et en Israël. Le vieux rêve du Mufti de Jérusalem, unir l'Europe contre Israël, se réalisait dans « *la politique arabe de la France* » conçue par Couve de Murville, ex-fonctionnaire de Vichy. La France en devenait le vecteur principal et comme l'écrit Frémeaux, elle s'employa « à doter l'OLP d'un statut de respectabilité<sup>9</sup> ». Le Quai d'Orsay accrédita son représentant et un bureau de l'OLP ouvrit à Paris en octobre 1969. Les réfugiés palestiniens figuraient dans tous les grands journaux français, chéris par une sollicitude universelle, tandis que simultanément se développait dans les médias une campagne diffamatoire contre Israël. De nombreux pays se dissociaient de cette politique anti-israélienne ; mais frappés par le terrorisme palestinien et étranglés par le boycott du pétrole décrété par la Ligue arabe en 1973, ils durent se résigner à adhérer à la politique française. Frémeaux évoque la situation privilégiée de la France relativement épargnée par un terrorisme qui frappe les pays amis d'Israël. Était-ce – se demande-t-il – le fruit d'une entente tacite « avec les mouvements susceptibles d'organiser des actions terroristes ? ». Et il mentionne la déclaration de Jacques Vergès (printemps 1982) parlant de « *l'accord non écrit entre un certain nombre d'États d'Europe et certaines organisations révolutionnaires* ». Selon cet accord les États concernés épargneraient ces organisations si leurs activités terroristes ne se déroulaient pas sur leur territoire. Frémeaux invoque aussi les amitiés arabes de la France, notamment avec l'OLP « *mais aussi avec l'ensemble des États qui soutiennent les plus radicaux des mouvements palestiniens*<sup>10</sup>. »

Les années 1974-75 marquèrent un nouveau virage dans la politique étrangère de la Communauté européenne. Partout surgissaient des associations de solidarité avec les Palestiniens. Elles diffusaient la propagande arabe de diabolisation d'Israël empaquetée dans un langage marxiste ampoulé. Les Arabes déployaient une activité fiévreuse : débats islamo-chrétiens et autres conférences promouvaient l'entente euro-arabe contre la collusion des chrétiens sionistes avec les Juifs. Le père jésuite syrien Ignace Moubarak et l'évêque d'Oran réclamaient une alliance islamo-chrétienne pour détruire Israël faisant

9. Jacques Frémeaux, *Le monde arabe et la sécurité de la France depuis 1958*, Paris, PUF 1995, p. 80.

10. *Ibid.*, pp. 86-87.

entendre que la survie des communautés chrétiennes arabes et même des Libanais chrétiens, dépendaient des choix occidentaux : en termes clairs, la soumission à la tyrannie de l'OLP. Mais à cette époque le public était encore favorable à Israël et des plumes célèbres surent efficacement répondre à cette propagande. Quand le temps les emporta, le silence se referma sur ce chant du cygne d'une ultime liberté.

Février 1974 vit le lancement d'une intense campagne dont les thèmes glorifiaient le génie des Arabes, créateurs de la civilisation européenne. Ils vantaient la tolérance islamique envers les minorités, la modernité et le progressisme du Coran. Ces activités s'intégraient à une politique visant à renforcer les liens entre Arabes/musulmans et Européens/chrétiens promus par des propagandistes qui submergeaient les radios, les télévisions et la presse. Ce courant européen coïncida avec la Conférence Islamique réunie à Lahore (24 février 1974) par l'Organisation de la Conférence (ou Coopération) Islamique (OCI), regroupement de tous les pays musulmans ou à majorité musulmane, créée en 1969. La reddition de la Communauté européenne aux exigences de l'OCI et de la Ligue arabe persuada les ministres des Affaires étrangères de presque tous les pays musulmans que l'islam avait un grand avenir en Europe et que cette opportunité exigeait le lancement d'une propagande mondiale.

Pour ma part, j'estimais que le tragique exode des réfugiés juifs des pays arabes méritait de la communauté internationale autant d'attention que celui des Arabes palestiniens. Ceux-ci, après leur connivence avec le nazisme, avaient réclamé le soutien des pays arabes pour éliminer les Juifs palestiniens. En janvier-février 1948, la Ligue arabe avait levé une milice, l'Armée de Libération Arabe (ALA), sous le commandement d'un général irakien Ismail Safwat. Elle se composait d'Arabes palestiniens et de milliers de volontaires musulmans venus des pays arabes, Irakiens, Syriens, Libanais, Égyptiens, Transjordaniens, Circassiens et Druzes. L'ALA avait aussi recruté des mercenaires européens des armées nazies en déroute : Allemands réfugiés en Orient, Polonais, Bosniaques de la légion musulmane SS, Croates et transfuges britanniques<sup>11</sup>. Répandus en

11. Voir sur cette période le livre très complet de Yoav Gelber, *Palestine 1948*, trad. de l'anglais par Claire Darmon, Les provinciales, 2013, pp. 32-33.

Palestine avant le retrait britannique en 1948, mêlés aux populations arabes, les djihadistes de l'ALA harcelaient la population juive. Le 15 mai 1948 aussitôt proclamée l'indépendance de l'État d'Israël, les armées régulières d'Égypte, de Syrie, de Transjordanie, d'Irak et du Liban, aidées et guidées par les milices de l'ALA, envahirent le pays. Leurs défaites militaires provoquèrent la fuite des bandes de l'ALA mêlées aux populations arabes qui n'avaient cessé d'appeler les pays arabes au djihad pour exterminer la population juive. Ces populations vaincues, responsables d'une guerre qu'ils avaient eux-mêmes voulue et provoquée devinrent des réfugiés bénéficiaires des milliards de l'UNRWA<sup>12</sup> payés principalement par l'Europe.

L'exode des Juifs des pays arabes s'inscrivait dans un autre contexte que celui des Arabes. Les victimes représentaient une population civile pacifique discriminée, persécutée, spoliée par leur propre gouvernement. Une différence de nature séparait les deux catégories et la qualification de réfugiés me semblait plus appropriée aux Juifs.

Au début des années soixante-dix, les formes du sionisme dans les pays arabes, les persécutions des Juifs sous l'islam et leur exode étaient des sujets tabous et niés. La conviction que l'islam avait toujours admirablement toléré les non-musulmans et particulièrement les Juifs, et que seul l'Occident chrétien avait été impérialiste, colonisateur et oppresseur, édifiaient un socle doctrinaire intouchable. À mon insu, j'avais lancé dans le maëlstrom des idées la notion de dhimmi, dont personne n'avait jamais entendu parler excepté quelques érudits. À une époque où l'on n'avait pas assez de larmes pour s'attendrir sur le colonisé arabe et musulman, victime de la barbarie européenne, je parlais de millions de colonisés juifs et chrétiens sur trois continents, victimes du djihad islamique depuis treize siècles.

La nouveauté du sujet et la manière dont je le traitais attira et séduisit un certain public juif et chrétien. *Le Dhimmi* fut l'objet d'un film que je présentais à la salle Centrale à Genève. D'une timidité presque malade, je devais me faire violence pour parler et même apparaître en public. La salle était comble et le public m'était acquis. Des objections néanmoins s'élevèrent. Georges Vaucher, secrétaire général d'une officine de

12. *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*, Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient.



la Ligue arabe, un Suisse âgé et distingué avec lequel nous avions des relations courtoises, s'était assis au premier rang. Comme il se doit, il nia la véracité des faits, affirmant que les chrétiens des pays musulmans louaient la merveilleuse tolérance de l'islam. « M. Vaucher, lui répondis-je, vous avez longtemps vécu en Égypte, et vous savez bien que les chrétiens ont peur de parler et sont obligés de mentir par sécurité ».

Malgré ses problèmes financiers, mon mari trouvait beaucoup plus passionnantes les activités où je l'entraînais que le cours du dollar. Ses articles et les miens publiés à des milliers d'exemplaires et diffusés par diverses organisations étudiantes avaient popularisé la notion de dhimmi, cet indigène non-musulman vaincu par le djihad. Bref j'avais tout pour déplaire aux intellectuels de droite et de gauche antisionistes et pro-palestiniens des années soixante-dix et à la gauche israélienne particulièrement hostile et méprisante envers les Juifs orientaux. Des portes se fermaient. J'encaissais des remarques acerbes et insultantes. Je fus même expulsée de la Bibliothèque de l'Alliance Israélite à Paris pour avoir publié quelques documents sans en avoir demandé l'autorisation au directeur. Un livre de Maïmonide, auteur du XII<sup>e</sup> siècle, me fut arraché des mains et interdit comme s'il s'agissait d'un document d'une actualité brûlante.

Du 31 mars au 4 avril 1974 se tint à l'Université hébraïque de Jérusalem une Conférence Internationale sur les Communautés juives dans les pays musulmans. Grâce à Wilo et malgré des oppositions, David qui avait déjà publié un article sur ce sujet fut invité à donner une Introduction générale sur les Archives de l'Alliance Israélite Universelle (1860-1920), section des affaires orientales, et une sélection de quatorze lettres du Maroc non publiées. Il y travailla d'arrache-pied et je l'aidais tant que je pouvais. Sa présentation fut accueillie favorablement, bien que les promoteurs de la vie idyllique des dhimmi y fussent tous présents.

Au cours de nos voyages en Israël nous avons rencontré de nombreux Juifs réfugiés des pays arabes. Je partageais avec eux une même expérience et le même désir de la faire connaître face à la propagande palestinienne. Dans ce milieu exubérant, David se sentait comme un poisson dans l'eau, retrouvant dans ces inconnus – dont il avait lu si assidûment les épisodes tragiques de leur histoire, qu'ils ignoraient eux-mêmes – un air de connaissance quelque peu familier.

Il n'était pas le seul ashkénaze du groupe. D'autres, comme Martin Gilbert et la très efficace Malka Shulewitz, directrice de l'Israel Academic Committee on the Middle East, nous épaulaient et nous apportaient une précieuse contribution, à une époque où l'establishment israélien déclarait que les Juifs orientaux avaient vécu dans un âge d'or islamique perpétuel, n'avaient jamais été sionistes et n'étaient pas des réfugiés. La gauche israélienne les méprisait, les traitant d'analphabètes, dont les racontars sur les soi-disant persécutions islamiques contrecarraient leurs efforts de paix avec les Arabes. Ces intellectuels qui n'avaient jamais entendu parler de *djihad*, *dar al-harb*, *dhimmi*, *hadiths* et *charia*, s'étaient construit une bulle de certitudes irréalistes, conformes à leur désir de se faire accepter par la gauche européenne pro-palestinienne et pro-arabe. C'est dire leur animosité à mon égard.

Je reçus cependant des encouragements amicaux de sources distinguées comme une lettre du Président d'Israël, Itzhak Navon, et celles du ministre Yigal Allon.

Dans ce contexte menaçant, je préconisais un travail d'information sur les Juifs des pays arabes et j'en avais résumé les points essentiels, que j'envoyais (28 janvier 1975) à nos amis en Israël et à Mordochai Ben Porat, Israélien d'origine irakienne membre de la Knesset, coordinateur de ce projet.

Je proposai à la WOJAC<sup>13</sup> de créer une documentation de base concernant les divers aspects de l'histoire juive et des autres minorités non-musulmanes dans les pays arabes. Cette initiative, cependant, ne devait pas entraver les dynamiques de paix avec l'Égypte. Outre sa valeur pédagogique, ce matériel contesterait la propagande euro-palestinienne qui préconisait le remplacement d'Israël par une Palestine tolérante, laïque et démocratique « comme avant l'État d'Israël », où les Israéliens seraient réduits à une communauté juive dhimmi dépourvue de souveraineté politique. L'étude du sionisme des Juifs orientaux s'insérait dans ce dossier. Cette formation qu'il fallait donner à la jeunesse juive, particulièrement dans les universités où elle se trouvait désarmée par la propagande arabe, devait inclure le déracinement forcé de communautés entières et leur exode tragique des lieux où elles

13. WOJAC, Organisation mondiale des Juifs originaires des pays arabes, fondée en 1975, cf. ci-dessous.

avaient vécu plus de deux mille ans. Une collection de photos sur leur patrimoine culturel abandonné, détruit ou islamisé, cimetières, synagogues, lieux de pèlerinage, écoles, hôpitaux, biens communautaires confisqués ou ayant subi des déprédations enrichirait cette documentation. Ben Porat, devenu co-président (section Israël) de l'organisation WOJAC, désirait réclamer des indemnités à l'ONU et à l'UNESCO.

De fait je n'escomptais aucune restitution ni admission des préjudices infligés aux Juifs des pays arabes, mais j'estimais qu'au niveau historique et humain, leur reconnaissance était essentielle pour la paix. Je pensais que l'aspect politique de ce problème incombait à l'État d'Israël, or je m'aperçus rapidement qu'il ne savait comment se débarrasser de cette « patate chaude ». Mes conceptions sur le dhimmi et l'État dhimmi ne pouvaient l'horrifier davantage, alors que ses chantres célébraient la tolérance de la dhimmitude. Je contestais l'idée que la vérité historique puisse être préjudiciable à la paix. Qu'il y ait paix ou guerre, la vérité se ferait jour et ceux qui, invoquant les impératifs de la paix, maquillaient le passé, se verraient prisonniers de leurs propres mensonges. Malgré cette opposition, un groupe unissant ashkénazes et sépharades créa l'Organisation mondiale des juifs originaires des pays arabes (WOJAC : World Organization of Jews from Arab Countries) dont je fus l'un des membres fondateurs. WOJAC tint sa première réunion à Paris les 24-25 novembre 1975.

J'ignorais alors la totale contradiction entre mon projet et celui qui se mettait en place avec une force implacable en Europe. Mon projet faisait d'Israël le prototype de la libération d'un peuple dhimmi et le fondement de la réconciliation de l'islam avec les nations du monde, celle-ci impliquant l'abolition du djihad. Il situait le conflit israélo-arabe au cœur de l'idéologie djihadiste et de ses concepts millénaires ordonnant l'islamisation de la planète. La reconnaissance de la légitimité d'Israël ouvrirait la voie à celle des autres nations, mettant fin à la haine djihadiste. J'appelais juifs, chrétiens et musulmans à s'unir pour lutter contre la dhimmitude, c'est-à-dire la déshumanisation du non-musulman et la guerre.

Le projet mené et conçu par la France promouvait une démarche totalement inverse. Il consistait à détruire l'histoire pour créer un Islam mythologique, tolérant toujours victime de l'Occident chrétien par l'occultation du djihad historique. La pierre angulaire de cette

stratégie se fondait sur l'invention d'un peuple palestinien victime qui unirait Européens et musulmans et les réconcilierait dans la même haine d'Israël. Il devait remplir la mission que lui confiait cette nébuleuse, encore active, composée d'antisémites invétérés : éradiquer l'État d'Israël et démasquer sa nature soi-disant diabolique. Comme je le découvris des décennies plus tard, cette politique ancrée dans l'alliance islamo-nazie des années quarante, scellée dans le sang de la Shoah, se maintint dans l'après-guerre par des canaux dissimulés irrigués par les pétrodollars. Alors que mon projet se fondait sur l'histoire et voyait dans l'abolition du djihad une réconciliation de l'islam avec les peuples de la planète, le projet européen issu du rêve de Amin al-Husseini anticipait le remplacement d'Israël par la Palestine

La nouvelle stratégie d'élimination de l'État hébreu restaura les relations de solidarité et de coopération euro-arabes de l'époque fasciste et hitlérienne et fomenta toutes les tactiques de sa délégitimation. Confronté au terrorisme palestinien, Israël n'avait pas le droit de se défendre. N'ayant aucune légitimité il devait simplement disparaître. Quels que fussent les crimes des Palestiniens, l'Europe les exonérait pour les maintenir dans un rôle de victimes persécutées par les Israéliens maquillés en bourreaux nazis. Cette inversion des rôles permettait à l'Europe de se décharger de ses crimes sur ses victimes juives. Edward Saïd, membre chrétien de l'OLP et grand technicien de ces astuces, gagna la célébrité en développant ces thèmes, à l'échelle de la culpabilité occidentale envers les peuples musulmans victimes d'un Occident prédateur et raciste. La tactique à l'époque consistait à inspirer aux Européens une culpabilité à l'égard des musulmans et des Arabes palestiniens, rivalisant avec celle de la Shoah dont on commençait à connaître l'horreur.

Une lecture attentive du discours saïdien révèle le plagiat d'une histoire juive attribuée à des Musulmans dont l'histoire serait totalement expurgée du djihad, des hadiths, du Coran et de la dhimmitude, c'est-à-dire d'une idéologie politique de conquête planétaire menée sur tous les continents pendant treize siècles. Loin de s'apitoyer sur les victimes du djihad, Saïd transforme les bourreaux en victimes. La collaboration euro-arabe tant souhaitée par l'UE ne s'instaura à ses débuts que dans le registre de la haine contre Israël avant de s'enfler dans un mouvement anti-chrétien visant à détruire l'Europe et sa civilisation judéo-chrétienne.

À cette époque je pensais que seule l'ignorance motivait ces positions et qu'il suffirait de la dissiper pour les rectifier. Je me trompais : cette politique européenne rassemblant les gouvernements européens et arabes, leurs Églises, et l'ensemble des chrétientés dhimmi, était une politique délibérée, dûment élaborée, érigeant ses lois, ses tabous, sa propagande et sa désinformation comme une forteresse de haine revancharde autour d'Israël et du peuple juif en vue de l'abattre. C'était la lutte du pot de terre contre le pot de fer. Alliée aux Palestiniens, l'Europe ne pouvait condamner leur terrorisme qu'elle appela « résistance ». Israël avait tort de se défendre car Israël avait le tort d'exister. La paix proposée n'acceptait la coexistence avec Israël qu'en vue de le détruire. Autrement dit les seules relations acceptables avec l'État hébreu établissaient le cadre organique et la stratégie de sa liquidation. L'Europe des années soixante-dix, avec la rémanence des anciens cadres nazis et ceux de la collaboration, replaçait Israël dans l'optique de la solution finale, seules relations possibles entre cette Europe et les Juifs.

Le soutien à la « résistance palestinienne » contre « l'occupation israélienne » de la Judée, impliquait la délégitimation de l'État hébreu et par conséquent l'approbation d'une guerre destinée à le détruire. Bien que cette mouvance rassemblât des orientalistes et islamologues célèbres, l'idée que la guerre anti-israélienne en dissimulait une autre – la destruction de la chrétienté et de l'Europe comme nous le voyons à présent – ne sembla pas inquiéter ou effleurer ses promoteurs et partisans européens. L'adhésion de l'Europe à une idéologie judéophobe islamiste impliquant le déni de l'histoire lui ôta les moyens de se défendre, et la perception des dangers qui la menaçaient elle-même. Le choix de la Palestine contre Israël, c'est-à-dire l'option du djihad contre les infidèles, engagea les peuples européens dans le carcan de la dhimmitude.

#### ROBERT WISTRICH

La rage acrimonieuse dont à tort ou à raison je me sentais victime, m'enfermait dans un mutisme méfiant et boudeur et c'est avec réticence que, lors d'un séjour à Londres, je me résignai à accompagner

mon mari à son premier rendez-vous avec Robert Wistrich. Robert n'était pas encore la sommité mondiale qu'il devint bien plus tard par la production d'une œuvre prolifique et les combats exemplaires qu'il mena contre l'antisémitisme. En 1976, jeune bibliothécaire et chercheur à l'Institut of Contemporary History et Wiener Library à Londres, il nous reçut avec une affabilité dont je devais m'apercevoir au cours de notre longue amitié qu'elle était inhérente à sa nature.

David avait publié en français et en anglais de courts articles comportant des documents sur les Juifs au Maghreb. En juillet 1974 la Wiener Library lui demanda l'autorisation de les publier dans leur Bulletin bimensuel. Cette fois-ci, David proposa à Robert un article sur les Juifs de Perse. Je me tenais à l'écart de la conversation des deux hommes, quand se tournant vers moi, Robert me demanda :

— Et vous, que faites-vous ?

— Cela ne vous intéressera pas, répondis-je, abrupte.

Et comme il insistait, je lui parlai de mes travaux sur les Juifs des pays arabes. Il m'écouta en souriant et me dit qu'il connaissait ces problèmes par sa femme, juive originaire de Tunisie. Puis, à ma grande surprise, il me demanda de lui envoyer pour une possible publication un article que je préparais sur le sionisme en Égypte, tiré des matériaux fournis par les archives sionistes à Jérusalem.

Dans une lettre que je lui écrivais (7 mars 1977), je lui expliquais que je m'efforçais de me placer à l'intérieur du processus historique pour comprendre les comportements par des causes objectives et non par des généralisations sur l'arriération congénitale et l'égoïsme des Juifs orientaux. La pierre d'achoppement de certains ashkénazes, écrivais-je, consistait à refuser d'admettre que la dhimma était un système oppressif ayant déterminé chez ses victimes des séquelles et des distorsions collectives à tous les niveaux. La magnifier comme une forme de tolérance déshumanisait ses victimes et les excluait de l'histoire, perpétuant ainsi avec bonne conscience le racisme antisémite de nos persécuteurs. Ce n'était pas la voie vers la paix, commentais-je en lui exprimant ma gratitude de me permettre d'exprimer ces idées. Il est vrai qu'à l'époque, je ne les considérais ni choquantes ni sulfureuses. Je l'informais que j'avais montré et commenté à Lausanne un film sur les dhimmi devant un public d'environ deux cents personnes en majorité chrétien : les Juifs orien-

taux étaient absents, et les ashkénazes travaillant pour la paix arabo-ashkénaze dhimmi me boycottaient et me combattaient.

Robert me répondit (14 mars 1977) en me remerciant vivement pour mon article sur le sionisme en Égypte et les précisions données dans ma lettre. « *Je trouve – écrivait-il – que vous avez fait un travail formidable en ouvrant la voie à une meilleure compréhension de ce phénomène mal connu – le sionisme oriental. C’est bien documenté et montre une connaissance profonde du milieu judéo-égyptien. Je suis sûr que c’est une contribution fondamentale qui ouvrira le débat sur le sionisme dans les pays islamiques et je vous félicite de l’avoir mené jusqu’au bout.* »

Plusieurs mois plus tard (10 novembre 1977) je lui envoyai une lettre décrivant le statut du dhimmi, accompagnée d’un article « Aspects du conflit Israélo-Arabe », où je différenciais entre l’impact de facteurs conjoncturels et transitoires et d’autre part les structures permanentes de l’idéologie djihadiste, maintenues malgré une éclipse temporaire et susceptibles de réapparaître parce que jamais abolies. Cet essai résumait un chapitre de mon manuscrit publié trois ans plus tard. Robert m’écrivit (21 février 1978) : « *très bien écrit et une analyse profonde de la psychologie collective des Arabes, qui précise les éléments constants du conflit* ». À une époque où la propagande officielle présentait le conflit israélo-arabe comme un phénomène *sui generis* consécutif à l’existence d’Israël, Robert acceptait son enracinement millénaire dans la politique islamique.

À ma grande joie Robert publia non seulement les articles de David mais les deux que je lui avais expédiés et me raconta avec humour les appréciations méprisantes de son supérieur à mon égard. Robert ne s’est jamais départi de cette ouverture d’esprit qui le caractérisait et l’amenait à écouter et accueillir – avec un esprit critique certes ! – la variété des idées et des analyses.

Dès nos premières rencontres nous développâmes avec les Wistrich une très forte amitié. Nous partagions les mêmes opinions et les mêmes combats et nous ne manquions jamais d’aller les voir quand nous étions à Londres. Un soir Robert nous invita chez lui à dîner. Nous découvriâmes un appartement encombré de langes et de jouets où s’activait son épouse, la belle et rieuse Danielle, cuisinant tout en surveillant bébé. Quelque chose d’émouvant se dégageait de ce jeune couple et de leur bonheur de fonder une famille.

Robert nous a immédiatement soutenus dans nos projets de livres et nos articles. David et moi avons tous deux nos rêves, David la publication de son livre sur le Maroc et moi mon roman. Mais entre temps, notre ami Wilo décéda subitement en janvier 1976, brisant le grand projet de mon mari. David, cependant ne l’abandonna pas. Au cours des ans il continua à y travailler malgré ses autres activités et, ayant repris le travail avec Paul Fenton, il eut la joie dix-huit mois avant sa mort en 2012, de voir publier cet épais compendium de 792 pages, *L’Exil au Maghreb*<sup>14</sup>.

Nous pensions et réagissions comme Robert et notre amitié se développa, comme en atteste une correspondance échelonnée sur des décennies. Spécialiste de l’antisémitisme, Robert avait rapidement détecté ses formes modernes, déguisées en antisionisme avançant sous le masque de la palestinité. Il s’intéressait beaucoup à notre travail et nous encourageait. En 1980 il envisagea de s’installer en Israël avec ses enfants, après avoir reçu une invitation du Recteur de l’Université hébraïque de Jérusalem comme professeur associé, avant d’obtenir plus tard une chaire. Malgré ses charges d’enseignant et ses nombreuses publications, Robert prenait toujours le temps de nous écrire. Avec son style vif et alerte, plein d’humour, David le tenait au courant de ses combats au Palais des Nations, et l’aidait volontiers à résoudre quelques problèmes administratifs à Jérusalem.

À la publication du *Dhimmi*, il m’écrivit de Jérusalem une lettre très encourageante dans son style savoureux franco-anglais. Il avait beaucoup apprécié l’analyse « *des aspects historiques, sociaux et psychologiques de la condition dhimmi... La synthèse en était fascinante et passionnante. Je suis sûr que ce livre aura un retentissement et je suis fier que le Bulletin de la Wiener Library ait été la première revue en langue anglaise à avoir accueilli les thèses que tu as maintenant rassemblées dans ton livre.* » (8 avril 1980.) Après les insultes méprisantes de Jonas, mon éditeur juif communiste, je me sentais reconfortée. Deux ans plus tard, il nous écrivait : vivre à Londres ou Paris ces jours-ci n’est pas facile. Est-ce un retour à la normale, après deux ou trois décennies de douce illusion, qui ne serait que le calme avant la tempête ? (Septembre 1982.)

14. Paul B. Fenton & David G. Littman, *L’exil au Maghreb. La condition juive sous l’Islam, 1148-1912*, PUPS, Paris-Sorbonne, 2010.



Avec Martin Gilbert et d'autres amis tout aussi motivés, nous tentions de nous battre contre la vague de désinformation qui se levait dans toute l'Europe comme un mur de haine et de mensonges. Les livres, les médias audio-visuels, les déclarations de politiciens et de spécialistes imposaient partout le même discours. Les journaux, les revues réfutaient toute opinion différente. C'était le début de la campagne professant la victimisation des musulmans, et glorifiant l'islam comme religion d'amour et de paix. À cette époque nous attribuions innocemment ces opinions à une ignorance du sujet. Jamais nous n'aurions pu imaginer qu'elles constituaient une propagande minutieusement étudiée et construite délibérément à l'échelle mondiale.

#### GEORGE STEINER

C'est à cette époque que je rencontraï à un dîner genevois huppé le professeur fort en vogue – sans doute pour ses opinions très pro-palestiniennes et antisionistes – George Steiner. Je l'ignorais alors, et innocemment après les présentations, je m'assis près de lui pour mon malheur. Il me demanda ce que je faisais et je lui répondis prudemment que je faisais des recherches sur un sujet très particulier. Après tout nous étions conviés à un dîner mondain et je connaissais l'agressivité que m'attiraient mes opinions. « Lequel ? » demanda-t-il. Je ne pouvais m'esquiver : « La condition des juifs et des chrétiens dans les pays musulmans. » Il me posa quelques questions auxquelles je répondis avec réticence et de façon générale, esquissant quelques caractères essentiels de ce statut. Je crois lui avoir dit qu'au Maghreb il était interdit aux Juifs de sortir de leurs quartiers chaussés. « Je ne crois pas un mot de ce que vous dites », me répondit-il avec une froide fureur. Autrement dit, je mentais. Mais que savait-il lui-même du sujet ? Les comptines infantiles de l'âge d'or ?

Respectant l'accueil des maîtres de maison, je me levai sans répondre et allai rejoindre un autre groupe en priant ardemment pour que mon mari ne s'approchât pas de lui. Mais l'inévitable arriva. Ce fut au milieu du dîner, que je goûtais à peine, si grande était mon appréhension. La maîtresse de maison avait placé Steiner

non loin de David, dont l'esprit était empli depuis des années de tous les détails de la condition misérable des Juifs du Maghreb, qu'il racontait même à des chauffeurs de taxi. Je ne sais comment le sujet fit irruption entre le fromage et la poire, mais la querelle entre les deux hommes réduisit à un silence médusé tous les convives. David n'était pas homme à se laisser conter, poli mais non timide, il parlait de ce qu'il connaissait parfaitement et ne faisait aucune concession à l'ignorance de son contestataire quel que fût son prestige.

Malgré tous les efforts des hôtes pour calmer le débat, le ton s'exacerba avec le café pris dans le salon. Impuissant à contredire mon mari, Steiner jubilant lança alors ses flèches contre l'État d'Israël et s'apitoya sur ses victimes palestiniennes. Bref, rien que des poncifs d'une vulgaire propagande, qui ouvre bien des portes et ménage la célébrité. À voir sa mine réjouie, j'eus l'impression qu'il avait provoqué cet incident pour lancer ses insultes scandaleuses. Mais là aussi David fut imbattable, tirant de son infaillible mémoire faits et dates contre lesquels son adversaire, n'ayant aucune parade, prit un air de victime inoffensive pour se plaindre des attaques qu'il subissait toujours des Juifs. Puis se levant, il déclara en se dirigeant vers la porte, qu'ayant été insulté, il s'en allait. Effondrés nos hôtes l'accompagnèrent se confondant en excuses et mille amabilités. Les autres invités – que nous ne connaissions pas – félicitèrent aussitôt David pour avoir remis la « célébrité » à sa place. En fait Steiner sciemment m'avait traitée dédaigneusement de menteuse et avait offensé les invités par ses diffamations gratuites.

Le petit jeu que nous joua Steiner ce soir-là, me rappela la même comédie jouée par Maxime Rodinson à l'issue d'une conférence insultant l'État d'Israël.

#### POLIAKOV ET QUELQUES AUTRES

Nos voyages à Paris nous introduisirent dans le milieu juif intellectuel d'écrivains, d'universitaires et de journalistes. Je fus particulièrement impressionnée par les travaux du professeur Bernard Blumenkrantz que j'eus le plaisir de rencontrer. Avec Léon Poliakov nos relations furent plus délicates. Contacté en mai 1972 par notre ami commun Ephraïm

Tarik, de l'Ambassade d'Israël à Paris, pour une préface à la traduction française des extraits de l'Azhar éditée par David et Fati, il y souligna la tolérance islamique. Nous respectons trop Poliakov, éminent historien du judaïsme pour lui dire notre désapprobation et nos relations subirent un froid. Quelques années plus tard je fus surprise de l'entendre au téléphone me féliciter pour mon travail et me dire son adhésion à mes vues.

Bien plus tard, en 1993, je repris contact avec Léon Poliakov. Je travaillais alors sur *Juifs et Chrétiens sous l'Islam*, j'y examinai les ressorts politiques et culturels de la dhimmitude en Europe propagée par le mythe andalou, sur lequel s'édifiait la civilisation euro-islamique actuelle. Ce projet grandiose visait à créer une civilisation méditerranéenne dans une large perspective « braudelienne » de brassage et métissage de populations et d'émergence de sociétés pluriculturelles. Dans son livre *La Méditerranée*, Fernand Braudel avait donné une tonalité amicale et plaisante aux guerres djihadistes du XVI<sup>e</sup> siècle, soulignant l'entente, presque la fraternisation franco-ottomane. Comme Jacques Berque, il appelait à la réislamisation de l'Espagne, fustigeait les Croisades et n'avait que sourires tendres pour le djihad. Ce livre, d'ailleurs, servit de projet politique à la Fondation euro-méditerranéenne Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures créée en décembre 2003. Braudel y dessinait à grands traits une large fresque historique où les guerres islamochrétiennes autour de la Méditerranée n'y étaient que brouillies, « dialogues entre deux civilisations », alors que le véritable conflit des civilisations – disait-il – était avec les Juifs, peuple asiatique étranger à l'Europe, rendu obstiné, rusé, agressif par le Talmud. Infiltré partout « sous un masque chrétien » imposé par les conversions forcées, toujours expulsé il réapparaissait sous des masques différents mais demeurait toujours le même, grâce à l'« ubiquité des communautés juives », (titre d'un sous-chapitre). J'avais remarqué que Braudel aimait lancer des traits railleurs à Poliakov, dont les publications sur l'antisémitisme chrétien devaient sans doute l'agacer. Je téléphonai à Léon pour le lui dire et il me répondit qu'il connaissait Braudel depuis longtemps, dans les années trente il avait milité dans les camelots du roi, une organisation de combat royaliste antisémite et violente<sup>15</sup>.

15. Bat Ye'or, *Islam & Dhimmitude: Where Civilizations Collide*, trad. par Miriam Kochan et David Littman, Associated University Press Cranbury, NJ, 2002, p.460, n. 6.

L'interprétation européenne de l'histoire des juifs d'Islam me semblait parfois déphasée par rapport à une réalité judéo-arabe très complexe et vieille de treize siècles. L'ignorance du sujet est totale – écrivais-je à Wilo (14 janvier 1975) –, malgré la bonne volonté de divers milieux rien ne peut résister à la propagande des magnats du pétrole. Je voyais bien les dangers qui menaçaient l'Europe, sa civilisation fondée sur une culture humaniste et scientifique, sa juridiction égalitaire garantissant le respect des droits de l'homme. Le terrorisme, le chantage, le musellement de la presse et la manipulation des mass media supprimeraient les libertés et les droits essentiels. La colonisation économique des pétrodollars, les ventes d'armes massives aux pays arabes mettaient la planète en danger. Je discernais dans le camp euro-collaborationniste pro-palestinien les tactiques de parasitisme de l'histoire juive, la volonté de substituer les Arabes au peuple d'Israël. Le philo-judaïsme apparent se conjugua à l'antisionisme et l'invocation du dialogue avec l'islam éludait la reconnaissance arabe nécessaire de l'État hébreu (lettre du 24 février 1975).

De son côté David décrivait dans une lettre à son ex-professeur Michael Rathbone de Canford Public School (19 mars 1975), la guerre larvée contre Israël à la Commission des Droits de l'Homme à Genève et la Résolution demandant la libération de l'Archevêque terroriste syrien Hillarion Capucci. La performance, déclarait-il en conclusion, lui rappelait l'une des scènes de l'Enfer peinte par Hieronymus Bosch (1450-1516). C'était obscène et les représentants occidentaux se comportaient de façon abjecte. Il n'hésita pas à écrire poliment à Yehudi Menuhin (17 juin 1975) pour l'avertir que ses déclarations, comme celles de son père, étaient utilisées par les Arabes contre Israël.

À Jacques Sabbath, directeur de la revue *L'Arche*, Paris, j'écrivais que le silence des principaux intéressés ne pouvait que renforcer le sentiment de non-existence du judaïsme oriental même au sein du peuple juif (23 octobre 1975). Car l'expérience historique juive vécue en terre d'Islam n'était ni identique ni calquée sur le modèle européen. L'exposé de ces deux expériences enrichirait la culture juive et resserrerait les liens entre les deux communautés. Or souvent en Islam les destinées chrétiennes étaient parallèles à celles des Juifs et s'abstenir de les évoquer altérerait la vision globale d'un ensemble historique. Mise à part l'exigence de véracité, il était certain que la

réflexion juive s'approfondirait par la comparaison du destin juif avec celui d'autres minorités en quelque sorte contiguës, vivant dans le contexte islamique, compte tenu évidemment de leur particularisme. Ces problèmes d'ailleurs étaient d'actualité et reflétaient clairement les conflits au Liban et en Israël.

Durant l'une de nos visites à Paris, j'accompagnai David à un rendez-vous avec Georges Vajda (1908-1981) l'éminent professeur des Études Juives à la Sorbonne. Malgré son agenda chargé, ce grand érudit avait accepté de nous recevoir et nous avons pu lui parler de nos recherches. Dans une lettre du 29 juillet 1976, je lui décrivais mon essai pratiquement terminé alors sur la condition du dhimmi. Il se composait en majeure partie de documents provenant de sources juives, chrétiennes, arméniennes, européennes et consulaires. Quoique s'appuyant sur des documents islamiques et historiques d'auteurs musulmans, il n'avait aucune prétention académique, le sujet étant beaucoup trop vaste pour mes compétences limitées, lui écrivais-je. Ma seule ambition visait à cerner à travers les documents, la personnalité juridique, historique et psychologique du dhimmi, indépendamment de sa religion. Cette condition me paraissait singulière par sa diffusion dans la géographie et sa pérennité dans le temps avec des variantes.

La condition dhimmi, en effet, n'était pas un problème exclusivement juif – écrivais-je dans une lettre à Daniel Lack, juriste au Congrès Juif Mondial (23 mars 1977). Elle concernait aussi les innombrables peuples chrétiens, bouddhiste et hindou vaincus par le djihad et décimés par l'esclavage et le génocide.

J'avais écrit au Professeur Moshe Perlmann (6 février 1978) pour obtenir la permission de reproduire certains documents de son livre *Shaykh Damanhuri on the Churches of Cairo* (1975). Une correspondance amicale s'ensuivit. Perlmann me conseilla quelques lectures et nota l'excessive complaisance du professeur Claude Cahen dans son évaluation de la « tolérance », notant la différence entre tolérance et toléré. J'avais fini – lui écrivis-je – mon essai sur le *Dhimmi*, mais j'avais de grosses difficultés à trouver un éditeur. L'organisation et la classification des centaines de documents que j'avais amassés sur ce sujet me laissaient perplexe. Devais-je me focaliser sur l'aspect communautaire et la vie spirituelle des dhimmi, ou sur leurs rela-

tions avec l'environnement ? J'aurais préféré le premier domaine, parce que le second était déprimant et récriminateur. Mais la vie spirituelle avec ses aspects tout à la fois héroïques et dégradants ne pouvait être comprise sans son contexte social et politique. Je m'étais concentrée sur le seul volet juif parce que le secteur chrétien aurait mérité par lui-même une étude spéciale.

La profusion de lettres et d'articles que nous écrivîmes, David et moi, restituée quarante ans plus tard, l'ambiance, le climat politico-culturel des années soixante-dix et quatre-vingt, années charnières et cruciales qui déterminèrent et amorcèrent les structures d'islamisation, d'antisionisme et d'europhobie qui emprisonnent aujourd'hui les peuples européens dans un carcan suicidaire. C'est durant ces années-là, alors que l'horreur du nazisme et de la collaboration entraient dans le domaine public, que se solidifièrent en contrepartie les solidarités euro-islamiques et palestiniennes dans tous les secteurs sociaux. Plus le public sympathisait avec les victimes juives, plus forte était l'exigence arabe et collaborationniste de contrecarrer ce courant par la glorification du djihad palestinien et de l'islam, civilisation de paix et de justice. Écrite avec humour et d'une plume alerte, cette correspondance évoque cette lutte et nos efforts. Lettres aux journaux, aux amis, discussions sur nos travaux retracent cette période où l'avenir des Européens se décidait à leur insu dans l'heureuse utopie des années hippies.

Aujourd'hui, à des décennies de distance, je réalise l'énorme combat que devait mener à cette époque le judaïsme européen survivant à la Shoah. Comment, en effet, retrouver son équilibre après les souffrances indicibles de ce génocide et l'expérience d'une bestialité satanique ? Comment aussi, pour les neutraliser à jamais, forcer le monde à les regarder ? Je me souviens de ces chiffons que j'avais tenus entre mes mains quand j'avais accompagné ma mère à Paris. Je ne voulais pas la laisser seule pour liquider l'appartement de ses parents décédés et où elle avait grandi. Alors que nous vidions les armoires, je vis des petits morceaux d'étoffe marqués d'une étoile jaune que les Juifs devaient obligatoirement coudre sur leurs vêtements sous le régime de Vichy. Je les pris et les montrai à ma mère. « C'est horrible » – dit-elle et d'un geste violent elle s'en empara et les jeta à la poubelle. Je le regrettai plus tard, ces reliques témoi-

gnaient des épreuves subies par mes grands-parents et mes oncles français durant toute la guerre. Elles faisaient partie de leurs vies. Exsangue, occupé à se reconstruire, le judaïsme européen n'aspirait qu'à la paix et celui d'Orient, atomisé, déchiré et ruiné par l'exode s'efforçait péniblement de se réorganiser.

## La découverte du dhimmi

J'étais fascinée par le personnage du dhimmi dont je lisais les descriptions dans la littérature de provenance diverse disséminée sur des siècles. Sans m'en rendre compte, je passai du roman à la rédaction d'un autre livre dont la matière émergeait de mes recherches et des documents envoyés par Bashan. En 1975 je l'avais terminé, heureuse de m'être débarrassée de ce travail et de pouvoir désormais me consacrer à la littérature. Mais ce livre m'avait entraînée dans un tout autre domaine où la langue, le style et la formulation claire de concepts complexes exigeaient la précision et la plus grande objectivité – exigences contraires à la matière romanesque. Ce travail documentaire échappait toutefois au schématisme des faits car l'histoire se tisse toujours dans la chair, les épreuves et les espoirs d'une saga humaine traversant les siècles.

Les années soixante-dix furent celles de la découverte de cet énigmatique personnage que je faisais surgir de ses linéaments d'histoire. À mesure que s'éclairait comme par l'effet d'une lampe magique ses diverses facettes, s'éveillaient simultanément contre moi des attaques et des vindictes exprimées jusqu'en 2010, quand le gouvernement de l'État Islamique, fort opportunément venant à mon secours par le rétablissement de la charia, confirma tous mes écrits.

Je découvrais mon sujet dans de vieux grimoires consignés dans les bibliothèques universitaires de Genève, Londres, Jérusalem, New York et Paris. Ces refuges contre la fugacité du temps contenaient les reliques inestimables et inépuisables de la mémoire des civilisations et de l'humanité. Là gisait un mystère que je tirais péniblement de ses caveaux d'histoire, enseveli mais vivant, dormant au fond des siècles mais d'un sommeil éveillé, et dont la présence invisible accompagnait mes pensées jours et nuits.

Creusant progressivement le sujet, je m'aperçus que les mots qui le définissaient fourvoyaient la réflexion. Décrites sommairement comme

des minorités religieuses, les populations dhimmi ne se limitaient pas à cette caractérisation car elles représentaient les reliquats des peuples ethnoreligieux d'Orient antérieurs à l'islam et autrefois majoritaires dans leur région d'origine. La doxa les décrivait bénéficiaires privilégiés d'un régime bienveillant caractéristique de la tolérance islamique, mais on omettait de préciser que cette tolérance s'exerçait dans un contexte de guerre éternelle, le djihad assorti d'une condamnation à mort en cas de refus de se convertir ou de se soumettre. Et les conditions de cette soumission-protection n'étaient pas non plus précisées. Réduits à un état de subordination, de vulnérabilité et de dégradation extrême, ces peuples traversèrent les siècles avec une telle discrétion que l'histoire en conserva difficilement les empreintes. L'oubli silencieux qui les enchâssait était à la mesure de leurs hécatombes. Peuples sans passé, ils étaient aussi des peuples sans droits. Nations témoins, peuples mort-vivants forgés dans un silence millénaire fondé sur l'axiome que toute critique de l'opresseur est blasphématoire, ils incarnèrent une condition de non-existence et d'injustice permanente.

Dans cette friabilité du témoignage laissé par ces populations, je discernais plusieurs aspects. Le terrain historique avec ses contingences circonstancielles constituait la trame du temps. Un temps habillé de chair humaine dans l'enchaînement des générations et des ferveurs religieuses. Cette histoire ne se limitait pas à une dynamique de faits, elle débordait dans un univers spirituel particulier dont les dimensions morales se forgeaient au cours des siècles.

La lecture de la Bible m'introduisit dans la dimension éthique de la souffrance et de l'oppression. Elle étoffait le sens du mot « *galout* » – exil – donné par les communautés juives du monde musulman à leurs épreuves. Les Prophètes me révélèrent le thème de la rédemption par la souffrance – un destin assumé par l'engagement sans cesse renouvelé du dhimmi juif ou chrétien de refuser de rejoindre par la conversion son oppresseur.

Ma quête historique m'avait menée bien au-delà de mes attentes. Je débarquais dans une recherche qui, commencée avec le Juif, me conduirait au chrétien dont il semblait le sosie. L'étude de leur condition ouvrait une réflexion sur le choix délibéré et renouvelé de la liberté spirituelle contestant la tyrannie. Elle apportait un enseignement et un message. Les victimes du djihad ne réclamaient pas seulement justice :

elles voulaient que l'opresseur leur reconnaisse leur qualité d'êtres humains. Seule cette reconnaissance pourrait abolir les murs de haine et de déshumanisation élevés par le djihad entre les peuples et les religions. J'estimais qu'une mission rédemptrice investissait le destin dhimmi : celle de changer le cœur de l'opresseur par la réhumanisation de ses victimes. J'espérais que la connaissance de ce passé supprimerait l'idéologie djihadiste et contribuerait à construire la paix entre les peuples.

Je savais que mon travail serait attaqué de toutes parts, par les Juifs comme par les chrétiens du monde arabe souffrant du syndrome dhimmi – syndrome que j'avais décelé et qui, dans son extrême limite, devenait suicidaire : l'opprimé offrant à son oppresseur les justifications de son exécution. Ce comportement me paraissait spécifique des chrétiens arabisés antisionistes.

Bien que présentant l'immensité de ce champ de travail, je pensais que le *Dhimmi* pour moi, ne serait qu'un sujet temporaire. J'avais hâte de l'abandonner pour retourner à la littérature, véritable laboratoire de l'âme humaine et source d'ineffable joie créatrice. Déjà j'avais annoncé à David l'arrêt définitif de mes recherches sur le dhimmi et mon retour au roman, lui-même parlait de se remettre à son livre. Ces travaux se conjugaient à mon intense investissement dans le handicap mental. Secrétaire, puis Présidente bénévole d'une association de Parents d'enfants handicapés mentaux, coéditrice de la revue de cette association et responsable de la chronique des livres, je prenais conscience du monde d'exclusion peuplé par les êtres les plus humbles, les plus solitaires, les plus vulnérables et de l'éthique qu'ils nous enseignaient.

#### LA BATAILLE POUR LA RECONNAISSANCE DES RÉFUGIÉS JUIFS DU MONDE ARABE

En automne 1973, une association italienne de réfugiés juifs de Libye nous invita, David et moi, à donner des conférences et quelques interviews sur ce sujet en Italie. À notre grand étonnement les journalistes les publièrent bien en évidence dans de nombreux journaux – une information inconcevable dans d'autres pays européens. À cette occasion je rencontrai des Italiens non-juifs extrême-



ment aimables et amicaux, dont je regrette d'avoir perdu les noms aujourd'hui. Au cours des années, je devais m'apercevoir que la liberté d'information et d'expression s'exerçait en Italie dans une dimension beaucoup plus large que partout ailleurs en Europe et notamment en France ou en Angleterre. L'esprit du *Risorgimento* contre l'occupation autrichienne vibrait encore en Italie.

À Paris, un comité de représentants des Juifs originaires des pays arabes s'était réuni pour convoquer une conférence préparatoire à la fondation de l'Organisation Mondiale des Juifs des Pays arabes<sup>16</sup>. J'en devins un membre fondateur avec d'autres réfugiés d'Irak, de Syrie, du Liban, de Libye avec lesquels je partageais la même expérience. De nombreux conférenciers examinèrent divers problèmes : politiques, économiques, sociaux. Ma conférence, d'ordre historique, donnait un tableau précis de la condition dhimmi juive. De nombreux Juifs ashkénazes nous épaulaient et David, qui participa à tous les travaux de WOJAC, corrigea l'anglais de la Déclaration finale.

Dans cette conférence, je mentionnais de larges extraits d'un essai que je terminais alors, mais qui ne fut publié que cinq ans plus tard, en 1980, sous le titre *Le Dhimmi, profil de l'opprimé en Orient et en Afrique du nord depuis la conquête arabe*. À une époque de passion arabophile et palestinienne et de diabolisation de la colonisation européenne, j'osais dire que l'Europe avait libéré le dhimmi de son asservissement, qu'elle avait introduit dans son univers sans issue un rayon de justice. C'était par rapport à cet espoir que ce sous-homme avait pu mesurer l'étendue de sa servitude et entrevoir les reflets de sa libération. Mais, devenu à son insu, le jouet des intérêts rivaux des puissances occidentales, il fut abandonné quand la pitié ne s'avérait plus politiquement rentable. Des centaines de milliers moururent pour avoir cru aux promesses venues d'Occident : Arméniens, Assyriens-chrétiens, utilisés puis abandonnés par l'Europe. D'autres, plus astucieux déjouèrent les pièges de leurs « protecteurs », mais certains comme les chrétiens libanais s'y débattaient encore, éprouvant jusqu'au bout l'amertume d'une trahison.

Les causes superficielles du silence des réfugiés juifs des pays arabes, expliquai-je, se situaient à l'extérieur des communautés orientales et dans les conjonctures politiques des années soixante,

16. WOJAC, créée en novembre 1975 à Paris, cf. ci-dessus, pp. 73-74.

soixante-dix. S'y ajoutait une certaine politique de flatterie servile considérée comme essentielle à la paix avec les Arabes et qui délibérément « liquida » le dhimmi. En Israël la raison d'État « évacua » son drame historique et humain.

Issu d'une sous-humanité où l'oppression s'appelait tolérance, son témoignage fut écarté par une justice sélective. Silence sur les siens massacrés sauvagement au XX<sup>e</sup> siècle encore, en Égypte, en Syrie, en Palestine, en Irak, au Yémen, en Libye, en Afrique du Nord. Pour garantir l'avenir, le sionisme occidental forgea un passé imaginaire fondé sur le silence du dhimmi. Les « progressistes » moralisateurs l'accusaient de retarder la paix qu'ils se faisaient fort, eux, de réaliser avec un monde arabe où ils n'avaient jamais mis les pieds et duquel ils connaissaient tout juste – encore que très superficiellement – les événements contemporains de leur courte existence. L'histoire fut travestie pour s'adapter à l'idéologie. Vu de l'extérieur par l'étranger non concerné, un passé de servitude et de détresse fut qualifié de symbiose et d'âge d'or... Le système qui exigeait d'une catégorie d'êtres qu'elle rachetât constamment son droit de vivre dans l'avalissement n'était qualifié de tolérant que par la dévalorisation de l'humanité de la victime. Le fait que ce système modifiait le droit naturel à la vie en droit conditionnel assorti de modalités spécifiques et imposées collectivement aux victimes ne choquait pas. On comparait la condition des Juifs européens à celle des dhimmi mais ces comparaisons me semblaient fallacieuses car les deux civilisations étaient différentes. La croyance en un âge d'or était un choix et une nécessité politique, presque existentielle.

En Occident, les mouvements de libération des minorités juives furent encouragés et soutenus par des éléments appartenant à la majorité chrétienne. Ces appuis idéologiques et politiques recrutés dans la majorité et militant en faveur des minorités, étaient inconcevables dans le monde musulman. La condition dhimmi fondée sur des textes religieux et pétrifiée dans les mœurs ne pouvait être officiellement répudiée sans que fussent aussi ébranlées les bases mêmes de l'Islam.

J'affirmais que le silence sur ce sujet encourageait la tyrannie de l'oppresseur, car le silence et la résignation de l'opprimé en font le collaborateur de son oppresseur. Sa tyrannie croît avec la soumission de sa victime, sa bonne conscience s'épanouit sur son silence.

Comme dit le Talmud, c'est par l'opprimé que vient la justice, car le combat pour l'égalité des droits exige la contestation de l'injustice. L'absence de cette contestation développe chez la victime une résignation suicidaire. La destruction du christianisme oriental, beaucoup plus profonde et radicale que celle du judaïsme, compte tenu de son expansion et de sa puissance au VII<sup>e</sup> siècle, illustre ce processus.

WOJAC s'était créée parce que désormais les Juifs orientaux étaient hors de l'orbite arabe. Regardant du dehors et avec d'autres normes de justice que celles de la charia, ils s'apercevaient qu'ils étaient les rescapés d'une longue histoire de tyrannie et de spoliations, rachetant continuellement leur survie par le silence et les rançons qui leur étaient extorquées. Aujourd'hui, les Juifs sortaient des États arabes dépouillés des fruits d'un labeur millénaire. WOJAC avait donc été créée pour restituer à ces spoliés la dignité humaine. Pour que le Juif ne soit plus le dhimmi chassé et pillé impunément mais une créature humaine dont les droits devaient être reconnus. Davantage : les Juifs orientaux réfugiés en Israël avaient créé des villages, des industries, des villes. Par leur travail, ils avaient reconstruit avec leurs frères une patrie détruite, et par leur sang ils avaient défendu leur liberté. Après des siècles de déshumanisation ils avaient appris le goût neuf de la dignité. Et cependant ces exploités, ces spoliés, ces survivants étaient toujours les cibles de ceux qui les avaient persécutés des siècles durant et monnaient des terroristes pour les massacrer. Libérés de l'oppression, ces rescapés devenaient les victimes d'une politique arabe qui avec ses richesses colossales, s'efforçait de mobiliser toutes les forces de la planète pour les annihiler et restaurer la condition dhimmi par l'islamisation d'Israël, la destruction de leurs villes et leur pillage, la désertification de leurs champs et l'éradication de leur civilisation.

WOJAC est née – disais-je – pour demander justice. Pour que les hommes de bonne volonté se joignent à son combat. Car Israël incarne la libération du dhimmi sur sa propre terre. À Genève, dans la délégation israélienne, WOJAC représentera les droits des réfugiés juifs orientaux. Face à face historique où les Arabes découvriront dans l'Israélien le visage humain des peuples qu'ils colonisèrent. Juifs, Chrétiens et Musulmans cesseront d'être prisonniers de l'histoire, quand l'histoire cessant d'être subie, sera connue, assumée mais pour être dépassée dans une vision de paix et d'entente.

L'histoire du dhimmi devait être connue. Non pour accuser mais pour libérer. Non pour haïr mais pour s'accepter. Non pour mépriser mais pour s'estimer. Tâche pénible, semée d'embûches mais seule voie possible pour fonder la paix sur l'accord de peuples libres. Car on ne supprimerait pas le nazisme en feignant de l'ignorer. On ne supprimerait pas les goulags en niant leur existence. De même on ne supprimera pas la dhimmitude en cachant craintivement son histoire et ses manifestations. Les belles paroles, l'affichage temporaire de bons sentiments seraient impuissants à modifier des comportements conditionnés par des préjugés qui n'étaient ni dénoncés, ni combattus.

Dialogue issu de l'histoire du dhimmi et qui était son héritage. Inscrit dans le passé, il traçait l'avenir. Un avenir d'amitié et non de mépris. De paix et non de guerre. Des siècles durant, les Juifs d'Israël s'étaient tus quand leur dignité et leurs droits étaient bafoués. Durant si longtemps, ils s'imposèrent silence pour ne pas répondre à l'oppresseur, durant si longtemps ils vécurent comme l'aveugle, pour ne pas voir leur opprobre et comme le sourd, pour ne pas entendre les injures, de sorte qu'aujourd'hui ils ne savaient plus ni voir, ni entendre, ni parler. Ils étaient demeurés silencieux même quand ils furent chassés car les peuples campifs perdent leur identité, leur histoire, et, irresponsables de leur destin, ignorent leurs droits.

Je terminais par une conclusion optimiste : cette voix sortie du fond des âges parlerait à la conscience des peuples musulmans. Cette voix était celle de WOJAC, représentant près de deux millions de Juifs vivant en Israël et dans la Diaspora, elle espérait construire un pont d'amitié entre Israël et tous les peuples du Moyen-Orient, arabes et non-arabes. Se basant sur la Résolution 242 des Nations Unies, spécifiant que le règlement du problème des réfugiés constituait une condition majeure et essentielle dans un accord de paix, WOJAC entendait défendre les droits des réfugiés juifs des pays arabes, droits de l'homme à la liberté, à la sécurité, à l'indépendance, droits culturels et droits à des indemnités pour la perte de leurs biens individuels et communautaires après deux à trois mille ans d'existence dans ces régions, mille ans avant leur conquête par les Arabes musulmans.

Ma conférence eut très peu d'échos, finalement je crois que personne ne comprit ce dont je parlais.

En octobre 1977 mon mari et moi retournâmes donner des conférences et interviews sur WOJAC en Italie. Notre fils âgé de treize ans, en vacances scolaires nous accompagnait. Sa présence à nos côtés durant les conférences ou les interviews créait une atmosphère bon-enfant, une jovialité typiquement italienne. Après les conférences et les interviews nous étions heureux de lui montrer les beautés de Rome et de Milan et surtout de goûter ensemble aux plaisirs de la gastronomie italienne et à la variété des « *pastas* ». Ces joies familiales s'ajoutaient à celles de voir nos propos s'étaler dans de grands articles dans la presse, *La Voce Republican*a (Rome, 30 octobre 1977), *Il Mattino* (Naples, 31 octobre), *Il Popolo* (Rome, 1<sup>er</sup> novembre).

Par des films, des conférences, des publications, WOJAC s'appliqua à défendre les droits de ces victimes méconnues du djihad arabe, droits politiques, humains, économiques et droits sur leur patrimoine culturel abandonné sur place. Ces efforts portèrent leurs fruits : des radios, la presse mentionnaient les droits des réfugiés juifs des pays arabes, des journaux de Lausanne et Zurich en parlèrent (1978) ainsi que le *Times* de Londres (29 novembre 1978), qui nous mentionna mon mari et moi-même. C'était reconnaître pour la première fois l'existence d'une telle population, et au surplus, signaler qu'elle avait des droits. Événement inouï : les journalistes informaient qu'à la conférence de la Paix à Genève sur le Moyen-Orient (décembre 1978), ces droits seraient examinés avec autant de considération que ceux des réfugiés arabes. Aujourd'hui des articles sur ce sujet sont impensables et cette déficience de l'information révèle à elle seule les ravages de la dhimmitude dans nos sociétés.

Le 7 décembre 1978, j'envoyai au nom de WOJAC un télégramme à Moshe Dayan, ministre israélien des Affaires étrangères alors à Berne. WOJAC désirait lui rappeler les droits de centaines de milliers de Juifs expulsés des pays arabes. J'évoquais la présence de Silvia Zalmanson, qui devait accompagner le premier ministre Menahem Begin à Oslo le 10 décembre 1978, comme représentante du judaïsme soviétique. Nous suggérions qu'il serait approprié que Mordechai Ben Porat, le président israélien de WOJAC puisse, en tant que représentant des réfugiés juifs des pays arabes, accompagner M. Begin dans ses pourparlers de paix avec Sadate. Il n'y eut naturellement pas de suite à cette proposition.

À plusieurs reprises, cependant, Menahem Begin mentionna l'exode des Juifs des pays arabes et affirma que le problème des réfugiés juifs et palestiniens constituait un échange de populations. De son côté l'OLP refusait la Résolution 242 du Conseil de Sécurité, qui réclamait la solution du problème des réfugiés juifs et arabes, mais ne mentionnait ni peuple ni État palestiniens. À cette époque, la France n'avait pas encore créé l'idée d'un « peuple » palestinien qui aurait son État au cœur d'Israël.

Fin novembre 1983, la seconde Conférence internationale de WOJAC se tint à Londres, la présidence du Comité Information, dont j'avais écrit le programme, me fut confiée. Puis en octobre 1987, WOJAC organisa sa troisième Conférence internationale à Washington, malgré l'opposition du parti travailliste israélien, qui contrôlait le ministère des Affaires étrangères, selon Léon Tamman, son co-président. J'y fus invitée mais terrassée par le décès de mon fils de vingt-trois ans en mai 1987, je refusai d'y aller. Seule l'insistance de mon mari et celle de notre ami Fati Harkabi, venu passer quelques jours chez nous, m'inclinèrent à céder.

La conférence de Washington fut fort bien préparée, malgré l'opposition du parti travailliste israélien. Benjamin Netanyahu, alors ambassadeur d'Israël aux Nations Unies y avait pris la parole, déclarant que les souffrances, spoliations et tragédies des réfugiés juifs devaient être au centre des négociations. Il affirma qu'Israël avait eu tort de négliger ce sujet, qui aurait dû être la première priorité de sa politique étrangère. Quelque trois cents leaders juifs des États-Unis et du Canada, d'Europe et d'Israël avaient été conviés pour les trois jours de la conférence. Le sujet fut même discuté par des députés et des sénateurs américains au Congrès<sup>17</sup>. Il fut repris dans d'innombrables articles de la presse américaine, et fut commenté par des journaux italiens et canadiens.

Pour la conférence de Washington, on m'avait demandé de parler de l'histoire des relations judéo-islamiques pendant dix minutes. Cette histoire – expliquais-je – avait parfois été interprétée selon des critères

17. *Congressional Record*, Proceedings and Debates of the 100<sup>th</sup> Congress, Second Session, Vol. 134, Washington, Wednesday, January 27, 1988, N°3. United States Government Printing Office.

et des références européennes. Les situations conflictuelles dans divers pays musulmans avaient été analysées en termes de minorités religieuses ou nationalismes, alors que les notions de djihad et dhimma, essentielles dans l'islam, avaient été ignorées. Or, seuls ces concepts islamiques définissaient le type de relations entre les conquérants arabo-musulmans et les populations soumises juives et chrétiennes, indigènes des pays islamisés. Ces peuples ne pouvaient être confinés dans la définition européenne de minorités religieuses car elles représentaient les civilisations autochtones préislamiques de l'Orient. Et cette particularité avec ses éléments spécifiques, langue, culture, histoire, institutions politiques et sociales, conférait à ces peuples, dans leur pays, des droits historiques.

De même les processus de laïcisation et les nationalismes en Orient n'étaient pas identiques à ceux de l'Europe, parce que l'islam n'est pas le christianisme et que l'histoire en Orient avait suivi d'autres chemins qu'en Europe. Les leaders arabes et musulmans qui contestaient la légitimité d'Israël dans sa patrie ancestrale, obéissaient au djihad qui dénie la légitimité de tout État non-islamique. Le djihad représente à la fois un système politique, théologique et juridique. Il n'est pas seulement une guerre sainte islamique mais une théologie systémique réglant l'ensemble des relations en temps de guerre comme de paix entre musulmans et non-musulmans. Les chroniques chrétiennes anciennes ont décrit le djihad dévastateur en Palestine, Égypte, Syrie et Mésopotamie, la destruction et le pillage de villes et de villages entiers, les massacres, les crucifixions, les déportations en esclavage. À cette époque les sources chrétiennes désignaient la Palestine comme le pays des Juifs. Je donnai une description des lois générales de la dhimma pour les juifs et les chrétiens et arguai que la notion de dhimmitude était essentielle pour comprendre la condition des non-musulmans sous l'islam. Dans ma conclusion je rappelai aux Occidentaux que ces peuples juif et chrétien, fossilisés par la dhimmitude, leur avaient transmis leur religion et leurs valeurs. Je demandai aux intellectuels arabes de rejeter les concepts de djihad et de dhimmitude. Il me semblait que la paix avec Israël ouvrirait la voie à la paix avec tous les autres peuples. Au cas contraire – disais-je – les forces du djihad se renforceraient, la mentalité djihadiste se développerait, non contre les Israéliens seulement mais contre les chrétiens

d'Orient et d'Occident, l'ennemi traditionnel, et surtout contre les musulmans modernes et laïcs. Le monde était fatigué de cette haine médiévale, de cette intolérance fanatique qui justifiait la barbarie et le terrorisme. Les peuples musulmans, comme tous les autres, devaient examiner leur propre histoire d'impérialisme, d'esclavagisme, de génocides et reconnaître les droits des autres peuples de l'Orient et de la planète. Mes arguments ainsi que mon livre *The Dhimmi*, publié en 1984, furent mentionnés dans le *Jewish Times Atlanta* (6 novembre 1987) sous le titre : « *Arabs urged to condemn "jihad"*. »

Mel Levine, membre du Congrès américain, présent à cette conférence, vint nous encourager à poursuivre nos recherches et nos activités. Pendant le déjeuner il nous demanda de nous adresser au groupe de WOJAC. David leur parla des Juifs de Syrie, gardés dans leur pays comme des otages. Puis Mel m'invita à m'adresser à des collègues conviés dans son bureau pour un petit-déjeuner-conférence.

Cette troisième conférence de WOJAC eut un immense retentissement dans la presse juive et non juive. De nombreuses personnalités politiques israéliennes et américaines, reconnaissaient que les sévices subis par les juifs des pays arabes, leur détention arbitraire, leur spoliation et expulsion avaient été négligés et que leur nombre excédait celui des réfugiés arabes. L'on estimait que les deux vagues de réfugiés constituaient un échange de populations comme les précédentes durant la première Guerre Mondiale entre les Grecs et les Turcs et plus tard entre les Hindous et les musulmans aux Indes. Échanges qui furent reconnus par la Communauté internationale. Le Président israélien Haïm Herzog envoya un message déclarant que l'opinion publique ignorait que deux vagues similaires de réfugiés existaient au Moyen-Orient au même moment. L'une avait bénéficié de la plus grande publicité et l'autre fut ignorée. Cependant – affirmait-il – la compréhension totale de l'événement était nécessaire si l'on voulait avancer vers la paix.

Malgré les succès pour WOJAC que nous avons obtenus dans la presse européenne, le rejet du gouvernement israélien de ce sujet et les rebuffades souvent hostiles et acrimonieuses que j'essayai des Israéliens m'amènèrent à renoncer à ce combat et à me concentrer sur ma famille et mes recherches. Quelques années plus tard je donnais ma démission de WOJAC comme je l'avais fait pour le CID. Je ne pouvais m'embarrasser de casseroles vides.



## PREMIERS CONTACTS AVEC LA RÉSISTANCE LIBANAISE

Dès le début de mes recherches sur les Juifs d'Égypte j'avais rencontré le chrétien. Parfois ennemi des Juifs, parfois son sosie souffrant, parfois son rival, parfois les aidant et parfois aidé par eux. Il était impossible de l'éviter car les documents historiques et juridiques musulmans les mentionnaient ensemble. Dans mon opuscule, je m'étais largement inspirée des thèses du juriste libanais Antoine Fattal, auteur d'un livre pionnier remarquable : *Le Statut légal des non-musulmans en pays d'Islam*<sup>18</sup>. Fattal examinait les règles de ce statut dans les différentes écoles de droit musulman, et leur exécution dans la pratique rapportée dans les documents historiques. J'estimai que le CID devait évoquer le pluralisme du Proche-Orient et je proposai la publication de petites brochures sur les Maronites, les Kurdes, les Coptes et d'autres minorités. J'écrivis celle sur les Coptes et Isabelle Vichniac en rédigea une sur les Chrétiens soudanais alors victimes d'une sévère persécution. Mon texte sur les Coptes fut traduit en anglais et publié aux Pays Bas. Il attira l'attention du patriarche copte en France, qui m'en remercia.

Les années soixante-dix furent celles de la construction du Grand Dénî géniteur de l'Europe actuelle, celles qui préparèrent la défaite de la pensée rationaliste vaincue par l'islamophilie idéologique érigée en totalitarisme politique. Durant ces années, un conditionnement mental épais comme les murs d'une prison prépara l'islamisation de l'histoire et de la culture européenne. Années de gloire palestinienne, quand les chefs d'État européens pour se préserver du terrorisme palestinien, offraient, à l'insu de leurs populations, l'immunité sur leur territoire aux terroristes de l'OLP pour s'exercer à tuer les Israéliens<sup>19</sup>. Rien ne pouvait endiguer la passion pro-palestinienne déferlant sur l'Europe, feu dévorant, brûlant de toutes les haines refoulées, et d'autant plus violentes qu'émergeaient des publications sur les crimes nazis et ceux de la collaboration. En 1979, une France déférente offrit l'hospitalité à Khomeiny. Dans une tente ornée de tapis et dépourvue de meubles, aménagée dans le jardin de sa villa à Neaufle-le-Château, le chef de

18. Antoine Fattal, Conseiller d'État, *Le Statut légal des non-musulmans en pays d'Islam*, Imprimerie Catholique, Beyrouth, 1958.

19. Cf. pp. 69 et 184.

l'islamisme, siégeant avec sa cour, recevait ministres et intellectuels français célèbres, venus se déchausser avec déférence et se recueillir pieusement pour écouter le Guide.

Profitant de ce contexte si favorable, Arafat avait déclenché la guerre au Liban, semant le chaos, la terreur, la guérilla urbaine et le massacre des populations civiles. Menée par la France, la Communauté européenne s'était alliée en 1973 aux Palestiniens et aux pays de la Ligue arabe. Liée par ses engagements arabes elle soutint les Palestiniens et le camp « islamo-palestino-progressiste » contre les « chrétiens conservateurs » pro-israéliens et désormais victimes de la désinformation et de l'hostilité des médias. Ce fut ce peuple qu'Arafat, soutenu par la France, l'Europe et une presse assassine, voulut détruire par le djihad et le terrorisme.

Révoltée par cette situation scandaleuse, je tentais de défendre les chrétiens libanais chaque fois que j'en avais l'occasion. Il y avait toujours eu des liens amicaux entre des chrétiens libanais et les Israéliens, une sorte de confraternité dans une situation commune de malheur. Cette tendance avait été soutenue par Antoine-Pierre Arida, patriarche maronite d'Antioche, qui considérait le sionisme comme un modèle pour les chrétiens libanais. En 1954, le Vatican força Mgr Arida à démissionner. Ce mouvement chrétien libanais tenta de protéger les droits à la sécurité des juifs libanais menacés après la guerre de 1948-49.

Mes écrits furent remarqués et un jour je reçus la visite de deux jeunes Libanais maronites, dont l'un, Georges Toutounji, très proche de Béchir Gemayel, dirigeait la publication de *l'Union libanaise*. Ce fut le début d'une longue amitié, Georges vint souvent nous voir, amenant parfois ses amis, l'un d'eux était un étudiant, Walid Pharès à la veille de son départ aux États-Unis.

Avec Georges j'avais de longues conversations sur la condition du dhimmi chrétien – condition qui semblait revenir, comme l'avait prévu Fattal dans la conclusion de son livre, cité souvent et publié pourtant quelque vingt ans plus tôt. Au cours de nos rencontres avec nos amis maronites nous discutons des événements tragiques qui dévastaient le Liban. Le terrorisme urbain et les prises d'otages, innovées par Arafat, mascotte de la France, le massacre de communautés chrétiennes entières comme à Damour nous glaçaient d'horreur. Nos amis étaient chrétiens, nationalistes, pro-israéliens, jeunes, parfois des étudiants encore, et se battaient pour un Liban souverain et libre. Je croyais que la France les



soutiendrait, mais ils me détrompèrent. À ma grande surprise, j'appris que la France s'était ralliée à leurs ennemis, au camp djihadiste palestinien qu'elle appelait « islamo-progressiste ». Soucieuse de préserver ses intérêts dans le monde musulman, elle avait fait savoir aux chefs chrétiens, dès les années cinquante, que leur sécurité résidait désormais dans leur intégration à l'arabisme et dans leur soutien aux causes islamiques comme la Palestine – et qu'ils ne pourraient compter sur elle. Telle devait être leur politique. La question palestinienne – c'est-à-dire la destruction d'Israël – étant l'obsession majeure du monde arabe, les chrétiens libanais devaient impérativement soutenir les Palestiniens et non les combattre. L'Europe désormais se ralliait à l'Islam pour des raisons énergétiques, économiques et stratégiques.

Aujourd'hui le Liban n'existe plus. Bien des années plus tard, quand j'étudiais l'émergence d'Eurabia, je compris pourquoi la France, protectrice traditionnelle des chrétiens, avait soutenu Arafat. Mais au lieu d'Israël, ce fut le Liban qui en fut la première victime. Puis vint le tour d'Israël : en 1980 la CEE proclama la Déclaration de Venise dont les conséquences le rayeraient pratiquement de la carte. La Déclaration de Venise<sup>20</sup> exigeait le retrait d'Israël sur les lignes d'armistice de la guerre de 1948-49, menée par les pays de la Ligue arabe à l'intérieur de la Palestine du mandat britannique pour exterminer les Juifs. Dans les provinces occupées par l'Égypte et la Transjordanie, où tous les habitants juifs avaient été expulsés ou massacrés, la Communauté européenne décidait de son propre chef d'instaurer un État arabe et musulman appelé Palestine. Je devais découvrir plus tard dans mes recherches sur Eurabia que cette déclaration européenne n'avait pas d'autre but que de satisfaire les pays arabes, ulcérés par la paix israélo-égyptienne de 1979, afin de rétablir avec eux des échanges économiques lucratifs.

Georges m'apprit que la France et l'Europe avaient abandonné les chrétiens fautifs d'une erreur capitale : celle de ne pas haïr Israël et de se défendre contre les Palestiniens. Durant la guerre de 1948, le Liban avait été le pays arabe le moins agressif envers Israël et une grande partie des chrétiens approuvaient la restauration d'un État juif dans son antique patrie, dont l'histoire était aussi celle du christianisme. La nier impliquait la négation de leur propre origine.

20. Sur la Déclaration de Venise, cf. ci-dessous, p. 127 sqq.

L'abandon de ce petit peuple de chrétiens montagnards et fiers, survivant des siècles durant dans un océan de barbarie, m'emplissait de tristesse. Quelque chose d'horrible et de funeste s'en dégageait, pire qu'une faute, une tare morale, un crime. Une presse pro-palestinienne vociférante les accablait et peu de voix réussissaient à les défendre. Le souvenir de mes amis chrétiens d'Égypte, fuyant au Liban le fanatisme nassérien, m'affligeait profondément. Je me rappelais leurs visites à la maison quand ils venaient prendre de mes nouvelles, notre téléphone ayant été coupé. Nous nous préparions secrètement à partir, réfugiés devenus apatrides n'emportant que quelques linges. Ils venaient me consoler et maintenant eux-mêmes étaient victimes des mêmes épreuves sinon pires.

Georges m'invita à aller au Liban donner quelques conférences sur le dhimmi et m'assura que j'y étais très populaire parmi les chrétiens. En effet un prêtre jésuite libanais nous téléphona un jour et vint nous voir. C'était le Père Gabriel Malik, frère de Charles Habib Malik (1906-1987), professeur de philosophie, ancien ministre des Affaires étrangères du Liban et diplomate. Le Père Gabriel renouvela souvent ses visites, repartant toujours avec des piles de brochures sur le dhimmi, qu'il diffusait. Je ne pouvais croire à la défaite du camp chrétien.

#### LE LIBAN : PREMIÈRE VICTIME D'EURABIA

Hélas, j'ignorais alors ce que j'appris bien plus tard dans des recherches qui me conduisirent à Eurabia. Dès les années soixante, les milieux antisémites français militaient pour une alliance franco-arabe antisioniste. Ils promouvaient la réconciliation islamo-chrétienne et le remplacement d'Israël par la Palestine. Soutenu par les gouvernements européens, ce projet constitua le point focal de la réconciliation du christianisme et de l'islam. En effet, contre toute attente, les Juifs avaient survécu au génocide en Europe et restauré leur État en 1948, malgré la guerre déclenchée contre eux par les pays de la Ligue arabe et la guérilla terroriste arabo-palestinienne. Puis, en 1967, ils remportèrent une victoire éclair contre la triple agression de l'Égypte, la Syrie et la Transjordanie. Ce succès insolent et arrogant méritait une leçon.

La France gaulliste riposta par la promotion des mouvements arabophiles soutenus par la Ligue arabe<sup>21</sup>.

En 1973, après la guerre du Kippour et le boycott du pétrole décrété par la Ligue arabe contre les pays amis d'Israël, la diplomatie française réussit à regrouper les neuf pays de la Communauté européenne dans une vaste politique de rapprochements et d'alliances avec l'ensemble des pays de la Ligue arabe. Cette stratégie visait à transformer la Méditerranée en *Mare Nostrum*, mer d'une civilisation méditerranéenne unifiée euro-arabe. Mais la participation arabe à ce plan avait son prix. Le 26 novembre, le ministre saoudien du pétrole avait déclaré à la télévision française dans l'émission *Actuel 2* : « *Si vous ne changez pas votre politique de soutien [de soutien à Israël], l'Europe va souffrir.* » Dans un document, la Déclaration d'Alger (28 novembre 1973), le bloc arabe formulait les conditions essentielles à ce rapprochement et à la levée du boycott du pétrole :

*Recul d'Israël sur les lignes d'armistice de 1948 sans aucune concession.*

*Souveraineté arabe et islamique totale sur Jérusalem.*

*Restauration des droits nationaux du peuple palestinien selon les décisions de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), seule représentante du peuple palestinien.*

Ce point soulevait les réserves de la Jordanie. En effet jusqu'en 1967, les Arabes de ces territoires conquis et occupés par la Transjordanie en 1948 n'avaient jamais formé un peuple palestinien ayant eu des droits nationaux qu'il fallût restaurer.

*Maintien de l'arme du pétrole contre tout pays favorable à Israël. Création d'un comité chargé de graduer la livraison du pétrole avec le soutien aux causes arabes, c'est-à-dire palestinienne.*

*Exiger des États européens des pressions sur les États-Unis pour qu'ils suppriment toute aide à Israël.*

En décembre 1973, la Communauté européenne déjà influencée par la France depuis 1967, se soumit à toutes ces conditions. Pour moraliser cette reddition, elle prétextait les droits d'une Palestine virtuelle laïque, démocratique et pluriconfessionnelle, qui surgirait miraculeusement

21. Pour la politique de la France envers Israël voir Michaël Bar-Zvi, *Israël et la France, l'alliance égarée*, Les provinciales, 2014 et *Pour une Politique de la transmission, réflexions sur la question sioniste*, Les provinciales, 2016.

*sui generis* en Judée-Samarie et à Jérusalem. Ce stratagème, élaboré à l'origine par la France autour du culte d'Arafat, était le plus sûr moyen de garantir non la paix, mais le djihad perpétuel contre Israël. Génitrice de la Palestine, la France s'assurait une position privilégiée dans le monde arabe. Rôle qu'assuma Jacques Chirac avec brio et superbe.

La décision de la CE eut plusieurs conséquences dans le court et le long terme en Europe et en Orient. Au Liban, elle concrétisa l'abandon des chrétiens quand ils furent agressés précisément par l'OLP et Arafat, nouveaux héros de l'Europe et désormais forts de l'immunité que leur avait accordée la Communauté européenne. Soutenir la Palestine, c'était, « en toute bonne conscience », renouveler les temps de la collaboration nazi-islamique. Les temps où la haine et la soif d'extermination d'Israël pouvaient librement s'exprimer avec la bénédiction des États. Car la Palestine démasquait le caractère machiavélique de l'État hébreu. Elle réhabilitait l'honneur des fonctionnaires du III<sup>e</sup> Reich et du gouvernement de Vichy, dissimulés dans les échelons les plus élevés de tous les rouages de la Communauté européenne, comme le premier président de la Commission de 1958 à 1967, Walter Hallstein, juriste et officier nazi ; comme le chef d'Interpol, fonctionnaire de Vichy ; ou le secrétaire-général de l'ONU, l'Autrichien Kurt Waldheim, accusé de participation au génocide en Yougoslavie et en Grèce en 1942-45<sup>22</sup>.

À l'époque, peu comprenaient la tragique ampleur du combat des chrétiens libanais, attaqués par les forces islamo-syro-palestiniennes, secondées au plan international par les communistes, les tiers-mondistes et les antisionistes européens. Ce combat d'ailleurs, dépassait largement ses acteurs, car il se raccordait à une résistance chrétienne ancestrale portée par le flux des siècles. Il faisait revivre, au XX<sup>e</sup> siècle, les conflits interchrétiens historiques dans les États chrétiens souverains d'autrefois, entre forces chrétiennes islamophiles et résistance à la dhimmitude<sup>23</sup>. C'est pourquoi il fut aussi une guerre interchrétienne, fratricide et désespérée, où la résurgence des corruptions, des vénalités et des trahisons dhimmi pavèrent la descente aux enfers d'une résistance chrétienne désavouée par l'Europe.

22. Bat Ye'or, *L'Europe et le spectre du califat*, Les provinciales, 2010, pp. 18-20 ; 36.

23. Bat Ye'or, *Juifs et Chrétiens sous l'islam. Les dhimmi face au défi intégriste*, Paris, Berg international, 1994, p. 186.

Car pour son malheur, l'Europe avait fait du Liban l'emblème de la coexistence harmonieuse et pacifique islamo-chrétienne, le modèle qu'elle invoquait pour construire la future Eurabia.

Prisonniers de ce rêve européen, les chrétiens devaient impérativement en devenir la vitrine. Le père syrien Youakim Moubarak exhortait le Liban à remplir le seul engagement digne de son histoire et de son destin : le service de la cause palestinienne et l'éradication d'Israël<sup>24</sup>. Car – disait-il – la vocation de l'Église est celle d'un service de charité et d'amour envers l'islam. Cette vocation d'amour de l'Église cimenterait un œcuménisme islamo-chrétien qui détruirait Israël, objectif qui semblait plus important que la survie du christianisme et le choix de la liberté.

Ce courant fut représenté par Louis Massignon et son disciple Moubarak, par les Églises islamophiles arabes et européennes et par les mouvements antisémites européens pro-palestiniens. Cette vaste coalition appelait à parachever l'entente islamo-chrétienne par la « désionisation » des Juifs et d'Israël auxquels devait s'associer le judaïsme<sup>25</sup>. Or dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, cette tendance islamophile et antisémite soutenue par l'Europe s'était heurtée à un mouvement libanais chrétien nationaliste et pro-sioniste condamné par la France et le Vatican. Représenté par l'Archevêque maronite de Beyrouth Antun Arida, il affirmait la solidarité judéo-chrétienne dans les persécutions subies par l'islam et l'identité des revendications des deux peuples dans leur berceau historique<sup>26</sup>.

Mais pour les Libanais pro-palestiniens, ce courant porté par Camille Chamoun et les Maronites devait disparaître<sup>27</sup>. Moubarak appelait à supprimer les frontières du Liban et, en collaboration avec les Palestiniens, à éliminer les structures politiques du pouvoir chrétien qu'il estimait un obstacle à la vocation missiologique de l'Église. Il préconisait la destruction du Liban fermé, exclusiviste, du maronisme et du chamounisme pro-sionistes, le « désenjuivement » de l'Église afin de rencontrer l'islam. Sa conception du Liban reconstituait le cadre de la dhimmitude et le conflit interchrétien millénaire entre ecclésiastiques

24. *Ibid.*, p. 188.

25. *Ibid.*, p. 199.

26. *Ibid.*, p. 196.

27. *Ibid.*, p. 199.

islamophiles et résistants. Pour Moubarak, la fin du pouvoir politique chrétien libèrerait la mission que l'islam assignait à l'Église, celle d'un service de charité et d'amour envers les musulmans<sup>28</sup>.

Un christianisme libanais ouvert sur le monde arabo-musulman, accueillant des centaines de milliers de Palestiniens sur son sol démontrerait l'amour et la générosité chrétienne envers l'islam. La suppression d'Israël constitua le fondement et la condition essentielle du rapprochement islamo-chrétien et représenta pour les Églises arabes une priorité par rapport à la défense des droits de leurs communautés. Flattant la christianophobie islamique, les nationalistes chrétiens arabes, syriens, palestiniens, irakiens – politiciens et intellectuels – propagèrent les thèses arabes culpabilisant l'Occident. Devenus mercenaires de l'expansionnisme musulman en Europe, ces chrétiens d'islam, servirent les intérêts de leurs oppresseurs désireux d'embrigader l'Europe dans une cause qui la détruirait.

L'apostolat chrétien dhimmi au service de l'islam en Occident conféra aux clergés arabes un rôle politique de première importance pour les gouvernements arabes. Cet apostolat comprenait la diffusion de la propagande islamique par les canaux religieux occidentaux, l'encouragement et le soutien pratique et moral au terrorisme anti-Israélien (sur le thème du désespoir palestinien et de la cruauté israélienne), la diabolisation d'Israël, l'apologie de l'islam « religion de tolérance et de paix », et surtout la dissimulation des prescriptions discriminatoires et humiliantes de la dhimmitude obligatoire pour les juifs et les chrétiens. Ce courant fut d'autant plus soutenu en Europe dès les années soixante-dix, qu'il renforçait la politique unioniste euro-arabe et la création par l'Union européenne d'instruments pour y parvenir dans tous les secteurs politiques, économiques, religieux, culturels, éducatifs. Une gigantesque force transnationale se mobilisait pour transformer l'Europe judéo-chrétienne et lui substituer l'euro-islamisme.

Par quelle aberration naquit le projet de faire du Liban la vitrine d'une parfaite coexistence pluriculturelle d'œcuménisme islamo-chrétien, alors qu'il ne le fut jamais ? Le père Moubarak déclarait que les relations islamo-chrétiennes devaient être pensées, expéri-

28. *Ibid.*, p. 186.

mentées et institutionnalisées pour l'ensemble du monde au Liban<sup>29</sup>. Ce mirage permit à l'Europe d'invoquer ce modèle pour s'engager dans un processus semblable alors en élaboration, en lien avec les Palestiniens vecteurs essentiels du projet européen d'unification des deux rives de la Méditerranée : Eurabia.

La Palestine islamique était l'avenir de l'Europe, Israël son passé. Un passé de crimes honteux voués à l'oubli, alors que la Palestine annonçait une aube nouvelle, un futur gratifiant par l'accumulation des richesses du pétrole et l'assurance d'un pouvoir géopolitique euro-africain, qui en imposerait même à l'Amérique. Sur la Palestine se construisait la bonne conscience et la précieuse fraternité islamo-chrétienne où se dissoudrait l'Église rejeton du judaïsme. Pour les courants antisémites, l'œcuménisme libanais démontrait surtout l'inutilité néfaste d'Israël. L'affaire palestinienne – écrivait Jacques Berque dans un texte daté du 3 mai 1969 – devait s'imposer « à quiconque opte contre le passé, pour l'avenir du monde [...] et tous ceux qui dans le monde optent pour la décolonisation, la paix et la liberté<sup>30</sup> ». Car la Palestine ne sera « ressaisie que par un changement radical des idées, des mœurs, et presque des êtres [...] mais encore si l'on peut dire, la négativité de l'ancestral, du maternel et du familial ». Comment mieux exprimer sans le dire le projet dévastateur du remplacement de population et la destruction du droit et de l'histoire par le rejet de « l'ancestral », de la Bible et du christianisme (le maternel et le familial).

Déjà s'annonçait le rejet de l'identité européenne, car la cause palestinienne devait devenir mondiale, comme l'islam. Berque reprochait aux Libanais leurs « affrontements scandaleux », ils devaient se forcer à prouver la coexistence islamo-chrétienne, quelles que fussent ses formes, car toute expérience de coexistence même truquée servait la cause arabe et palestinienne : « Fallait-il – écrivait-il – perdre de vue que tout exemple vécu de coexistence sert la cause arabe ? Car c'est bien une coexistence – d'un autre type certes, mais coexistence tout de même – que le

29. *Ibid.*, p. 224.

30. Jacques Berque, « Les Nations et le Peuple Arabes (sic) devant la Palestine » (3 mai 1969) in (coll.), *Les Palestiniens et la crise Israélo-Arabe*, Textes et Documents du Groupe de recherches et d'action pour le règlement du problème palestinien (GRAPP), 1967-1973, Paris, Éditions Sociales, 1974, pp. 24-29.

*Fath lui-même souhaite dans la Palestine récupérée...* ». Et quelle est cette coexistence d'un autre type sinon celle de la dhimmitude ?

Même opinion chez l'Israélophobe britannique Robert Brenton Betts pour qui « une expérience islamo-chrétienne réussie fait du Liban le plus dangereux de tous les ennemis de la survie du sionisme, car c'est l'exemple vivant du type de société que les Palestiniens ont dernièrement préconisé à la place de l'État fondé sur un nationalisme étroit et ethnique qui est l'Israël d'aujourd'hui<sup>31</sup> ». Rejet donc du « nationalisme étroit et ethnique » pour disparaître dans l'universalité de l'Oumma.

Ce mouvement d'envergure européenne militait pour « une politique musulmane » de l'Europe et de l'Église. Il préconisait l'abolition des frontières et « des nationalismes chauvins ». La forteresse Europe devait s'ouvrir aux masses islamiques pour permettre le fusionnement des deux rives de la Méditerranée, libérer le champ missiologique et favoriser l'émergence d'un bloc islamo-européen hostile aux États-Unis et à Israël, dont les sympathisants européens seraient submergés par une immigration islamique de masse. Ses concepteurs vantaient le mirage libanais et l'entente islamo-chrétienne large, ouverte, généreuse contrastant avec l'isolement d'un petit Israël fermé et rabougri, origine des conflits. Déjà ils dessinaient autour d'une Méditerranée matrice d'œcuménisme le continent euro-arabe où l'islam enseignait la tolérance islamique et la civilisation à l'Europe. Berque souhaitait voir l'Europe parsemée d'Andalousies musulmanes.

De son côté Béchir Gemayel dénonçait la fallacieuse alliance palestino-chrétienne, source mortelle de compromis et de compromissions, les mensonges et les falsifications et les forces qui voulaient faire des Libanais des cobayes sur lesquels l'Europe menait ses expériences de coexistence. Pour Gemayel, les Palestiniens avaient « installé [au Liban] la centrale internationale de la subversion et du terrorisme à partir de laquelle ils écument le monde entier<sup>32</sup> ». Dans un discours à une délégation française au Liban (26 août 1980), Gemayel dénonçait « tous ces grands journalistes, écrivains, prêtres, hommes politiques, qui nous ont calomniés, traînés dans la boue, en toute bonne foi ». Il

31. Robert Brenton Betts, *Christian in the Arab East. A political Study*, Londres, SPCK, 1979, pp. 226-27.

32. Béchir Gemayel, *Liberté et Sécurité*, 2<sup>e</sup> éd., Beyrouth, La Résistance Libanaise, 1983, p. 15.



attribuait « ce déclin du courage... à l'antisémitisme atavique de l'Europe qui a abouti au massacre de six millions de juifs. Aussi quand l'Église libanaise a été menacée d'anéantissement, une bonne partie de l'opinion catholique occidentale, notamment française, a pris parti pour les "islamo-progressistes" contre les "chrétiens-conservateurs"<sup>33</sup> ».

Commentant la politique de la France Gemayel s'exclama : « On est allé jusqu'à nous refuser le droit de ne pas nous laisser massacrer ». L'historien du Moyen-Orient, Pierre Rondot aurait dit : « Les chrétiens du Liban ont commis une faute impardonnable en faisant appel à Israël ! Il valait mieux pour eux disparaître dans l'honneur<sup>34</sup> ».

En fait Gemayel se trompait. En 1980 les jeux pour l'Europe étaient déjà faits, mais nul ne le savait. Les pourparlers de paix entre l'Égypte et Israël, qui aboutirent en 1979, révoltèrent l'Europe, humble adepte des fatwas de la Ligue arabe, interdisant toute paix séparée d'un État arabe avec Israël. Pour se venger et donner des gages d'allégeance à ses alliés arabes, la Communauté européenne décréta de son propre chef, dans la Déclaration de Venise (1980), les frontières d'Israël et plaça sa capitale à Tel-Aviv, reprenant toutes les directives de la Déclaration d'Alger de 1973<sup>35</sup>.

Le meurtre tragique de Gemayel, le 14 septembre 1982, assassina aussi l'espoir d'un Liban libre, dont je connaissais par Georges, le martyr, le courage, les épreuves et les combats. Je suis certaine que ce meurtre soulagea les ennemis chrétiens et européens de ce Liban-là. Mercenaires d'Arafat, alliés à l'OLP, ils se réjouissaient de l'écrasement d'une résistance chrétienne millénaire, meurtrie, détruite par ses divisions internes, honnie par la France et l'Europe. L'effondrement de ce rêve chrétien de liberté annonçait le suicide européen des prochaines décennies et le retour de la dhimmitude lors des printemps arabes. J'avais comme un pressentiment que l'abandon des chrétiens libanais présageait la libanisation de l'Europe.

La collusion de l'Europe avec les Palestiniens – à l'origine, dirigée contre Israël – déviée par les lois de la dhimmitude associant juifs et chrétiens, détruisit le Liban libre. Dans son très beau discours-

33. *Ibid.*, pp. 17-18.

34. Cité par Selim Abou, *Béchar Gemayel ou l'Esprit d'un Peuple*, Paris, Anthropos 1984, p. 368.

35. Sur la Déclaration de Venise, cf. ci-dessous, p. 127 sqq.

testament, Gemayel déclarait le Liban ouvert à toutes les composantes du peuple libanais. Mais il rappelait aussi le destin historique de ce pays accueillant les religions persécutées de la région. Le Liban – disait-il – demeurerait une terre où les chrétiens libérés de la dhimmitude, pourraient vivre librement leur foi et témoigner de leur christianisme. La propagande du « désespoir » et de la « victimologie » dont Berque se gargarisait n'était que la contre-valeur des milliards de pétrodollars dont l'Europe s'enrichissait.

Bien plus tard, je compris que l'Europe ayant choisi l'alliance avec le monde musulman avait abandonné les Chrétiens, comme elle l'avait fait avec Israël. Qu'elle ait trahi et honni l'État juif, rien d'étonnant quand on connaît l'histoire de ce peuple en Europe, mais qu'elle condamne à l'extinction les communautés chrétiennes vulnérables ayant courageusement survécu à l'esclavage et aux génocides de la dhimmitude, me paraissait un crime absolu. La France, crispée sur sa collusion avec l'OLP s'opposait à tout rapprochement entre le Liban et Israël. Sa politique, calquée sur celle de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), consistait à isoler Israël et à en faire un proscrit avec lequel toute alliance serait infâmante.

## LA VIE FAMILIALE

Au cours de cette décennie, des tragédies vinrent assombrir notre vie. En 1972 je dus placer ma fille aînée en institution, décision que je pris dans l'intérêt de nos deux autres enfants. Cette séparation m'infligea une culpabilisation et une souffrance que même le travail ne put alléger. Pourtant, en dépit de ma dépression chronique, cette décision s'avéra non seulement le meilleur moyen de développer les capacités de notre fille, mais m'apporta un enrichissement intérieur que je ne soupçonnais pas et de précieuses amitiés.

Les réunions de parents membres de l'institution m'apprirent que mon malheur n'était pas exceptionnel. D'autres l'affrontaient dans des conditions plus difficiles : mères abandonnées par leur mari et obligées de travailler pour vivre. Ou encore celles qui n'ayant pas



eu d'autres enfants reportaient sur cet être à jamais blessé et vulnérable, une force d'amour qui les illuminait.

Je ne sais pourquoi le président de notre association de parents me demanda d'être sa secrétaire, fonction qui se limitait à rédiger les procès-verbaux de nos assemblées générales. Bien que ce mot même me fût inconnu, sans même parler des fonctions de trésorier et de réviseurs des comptes, je me refusais à me soustraire à ce service puisque cette fonction, comme la sienne beaucoup plus lourde que j'assumais plus tard durant plus de dix ans, était bénévole. Nous nous liâmes d'amitié avec ce couple, parent d'un fils du même âge que ma fille et hébergé dans la même section. Alors que j'étais uniquement centrée sur mon drame, je découvris chez notre président une extraordinaire ouverture et sensibilité envers tous les handicapés. Nous les accompagnions à toutes les assemblées générales des Associations suisses de parents d'enfants handicapés. Dans ces réunions de parents qui parlaient, discutaient, débattaient en trois langues, je touchais la Suisse profonde, celle de l'égalité qui mettait au centre du débat l'objet de la réunion : le handicap mental. Qu'est-ce qu'on fait ? Comment améliorer la situation actuelle ? Quelle thérapie ? Quelle pédagogie pour le handicapé, les parents, la société ? Comment financer ces programmes de réhabilitation ? Je sortais du rôle passif des lamentations pour interagir avec le problème.

Le jour, nous visitons les centres de la ville ou du canton hôte. Le soir, une grande réception nous réunissait autour d'un dîner de spécialités régionales. Les discours encourageants des édiles précédaient les divertissements des spectacles, danses, chants ou musiques traditionnelles. Jamais je n'ai vu autant de joie que dans ces réunions de parents confrontés quotidiennement à la souffrance de leur propre chair. Jamais je n'oublierai cette leçon de courage et d'optimisme dans l'adversité.

Avec les thérapeutes du centre, j'appris les diverses approches pour calmer les détresses et les angoisses informulées s'exprimant par la violence. Progressivement l'orgueil, la fierté, les désirs me quittaient, tombaient comme des écailles. Le succès c'était ce mot « maman » prononcé à onze ans, la propreté nocturne à seize ans, m'épargnant de monter un étage trois fois chaque nuit, les quelques mots prononcés triomphalement après des décennies d'efforts, mais

surtout les rires et la joie de vivre, véritables victoires sur le néant, la solitude, le désespoir du regard infantin.

Comment communiquer avec celui qui ne parle pas, qui s'esclaffe ou plonge dans le chagrin inopinément ? L'enfant refusé par les écoles, le solitaire et le rejeté qui ne sait jouer, la victime qui reçoit les coups avec un regard étonné et ne sait se défendre, celui qui regarde la joie des autres passer et demeure isolé, étranger au monde, prisonnier de son silence. Il fallut trouver le langage qui se passe de mots, celui des yeux et de la caresse, de la présence physique qui rassure, de l'amour sans mesure dans un univers sans mot. Il fallut entrer dans le dur processus de se désengager de l'enfant pour le libérer de soi et le laisser apprendre à vivre avec ce corps et ce cerveau mutilés.

À l'institution, je fus frappée par la joie et l'enthousiasme qui se dégageaient des éducateurs et des jeunes étudiants stagiaires. Dans ce milieu expérimenté, les crises de colère violentes qui nous traumatisaient tous et me portaient au comble du désespoir, détruisant mes nuits et mes jours, prenaient les dimensions de petits caprices vite résolus avec quelques rires et aussi vite oubliés. La rencontre de parents vivant nos expériences permit des échanges enrichissants. Je n'étais ni seule ni unique victime d'une tragédie qui n'avait nulle solution sinon ma résignation et mon acceptation de l'inéluctable. Le départ de ma fille en institution, que j'avais moi seule décidée, me libéra pour me rapprocher de nos deux autres enfants, mais cette joie fut longtemps assombrie par l'absence de l'aînée, mutilation de moi-même que je m'étais imposée.

Des années plus tard, présidente à mon tour de l'Assemblée des Parents, une jeune mère me téléphona assaillie de doutes et de remords à l'idée de mettre son fils en institution. Que devait-elle faire ? toute sa famille s'y opposait. Je lui exposai les avantages d'une éducation thérapeutique, d'un milieu social adapté au lieu du cercle restreint familial. Elle suivit mon conseil et s'en félicita.

Lorsque Diana venait à la maison pour les vacances ou les week-ends je faisais en sorte que ce soit une fête. Je travaillais avant à marche forcée sachant que je ne toucherais pas à mes manuscrits pour pouvoir me consacrer à elle tant qu'elle serait avec nous. Les deux autres enfants partaient en camps de vacances, car vivre avec Diana imposait des contraintes pénibles, coupées de crises difficilement maîtrisables qui les affligeaient. Pour occuper Diana en été, je

m'adonnais au jardinage. Coiffée d'un large chapeau de paille, elle ramassait de ses mains gantées les fleurs fanées qu'elle jetait dans un panier sur roulettes. Quand David était libre, nous faisons des excursions ou de longues promenades dans les forêts ou les coteaux pentus couverts de vignes. Le soleil de juillet nappait le lac à nos pieds. Devant nous pointaient les clochers des villages agrippés aux collines. Les chiens couraient au-devant, fouineurs et affairés. Notant le caractère soumis et timoré de l'un d'eux, mes enfants et leur ami Dani Harkabi l'avaient surnommé le dhimmi. Je songeais aux vacanciers entourés de tous leurs enfants. Je ne connus jamais ce bonheur...

Comme Diana adorait les invitations – occasions d'activités affairées et d'agapes – j'organisais de fréquents dîners avec les amis des environs. Diana et moi courrions faire les achats et passions des heures à cuisiner – Diana en tablier toujours prête à m'aider – avant d'aller dresser les tables du jardin. Puis David montait de la cave ses meilleurs vins et venait admirer sa fille que je pomponnais, rayonnante, le cou orné de colliers de corail, se préparant à être la reine de la soirée.

Rose Choron, peintre et poétesse à ses heures, était une habituée de ces soirées. Elle passait les hivers à New York et les étés dans sa coquette villa d'Ettoy, décorée d'objets antiques. Parfois elle venait avec un ami, Haïm Raphael, universitaire, auteur qui ne dédaignait pas d'écrire des romans à mystère sous un pseudonyme. D'autres écrivains de passage se joignaient à nous. Les conversations roulaient sur la politique et nos combats dans le domaine historique. Un soir Haïm vint avec un air un peu cérémonieux et nous offrit son livre nouvellement publié : l'histoire des Juifs sépharades et orientaux. La dédicace nous remerciait, David et moi, de lui avoir tant appris.

Diana m'aidait à faire le service, la douceur du crépuscule nous enveloppait libérant le parfum des rosiers proches. Puis, venant à pas de loup, la nuit découvrait ses étoiles. À nos pieds, les chiens repus ronflaient, épuisés d'avoir donné la chasse aux écureuils, moineaux, hérissons et chats. J'allumais les grands chandeliers de bronze doré posés sur la table et David toujours fier de sa fille, lui disait : « Chante Diana... chante pour Papa. » Moment sacré où il imposait à tous un silence recueilli pour religieusement écouter la voix très pure, juste audible qu'elle parvenait à nous offrir.

Plus tard l'institution raccourcit la durée des vacances de Diana et nous pûmes partir avec nos autres enfants. Quelle joie ces escapades en France, en Italie, dans le Tessin, sur les pistes de ski ou à la mer Rouge dans le Sinaï encore israélien. David planifiait le voyage, réservait les hôtels, emmenait sa troupe toute la journée arpenter les musées, visiter les églises et les venelles bordées de murs cabossés, oubliés par les siècles. L'histoire nous parlait dans l'art architectural tandis que nous arpentions avec ravissement des rues bordées de façades délavées sorties d'un Canaletto. Chaque moment apportait un enchantement, un bonheur complet. Quand les enfants retournaient à l'école, David et moi reprenions nos travaux, toujours interrompus par une longue marche, une randonnée en bateau moteur où nous prenions nos livres et nos papiers pour lire au milieu du lac après un plongeon revigorant dans l'eau glacée.

En 1976 après le décès de mon père je décidai de réduire notre personnel. Mon mari et moi avons gardé de nos années d'étudiants des habitudes bohèmes, réfractaires aux horaires, aux conventions, à la régularité du train-train quotidien. Au grand dam du cuisinier, nous vivions dans l'improvisation, oubliant les repas, ou y conviant des amis sans le prévenir. Désormais j'assumais les courses et la cuisine familiale, ravie de cette nouvelle activité où j'associais les enfants, chacun y allant de son idée émaillée de disputes bruyamment commentées par les aboiements des chiens. David, avec une patience que je ne lui aurais jamais soupçonnée, se satisfaisait de nos expériences culinaires sans jamais se plaindre. Curieusement nombre d'idées que je développai plus tard dans mes livres me vinrent devant l'évier lors de mes séances solitaires de vaisselle.

À l'époque notre commune comptait mille âmes environ et notre environnement essentiellement rural s'étendait en champs et vergers. Les grandes demeures luxueuses proches demeuraient inhabitées la majeure partie de l'année. Mon mari et les enfants m'accompagnaient parfois dans les chemins champêtres peu fréquentés où je promenaient les chiens. Ces longues marches solitaires enrichissaient mes réflexions sur mon travail et dénouaient les difficultés sur lesquelles je butais. Autour de moi les paysans s'affairaient dès les premières heures dans leurs champs baignés d'une luminosité réfractée par le lac et les cimes neigeuses nous encerclant. Transportée par cette

beauté, je ressentais vibrer autour de moi le génie de Ramuz. Souvent nous faisons en famille de longues marches sur la grève libérée par le recul saisonnier du lac. La bise chassait les nuages des montagnes et nous glaçait le visage tandis que nous avançons sur les galets polis étincelants de soleil, heureux simplement d'être là et ensemble.

Quand David m'accompagnait, nous parlions de ses articles, de ses affaires, de mon travail, dans lequel il s'impliquait par la correction de mes articles et de mes conférences ou la critique des idées qu'il ne partageait pas. David lisait tout ce que j'écrivais, y compris mes lettres dictées à sa secrétaire, s'interposant entre moi et les autres, me reléguant dans le silence, rabrouant les amies devenues trop proches, irritant les féministes. Membre d'une fratrie de sept enfants, dont trois sœurs – toutes trois splendides – il déjouait avec humour les facéties de la coquetterie. Nous étions pourtant tous deux des têtes fortes. Notre mariage ne fut jamais un long fleuve tranquille mais une houle tumultueuse qui risqua souvent de nous séparer. Cela débuta dès les fiançailles. J'avais remarqué que David s'empressait de mettre ses lunettes dès qu'une jeune fille apparaissait dans son champ de vision. Un jour qu'il vint me visiter à la villa d'Ealing, un bouquet de fleurs à la main, je lui dis tout à trac que je ne voulais plus me marier. Eberlué il m'en demanda la raison et je la lui donnai. Aussitôt il m'envoya une gifle et sortit de la chambre en m'y enfermant. Quelques instants plus tard ma sœur Maryse vint me délivrer alors que j'envisageais de sauter par la fenêtre du rez-de-chaussée dans le jardin.

Je retrouvai David discutant avec mes parents de notre mariage. C'est ainsi que débutèrent cinquante-trois ans d'une vie commune tissée de dévouements, de sacrifices mutuels, de combats solidaires, de joies partagées, d'exaltation idéaliste nous unissant inextricablement.

Aujourd'hui, regardant rétrospectivement ce passé désormais effrité par le temps, je découvre que finalement ce magma qui nous riva l'un à l'autre malgré toutes les forces centrifuges était l'amour. Mot galvaudé que nous ne mentionnions jamais mais substance qui fut notre oxygène. De nous deux, David fit le plus de sacrifices et de concessions pour maintenir notre mariage, s'effaçant, malgré son ego, derrière mon succès et travaillant à mon insu, sans relâche, à la diffusion de mes livres. Il fut celui qui ne me garda jamais rancune et se plut à me rendre heureuse. Il est curieux que l'on doive arriver au seuil de

la mort où gît déjà celui auquel on a voué toute sa vie pour s'apercevoir que sa disparition vous retranche, malgré les apparences, du monde des vivants, créant en vous un vide vital. Tous ces efforts, ces soucis, ces pensées offertes spontanément et sans mesure à l'autre parce que vivre autrement était impossible, devaient certainement représenter ce que l'on nomme amour bien que l'idée ne nous en fût jamais venue.

#### LA PUBLICATION DU *DHIMMI*

Pour moi le *Dhimmi*, comme mon livre précédent, fut un travail accessoire, une réflexion sur les centaines de documents consultés, examinés, étudiés. Un sujet que j'avais hâte de quitter pour retrouver mes personnages qui me hantaient, m'obligeant à garder constamment sur moi une plume et un papier pour leur donner cette existence qui m'en libérerait. Je ne les accueillais que dans ces plages de temps que ne réclamaient ni enfants, ni mari, ni parents. Cette discipline exigeante me dotait d'une dureté incompréhensible pour mon entourage, m'accablant de remords à la fin de la journée. L'intrusion constante, souvent inopinée de ces créatures imaginaires dans ma vie courante, déséquilibrait ma vie familiale car des liens symbiotiques puissants et invisibles nous attachaient. Ces formes humaines hallucinatoires qui se disputaient mon cerveau et ma main pour se précipiter sur le papier, m'imposant leurs passions et leurs querelles, s'immisçaient entre ma famille et moi, me tirant dans un monde en gestation dont j'étais à la fois sujet et démiurge.

Mon mari et les exigences familiales m'arrachaient à leur hypnose, à leur pouvoir fascinateur où je basculais du tangible et prosaïque à l'invisible. Il suffisait d'un pleur d'enfant, d'un appel de David pour me libérer de cette magie, le corps brisé, l'esprit flottant entre deux mondes, revenant avec peine au quotidien. Consciente des sacrifices imposés à mon entourage par un comportement imprévisible chronique, je limitais mes périodes de travail, puisque mes personnages prenaient possession de moi. Mais c'est alors que la réflexion, l'exégèse et la critique de documents historiques déployaient leurs trames dans mon esprit. Leurs liens méticuleux, froids, logiques et ration-

nels en leur développement où tous les éléments s'enchaînaient et se tenaient, chassaient « la folle du logis » et ses joies grisantes. Oui – me disais-je – écoutant les concerts de musique classique, assise près de David, ma main dans la sienne, mon livre doit être comme cette œuvre musicale où un seul élément ne pourrait y être ajouté ou retranché sans nuire à l'ensemble, afin que l'unité par la cohésion du détail avec le tout en soit parfaite comme cette symphonie où tous les sons s'enchaînent et s'entreprennent.

Nos amis Simone et André Schwartz-Bart, dont nous admirions le talent, nous aidèrent à résoudre ces problèmes. Nous les avons invités à passer quelques jours dans notre chalet et un soir, André expliqua à David sa discipline de travail et la solitude exigée par l'écriture. Depuis, David s'efforça de respecter la porte fermée de ma bibliothèque. Avec sa nature suractive, brouillonne et généreuse, qui l'incitait à venir toujours vers moi, cette séparation de nos vies ne fut pas facile à accepter. J'en portais toujours le poids du remords, car j'estimais que de nous deux David faisait le plus d'efforts. Il espérait toujours que je cesserais d'écrire, qu'en me libérant de cette force qui emprisonnait mon esprit, je le libérerais aussi pour nous élaner à nouveau ensemble dans les grands voyages et les aventures dont il rêvait. Jusqu'au jour où lui-même, devenu écrivain et passionné par ses activités au Conseil des droits de l'homme à Genève, nous imposa une discipline encore plus restrictive.

Chaque livre représente une aventure qui conduit vers des rivages inattendus. Celui-ci m'embarqua vers la découverte d'une grande fresque humaine : celle de la dhimmitude. Dans le fouillis disparate jeté par le temps, il fallut rassembler et suivre les filigranes de l'histoire laissés par les témoignages des peuples dhimmi, ces nations soumises par les lois du djihad sur trois continents, Afrique, Asie, Europe, et gouvernées par la charia dans leur pays islamisé.

Existe-t-il des peuples inutiles qui encombrant les voies que se fraye l'humanité ? Ce cheminement avec des peuples délibérément rejetés dans l'oubli, dont l'exploitation fut maquillée en faveur, éclaire les événements mondiaux actuels et les enjeux de l'avenir. Ce qu'ils ont à nous dire est essentiel. Si important qu'on a tenté de les faire taire. Et pourtant ces histoires juives et chrétiennes de peuples opprimés, histoires croisées ou parallèles, se réincarnent aujourd'hui dans

une actualité quotidienne. Le rejet de leur message nous a rendu aphasiques. Dans le questionnement qui s'établit entre l'auteur et son ouvrage, je découvrais que la longue marche de ces nations hors de la dhimmitude vers la liberté ne s'achèverait qu'avec la reconnaissance de leur histoire. Et à mon insu, ce livre m'enrôla dans leur combat.

Le manuscrit du *Dhimmi* fut terminé en 1975 et circula beaucoup. D'insuccès en refus, je le rangeai dans un tiroir et l'oubliai. Mais les nombreux plagiats décelés ici ou là m'incitèrent à relancer mes efforts. Un coup de téléphone à notre ami Albert Memmi, me mit en contact avec les Éditions Anthropos. Le directeur, Serge Jonas, ancien communiste d'un caractère exécrationnel, l'accepta parce qu'il vit en mon mari un Crésus qui l'aiderait à résoudre ses problèmes financiers. Mais déçu, il nous insulta copieusement et particulièrement « ce livre de merde » sachant qu'en m'attaquant il blessait mieux David. Je me sentis coupable d'avoir infligé cette épreuve à mon mari. Un contrat ayant été signé, David l'obligea à le publier. Le livre examinait les éléments politiques, religieux, juridiques et sociaux du statut commun aux juifs et aux chrétiens dans les terres conquises par le djihad et gouvernées par la charia. La protection consulaire fournie par certains États européens à une catégorie limitée d'individus en atténuait la rigueur. Pour la première fois les conséquences sociales et politiques de cet élément étaient relevées et le professeur Schlomo Goitein de l'université de Princeton m'en félicita. Une deuxième partie examinait la reconduction moderne de l'idéologie djihadiste par l'OLP et le nationalisme arabe faisant d'Israël un État dhimmi. J'avais amélioré le chapitre d'où j'avais tiré l'article publié par Wistrich qui me semblait fondamental et tant décrié par Walter Laqueur : « Archétype et condition : L'archétype du dhimmi dans la conscience arabo-palestinienne ».

Rien ne pouvait être plus contraire à l'esprit de la France des années soixante-dix que les thèmes de mon travail. Quand j'en parlai à Saül Friedländer il s'écria : « Mais tu vas à l'encontre de tout ce qui se dit maintenant ! » Car en effet les années soixante-dix virent éclore une floraison de livres sur la tolérance et la grandeur de la civilisation islamique, surtout dans une France pro-palestinienne et arabophile. Mais en dépit de ce contexte, *Le Dhimmi* bénéficia d'une bonne couverture de presse. La première recension envoyée par mon éditeur me

combla d'une fierté incrédule. Elle était signée de Jean-Paul Charnay, une sommité dans ce domaine et n'exprimait ni dédain, ni fureur, ni blâme. J'en fus époustoufflée, à ma grande surprise elle était même bienveillante. Qu'un tel érudit ait pris le temps de me lire me stupéfia. De grands quotidiens, tels *Le Figaro* et *Le Monde* publièrent des recensions. La presse juive, sous les signatures de Paul Giniewski, que je ne connaissais pas alors, de mes amis Arnold Mandel et David Catarivas, parmi d'autres, en fit de longues recensions. Le titre de Giniewski (*Le Figaro*, 26-27 juillet 1980) relevait, provocateur, l'ambiguïté du statut du dhimmi : « *Protégé ou colonisé ?* » à une époque où l'opprobre de la colonisation ne pouvait flétrir que l'Europe, l'islam étant toujours sa victime. En Suisse, l'historien genevois Robert Martin-Achard écrivit un article élogieux, et même le journaliste Antoine Maurice publia dans le *Journal de Genève* et la *Gazette de Lausanne* un « *Entretien avec... Bat Ye'or. Islam : la longue souffrance des infidèles* ». Aujourd'hui aucun journaliste ne se hasarderait à de telles hardiesses.

Cette interview avec Antoine Maurice m'infligea une crise de conscience dramatique. En effet, je ne sortais jamais sans David qui monopolisait la conversation, ne me laissait jamais placer un mot ou me contredisait. Nos amis s'en étaient aperçus mais pas moi. Aussi quand je reçus cette invitation au *Journal de Genève*, Isabelle Vichniac me fit jurer d'aller seule à l'interview. Sans David. Cela me sembla inadmissible, insultant et révoltant. Je me refusai à lui infliger une humiliation qui le peinerait. David, sans que je le lui demande, s'était dépensé sans compter pour faire publier ce livre, il l'avait lu et relu, bien qu'il ne maîtrisât pas la langue, nous en avions discuté constamment, car il voyait bien que je contredisais les idées admises et consciencieusement s'efforçait de corriger mes erreurs. À Paris, il avait lui-même assumé la distribution du livre avec une incroyable patience et dévotion, sans que je ne lui demande rien. Bref, avec sa générosité naturelle débordante, il s'était entièrement voué à mon succès. Il m'était impossible de lui refuser de m'accompagner à cette interview. Mais Isabelle tenait bon et même me menaçait, si David m'accompagnait, de ne plus me revoir ni me parler. La mort dans l'âme je fis part à mon mari sur un ton misérable de la décision d'Isabelle. Il sourit et me donna rendez-vous dans un café proche. J'allai seule au *Journal*, la tête basse, honteuse de ma lâcheté et pleine de remords. L'interview terminée, je m'empressai

d'aller le retrouver et m'excusai de ma méchanceté, mais il souriait, bienveillant, heureux que l'interview paraisse dans un grand journal genevois, se réjouissant de mon succès.

Dans sa recension intitulée : « *Les "protégés"* », avec des guillemets dubitatifs quant à la nature de cette protection, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, journaliste du *Monde* posté au Caire, entre de plain-pied dans la polémique (*Le Monde*, 24 octobre 1980). Le titre de mon livre – écrit-il – prend « *le contre-pied d'une mode actuelle tendant à présenter l'Islam comme le carrefour de toutes les tolérances, face à l'Occident naguère encore impitoyable pour les minoritaires* ». Et il poursuit : « *L'abondance des documents de provenances diverses, en fait un ouvrage de référence sans équivalent en ce domaine* ». Je savais – pour les avoir lus et cités – que les articles pertinents de Péroncel-Hugoz témoignaient d'une connaissance directe de l'oppression des chrétiens. Toutefois il compensait ses critiques par son soutien sans réserve aux Palestiniens et ses accusations contre Israël. À l'époque, la Ligue arabe condamnait avec virulence la paix israélo-égyptienne et avait même expulsé l'Égypte de ses rangs. De plus, la guerre palestinolibanaise exacerbait les tensions entre chrétiens et musulmans. En Égypte, les attaques contre les Coptes s'aggravaient, ternissant l'image de Sadate, dont la paix avec Israël rompait le veto de la Ligue arabe et de la France vassale. Mais le Raïs allait de l'avant, récupérant ainsi le Sinaï et se rapprochant de l'Amérique.

Dans sa conclusion, Péroncel-Hugoz regrette mon omission du sort des Palestiniens souffrant sous « l'occupation » israélienne d'un régime semblable – écrivait-il – à celui des non-musulmans sous le joug islamique. J'avais déjà remarqué ce subterfuge spécieux, fréquemment brandi pour mitiger la spécificité des persécutions islamiques par l'invention de situations similaires en Israël contre les Arabes palestiniens.

Aussi écrivais-je à Péroncel-Hugoz une lettre de remerciements, dans laquelle je relevais cependant la comparaison fâcheuse et anachronique entre Arabes palestiniens d'aujourd'hui et dhimmi soumis aux lois du djihad. En effet le système théologique, juridique et politique de la guerre djihadiste, qui ordonne et planifie l'islamisation de la planète, n'existe pas dans le judaïsme. Par conséquent le statut discriminatoire lié à un djihad universel contre les vaincus, ordonné et justifié par la théologie du djihad pour les conver-



tir, est tout bonnement impensable en Israël. En outre, les Arabes de Palestine n'étaient pas d'innocentes victimes<sup>36</sup>, car leur djihad contre les Israéliens visait à les exterminer et s'inscrivait dans le contexte historique des répressions génocidaires écrasant les révoltes des dhimmi y compris dans l'histoire récente des Grecs, Slaves, Arméniens, Bulgares, etc. Enfin les Israéliens ne colonisaient aucune terre, ils libéraient leur ancienne patrie, comme les Espagnols, les Hongrois, les Grecs et les peuples chrétiens des Balkans l'avaient fait. Les comparaisons de Péroncel-Hugoz inversaient la réalité historique et défendaient les djihadistes et leur système colonisateur contre leurs victimes juives. Toutefois, je constatai que malgré son antisionisme conformiste, il confirmait mon analyse.

À ce moment, André Chouraqui se trouvait chez nous et par pur hasard téléphona à son ami Jacques Ellul, qui lui parla de mon livre. Mon mari suggéra à André de lui demander d'en faire une recension. À ma grande surprise, Ellul, que nous ne connaissions pas alors, publia un article très positif dans *Le Monde*. C'était le second dans ce journal après celui de Perroncel-Hugoz. Rien que le titre de sa recension, « *Le Dhimmi. L'opprimé de l'Islam* », attestait que l'Islam, et non exclusivement l'Occident, avait été oppresseur, réfutant ainsi les fondements théoriques du Grand Dénis mis alors en place par la propagande politique. Ellul évoquait les milieux intellectuels qui vantaient de plus en plus fréquemment la tolérance et la grandeur de la civilisation islamique, allant jusqu'à déplorer la défaite arabe à Poitiers. Ces intellectuels se lamentaient sur les conséquences désastreuses de la victoire des Francs pour la civilisation et lui attribuaient le recul de l'Europe dans l'arriération médiévale. Ellul leur répondait par un résumé des discriminations imposées aux dhimmi exposées dans mon livre « *de façon scientifique irréfutable* ». Reprenant un de mes sous-titres : « *L'Oumma arabe et l'État dhimmi : Israël* », Ellul déclarait que les décisions politiques de l'État hébreu s'inséraient dans ces réalités historiques. Cet article fut le point de départ d'une longue amitié épistolaire, surtout avec mon mari par les affinités et la confiance qui

36. Yoav Gelber écrit : « *Les Palestiniens sont certes des victimes – depuis 1948 – mais ils sont loin d'être innocents. Ils sont les victimes de leur propre agressivité, de leur intransigeance et de leur manque de réalisme.* » *Palestine 1948, op. cit.*, p. 15.

se tissèrent entre les deux hommes. Après la mort de Jacques Ellul, David par fidélité à sa mémoire, fut heureux d'aider ses deux enfants à publier son dernier livre.

La force combattive d'Ellul me surprit. Les grands débats publics et la liberté d'expression étaient des notions inassimilables pour moi. J'écrivais parce que je ne savais faire que ça, sur un sujet où j'étais en cause et dont je cherchais à démêler l'imbroglio. Ce livre était né parce que je voulais en libérer mon roman, d'ailleurs David dans une lettre du 6 mars 1980 écrivait : « *Gisèle m'a annoncé avoir terminé ses recherches sur le Dhimmi. Elle retourne à ses romans, elle en a trois écrits en même temps et presque terminés* ». Lui-même retournait à son livre sur le Maghreb.

Je m'aperçus alors qu'écrire et se faire publier, surtout face à la réprobation, est un acte de courage, un dévoilement de soi. Il exige l'intégrité intellectuelle, la volonté de résister aux campagnes mensongères et la force d'affronter la diffamation, l'ostracisme et la solitude. Mais à l'époque je ne m'en rendais pas compte. J'ignorais la querelle politique où mon livre m'entraînerait. Je dois avouer que j'avais quelque peu triché en adoucissant la violence théologique islamique, remplaçant le mot islam par celui plus neutre d'arabe dans des contextes qui ne justifiaient pas ces modifications. J'espérais que ces petites tricheries favoriseraient dans la pensée et les comportements du monde arabo-musulman une évolution interdite par la rigidité théologique. Aujourd'hui je n'affirmerais pas les mêmes opinions favorables, malheureusement démenties dans les dernières décennies. Et la question se pose : peut-on tricher par crainte d'une réalité trop sombre ? peut-on l'adoucir par une omission délibérée, comme une main tendue pour désarmer la haine de l'ennemi et l'humaniser ? La dureté historique provenait des seuls faits établis « *de façon scientifique irréfutable* », mais non de mes analyses. Je ne pouvais tricher avec l'histoire, mais je pouvais atténuer ou omettre les expressions de la barbarie humaine pour entrouvrir la porte de l'espoir. Peine perdue... Le dévoilement de ce que j'appelai plus tard *la dhimmitude*, alors que se mettait en place toute la campagne et les astuces du Grand Dénis, suffisait à me condamner. Pas par tous cependant, car des milieux juifs et chrétiens m'invitèrent à donner des conférences et ces milieux, favorables ou non à Israël, me soutinrent.

Aujourd'hui, reprenant ce livre, je me rends compte de son caractère politique explosif. Alors que les médias et l'élite culturelle se confondaient en salamaecs d'admiration pour l'islam « de paix et de tolérance » et vilipendaient le « racisme » et le « colonialisme » d'Israël (comme de l'Europe), je mettais au centre d'une histoire de treize siècles sur trois continents le dhimmi. Juif, chrétien, zoroastrien, hindou, bouddhiste, vaincu menacé d'extermination par l'islam, il était dans ses vêtements d'humilité et d'opprobre habillé de la lumière rédemptrice de sa mission : humaniser le cœur de son oppresseur. À l'époque où j'écrivais *Le Dhimmi*, la Bible était pratiquement devenue mon livre de chevet et la musique des grands compositeurs classiques, surtout les œuvres pour violoncelle de Dvorak, Schubert ou Schuman, que je faisais écouter à Diana très musicienne, accompagnaient mes réflexions. Je m'impliquais davantage dans le handicap mental, découvrant dans les hôpitaux d'enfants cette souffrance humblement subie qui ne peut même se révolter. Quel était le sens de ces existences mutilées qui ne vivaient que par l'amour et la générosité qu'elles nous insufflaient ? N'étaient-ce pas elles qui nous sauvaient ?

Je lisais les textes des dhimmi juifs aux multiples références bibliques et y discernais leur réincarnation au fil des siècles dans l'observation saisissante de Jérémie (Ps. 3, v. 28-30).

*Il se tiendra solitaire et silencieux,  
Parce que l'Éternel le lui impose ;  
Il mettra sa bouche dans la poussière,  
Sans perdre toute espérance ;  
Il présentera sa joue à celui qui le frappe,  
Il se rassasiera d'opprobres.*

Comment ce texte était-il interprété et commenté dans les synagogues des réprouvés de l'islam, ces condamnés à l'avalissement qui n'avaient pas même de voix pour se plaindre ?

*Et moi, je suis comme un sourd, je n'entends pas ;  
Je suis comme un muet, qui n'ouvre pas la bouche.  
Je suis comme un homme qui n'entend pas,  
Et dans la bouche duquel il n'y a pas de réplique. (Ps 38, v. 14-15.)*

Je crois que cet arrière-fond insuffla une densité humaine à ce personnage au-delà des dates et des faits. Je m'en explique dans mon introduc-

tion. Mon travail posait une question : qui était le dhimmi dans sa réalité humaine ? – et non dans la vision de son oppresseur qui le déshumanisait pour mieux le tyranniser. Aujourd'hui je n'aurais pas terminé avec des excuses bien humbles motivées par mes détracteurs, pour avoir empiété sur le domaine de l'historien. Je sais désormais que la connaissance est toujours approximative, une constante remise en question quand elle n'est pas cyniquement bafouée par des intérêts personnels.

Lors de nos séjours à Paris pour la correction des épreuves nous faisons de fréquentes visites aux Memmi. Parfois, retenue par le travail, j'y rejoignais David. Je quittais l'appartement de l'île Saint-Louis et longeais la rive de la Seine jusqu'au Marais. Je marchais rapidement, portée par une sorte d'allégresse dans le jour finissant, avec la plénitude de ce livre qui m'habitait et la certitude qu'il ouvrirait un sillon dans l'avenir. J'aimais beaucoup Germaine Memmi, alors professeur de littérature comparée. Elle me manifestait une attention compréhensive et amicale qui me touchait. Intellectuelle et artiste elle n'avait cependant aucune prétention, aucun ego comme on en trouve si souvent dans ces milieux. Ses peintures égayaient de leurs teintes vives les murs de leur appartement où se dressaient des meubles anglais d'acajou, souvenirs d'un voyage que nous avions fait ensemble en Angleterre et de nos visites chez les antiquaires. Des décennies plus tard, je retrouvai dans cette femme décharnée et rongée par la maladie de Parkinson, calée au fond d'un fauteuil, ce même regard pétillant et chaleureux, tandis que je lui serrais la main, désolée de la sentir partir vers un là-bas où je la perdrais.

Les années soixante-dix marquèrent la charnière entre une opinion publique favorable à Israël et d'autre part la réorganisation actualisée du nazi-islamisme des années 1935-45. Ce mouvement transeuropéen avait conçu, exécuté et approuvé l'extermination des Juifs dans la Nouvelle Europe soumise au III<sup>e</sup> Reich et alliée à l'islam. En 1967, cet héritage retrouva ses anciens promoteurs qui contribuèrent à créer dans toute l'Europe des Associations d'amitié ou de coopération avec les peuples arabes et les Arabes de Palestine. Historiquement et jusqu'en juin 1967, ces derniers se référaient à des origines tribales et généralement nomade turcomanes et arabes, auxquelles s'ajoutèrent au XIX<sup>e</sup> siècle les réfugiés musulmans fuyant les colonies ottomanes rechristianisées en Europe et en Asie.

Les délégués des Associations d'amitié avec les Arabes – parlementaires, ministres, universitaires – formèrent en 1974 l'Association Parlementaire de Coopération euro-arabe (APCEA) en liaison avec le Comité transeuropéen Eurabia<sup>37</sup>. C'est alors que s'élabora contre Israël le filet strangulateur, dont les Européens stupéfaits se découvrirent eux-mêmes en 2015-16 les prisonniers.

Le maillon le plus important de cette stratégie consista à rendre les Israéliens, les Juifs ou leurs alliés responsables de la haine que leur vouaient les pays musulmans. Ils étaient coupables d'exister. Cette position adoptait la croyance islamique attribuant le Mal aux non-musulmans, afin de justifier l'obligation sacrée du djihad de les combattre. Le désir de coopération avec l'islam détermina la palestinolâtrie et la politique européenne de concessions serviles, d'auto-flagellation et de falsifications historiques. Ces positions constituèrent les prémices des combats des gouvernements contre les nationalismes culturels de leurs propres peuples, combats corrélés à une stratégie de fusion euro-islamique.

Ces transformations opéraient non seulement sur le plan politique, mais se répercutaient également au niveau de la culture, de l'enseignement et des médias, et notamment dans le domaine des études de l'Orient musulman. Elles obéissaient aux exigences de la Ligue arabe et de l'Organisation de la Conférence Islamique. Ces puissantes organisations musulmanes transmettaient leurs désirs à leurs lobbies européens, aux députés de l'APCEA qui les rapportaient à leurs gouvernements. Ainsi se forgea une volonté politique euro-arabe de diffuser la langue arabe et d'enseigner que l'Islam avait apporté une contribution essentielle à la civilisation européenne. Le djihad fut rayé du vocabulaire et la reconstitution dans toute l'Europe d'un Âge d'Or andalou représenta l'idéal et le but ultime vers lequel tendaient les chefs d'État européens. Ces nouvelles tendances, qui politisèrent la culture, provoquèrent chez les universitaires des réactions contrastées. Certains les épousèrent volontiers, comme Berque, Rodinson, Braudel, dont le livre *La Méditerranée* devint le modèle du futur métissage euro-islamique

37. *Eurabia* est aussi une publication (Paris) du Comité européen de coordination des associations d'amitié avec le monde arabe, catalogue de la Bibliothèque Nationale (BNF) : <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34375945j>.

méditerranéen. D'autres résistèrent courageusement, comme Jacques Ellul, et subirent la stigmatisation de leurs collègues, de leurs supérieurs et des médias les réduisant au silence. Certains rusèrent, jouant dans l'omission et les phrases creuses.

Relisant en 2016 la correspondance de mon mari, je retrouve chez Bernard Lewis cette volonté de maintenir une distance envers nous, qui n'existait pas chez d'autres professeurs. Mais pourquoi pas après tout ? Plus pernicieusement, j'y décèle l'origine de cette désapprobation radicale de mes écrits, qui modela le rejet à mon égard de ses admirateurs dévots. Rejetée oui ! mais pillée ! C'est dans le sillage de nos écrits – à David et moi – et de notre militantisme dans WOJAC que Lewis et ses protégés s'intéressèrent à ce sujet, s'en emparèrent, récupérant d'ici de là des phrases et des idées, oubliant commodément de donner les références pour ne pas avoir à nous citer.

Ottomaniste chevronné, Lewis était le chantre de l'harmonieuse entente judéo-arabe, paradis contrastant avec les persécutions des pays chrétiens. Après la Shoah cette opinion pouvait se comprendre, mais d'après Lewis elle devait faciliter la paix israélo-arabe. Plus j'avancé dans l'étude de la dhimmitude et plus la lecture des livres de Lewis devenait un exercice d'irritation contrôlé tant – excepté le substrat scientifique – certaines opinions générales se résumaient à des formules creuses. Sans le citer je m'appliquais à les démonter. Ainsi de la phrase rituelle reprise par Mark Cohen mentionnant à son corps défendant des sévices ou des massacres de dhimmi, « mais c'était pire en chrétienté », pour se faire pardonner cette audace et sans précision de lieux ni de dates. Ou bien « les dhimmi étaient habitués à la souffrance », oui comme les esclaves à l'esclavage, mais l'esclavagisme en est-il pour autant justifié ?

La paix, pensais-je, ne se construirait pas par des flatteries serviles. La minimisation des souffrances humaines de la dhimmitude impliquait une dévalorisation de ses victimes. Je ne partageais pas les préjugés anti-chrétiens et j'estimais que le djihad avait été une guerre et un génocide des cultures et des populations chrétiennes et qu'il ne devait pas être escamoté au prétexte que les Juifs avaient été victimes des chrétiens. Il fallait, bien sûr, replacer cela dans son époque. Mais rien aujourd'hui ne devait l'exempter d'une étude critique et légitimer sa permanence. Certaines formules paraissent de Bernard Lewis,

## La bataille pour le dhimmi

reprises par ses admirateurs inconditionnels m'agaçaient : « citoyens de seconde zone » n'avait aucun sens dans l'Oumma, qui excluait la notion de citoyenneté. Et que voulait dire seconde zone ? Combien de zones y avait-il ? Ou bien cette autre phrase : « évitons les extrêmes, la vérité se trouve au milieu ». Au milieu de quoi ? Le génocide des Arméniens, des Grecs, des Assyriens se trouve au milieu de quoi ? L'impunité du crime c'est quoi dans l'évaluation d'une tolérance qui concède la vie en échange d'une rançon ?

Ces opinions s'accordaient à une hostilité larvée et méprisante d'une certaine frange ashkénaze israélienne envers les Juifs des pays arabes. La manifestation de ces préjugés prétentieux provoquait toujours chez David des réactions cinglantes alors que je me contentais plus modestement de mises au point glaciales.

L'hostilité culturelle se transposait dans les fractures politiques divisant Israël. Après la guerre du Kippour et la chute des travaillistes, les votes des Juifs orientaux portèrent au pouvoir Menahem Begin et le Likoud, provoquant un véritable séisme national. La défaite traumatisa la gauche au point que certains n'hésitèrent pas à se lier avec des mouvements antisémites européens, dans l'espoir de faire tomber le cabinet de Begin et reprendre le pouvoir. L'attribution à l'électorat oriental de la victoire du Likoud, honni par la gauche, aggrava les divisions politiques et culturelles. Dans ces circonstances WOJAC et mes publications ne suscitèrent qu'animosité. Je n'en pus croire mes oreilles quand certains universitaires me déclarèrent que je devais y renoncer, parce qu'elles renforçaient le camp de Begin. L'ambition politique justifiait-elle la falsification de l'histoire ?

En 1980, les pays de la Communauté européenne avaient accepté froidement et à contrecœur la paix israélo-égyptienne sous l'égide américaine. La France, porte-parole de la Ligue arabe et puissance tutélaire du peuple palestinien nouvellement formaté déclarait renouveler l'interdiction *urbi et orbi* à tout pays musulman d'une paix séparée avec Israël. Les pays européens, déjà vassaux de la Ligue arabe, proclamèrent pour se démarquer de cette paix et obtenir de fructueux avantages économiques la Déclaration de Venise du 13 juin 1980. Dans cette Déclaration les Neuf affirmaient l'importance de la dimension politique de leurs relations avec le monde arabe, comme le réclamaient depuis longtemps leurs partenaires arabes, surtout après les accords de paix entre l'Égypte et Israël (1979). L'article 2 affirmait :

*Les neuf pays de la Communauté Européenne estiment que les liens traditionnels et les intérêts communs qui unissent l'Europe au Moyen-Orient leur imposent de jouer un rôle particulier et leur commandent aujourd'hui d'œuvrer de manière plus concrète en faveur de la paix.*

Cette phrase d'apparence anodine dissimulait dans son intention pseudo-pacifique la reddition européenne aux exigences de l'OLP et l'éviction d'Israël. Dans l'article 3, les Neuf invoquent les résolutions précédentes, dont la Résolution 242 de l'ONU, qui ne parle ni de peuple ni d'État palestiniens, mais de deux vagues de réfugiés, c'est-à-dire y compris les Juifs des pays arabes jamais mentionnés cependant par ces derniers. Dans les années soixante-dix, les résolutions des Neufs relatives au conflit israélo-arabe sont principalement inspirées par la crainte du terrorisme arabe et économique (boycott du pétrole) et par la planification d'une stratégie d'union politique et économique avec le monde arabe contre l'Amérique et l'URSS. Des motifs totalement étrangers aux critères de la justice. L'article 4 cependant déclarait :



*Sur les bases ainsi définies, le moment est venu de favoriser la reconnaissance et la mise en œuvre des deux principes universellement admis par la Communauté internationale : le droit à l'existence et à la sécurité de tous les États de la région, y compris Israël, et la justice pour tous les peuples, ce qui implique la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.*

Cette proposition spécieuse mêle plusieurs éléments disparates. Elle avance des positions politiques concernant les États, et invoque une justice (laquelle ?) pour tous les peuples. Mais les Palestiniens sont-ils un peuple ? Ils ne se manifestèrent guère en tant que tels dans l'histoire et leur reconnaissance fut exigée par le secrétaire de la Ligue arabe, Chedli Klibi, en 1979 à Paris. D'autre part, comment les Israéliens sont-ils inclus dans cette justice et ces droits légitimes ? Le problème n'est-il pas que ce peuple palestinien soudainement apparu s'attribue les droits d'un autre peuple bien antérieur ?

Désormais ce fameux article – qui mêle habilement deux principes souvent opposés : politique et justice – sera toujours invoqué pour lier les Palestiniens à la justice et cantonner les Israéliens dans la sphère politique souvent liée au mal comme si la justice ne consistait pas à reconnaître aussi leurs droits légitimes à leur patrie, à leur histoire et à leurs monuments historiques.

Ce glissement du politique à la justice au bénéfice d'une Palestine fictive répond à une exigence du camp arabe et des magnats du pétrole, réclamée au Symposium du Centre de Recherche de Pio Manzù à Rimini (Italie) le 30 septembre 1979, entre la CEE, la Ligue des États arabes, l'OPEEC et de nombreux ministres des Affaires étrangères, du Commerce et de l'Industrie. Durant ce symposium, le camp arabe souligna constamment le lien entre l'approvisionnement de pétrole et la politique de la Communauté européenne envers Israël. Mana Ben Saeed al-Otaiba, président de l'OPEEC et ministre des Ressources minérales des Émirats Arabes Unis, émit de nombreuses propositions et souligna que l'importance du pétrole pour le monde arabe comme pour l'Europe formait la base de leur alliance. Puis il déclara explicitement :

*Tout ce que nous demandons, c'est que l'Europe et les pays industrialisés reconnaissent la Palestine en tant que nation et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) comme son seul représentant.*

Mohammed Jabir Hassan, Sous-Secrétaire à la Planification au Ministère irakien du Pétrole souligna l'importance de reconnaître la Palestine pour la stabilité des relations euro-arabes et définit le lien entre le pétrole et l'OLP par une menace :

*Notre coopération devrait être par conséquent basée sur des principes d'éducation morale de façon que l'Europe puisse jouer son rôle en mettant fin à l'injustice et en restaurant le peuple de Palestine dans ses droits. À moins qu'on adhère à ces buts, il sera difficile pour l'Europe d'avoir ses provisions de pétrole garanties. Avec le soutien d'une collaboration dans ces affaires, nous serons capables de placer la question de l'approvisionnement en pétrole à un niveau différent, sans considérer nos réserves comme un moyen de défendre nos droits et notre patrie. Une véritable coopération entre nous et les nations européennes doit commencer par une analyse de la question du Moyen-Orient et l'effort de mettre un terme à l'injustice pour restaurer le peuple de Palestine dans ses droits légitimes. Ces questions sont très importantes pour nous, bien qu'elles ne soient pas d'un grand intérêt pour l'opinion publique européenne, et nous pensons que cette affaire devrait être l'objet d'une préoccupation internationale de rendre justice<sup>38</sup>.*

Les responsables européens adoptèrent désormais le principe islamique de lier la justice à la cause palestinienne, ainsi que la terminologie des chefs arabes, et c'est dans ce contexte qu'ils formulèrent la déclaration de Venise l'année suivante. Le paradigme de la justice palestinienne fut largement exploité par les théologiens occidentaux et dhimmi, l'associant même à la crucifixion. On peut noter que le camp arabe parle de ses droits et de sa patrie, car c'est de l'oumma arabe qu'il s'agit et non d'un peuple différencié. Il convient aussi de noter que la libération d'Israël est assimilée à l'injustice.

Les années Mitterrand furent celles de la consolidation de la politique officieuse de l'immigration construite par les Comités Eurabia. Inconnus du grand public et répartis sur toute l'Europe, ces Comités en lien avec les pays arabes et musulmans concevaient les idéologies politiques, les concepts et les instruments de la stratégie d'union euro-arabe. Mitterrand fut assez habile pour y enrôler quelques Juifs auxquels il confia des organisations créées à cette intention, comme SOS Racisme (« Touche pas à mon pote »), entièrement vouée à la protection de l'immigration maghrébine tandis que les communautés juives devaient financer elles-mêmes leur sécurité contre le terro-

38. Pour plus de détails sur ce symposium, voir Bat Ye'or, *Eurabia*, pp. 80-83 et notes.



risme palestinien. Dans son livre *De Moscou à Beyrouth. Essai sur la désinformation* (1983), Léon Poliakov décrit cette période de basculement de la France. Avec Mitterrand et l'occultation du régime de Vichy, mais aussi la Déclaration de Venise et surtout la dynamique de la propagande euro-palestinienne touchant tous les secteurs culturels, économiques et politiques, le soutien aux Palestiniens devint presque une obsession. Cette palestinolâtrie favorisa et étoffa le transfert de l'histoire de la Shoah aux Arabes palestiniens dans une sorte de vengeance symbolique à la mesure des nouvelles publications sur la collaboration. Le transfert des droits historiques du peuple d'Israël aux Palestiniens arabo-musulmans impliqué par le mot « occupation » anticipait le même processus de dépossession territoriale et historique des peuples européens. Dépossession par une immigration de masse refusant de s'intégrer parce que partageant avec les Arabes palestiniens la même culture djihadiste.

*Le Dhimmi* français fut rapidement épuisé et nos relations avec les Jonas s'envenimèrent au point que nous ne sûmes jamais le nombre d'exemplaires imprimés et si jamais une réédition s'ensuivit. L'intérêt qu'il soulevait provoqua de nombreuses demandes de milieux juifs et chrétiens pour des conférences en France, en Suisse et en Angleterre. Bien que mon livre traitât surtout de la condition dhimmi juive et accessoirement des chrétiens, je fus étonnée par le nombre de lettres amicales et encourageantes adressées par des chrétiens amis d'Israël. Correspondance sur ces sujets et invitations à donner des conférences s'enchaînèrent. Curieusement les journaux acceptaient mes articles et mes lettres.

Pour David et moi, les années quatre-vingt apportèrent une moisson de conférences et de rencontres avec des écrivains spécialisés dans le combat anti-terroriste contre l'OLP. Nous fûmes très honorés par l'amitié de Terence Prittie, John Laffin, Annie Kriegel et Jillian Becker, dont les livres dénonçaient la collusion des gouvernements européens avec le terrorisme palestinien. À Jérusalem, nous eûmes le plaisir de nous lier d'amitié avec les professeurs André et Renée Neher, ainsi qu'avec d'autres célébrités intellectuelles de la galaxie internationale.

Durant ces années, et surtout par mes conversations avec Georges, je pris soudain conscience de la vulnérabilité du monde

chrétien miné par la confusion des idées, les guéguerres des différentes Églises entre elles et les divisions politiques des États. Malgré les apparences de stabilité et de sécurité, cette immense multitude humaine semblait plus vulnérable qu'Israël jouissant d'une cohésion interne, d'un appui diasporique et de nombreux soutiens chrétiens. Georges en était parfaitement conscient, et comme tous les Libanais indépendantistes il souffrait de l'hostilité des pays européens et des communistes alliés de l'OLP. Abandonné et combattu par tous, ce mouvement, malgré son héroïsme, emporta dans son élimination et peut-être irrévocablement, les fondements d'un Liban démocratique, multiculturel, État de droit et de liberté. La palestinolâtrie de l'Europe, son islamophilie et sa haine antisémite, non seulement détruisaient un peuple chrétien ayant résisté, de par sa vocation millénaire, à l'islamisation, mais elles condamnaient l'avenir de l'Europe. Il est vrai que les Églises dhimmi, effectivement otages de l'islam et abandonnées par l'Occident, creusèrent elles-mêmes leur propre charnier.

Après la publication du *Dhimmi*, je me réjouissais de retourner à mon roman. J'avais hâte de retrouver mes personnages fougueux et fantasques, qui peuplaient mes insomnies et tourbillonnaient autour de moi. Souvent, au hasard d'une rencontre, d'une marche, d'un paysage, l'un d'eux surgissait inopinément, me forçant à jeter quelques notes sur un bout de papier. Je connaissais l'esclavagisme de la composition, l'obsession de la clarification rationnelle, l'objectivité, et je croyais m'en être libérée avec *Le Dhimmi*. J'ignorais alors le faix mais aussi la passion de l'œuvre que l'on doit défendre dans les conférences, les articles, les interviews et les ramifications interactives entre elle, son auteur et son public.

David avait envoyé un exemplaire du *Dhimmi* à l'écrivain Albert Cohen, qui n'avait pas craint de publier de vigoureux articles pro-Israéliens dans la presse. Son aimable réponse de remerciements avec son numéro de téléphone et une invitation à aller le voir nous flatta. C'était donc ce livre tant méprisé qui me valait un tel honneur ! Nous fîmes connaissance d'un charmant et distingué vieillard et de son épouse. Son ardeur à défendre Israël nous surprit et nous enchantait en cette période où le croissant palestinien montait, porté par l'Europe, le Tiers-Monde, les pays musulmans et l'URSS.

Un beau jour de mars 1981, ma sœur Colette me dit que Thomas Yoseloff désirait publier mon livre en anglais. Éditeur américain, Yoseloff avait publié en 1961 un livre important sur l'exode des juifs des pays arabes, que je citais souvent : *On the Wings of Eagles*, de Joseph B. Schechtman. Mon beau-frère, Louis Littman le frère aîné de David, publiait chez lui les livres de la fondation qu'il avait récemment créée, The Littman Library of Jewish Civilization.

Je repris donc mon livre *Le Dhimmi*, mais désormais assurée que d'autres, des inconnus, érudits ou simples lecteurs, avaient approuvé mes analyses et apprécié ce travail. Cette constatation m'encouragea à aller plus avant dans une pensée que j'avais subrepticement mise sous le tapis en m'en excusant timidement et avec humilité, tant elle était contraire à la doxa. Je sentais que j'avais tout juste entrevu les formes extérieures d'un immense archipel, que je me refusais à explorer et dont je voulais m'échapper. D'autant plus que Moshe Sharon, professeur de civilisation islamique à l'Université Hébraïque de Jérusalem, contacta mon mari pour une traduction en hébreu. J'étais repartie pour cinq ans de travail avec les traducteurs, les corrections des épreuves, la re-notification des sources et le remaniement total de l'original. Adieu mes personnages romanesques...

En septembre 1981, mon mari projeta un voyage à Londres et je décidais d'en profiter pour vérifier certains documents de correspondance diplomatique aux Archives nationales du Foreign Office. David écrivait un chapitre pour un livre collectif, *The Century of Moses Montefiore*, et désirait lui-même les consulter<sup>39</sup>. L'éditeur de cet ouvrage, Viviane Lipman nous facilita l'obtention de cartes de lecteurs. Là, émerveillée, je découvris l'une des facettes, peut-être les plus importantes du génie occidental : la conservation, la classification et l'organisation de la mémoire historique. Salles après salles, étages sur étages contenaient, rangés et étiquetés, de volumineux dossiers où s'accumulaient les siècles racontés dans la longue calligraphie appliquée des secré-

39. *The Century of Moses Montefiore*, Edited by Sonia and V. D. Lipman, Littman Library of Jewish Civilization and the Jewish Historical Society of England, Oxford University Press, 1985.

taires d'ambassades. Nous y passâmes quelques journées, absorbés par la même insatiable curiosité, puis à la fermeture nous traversions les jardins magnifiques et silencieux de Kew Garden, l'esprit chargé de cette bouffée du passé exhalée par les siècles.

Dans l'hiver 1982 nous partîmes en Israël où je donnai des conférences. À cette époque les photocopies étaient de mauvaise qualité et leur lecture assidue ainsi que leur manipulation jours après jours m'infligeaient des brûlures insupportables aux yeux et des plaies au visage, sur les mains et dans la bouche. Je me protégeais par de grosses lunettes noires, des gants noirs en soie utilisés normalement sous les moufles pour skier et un foulard cachant le visage. Je m'étais accoutumée à cet indispensable uniforme de travail que je prenais toujours avec moi. Nous avons décidé d'aller à Beit Belgia, maison d'hôtes dans le campus de l'université hébraïque à Givat Ram et proche de la Bibliothèque nationale, dont la riche collection de livres anciens nous attirait, David et moi, pour de fréquentes et longues visites studieuses. Bet Belgia disposait aussi d'une salle de lecture où j'allais travailler sur le manuscrit anglais et hébreu du *Dhimmi*. Un matin, alors que je m'absentais de ma place, je vis à mon retour un inconnu penché sur mon manuscrit. Il s'éloigna rapidement à ma vue mais revint ensuite vers moi : « C'est pour des raisons religieuses que vous vous couvrez ainsi ? » me demanda-t-il. Dans un tel accoutrement je ne passais pas inaperçue.

Travaillant sur cette nouvelle version du *Dhimmi* anglais, je m'aperçus que malgré l'identité du statut légal des juifs et des chrétiens inscrit dans les textes, le contexte historique pour ces deux groupes était fort différent. L'islamisation d'États chrétiens dès le VII<sup>e</sup> siècle représentait un phénomène dont l'ampleur sur un millénaire et trois continents – Afrique, Asie et Europe – n'était pas équivalente (bien que lui étant corrélée) à la soumission de communautés juives disséminées sur de vastes espaces géographiques et dépourvues de tout pouvoir politique ou militaire. Plus j'avais dans la prospection des caractères diversifiés de la condition dhimmi et plus j'éprouvais le besoin de créer un concept qui rassemblerait ses éléments essentiels reconnaissables en divers lieux. C'est au cours de ce travail sur la destruction des États et des civilisations chrétiennes que je conçus le concept de dhimmitude pour exprimer un processus complexe et

dynamique d'islamisation, qui n'apparaissait pas de prime abord dans le statut juridique du dhimmi, car il représentait l'ultime étape et la conclusion d'une stratégie guerrière initiée par le djihad.

La condition dhimmi, en effet, ne se limitait pas à une localisation géographique. Elle s'étendait avec le djihad dans une dimension transnationale planétaire. Ce statut, lié à la religion et à la civilisation qui l'avaient engendré, s'implantait partout où ces dernières s'emparaient du pouvoir. L'extension du djihad sur trois continents l'avait imposé à un nombre considérable de populations. Mon analyse, qui à l'origine examinait la condition de minorités juives, s'avérait insuffisante pour appréhender la transformation de peuples immenses et de civilisations chrétiennes entières réduits à des reliquats minoritaires, dans les empires musulmans établis par le djihad, sur leur ancienne patrie. Une différence de nature séparait le statut personnel du dhimmi et les phénomènes de destruction de peuples entiers. Il me fallait un substantif qui évoquerait un processus dynamique et non son étape finale, le dhimmi. Je cherchais un terme qui définirait l'ensemble des processus d'islamisation des sociétés chrétiennes. Un mot me venait spontanément à l'esprit : la dhimmitude. Mais je me refusais à l'utiliser compte tenu des quolibets de mes contestataires qui se moquaient déjà de mes efforts pour vulgariser le mot dhimmi.

Le vocabulaire me semblait important dans la définition et l'analyse des sujets étudiés. J'estimais que les analystes situaient les juifs et les chrétiens des pays musulmans dans des catégories empruntées à la culture européenne. Ainsi Bernard Lewis, qui faisait la pluie et le beau temps sur ce sujet, définissait-il les juifs et les chrétiens comme des minorités religieuses et des *citoyens de seconde zone*. Mais les dhimmi étaient des ex-harbis vaincus, les mots incorrects fourvoyaient la réflexion et l'utilisation de notions liées à des contextes européens, inexistantes en islam, généraient de fausses similitudes. Mes publications les désignaient comme des peuples conquis – définition exacte et courante chez certains orientalistes – et soulignaient leurs caractères ethnoculturels et historiques, alimentant la hargne des milieux islamophiles et palestiniens.

Je discutais de ces problèmes avec Georges Toutounji. Déjà – lui disais-je – mes critiques me reprochent le mot dhimmi, que serait-ce avec le mot dhimmitude ! Je suis déjà si discréditée que si moi je le

créais, je lui ôterais toutes chances. Il faudrait qu'une autre personne le lance et moi je le reprendrai. En effet quand Béchir Gemayel l'utilisa dans un article publié dans *Le Nouvel Observateur* le 19 juin 1982, « *Liban : il y a un peuple de trop...* » et le répéta dans son dramatique et dernier discours avant son assassinat le 14 septembre suivant, je compris que cette divulgation chrétienne m'autorisait désormais à l'employer ouvertement. Je le repris dans un article publié dans une revue de Turin en avril 1983 : « *Terres arabes : Terres de Dhimmitude*<sup>40</sup> ».

Tout comme les Juifs, la plupart des chrétiens orientaux ignoraient leur propre histoire de dhimmi. Cette ignorance et leur situation de peuple-otage au sein de l'Oumma les incitaient à se faire les porte-paroles en Occident de leurs oppresseurs et à œuvrer non seulement à leur destruction mais aussi à celle de l'Europe. La guerre au Liban et les réactions négatives envers Israël dans les mass media occidentaux indiquaient à quel point l'Europe était malade de l'Orient. Loin de soutenir les chrétiens au Liban, les gouvernements européens défendaient l'OLP, l'Internationale terroriste. Le processus de dhimmitisation de l'Europe est en cours, écrivais-je au Comte Yves Michel de Pierredon (24 juin 1982). Qui peut dire s'il sera, comme en Orient, irréversible ?

Un jour Georges me demanda une seconde édition du *Dhimmi*, désormais épuisé. Je lui fis lire les documents que j'avais photocopiés dans les archives de Kew pour l'édition anglaise élargie du *Dhimmi* qui comprendrait une section supplémentaire de documents sur les chrétiens. Quand il lut le manuscrit anglais du *Dhimmi*, terminé en septembre 1983, il en commanda aussitôt cinq cents exemplaires. Malgré mon impatience de l'expédier à l'éditeur au plus vite, David espérant le faire accepter par Oxford University Press, l'adressa à Norman Stillman, pensant obtenir une recommandation. Or celui-ci l'« oublia » durant plusieurs mois dans un tiroir et nos relations s'envenimèrent. Stillman était proche de Lewis et de Goitein, et avait lui-même publié un livre sur les Juifs d'Islam...

Le *Dhimmi* français ne mentionnait qu'accessoirement le statut des chrétiens, cependant certains m'écrivirent, alarmés par la guerre palestinienne contre Israël et le christianisme libanais. Ces événements aggravaient les divisions interchrétiennes à une époque de

40. *La Rassegna Mensile di Israel*, avril 1983.

forte adhésion politique au palestinisme, à la sanctuarisation des opérations de guérilla palestinienne sur sol européen et à un soutien passionné par des ecclésiastiques. Mais beaucoup rejetaient ces opinions. John W. un pasteur anglican proche des Coptes prit contact avec nous et vint nous voir alors que nous étions en Angleterre. Un jour il nous apprit qu'ayant écrit dans *The Tablet*, hebdomadaire catholique international, un article favorable aux Coptes (24 avril 1982), il avait reçu de nombreuses lettres injurieuses et coups de téléphone menaçants. Un Arabe portant la tunique traditionnelle avait frappé dans la rue sa femme et les avait insultés tous deux.

L'article de W. suscita parmi les spécialistes un échange d'opinions contradictoires. John dut se défendre, provoquant une réponse indignée du Professeur Émérite, le Rév. William Montgomery Watt. Malgré des accidents de parcours, écrivait Watt, les dirigeants musulmans se faisaient toujours un point d'honneur de bien traiter leurs minorités religieuses. À mon tour j'envoyai une lettre (26 juin 1982) où je soulignais les nombreuses contradictions du raisonnement de Watt et je signai Bat Ye'or, World Organization of Jews from Arab Countries. Ceci provoqua une longue réponse de Watt, dépourvue d'hostilité mais dont les arguments ressasés de livres en livres étayaient la thèse de l'existence heureuse des dhimmi. Entre temps John fut mis à la retraite et le couple dut quitter Londres, puis s'exiler en Australie. À la suite de ses articles dans *The Tablet* il lui fut interdit d'entrer en Égypte.

Plus de dix ans plus tard j'eus l'occasion de rencontrer Montgomery Watt, quand invitée en octobre 1996 par le Professeur David Kerr de l'Université d'Edimbourg, je me rendis dans cette ville pour donner une conférence à sa classe d'étudiants et pour un séminaire sur les problématiques des sociétés chrétiennes. Je venais de publier *The Decline of Eastern Christianity under Islam : From Jihad to Dhimmitude* (1996), et en français *Juifs et Chrétiens sous l'Islam : les dhimmi face au défi intégriste* (1994) en cours de traduction en anglais. Ce dernier livre comportait une critique de la position de Watt dans son ouvrage sur Mahomet où il avait adopté, sans les discuter, des accusations islamiques contre les Juifs de Médine, alors qu'elles étaient historiquement invérifiables.

David avait envoyé le manuscrit du *Dhimmi* anglais à Jacques Ellul, qui écrivit une préface élogieuse qui m'emplit de confusion. Non seulement il attaquait les luminaires modernes de l'islamologie,

mais il affirmait mes opinions avec emphase et démontrait par une logique implacable leurs implications. Répondant à mes détracteurs, il affirmait la qualité scientifique de l'ouvrage et critiquait la vague grandissante de publications niant les guerres de conquêtes islamiques et leurs conséquences. Il déplorait qu'en France, des critiques sur l'islam ou les pays arabes fussent devenues inacceptables.

Je n'avais jamais rencontré ni lu Jacques Ellul, et voilà que ce grand philosophe, ce théologien, sans même me connaître et sur la seule base de ce livre, prenait le risque de me défendre contre l'intelligentsia politique pro-islamique. Je ne savais comment le remercier au téléphone, mais il se mit à rire et interrompit mes effusions.

Plus tard, au cours de nos entretiens téléphoniques, Ellul me fit part de sa profonde inquiétude pour Israël et la France, causée par la politique islamique de Mitterrand. Avec amertume il constatait la détérioration de ses relations avec ses collègues théologiens, le rejet et l'animosité soulevés par ses articles pro-israéliens dans les revues et les journaux qui désormais refusaient de le publier. Horrifié il décelait le retour de l'antisémitisme au sein de l'Église protestante parmi ses collègues dont il subissait l'ostracisme.

À cette époque je n'entrevois pas les implications politiques de mon livre et les querelles du monde chrétien ne m'intéressaient pas. J'ignorais le combat d'avant-garde contre l'antisémitisme et l'islamisation de leur pays que certains anticipaient. L'entremêlement des adhésions politiques contradictoires, des propagandes et des mensonges enfumaient les esprits. François Mitterrand avait assigné à des Juifs de cour la charge de défendre sa campagne islamophile immigrationniste, partagée par toute la gauche européenne sous l'étiquette honorable de l'antiracisme. Protégé par cet écran juif qui focalisait les oppositions nationales, Mitterrand entretenait discrètement ses anciennes accointances pétainistes liées aux mouvements anti-israéliens<sup>41</sup>.

D'autres forces chrétiennes portaient le mouvement islamophile. Vaste, véhément il émergeait d'ecclésiastiques, d'universitaires, de journalistes, d'écrivains, de politiciens européens et de chrétiens

41. René Bousquet, Maurice Papon, Jean Védrine et son fils, Hubert Védrine, Maurice Couve de Murville, très actif dans les Affaires étrangères au gouvernement français et dans la Communauté européenne jusque dans les années deux mille..



arabes – eux-mêmes minoritaires et menacés. Tous fraternisaient dans la campagne conspuant Israël et glorifiaient l'islam. Pour contrebalancer les révélations sur la Shoah, ils rivalisaient dans l'invective contre l'Europe colonisatrice opprimant les musulmans, l'auto-flagellation et l'inversion des rôles, déguisant les Israéliens en nazis et les Arabes palestiniens en victimes impuissantes. Financée par l'or du pétrole, cette propagande raisonnée, planifiée, et imposée par des chrétiens des deux côtés de la Méditerranée – dont plusieurs étaient d'origine pied-noir comme Jacques Berque ou Michel Jobert, entre autres – s'étendit sur toute l'Europe, récitée en termes identiques à tous les échelons sociaux. Dans une incroyable ferveur, l'Europe vibra à l'unisson pour la Palestine et justifiait ses haut-faits terroristes contre les civils israéliens. La promotion octroyait un passeport ouvrant toutes les portes. Le nazisme revenait sous les oripeaux de l'antiracisme, les dissidents furent traqués, vilipendés, ostracisés.

Les chrétiens libanais alliés à Israël subissaient une double réprobation : ils soutenaient le peuple déicide et trahissaient la « cause », c'est-à-dire l'éradication définitive d'Israël par la Palestine. On leur reprochait de s'être défendus contre les attaques et les massacres des Palestiniens qu'ils avaient accueillis dans leur pays. Les coupables n'étaient pas les Palestiniens qui les avaient agressés mais les chrétiens pour s'être défendus contre eux. Obnubilée par son rejet d'Israël, l'Europe inversait délibérément ses normes éthiques pour adopter celles du djihad, attribuant obligatoirement la culpabilité au non-musulman (Coran IV, 141). Cette perversion morale ouvrait la voie aux sanctions punissant l'« islamophobie » des Européens trente ans plus tard.

Ce fut l'époque des explosions de voitures piégées, celles d'islami-kazes et de bombes humaines dans les agglomérations peuplées, des combats menés derrière les boucliers constitués de femmes et d'enfants ou à l'abri d'hôpitaux et d'écoles – tous inaugurés et expérimentés contre les Israéliens et les chrétiens libanais. L'Europe ne pleura pas les victimes mortes ou mutilées à jamais dans l'indifférence générale. Seule comptait la publicité pour donner une existence à un peuple qui n'en avait jamais eue auparavant. Confrontée au terrorisme et à la propagation du fanatisme révolutionnaire khomeyniste, l'Europe courba l'échine et prodigua compromis et concessions. La France, de son côté, ouvrait les bras au khomeynisme, fantasmant sur d'illusoires

amours franco-musulmanes. Les librairies exposaient un foisonnement de livres glorifiant la civilisation islamique à laquelle l'Europe avait tout emprunté, paraît-il, même l'humble hammam, alors que celui-ci est l'héritage des fameux thermes grecs et romains qui parsemaient tout l'empire hellénistique méditerranéen et qu'il fut découvert par les Arabes dans les pays conquis. On peut d'ailleurs se demander comment les Arabes, nomades parcourant les régions les plus désertiques du globe à la recherche de maigres pâturages, pouvaient même imaginer – sans même parler de les réaliser – des lieux de détente luxueux où l'eau coule abondamment rien que pour le plaisir.

Entre temps je travaillais à la réédition du *Dhimmi* français, mais dans la version élargie anglaise demandée par Georges Toutounji. Bon, me disais-je, me voilà repartie pour quelque mois dans ce travail. Tant qu'à faire, avec la promotion du *Dhimmi* anglais et hébreu, je suis immergée dans le sujet. Mais à vrai dire mon intérêt croissait avec l'approfondissement de mes recherches sur la dhimmitude chrétienne. La guerre palestino-libano-chrétienne, avec ses alliances israélo-chrétiennes, soulevait ce sujet au-dessus des siècles et des multitudes de cadavres amoncelés par les guerres djihadistes, dans une lumière sanglante et crue de fin du monde. Ce Liban aspirant à la liberté parce que chrétien était mon frère par sa souffrance, son isolement, sa diabolisation et je ne pouvais me taire. Certes il tournait souvent vers Israël sa face haineuse et distordue par la peur et la persécution, mais parce qu'il combattait l'esclavage, parce qu'il se battait seul contre la dhimmitude, trahi par ses frères européens, il portait au plus profond de lui et à son insu Israël, origine d'une épopée humaine réclamant la libération d'un peuple esclave au nom de la dignité humaine. Voilà pourquoi je devais écrire pour Georges. Je ne pouvais l'abandonner.

#### LA BATAILLE DU *DHIMMI* ANGLAIS

Publié en avril 1985, *The Dhimmi*, avec ses nombreuses illustrations, ses suppléments sur les chrétiens et ses index, était bien plus volumineux que l'original français. Avant même sa parution, des associations chrétiennes aux États-Unis – Arméniens, Coptes, Libanais – en avaient



acheté un grand nombre et rapidement Yoseloff, à la grande fierté de David, dut sortir une troisième édition. Un nombre considérable de recensions parurent dans des périodiques universitaires spécialisés ou dans des journaux juifs et chrétiens en Grande Bretagne et aux États-Unis. Celles émanant de spécialistes, parfois des ecclésiastiques, vantaient pour la plupart la qualité et le sérieux de la recherche. Ce succès m'imposa une activité débordante : correspondance, interviews, conférences organisés dans des universités en Grande Bretagne, en France, aux États-Unis. Ce livre m'arrachait à la tranquillité de la vie campagnarde et familiale pour me projeter, à mon insu, dans le conflit le plus crucial de cette fin de siècle et qui déterminerait le destin de l'Occident. La connaissance d'une condition dhimmi identique pour les juifs et les chrétiens, non seulement pulvérisait le fondement de l'alliance islamo-chrétienne contre Israël, mais en révélait l'un des maillons les plus empoisonnés pour la Chrétienté. Je n'en avais pas conscience à l'époque et n'aspirais qu'à reprendre au plus vite les personnages de mes romans, dont les existences multiples m'entraînaient toujours vers de nouvelles découvertes, déployant la gamme inattendue de leurs passions et de leurs amours.

Lors d'un voyage aux États-Unis en février 1985, nous avons rencontré Arthur Hertzberg. Un an plus tard il publiait dans *The New York Times Book Review* (15 juin 1986) un grand article intitulé « *The Rise of the Dhimmi* ». Mettre ainsi en évidence le mot dhimmi, totalement inconnu, était déjà un sacré coup de pouce à mon livre puisqu'il en était le titre ! La recension cependant encensait principalement Bernard Lewis et son dernier livre : *Semites and Anti-Semites*, où il exposait ses opinions sur le conflit israélo-arabe. L'article affirmait que ce dernier livre avait été écrit pour réfuter le mien et celui de Joan Peters. Tant d'honneurs !

L'article, en outre, me classait dans la catégorie des extrémistes de droite, une qualification qui depuis, ne me quittera jamais, me rappelant que pour la gauche, la science historique, l'archéologie et toute pensée humaine devaient se soumettre aux critères politiques de son idéologie. La description de faits objectifs et avérés mais politiquement incorrects et donc occultés, suffisait à disqualifier son auteur. Mais quelle valeur attribuer aux analyses de Lewis si elles visaient l'amadouement par leurs métaphores fallacieuses ? N'obéissait-il pas lui aussi à un objectif sciemment politique ?

Les allégations de Hertzberg et ses attaques personnelles furent démenties par Richard Cohen dans *The New York Times Book Review* (20 juillet 1986). Le journal publia dans le même numéro la réponse de Hertzberg : Richard Cohen devrait adresser ses plaintes à Bernard Lewis, que Hertzberg avait paraphrasé.

Relisant aujourd'hui cette critique, j'y découvre l'origine d'une falsification malveillante reprise depuis en boucle par mes détracteurs et récemment, sans aucun contrôle préalable, dans Wikipedia. Hertzberg mentionnait *The Dhimmi* et prétendait (était-ce l'opinion de Lewis ?) qu'il avait été largement ignoré à sa publication. Or d'innombrables recensions furent faites des éditions française et anglaise dans des journaux francophones, anglophones et en Israël, si bien que l'édition française fut rapidement épuisée et qu'en 1986, la version anglaise en était à sa troisième édition, compagne d'une traduction hébraïque déjà en vente, et d'une autre russe, réduite, en cours de traduction sous l'égide de l'Université Hébraïque de Jérusalem. Pour un petit livre sorti en 1980 sur un sujet totalement ignoré et de surcroît interdit, on peut difficilement demander plus. Mon mari avait écrit en marge de l'article de Hertzberg que plus d'une centaine d'articles sur le *Dhimmi* avaient circulé aux États-Unis dans *Speculum*, *Orbis*, *Hadassah*, *Midstream*, *Congress Monthly*, *International Affairs* (GB), et deux dans *Choice*, etc. Une poignée de recensions hostiles se limitaient aux milieux escroptés. Il avait noté que le *Palestine Time* (janvier 1998) avait répété l'erreur de Hertzberg et daté son article de 1986 au 15 juin 1997 ! Pour être crédible, Wikipedia devrait choisir ses sources ailleurs que dans le chaudron de la désinformation.

La préface très élogieuse d'Ellul dans l'édition anglaise semblait avoir mis le feu aux poudres. Elle attaquait non seulement les luminaires de l'islamologie qui dédaignaient mes vues, mais elle confirmait ces dernières avec une emphase qui les portait par une logique implacable, au-delà de ce que j'osais écrire. À cette époque, je n'entrevois pas les implications politiques de mon livre dans le monde chrétien, mais l'article de Norman Daniel révéla que *The Dhimmi* donnait un grand coup de poing sur l'échiquier du prêt à penser, brouillant le jeu par l'éparpillement des pions et la déchirure d'un emballage de phrases vagues et spécieuses.

À vrai dire, mes contradicteurs ne s'abaissaient pas à des piques personnelles, ces célébrités de l'époque me manifestaient même

une certaine sympathie et plaçaient le débat dans le domaine des idées, me reprochant d'en lancer de nouvelles à tort et à travers, sans les développer. Leurs remontrances dénotaient une certaine bonhomie que je trouve aujourd'hui sympathique. Connaissant tous parfaitement le sujet, ils pensaient avec raison que l'affrontement des chrétiens avec l'islam conduirait au désastre. Les jeux étaient faits depuis longtemps, la résignation au destin dhimmi et la transcendance de ce statut par la foi déterminaient l'ultime solution dont devaient s'accommoder les victimes. Travailler sur les points positifs de l'union islamo-chrétienne et euro-arabe construirait un avenir d'entente et de paix. Et quel meilleur terrain de réconciliation que l'antisionisme, l'auto-flagellation chrétienne, l'humble demande de pardon, la disponibilité de servir l'islam par le harcèlement d'Israël et l'accueil généreux des immigrants musulmans ? Après deux guerres mondiales et ses hécatombes de jeunes sacrifiés, les pays européens voulaient construire une Europe unifiée sur une volonté de paix et un refus inébranlable de la guerre. Résolution rendue d'autant plus nécessaire par la menace nucléaire.

À l'époque d'une large diffusion des crimes de la Shoah, les courants palestiniens se rattachaient avec la victimologie palestinienne. L'astuce consistait à éviter le déni de faits incontestables encore dans les mémoires, en les contrebalançant par un tableau plus hideux d'Israël. On se trouvait dans une concurrence du pire : le nazisme et Israël.

Tant que je me cantonnais au dhimmi juif, le sujet ne soulevait qu'un haussement d'épaules dans les milieux chrétiens. Certains voyaient un terrain de rapprochement et de solidarité dans l'animosité commune contre les Juifs. Mais l'examen d'une persécution des chrétiens fortement soutenu par un théologien chrétien devenait une tout autre affaire, car elle contredisait carrément le mouvement de réconciliation islamo-chrétien auquel se consacraient assidûment les gouvernements et les Églises. Aussi provoqua-t-elle une polémique passionnée.

Dans *The Tablet*, Norman Daniel<sup>42</sup>, promoteur de la tolérance de l'islam et d'une Europe démoniaque, consacrait une longue analyse au *Dhimmi* (4 février 1986). Il estimait que l'omission de références

42. Norman Daniel, *Islam and the West. The Making of an Image*. Edinburg University Press: 1960.

à l'intolérance chrétienne contre juifs, musulmans et hérétiques représentait une faute majeure dans mon livre. Cet argument me semblait tout simplement une parade destinée à protéger l'islam, car je n'avais jamais vu dans les études sur l'intolérance religieuse chrétienne la moindre allusion à celle de l'islam ou d'autres civilisations. Une étude comparative des divers systèmes oppressifs de la planète exigerait d'ailleurs des spécialistes de toutes ces disciplines. La tactique comparative appliquée impérativement sur des tronçons d'histoire induisait des généralisations absurdes et de fausses analogies, car le statut légal du dhimmi procédait du djihad, une idéologie unique de conquête et d'islamisation universelle, dont il était légitime d'étudier les modalités et les conséquences.

Daniel tournait en dérision les avertissements d'Ellul, qui anticipait en Europe les modifications imposées par un islam fondamentaliste, tout en reconnaissant, dans une courte phrase, l'exagération de la tolérance attribuée à l'islam. Son texte fournit une analyse intéressante sur la mentalité des intellectuels créateurs de cette culture punitive, confuse, empreinte de servilité. Daniel plaide pour le maintien des politiques édictées après la première Guerre mondiale : refus des indépendances ethniques chrétiennes au Moyen-Orient et soutien au nationalisme arabe. Or celui-ci ne fut jamais qu'un véhicule d'islamisation imprégné d'éléments fascistes, nazis et antisémites. La mission dévolue aux chrétiens d'Orient par les vainqueurs en 1918 consistait à se fondre dans la masse islamique de leurs nouvelles colonies pour créer une société multiculturelle occidentalisée avec les musulmans « modérés », sans toutefois préciser les caractères de cette modération. Serait-ce l'abandon d'une bonne partie du Coran ? des hadiths ? de la charia ? et comment évaluer la tolérance des dogmes et des institutions si on se refuse à les analyser, sachant qu'ils sont interdits à toute critique ? Condamner l'intolérance du christianisme, comme le faisait Daniel, n'autorisait pas à disculper les mêmes persécutions dans d'autres sociétés au cours de l'histoire. Et affirmer qu'Israël (dixit Daniel) aurait fait de même s'il en avait eu le pouvoir est pure spéculation.

La volonté d'attribuer à l'État moderne d'Israël les mêmes caractéristiques d'impérialisme, d'oppression politique et d'intolérance religieuse qui furent celles du christianisme et de l'islam l'amenait à assimiler les Palestiniens aux dhimmi. C'était oublier que la

dhimmitude est liée au commandement d'islamiser toute l'humanité – inexistant dans le judaïsme – obligeant les armées djihadistes à conquérir les peuples de la planète alors que l'État d'Israël fut restauré sur son propre territoire ancestral libéré du djihadisme. Le nier établit une inversion des rôles occultant l'histoire.

Les questions fondamentales soulevées par Daniel dans sa longue recension du *Dhimmi* méritaient une réponse. L'accord de l'éditeur m'incita à rédiger une lettre conforme au nombre de mots requis. Cette lettre cependant ne fut jamais publiée. Malheureusement les faits et l'avenir prouvèrent la sagacité d'Ellul et la pusillanimité de Daniel.

L'appui d'un théologien chrétien de l'importance d'Ellul à mes thèses, ses commentaires sur la politique actuelle, semèrent le désarroi dans les milieux chrétiens ecclésiastiques anglophones. Tous évaluaient la problématique des relations islamo-chrétiennes dans un contexte de minorités religieuses qui omettait forcément le processus de conquête djihadiste. Pour maintenir leur islamophilie ils comparaient favorablement la tolérance islamique avec l'intolérance chrétienne vis-à-vis des juifs et des musulmans chassés d'Espagne. Ils classaient dans la même catégorie les minorités juives, dont la présence en Espagne précédait la conquête arabe, et les envahisseurs musulmans, qui y avaient instauré une domination politique d'islamisation dans toute la péninsule pendant des siècles par la guerre, l'oppression et la dhimmitude. Tous me reprochaient l'omission d'une étude parallèle de l'intolérance chrétienne envers les juifs, qui aurait démontré la supériorité islamique par rapport au christianisme. Ce positionnement ambigu n'était pas aussi objectif et généreux qu'il voulait le paraître, il cimentait le rapprochement politique décidé par les gouvernements avec les pays arabes et plaçait à égalité la culpabilité chrétienne envers les juifs rescapés de la Shoah et les musulmans vecteurs d'un djihad pluri-centenaire avec ses cohortes de massacres et d'esclavage, dont on faisait table rase. Pas de jaloux ! Juifs, musulmans tous égaux dans une victimologie créée par la chrétienté. La palme de la victimologie revenait à la Palestine.

À vrai dire l'argumentaire grotesque transformant l'Arabe palestinien en dhimmi fut abandonné au profit d'une dramaturgie de la *Nakba* développée par les chrétiens dhimmi de l'école d'Edward Saïd. Cette interprétation transformait en oppresseur le non-musul-

man luttant contre son agresseur djihadiste. Elle contribua à culpabiliser les sociétés occidentales et à neutraliser leurs défenses face à leur islamisation, menée conformément aux mêmes préceptes que ceux ordonnant la guerre contre Israël. Aujourd'hui l'Alliance des Civilisations affirme que le pilier de la réconciliation euro-musulmane exige la réparation de la Nakba – c'est-à-dire abolir les conséquences de la défaite des armées arabes, qui agressèrent l'État d'Israël pour l'éradiquer en 1948 et 1967, aidé en cela par les déserteurs allemands et italiens des armées SS<sup>43</sup>.

J. S. Nielsen consacrait six pages à démolir *The Dhimmi* dans la *Newsletter Book Reviews* du *Centre for the Study of Islam and Christian-Muslim Relations*<sup>44</sup>. On ne mentionnera ici, de tous les reproches jetés à ce « *sad book* » (triste livre), que l'exaspération causée par une réflexion apparemment scandaleuse. J'écrivais en effet que tous les théologiens et les juristes musulmans attribuaient l'origine des lois régissant le statut des vaincus du djihad aux décisions de Mahomet contre les Juifs d'Arabie. Ce traitement et ses variantes devinrent le modèle normatif devant être obligatoirement appliqué à tous les vaincus du djihad. Ainsi – commentais-je – les hasards de l'histoire ou la Providence firent d'obscures tribus juives d'Arabie le symbole du destin d'empires puissants et peuplés, comme Byzance et la Perse sassanide, ainsi que d'une multitude de peuples d'Afrique, d'Asie et d'Europe vaincus, au cours de plus d'un millénaire d'expansion et de conquêtes djihadistes. Le filet idéologique du djihad liait le destin d'Israël à celui de ces multitudes. La destinée d'Israël en Arabie devint par là celle de nombreux peuples, nations et tribus. Cette destinée ne fut nullement exceptionnelle, elle était plutôt l'inquiétant miroir reflétant la soumission historique d'une large section de l'humanité.

Il était fréquent à l'époque de penser – sans le dire mais en le suggérant – que les persécutions infligées aux juifs étaient méritées. Or dans la dhimmitude, les chrétiens en étaient également les victimes, était-ce aussi justifié ? Le livre démontrait que le statut d'Israël dans l'Islam

43. Cf. p. 69 et note 5.

44. *Centre for the Study of Islam and Christian-Muslim Relations*, sous l'égide de son Excellence l'Archevêque de Canterbury, du Rév. Dr Robert Runcie, et du Dr. A. A. Mughram Al-Ghamdi, Directeur général du Centre culturel islamique de Londres (cf. *Newsletter* n° 15, mai 1986, pp. 26-32).

n'était pas la juste punition d'un peuple satanique, mais le prototype d'une condition d'injustice, de spoliations et de souffrance réservée à une humanité non-musulmane. En 2016, le califat islamique donnait aux chrétiens d'Irak et de Syrie le choix entre 1) la conversion à l'islam ; 2) l'exil et l'abandon de leurs biens (sort réservé par Mahomet à la tribu juive médinoise des Qaynuqa en 624) ; 3) l'extermination des hommes et l'esclavage des femmes et des enfants (tribu juive des Qurayza en 627) ; 4) le rachat de la tête et la soumission à l'autorité islamique avec cession de leur territoire aussi longtemps que Mahomet le permettrait (juifs de Khaibar en 628, origine de la condition dhimmi).

Ces procédés de guerre appliqués par Mahomet au VII<sup>e</sup> siècle aux populations d'agriculteurs et d'artisans juifs d'Arabie refusant la conversion, furent sacralisés par la Sunna, la charia et persistent aujourd'hui encore dans l'idéologie du djihad. Petros Mouché, archevêque syriaque catholique de Mossoul, déclarait que les djihadistes s'étant emparés de Mossoul et des villages de la plaine de Ninive, donnèrent quatre options aux chrétiens : 1) la conversion ; 2) payer une taxe et accepter la dhimmitude (sort des juifs de Khaybar) ; 3) quitter leurs maisons et leurs propriétés (sort des Beni Qaynuqa juifs) ; 4) ou périr par l'épée, sort des Qurayza<sup>45</sup>.

Nielsen, comme bien d'autres, refusait de voir le cadre juridique spécifique du dhimmi et se plaçait sur le terrain des conflits tribaux pour déclarer que les musulmans souffraient autant que les dhimmi. Comme Norman Daniel, il réclamait l'examen de l'oppression que toutes les civilisations, les cultures et les nations sont coupables d'exercer, y compris en Europe aujourd'hui à l'égard des migrants et en Israël envers les Arabes qui sont, selon lui, dans une situation proche de celle des dhimmi. Or le traitement des « minorités » – désignation erronée car les vaincus non-musulmans étaient des majorités au début des conquêtes – ne relevait pas, sous l'islam, des bons ou mauvais sentiments d'un despote, de sa « tolérance », comme le laissait entendre Lewis, mais de lois théologiques inaltérables, censées représenter sur terre la justice d'Allah.

Colin Chapman (Trinity College, Bristol) reprenait, dans *The Churchman*, (n°2, 15 avril 1986), les mêmes arguments de la supériori-

45. « En Orient, l'existence des chrétiens est menacée », *Tribune de Genève*, 12-13 novembre 2016, p. 9.

té de l'islam sur le christianisme dans le traitement des « minorités », la nécessité d'un tableau général de l'oppression et non seulement de l'islam, et l'examen de la condition dhimmi des musulmans dans les États modernes occidentaux. Malgré ses réserves, il estimait en conclusion que « La fille du Nil » avait rendu un précieux service en abordant ces sujets sensibles et par la mise à disposition d'une documentation de base.

Du côté juif, le sujet fut débattu avec autant d'acrimonie par les courants gauchistes. Le livre étant dans les trois langues, les journaux français, anglophones et hébreux<sup>46</sup> publièrent des recensions. Relisant aujourd'hui l'article de *Ha'aretz* (2 janvier 1987, p. 7B) j'y découvre l'origine de l'animosité de certains milieux israéliens que je ne m'expliquais pas alors. Le journaliste écrivait que la haine arabe contre les Juifs provenait du sionisme car les Juifs avant l'État hébreu avaient vécu dans une relative tranquillité comparée aux persécutions endurées en chrétienté (thèse de Lewis). Bat Ye'or – prétendait le journaliste – déclare que les Arabes créèrent ce mythe de la tolérance, qui fut propagé par la gauche israélienne pour promouvoir la coexistence entre juifs et Arabes. Le but de Bat Ye'or est de détruire ce mythe par une contre-attaque, qui bien que n'étant pas de la propagande, reçut de mauvaises critiques en France causées par ses préjugés et son manque de sérieux.

Rien de vrai dans cet enfumage journalistique. Selon l'éditeur scientifique de la traduction hébraïque, Moshe Sharon, le journaliste présumé Benny Tsiper, n'avait pas lu le livre, ou ne l'avait pas compris ou n'avait aucune connaissance du sujet.

De fait, les trois versions du *Dhimmi*, reçurent d'excellentes recensions publiées dans des revues scientifiques prestigieuses. En France, le professeur Gérard Nahon écrivait en 1985 au sujet du livre français que l'ouvrage avait été largement cité et utilisé. Il était « *devenu indispensable à toute approche de la condition des non-musulmans dans le monde islamique... [l'auteur] décrit avec une grande précision toutes les incapacités frappant ces minorités sur les plans fiscal, légal, judiciaire et social* ». Il trouvait le « *recueil de sources d'une grande utilité en même*

46. *Magazine*, 5 décembre 1986, *Kol Ha'ir*, 9 janvier 1987, *Hamishmar*, 20 février 1987, *Ma'ariv*, 27 février 1987.



temps que précis sur une question controversée ». L'ouvrage écrivait-il « doit bénéficier de rééditions et de traductions ». Et « La bibliographie qui conclut le livre donne à cet instrument de travail bien fait un appareil qui sera consulté avec profit tant par l'historien de l'Islam en Orient qu'en Occident. Un tableau sombre mais proche de la réalité<sup>47</sup> ».

Dans le *Catholic Herald* (7 mars 1986) Graham Jenkins écrivait que « Bat Ye'or a produit une étude érudite, objective, sans polémiques montrant la condition des juifs et des chrétiens sous l'oppression. Elle essaie d'éviter les problèmes religieux entre Islam, Chrétienté et Judaïsme mais dans une étude historique et d'investigation il est difficile d'omettre le facteur religieux, car il est la cause responsable de la persécution ... » Dans sa conclusion il soulignait « que l'existence encore présente de l'antagonisme contre le dhimmi était évident mais bien que son livre soit éclairant, il y aura un certain nombre de personnes qui ne voudront pas connaître ce côté sombre de l'histoire ».

La recension de Ben Segal, Professeur émérite des Langues sémitiques (Université de Londres) est encore plus édifiante :

*Bat Ye'or a rendu un service méritoire par la publication de ce livre. Les Musulmans ont rarement été critiqués ouvertement pour les mauvais traitements envers les minorités-otages de juifs et chrétiens parmi eux. Les universitaires occidentaux se sont unis dans une conspiration du silence – ou en parfaits apologistes – qui trop souvent semblent pardonner des actes d'injustice et même de sauvagerie. [...] The Dhimmi est écrit sur un ton modeste et presque d'excuse et il traite d'un thème difficile avec une exemplaire objectivité. [...] Nous avons aussi une précieuse analyse de l'effet psychologique d'une répression constante d'une minorité sur son oppresseur et sur l'opprimé<sup>48</sup>.*

Dans sa conclusion Ben Segal avance que certains diront que ces descriptions d'une barbarie médiévale ont peu d'importance ; d'autres maintiendront que ce livre pourrait alimenter une haine intercommunautaire. Segal désapprouve : pour lui la vérité doit être dite.

*The Dhimmi* connut un phénoménal succès et suscita des controverses et des articles dans de nombreuses revues universitaires spécialisées. Certains, comme Robert Wistrich (*Commentary*, février 1987) eurent même le courage de reprocher à Bernard Lewis une

47. Gérard Nahon, *Revue des études juives*, tome CXLIV, jan-sept.1985, fascicule1-3 pp. 268-269.

48. Ben Segal, « A "dismal catalogue of persecutions" », *The Jewish Quarterly*, vol.33 n°2 (122), 1986.

certaine indifférence aux sources islamiques d'antijudaïsme antérieures à l'apport antisémite européen des XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, sources attestées par les documents irréfutables publiés dans le *Dhimmi*. Le professeur Raphael Patai<sup>49</sup> appelait à une réforme de l'islam susceptible de modifier ses relations avec le monde non-musulman et à l'abandon radical du concept de dhimma. Des études historiques comme celle de Bat Ye'or présentant au monde le tableau de la dhimmitude lui semblaient indispensables pour ce mouvement de réforme. Allan Harris Cutler et Helen Elmquist Cutler (*Speculum*, Massachusetts, été 1987) observaient qu'une réconciliation avec l'islam exigeait une critique radicale des concepts islamiques envers les juifs et les chrétiens et la fin d'un romantisme aveugle. James E. Biechler<sup>50</sup> (La Salle University, Philadelphie) jugeait ce travail construit avec précision et professionnalisme : le livre démontre la persistance à l'époque moderne du légalisme théologique intolérant et prouve le profond enracinement du djihad et de la condition dhimmi dans la théologie et les conceptions islamiques. Ce fait plaide pour leur perpétuation dans la pensée et la pratique musulmane. *The Dhimmi*, concluait-il, est un travail fascinant qui peut être recommandé sans réserve.

Dans un long article le professeur Raphael Israeli (*Jerusalem Post* édition internationale, 20 décembre 1986) répondait aux accusations portées contre le livre et déclarait que le judaïsme d'Occident devait se familiariser avec l'histoire de la branche orientale. Il s'élevait contre les critiques accusant le livre de projeter une image déséquilibrée de la réalité et leur demandait de fournir les preuves de ce déséquilibre. Un allègement temporaire et circonstanciel des persécutions ne justifiait pas un adoucissement du tableau général. Et, demandait-il, pourquoi doit-on absolument chercher un rééquilibrage là où il n'existe pas ?

Curieusement mes contestataires chrétiens semblaient définir toute l'histoire du dhimmi en termes d'une tolérance islamique envers les juifs, contrastant avec l'intolérance de la chrétienté. Ils s'acharnaient à situer cette condition dans un contexte de minorités religieuses régies

49. Raphael Patai, « In the House of Islam », *Congress Monthly*, vol. 2, n°6, sept.-oct. 1985.

50. *Journal of Ecumenical Studies*, Temple University Philadelphie, vol. 25, n°1, hiver 1988.



par les aléas de la tolérance de despotes, et articulaient leurs arguments pour prouver la supériorité de la tolérance islamique sur celle de l'Europe. Or je ne parlais ni de tolérance, ni d'intolérance mais d'un système juridique complexe fondé sur des lois et illustré par des documents. La recension du professeur William Brinner<sup>51</sup> ne dérogeant pas à cette règle, je lui répondis que le statut de millions de personnes sur trois continents et pendant plus d'un millénaire, ne pouvait se réduire au mot « tolérance<sup>52</sup> ». De plus ses arguments n'invoquaient que les juifs, il paraissait ignorer que *The Dhimmi* traitait des juifs *et* des chrétiens. Ces derniers ne méritaient-ils pas d'accéder à l'histoire ? En effet, plus j'avais dans la problématique chrétienne et plus je comprenais qu'elle dépassait largement le *Dhimmi*, focalisé surtout sur le judaïsme. Pour répondre aux demandes de Georges il m'avait fallu ouvrir un autre chantier de réflexion et m'avancer dans de nouvelles perspectives où déjà s'agençaient les matériaux d'un nouveau livre.

*The Dhimmi* situait le statut des non-musulmans dans un cadre politico-théologique et juridique institutionnalisé. Sur ce plan il n'innovait pas, car quelques spécialistes avaient déjà examiné les facettes juridiques de ce statut. Antoine Fattal, Libanais chrétien, l'avait examiné avec le professionnalisme du juriste<sup>53</sup>. Il avait été le premier à en faire une étude exemplaire, donnant l'origine de ces lois et leurs modalités dans les différentes écoles de droit islamique. Il en illustre les applications pratiques dans la vie courante par des documents historiques. Son style de juriste ne s'embarrassait pas de phrases-brouillard destinées à tromper le lecteur mais procédait avec clarté dans une logique irréfutable. Publié en 1958, son livre s'arrêtait à la conquête ottomane et se concluait par un avertissement prémonitoire sur la menace se profilant dans l'avenir.

*The Dhimmi* innovait par l'insertion de ce cadre théologique et politico-juridique dans tous les éléments du statut des dhimmi, avec leurs répercussions sur leur existence. Ce livre liait juifs et chrétiens indissolublement dans cette même résille de lois. Il innovait également par l'étude des relations inter-minorités, leurs processus d'émancipation liés au

51. William M. Brinner, Université de Californie, Berkeley, *Middle East Review*, Revue des livres, hiver 1985.

52. Bat Ye'or, *Middle East Review*, New York, « Letter to the Editor », 7 juillet. 1986.

53. Cf. *supra*, pp. 98-99.

mouvement humaniste européen et surtout les aspects psychologiques procédant de la déshumanisation corrélées à ce statut.

Traduit en russe, anglais (huit éditions), hébreu, sans parler des publications pirates et d'innombrables plagiats, il circula des Philippines au Soudan. J'avais réussi à mettre le dhimmi au centre de l'histoire actuelle, à le revêtir de chair et à le réhumaniser. Toutes ces innovations donnaient le tournis. Aujourd'hui, Wikipedia a repris toute mon analyse sur le dhimmi, sans me nommer et en y introduisant des erreurs comme dans tous les plagiats.

### JAMES PARKES

Une foison d'éloges déclencha de nombreuses invitations à des conférences. Nos voyages dans différentes villes nous firent connaître des universitaires et des intellectuels intègres avec lesquels nous liâmes par de solides amitiés. Une fois de plus, David négligea ses affaires et se consacra à organiser conférences et voyages. Il se posait en intermédiaire entre moi et tous mes autres contacts, prenait les décisions et planifiait les rencontres avec de nombreux écrivains et journalistes auxquels il envoyait mes livres et articles. Rapide, efficace, entreprenant, il réussissait là où, empêtrée dans ma timidité, j'aurais tergiversé, confondant les noms et les faits.

David ne lisait mes manuscrits qu'une fois terminés. Il s'installait au jardin, les chiens couchés près de lui, et les parcourait lentement, débusquant la moindre erreur, ajoutant une note, supprimant une généralisation, soucieux de parfaire par la méticulosité de l'exactitude, la multiformité historique dont l'élan m'emportait. Ensuite, nos chaises longues collées l'une à l'autre, les guéridons ployant sous les dictionnaires, nous retournions à ses corrections. Il m'interdisait d'inscrire les miennes à l'encre sur les épreuves, car je les rendais illisibles à force de les raturer. Seul le crayon m'était permis. Penché sur le manuscrit, parfois jusqu'après minuit, il traçait lentement et clairement à l'encre mes corrections définitives devenues des gribouillages sur les photocopies des épreuves. Nos discussions

enfiévrées tiraient les chiens de leur assoupissement et amusaient les enfants. Tout se calmait autour des repas.

Depuis les années soixante et les révélations sur la Shoah, de très nombreux livres avaient analysé les relations judéo-chrétiennes. Au cours de ses lectures David avait découvert les analyses pionnières, puisqu'elles dataient des années trente, du théologien anglican James Parkes. L'intégrité intellectuelle de Parkes, sa science et son combat précédant la seconde Guerre mondiale contre l'antisémitisme chrétien suscitaient son admiration. David le contacta et fit la connaissance d'un couple très âgé ému de la gratitude d'un jeune homme juif inconnu. Quelque mois plus tard, Parkes mourut et David s'efforça de résoudre les problèmes de sa veuve confrontée au stockage des archives de son mari. Parkes avait laissé une œuvre remarquable sur l'antisémitisme chrétien qui lui avait attiré à la fin de sa vie de nombreux ennemis. En 1984 et 1985, David organisa à l'Université Hébraïque de Jérusalem une conférence annuelle avec une remise de prix commémorant l'œuvre de James Parkes. Les récipiendaires du prix furent respectivement Ron Nettler et Robert Wistrich. En 1984, David me demanda de faire une courte introduction à la présentation de Nettler. Pour les professeurs chevronnés de l'Université hébraïque de Jérusalem, cette initiative était une insolence de plus, car je n'avais encore publié que *Le Dhimmi* français. Un seul cependant me manifesta son mécontentement, d'autres, des amis, dont le recteur de l'Université, Avraham Harman, toujours très amical avec moi, me soutinrent.

Ma présentation relevait l'importance donnée à la recherche historique par Parkes pour expliquer l'antisémitisme chrétien. Mais dans le cas des communautés dhimmi, cette recherche s'avérait impossible car elle exigeait la liberté de critiquer des lois islamiques discriminatoires. Or la charia, source et légitimation de la persécution, assimilait la critique au blasphème et la punissait de mort. L'histoire comme la culture, étant des éléments fondamentaux de la liberté et de l'identité des êtres humains – étaient interdits aux dhimmi. Le conflit israélo-arabe devait cependant être examiné dans son contexte historique, celui de la condition dhimmi, et non attribué exclusivement à des influences extérieures. La connaissance des dimensions politiques et religieuses de ce statut permettrait d'établir un nouveau cadre de coexistence et d'estime mutuelle entre juifs, chrétiens et musulmans. Le concept d'égalité

remplacerait la tolérance concédée par la loi du djihad qui impose la négociation du droit de vivre, un principe intangible à la base du statut du dhimmi. Par contre, l'occultation de l'histoire, ferait de nous les collaborateurs d'un système dont tous seraient les victimes. L'année suivante David fit une excellente introduction à la conférence de Wistrich.

Durant notre séjour à Jérusalem au début 1984, nous avons fait la connaissance d'un couple d'Irlandais, l'écrivain Conor Cruise O'Brien et son épouse la poétesse Moira. Nous demeurions tous les quatre dans les charmants appartements de Mishkenot Sha'ananim. Construits hors des murs et face à la vieille ville par le mécène anglais, Moïse Montefiore en 1860 pour des Juifs pauvres, l'ensemble avait été réaménagé après 1967 pour héberger des artistes et écrivains de passage. Conor écrivait alors un livre sur Israël et David, se souvenant de ses études universitaires en Irlande, se lia immédiatement d'amitié avec le couple. Nous nous rendions de fréquentes visites et discussions de nos travaux respectifs. C'est ainsi que Conor fut introduit à la problématique du *Dhimmi*. En avril 1984 nous reçûmes un chapitre de Conor traitant du judaïsme oriental et intitulé « *The Second Israel* ». Comme vous le voyez – nous écrivait-il – il vous doit beaucoup, et il nous demandait de lui envoyer nos corrections éventuelles.

Je réussis ainsi à lui envoyer un rapport annoté de cinq pages. Son livre, *The Siege* (1986), nous mentionnait tous les deux. Lors de notre voyage aux États-Unis pour le lancement du *Dhimmi* anglais, Conor m'invita à donner une conférence à ses étudiants à Dartmouth College (New Hampshire) où il était *visiting professor*. La devise de cette université construite en 1769 ne pouvait mieux me convenir : La voix de celui qui crie dans le désert (*Vox clamantis in deserto*).

#### LE MAROC VINGT ANS APRÈS

Depuis longtemps nous avons enfermé dans un coin de notre mémoire les souvenirs de notre action au Maroc. On nous avait recommandé le silence pour ménager la sécurité de ceux qui y travaillaient encore. Les années passèrent et subitement, plus de vingt ans après,

David reçut une lettre (9 décembre 1981) de Moshe Kohl, ancien chef de Youth Aliyah (1948-64) et ex-ministre du Tourisme. Il lui écrivait : « *Le but de cette note est de savoir si je peux mentionner votre nom dans mon livre de mémoires, comme l'homme qui exécuta un si excellent travail en 1961 en participant au sauvetage de 500 enfants du Maroc. Je veux raconter toute l'histoire de votre courageux engagement, mais je ne sais si vous voudriez que votre nom apparaisse après vingt ans*<sup>54</sup> ». David naturellement accepta et comme l'aliyah marocaine devenait un sujet désormais débattu en Israël, David Levy, lui-même originaire du Maroc et ministre adjoint du Premier ministre commandita avec l'approbation du Cabinet un ouvrage sur l'immigration marocaine depuis 1948 en Israël. Shmuel Segev, l'un des éditeurs principaux du quotidien *Maariv* fut chargé de l'écrire.

La levée du secret sur l'Opération Mural permit la publication de nombreux articles dans la presse israélienne. Un comité se réunit au kibboutz Regavim où travaillaient Ruth et Gad Shahar, ce dernier très impliqué dans l'émigration juive marocaine depuis ses débuts clandestins. Ce comité, lié au centre Yad Tabenkin de Recherche et de Documentation du Mouvement unifié des Kibboutz, se consacra à collecter des informations chez ceux qui y avaient personnellement participé pour en rédiger l'historique. Alors qu'un après-midi chez nos amis Shahar à Regavim, j'écoutais les discussions de divers participants de cette opération, je m'aperçus que l'analyse de cette mission entreprise et menée dans l'urgence, le danger et le secret, se déroulait sur le seul plan pratique de l'efficacité. Nul ne parlait des principaux sujets de toute l'opération : les parents et les enfants. J'intervins timidement dans la conversation pour proposer d'en faire un court article. Je voulais les tirer du néant alors que leur décision de partir leur donnait un rôle primordial. Par déférence pour David on n'osa me le refuser. En décembre 1983 je terminais l'article en français.

En 1983, Shmuel Toledano, l'adjoint de Isser Harel chef du Mossad de l'époque, nous mit en contact avec Shmuel Segev. Nous le rencontrâmes pour déjeuner, il n'avait naturellement jamais entendu parler de nous ni de l'Opération Mural. David lui donna la photocopie de son rapport écrit en 1961, obtenue de Moshe Kohl. Quand Segev le parcourut, il décida aussitôt d'ajouter un chapitre à son livre presque

54. Cf. David G. Littman, *Operation Mural*. op. cit.

terminé mais de modifier les noms des acteurs par mesure de sécurité. Il intégra également mon article sur les parents et les enfants.

Le livre de Shmuel Segev publié par le Ministère israélien de la défense (avril 1984) fut commenté dans la presse israélienne et fit connaître David. *Maariv* publia toute une page sur l'affaire Mural (20 avril 1984). Soudainement nos visages s'étalèrent dans la presse israélienne. Nous fûmes invités à la Résidence du Président israélien Haïm Herzog (9 mai 1984) pour une cérémonie spéciale. Une cinquantaine d'autres invités ayant collaboré à l'émigration juive du Maroc dans des conditions dangereuses s'y trouvaient. Au cours de son allocution, le Président invita David à se lever et à être publiquement reconnu pour l'Opération Mural. Après vingt ans de silence, ce geste l'émut profondément.

La parution en 1985 des deux éditions du *Dhimmi*, en anglais et en hébreu nous imposa de fréquents voyages aux États-Unis, en Israël et en Grande Bretagne où je donnais des interviews et conférences à Londres, Birmingham, Manchester, Oxford et Cambridge. Un jour Raphael Israeli, nous téléphona de Jérusalem et nous apprit qu'il avait proposé au mouvement Am Ehad Beyahad (Un peuple uni) de nous décerner à tous deux une distinction honorifique spéciale au Festival national de la Mimouna, qui se tiendrait le 1<sup>er</sup> mai pour clore les fêtes de Pâques. Ce Mouvement rassemblait dans de grandes festivités publiques les Israéliens d'origine marocaine, du Maghreb et d'Orient.

Le 1<sup>er</sup> mai 1986 des dizaines de milliers de personnes se réunirent sur les pelouses du Sachar Park (Jérusalem) où se dressait une estrade réservée aux ministres israéliens. Après avoir entendu leurs discours relayés au loin par de puissants micros, nous fûmes invités, David et moi, à rejoindre sur l'estrade le Premier ministre Shimon Peres, le Vice-Premier ministre et ministre des Affaires Étrangères Yitzhak Shamir, le maire de Jérusalem Teddy Kollek et le speaker de la Knesset Shlomo Hillel, d'origine yéménite et qui m'avait personnellement félicitée pour mes livres. David avait beaucoup travaillé son discours, l'émaillant de citations bibliques et quand il se dressa devant le micro et s'adressa à la foule devant lui, je sentis l'émotion le gagner. Puis Shimon Peres nous remit le certificat aux applaudissements chaleureux du public. La scène me semblait irréelle, je regardais mes deux enfants au pied du podium, Ariane jeune étudiante à l'université hébraïque de Jérusalem

et Daniel, étudiant en physique prenant des photos. L'on nous remit deux grands certificats, l'un en hébreu et l'autre en anglais aux noms de David Gerald Littman et Bat Ye'or (Gisèle) Littman où j'étais également remerciée pour mes livres sur le judaïsme oriental. Il me semblait que toute cette gratitude que nous sentions monter de la foule vers nous, tous ces applaudissements s'adressaient à une autre personne que moi, j'étais presque honteuse et embarrassée.

Le soir à Gan Oranim (Tel Aviv), parmi la foule des festivaliers, cent vingt parmi les cinq cent trente enfants du Maroc sauvés clandestinement en 1961, vinrent se présenter avec leurs époux, leurs enfants et leurs parents. Ils se souvenaient dans les moindres détails du monsieur intimidant très haut de taille qui surveillait leur départ et les faisait monter dans les autobus, les conduisant vers les avions ou les bateaux. Après tant de temps, la force de leurs effusions de gratitude et leurs remerciements nous surprit. Nous les avions fait naître une seconde fois nous dirent-ils. J'étais passionnément intéressée par leurs récits et ceux de leurs parents présents. Tous évoquaient les déchirements, mais aussi la joie de reconstruire une nouvelle vie dans leur pays. Nos photos s'étaient à nouveau dans les journaux et du jour au lendemain nous devînmes des célébrités.

## VOYAGES AUX ÉTATS-UNIS

Partir aux États-Unis était comme atterrir sur une autre planète. Depuis les attentats palestiniens en Europe contre les synagogues, les restaurants, les centres culturels juifs, les ambassades et les avions israéliens, nous nous étions accoutumés à ouvrir nos sacs, à suivre certaines recommandations sécuritaires, comme celle de nous disperser rapidement en sortant de synagogues gardées militairement. Les menaces contre une catégorie de personnes en raison de leur religion ou de leurs opinions ne semblaient pas trop déranger. Pourtant un droit essentiel avait été nié aux juifs européens : le droit à la sécurité de la vie. Je me demandais jusqu'à quand les Européens non-juifs accepteraient avec indifférence l'ostracisme d'une partie de leurs concitoyens imposé par une culture étrangère. Loin de sévir contre

les terroristes, les gouvernements négociaient avec eux<sup>55</sup> et culpabilisaient les victimes. Ce fut le début du sombre tunnel où l'ensemble des Européens s'engagea progressivement dans l'inconscience générale.

Aucun de ces rituels, qui en Europe faisaient des Juifs des citoyens inférieurs et inégaux obligés de se faufiler discrètement dans des synagogues gardées par des soldats mitrailleuses aux bras, n'existaient aux États-Unis et je mis un certain temps à m'en déshabituer.

Nous atterrîmes à New York dans l'hiver glacial de 1984. Des monticules neigeux encombraient les trottoirs où de places en places, s'élevaient des fumerolles vaporeuses et irréelles, dégagées par les souterrains. David se retrouvait à merveille dans les rues linéaires et numérotées. Envoyés aux États-Unis par leur père américain durant les années de guerre, les enfants Littman y avaient retrouvé leur famille paternelle. David m'emmena visiter la maison de son enfance sur la lagune de Long Island et me présenta à sa famille américaine avec laquelle je sympathisais immédiatement. J'aimais les façons directes des Américains qui vous interpellaient par votre prénom au premier abord sans s'embarrasser de formalités. Ce voyage cependant n'était pas seulement du plaisir mais surtout du travail cumulant interviews et conférences.

En janvier 1985 nous rendîmes visite au Professeur Goitein et à sa femme, à Princeton. Nous l'avions rencontré pour la première fois en avril 1974 à Jérusalem, lors de la Conférence internationale sur les Communautés juives des pays musulmans. Je savais qu'il était sur la liste d'adresses auxquelles David envoyait tout ce que j'écrivais malgré mes objections. Mais en dépit de ses innombrables charges, le professeur répondait toujours aimablement.

Goitein de par sa célébrité intimidante était presque un personnage de légende. L'hostilité agressive de certains professeurs de l'Université hébraïque de Jérusalem m'amenait à me cantonner dans une réserve froide et silencieuse. Aussi fus-je surprise par l'accueil chaleureux du couple. C'était la première fois que je voyais son épouse. Malgré les atteintes de l'âge et de la maladie, son corps élancé semblait vouloir retenir dans ses mouvements une grâce musicale et harmonieuse. J'en fis la remarque à son mari qui m'apprit en souriant que sa femme avait été l'une des pionnières de l'eurythmie

55. Cf. pp. 69 et 184.



et qu'elle avait même composé quelques morceaux musicaux. En dépit du tremblement de ses mains et de sa démarche quelque peu chaotique elle conservait, inscrite dans son corps fragile, la beauté de la danse qui imprégnait tout son être.

Theresa Goitein me témoigna son amitié avec effusion et une joie qui m'étonnèrent. Mon naturel timide et réservé s'était accentué depuis mon mariage avec un géant extraverti et dont l'exubérance, démultipliant sa personne et son débit, m'expédiait aux marges d'une invisibilité à laquelle je m'étais habituée. « Pourquoi est-elle si heureuse ? » demandai-je surprise à son mari. Sa réponse me laissa bouche bée : « Parce que vous êtes venue ».

Le Professeur Goitein me posa plusieurs questions sur mon travail et m'écouta avec une approbation bienveillante. Puis il nous fit part de ses nombreux projets et de ses recherches sur la Gueniza du Caire. Bien qu'il eût plus de quatre-vingts ans, son esprit vif et alerte nous émerveilla par son enthousiasme et la diversité des activités qu'il envisageait.

Le lendemain, je fus surprise de recevoir son appel téléphonique. À mon grand étonnement il m'informa qu'il ferait une recension du *Dhimmi* anglais pour le prestigieux *Speculum* (American Journal of Medieval Studies) et qu'il avait besoin de quelques renseignements sur ma vie. Après quelques questions, il me demanda la raison de mon pseudonyme. Alors que je lui répondais, il m'interrompit subitement pour secourir sa femme. Ce fut la dernière fois que je lui parlai. Quelques jours plus tard nous apprîmes son décès. Le souvenir de cet homme brillant aux projets brisés, laissant derrière lui une femme gravement malade, nous remplit de tristesse.

Nous repartîmes pour les États-Unis du 11 avril au 14 mai 1985 pour la sortie du *Dhimmi*. J'avais un programme chargé dont une invitation du Département d'État pour participer à une « Conférence sur la tolérance religieuse dans le monde aujourd'hui » à Washington (14-15 avril). David avait organisé des rencontres avec des journalistes, des amis, des parents, des écrivains et planifié au pas de course des visites de musées, des soirées au concert ou aux opérettes entrecoupées de longues promenades dans les parcs. Autant dire que ce salmigondis compressant un travail très exigeant et des divertissements, ne me laissait pas une minute de repos.

À New York, l'Associated University Presses et l'American Jewish Committee (AJC) avaient organisé pour le 22 avril 1985, à l'Institut des Relations Humaines, une consultation sur la position des minorités non-musulmanes selon la loi islamique et ses applications dans la pratique. Le programme présentait Bat Ye'or oratrice vedette, Dr Riffat Hassan (Pakistan), professeur de religion à l'Université de Louisville (Kentucky), Dr Heskell Haddad originaire d'Irak, président de WOJAC, Prof. Shawky F. Karas, président de l'Association copte américaine.

Je n'étais pas habituée à débattre en public de sujets très complexes dans une langue que je ne maîtrisais pas. Mais bravement je me jetai à l'eau en essayant, comme d'habitude, d'arrondir les angles pour ne blesser personne. J'expliquais que le statut des populations non-musulmanes, vivant dans les pays conquis par l'islam, était identique pour les juifs et les chrétiens et entérinait une persécution institutionnalisée par les lois. Les droits concédés par la charia étaient des droits conditionnés par un ensemble d'obligations fiscales et sociales très lourd, dont la transgression pouvait être sanctionnée par l'expulsion, l'esclavage ou la mort. Ces droits n'étaient pas des droits acquis mais pouvaient être révoqués. Ils n'abolissaient pas les menaces du djihad sur les non-musulmans mais les suspendaient selon le bon vouloir du vainqueur.

Le droit islamique interdisait toute restauration d'un gouvernement non islamique indigène sur un territoire conquis ultérieurement par le djihad et islamisé. C'était le cas de la restauration de l'État d'Israël dans sa patrie historique, situation assimilée à une révolte de populations destinées à subir le joug islamique jusqu'à leur conversion. Ce cas, disais-je, est le même pour les chrétiens menacés par le fondamentalisme islamique. Si les chrétiens demandent ou acceptent l'aide de l'Occident, ils seront accusés de collusion avec l'ennemi traditionnel, le *dar el-harb*, et tués. Si l'Occident ne fait rien pour les aider, ils sont condamnés à disparaître par l'effet de lois intolérantes et fanatiques. Si les chrétiens des pays musulmans reconnaissent la légalité de l'État d'Israël dans sa patrie ancestrale, ils risquent d'être tués. S'ils contestent ce droit souverain aux juifs, ils le contestent également pour tous les chrétiens car les droits et le destin des juifs et des chrétiens sont indissolublement liés dans l'islam. Le combat chrétien contre l'État d'Israël se double d'un combat pour le maintien théologique et légal de la dhimmitude chrétienne. L'Occident n'a pas soute-



nu les musulmans réformateurs qui désiraient changer leurs pays par l'adoption de principes démocratiques, de la liberté d'opinion et l'égalité des droits. Ceux-ci ont besoin de l'Occident mais ce dernier dans ses encouragements sournois à la destruction d'Israël, renforce le courant djihadiste, l'islam militant et le concept du dhimmi. Cette politique entame les aspirations pour le changement et la coexistence pacifique des milieux musulmans libéraux. Ce qui est nécessaire – disais-je en conclusion – est une transformation des mentalités et la réalisation que le triomphe du fondamentalisme conduira au retour du djihadisme et au renforcement de la dhimmitude.

Rifatt Hassan prit à son tour la parole pour vanter la tolérance islamique mais son argumentation me parut très faible. Il ne fut pas difficile à Shawky Karas de la contredire par une récitation ininterrompue en arabe de versets coraniques alternant avec un chapelet de hadiths, si bien que Hassan dut reconnaître en toute bonne foi qu'elle ne connaissait ni l'arabe ni ce sujet particulier. L'atmosphère demeura toujours polie et bon enfant mais la force persuasive de Karas, son énergie à marteler la vérité dans toute sa dureté, sans adoucissements à la Bat Ye'or, nous impressionna profondément. Une telle démonstration ôtait toute réplique et Hassan, avec qui je sympathisais au fond de moi-même, s'inclina de bonne grâce. Et finalement, déjeunant, discutant et riant ensemble comme des amies, nous nous quittâmes en souriant. Je devais m'apercevoir plus tard que beaucoup de musulmans se sentaient agressés par cette histoire parce qu'ils ne la connaissaient pas.

C'était la première fois que nous rencontrions Shawki Karas. Plus tard nous nous liâmes d'amitié avec lui et sa femme. Une force extraordinaire émanait de cet homme menu doté d'une formidable érudition. Soudain je découvrais dans leur modeste salon de New York la résistance millénaire du peuple copte et leur interminable souffrance. Oui... Shawki n'avait pas le droit d'adoucir l'histoire.

Les années quatre-vingt furent dominées par la terrible guerre qui ravageait le Liban et la résistance libanaise contre la centrale terroriste palestinienne soutenue par l'Europe. Les massacres, d'abord expérimentés contre les chrétiens au Liban, frappèrent les Israéliens dans les lieux publics dès 1980. À New York nous revîmes Walid Pharès, un jeune Libanais ami de Georges et brillant intellectuel, un frère dans le combat anti-djihad, que nous rencontrâmes à

chacun de nos voyages aux États-Unis et avec lequel je témoignais au Sénat américain en avril 1997.

C'est au cours de ce voyage qu'un ami commun nous mit en contact avec le professeur Raphael Patai, auteur d'un article élogieux sur mon livre. Nous déjeunâmes ensemble puis il nous fit visiter la Public New York Library. Profondément impressionnés nous déambulions dans les vastes étages de ce monument élégant d'architecture néo-classique recelant la science et la culture de l'humanité. Jamais alors nous n'aurions pensé que nos propres archives y seraient un jour entreposées. À New York je rencontrais les diasporas juives et chrétiennes du monde de la dhimmitude avec leurs récits entremêlés à leurs bagages de détresses et d'espoirs où leurs fantômes d'hier cédaient face aux dures exigences de leur nouvelle survie.

Et puis... nouvelle découverte avec tous ces inconnus qui s'approchaient de moi, souriants, bienveillants, portant mon message dans leurs journaux, dans leurs communautés, tous chrétiens sionistes ouvertement, fièrement, sans crainte. C'était vraiment le nouveau monde ! Je ne savais rien des mouvements politiques aux États-Unis, ni des Américains islamophiles dans la tradition des Arabistes des années trente – ni des autres, ceux qui me faisaient fête, émus parce que j'osais enfreindre les tabous et leur demander d'aider leurs frères chrétiens. Une énorme ignorance régnait sur ces sujets. Tout d'abord on ne parlait que de la protection de minorités religieuses, alors qu'elles étaient des groupes ethniques. On ignorait que cette protection, corrélée à des devoirs, entérinait une *suspension* et non une suppression des châtiments du djihad. Cette situation perpétuait un état permanent de guerre et de haine et se différençait d'une pratique gracieuse de la tolérance. Le seul aspect positif de la condition dhimmi résidait dans son alternative à la mort obligatoire de l'infidèle.

À notre retour en Suisse, nous trouvâmes une invitation de l'Ambassade Chrétienne à Jérusalem pour le Premier Congrès Sioniste Chrétien à Bâle (27-29 Août 1985). Dans mon allocution je demandais au monde arabe de rejeter les préceptes du djihad pour accepter une coexistence pacifique avec toutes les nations. Cet appel fut intégré dans leur Résolution 3. Je mentionnais aussi les réfugiés juifs du monde arabe et WOJAC.

Ces longs voyages aux États-Unis, ne nous laissaient pas beaucoup de temps de repos. La promotion d'un sujet aussi ignoré que celui du dhimmi était une gageure qui m'absorbait entièrement ; conférences et interviews m'imposaient un travail continu épuisant. Je ne traitais pas d'un sujet familier, connu de tous, tel le communisme avec son système de références et son lexique. Je parlais d'un sujet complexe exigeant la construction de repères et de sa terminologie. En Angleterre, les conférences dans différentes villes et milieux devenaient parfois de véritables pugilats. En Israël elles s'additionnaient à la visite de centres pour handicapés mentaux auxquels nous nous intéressions mon mari et moi. Au hasard de mes rencontres, j'interviewais des juifs et surtout des chrétiens du monde arabe et j'observais les oublis ou les défauts d'appréciation causés par le refoulement de la peur et le déni, ce que j'appelais le « syndrome dhimmi ».

À Jérusalem nous connûmes un couple chrétien merveilleux, Petra Heldt, ministre protestant et Malcom Lowe, spécialiste du christianisme des origines. Petra enseignait à l'Ecumenical Theological Research Fraternity (Centre chrétien d'études juives de Ratisbone, Israël). David leur laissa des exemplaires du *Dhimmi* anglais et de mes nombreux articles sur la dhimmitude. Ils les diffusèrent parmi les milliers de touristes chrétiens visitant Jérusalem et surtout des ecclésiastiques anglophones qui prirent contact avec moi. C'est ainsi que je reçus un soir un coup de téléphone de Patrick Sookdheo qui se montra très intéressé par mes travaux. Ce fut le début d'une longue et fidèle amitié et d'une collaboration fructueuse avec lui, sa femme Rosemary et son assistante Caroline Kerslake.

À notre retour à la maison, je devais expédier les tâches administratives et assister aux séances de travail relatives à ma fonction de présidente de l'association de parents. Il me fallait écrire des articles pour la revue de la Fédération suisse des Associations de parents et retrouver le rythme des tâches ménagères et de mon travail de recherche. À cela s'ajoutait le temps consacré à ma fille aînée et le suivi d'une riche correspondance avec des journalistes, des écrivains, des universitaires. Mes prospections sur la dhimmitude chrétienne enrichissaient mes réflexions sur ce sujet. Je les exposais volontiers à J.-P. Peroncel-Hugoz qui fit passer dans *Le Monde* quelques-unes de mes lettres de lecteur. Ma correspondance avec

les Neher à Jérusalem traitait des problèmes internes au judaïsme et du refus ashkénaze d'une interprétation historique plus équilibrée de l'histoire du judaïsme d'Orient. J'écrivais à l'époque sur le processus de bédouinisation de l'Orient méditerranéen et de sa culture gréco-romaine et judéo-chrétienne indiqué, entre autres, par les tapis au sol remplaçant l'ameublement dans l'Orient islamisé. Je demandais au professeur Neher si le Talmud mentionnait des lits et il me répondit que le Talmud et l'archéologie d'Israël attestaient d'un ameublement, même rudimentaire pour les pauvres. Avec Paul Gineiewski, auteur prolifique et talentueux, ami de la première heure avec sa femme Claire, nous nous trouvâmes d'emblée d'accord en tous points – comme avec Robert Wistrich – et notre correspondance traita des problèmes politiques actuels.

#### LA MORT EN SOI

Au cours de mes recherches des modifications importantes transformèrent le livre originellement demandé par Georges : la réédition élargie du *Dhimmi* anglais en français. Orienté sur le monde chrétien, mon travail ouvrait des champs de réflexion dépassant largement le contexte du dhimmi. Un nouveau livre différent du premier s'échafaudait, portant dans sa trame les réalités du djihad et de l'esclavage, cassant partout les cadres infantiles d'une bienveillance paternelle. Le rapport historique Islam-Chrétienté se déroulait sur treize siècles dans le matériau brut du djihad, celui des guerres, des razzias, des génocides, de l'esclavage, des trahisures, des conquêtes et du broyage des civilisations. Ce contexte n'était pas particulier à l'islam, il était courant dans toutes les guerres de l'époque. Découragée par l'ampleur du sujet, je me limitais à examiner l'application et l'évolution de la dhimmitude, me basant sur les sources contemporaines des événements. La multitude de documents examinés confirmait toujours davantage l'incongruité des opinions favorables à ce statut, une condition proche de l'esclavage dans de nombreuses régions et même du génocide, dont la définition inclut les expulsions et les déportations des populations, l'enlèvement des femmes et des enfants, l'esclavage en masse, faits perpétrés confor-

mément aux lois djihadistes et attestés par les sources musulmanes de façon répétitive au cours des siècles et jusqu'à aujourd'hui.

À cette époque divers soucis assombrirent la vie familiale. Lors de nos voyages à New York, des divergences de vues se manifestèrent entre David et l'ONG juive qu'il représentait à Genève au Conseil des droits de l'homme. Ses interventions musclées dénonçant le terrorisme djihadiste déplaisaient à un milieu américain apolitique. Sa célébrité en Israël avivait les jalousies et mes publications exacerbèrent l'animosité des milieux dits progressistes. Le retrait du mandat de David fut réclamé avec un acharnement accru qu'il s'efforçait de combattre.

À cela s'ajoutait la crainte d'un déplacement de Diana dans une autre institution pour adultes. J'appréhendais les répercussions négatives de ce changement, alors que l'éducation thérapeutique anthroposophe avait miraculeusement transformé notre fille. De plus les éducateurs étaient devenus des amis. Afin d'assurer la position de Diana, j'avais cumulé deux mandats, tous deux bénévoles dont personne ne voulait : présidente et secrétaire de l'Association. En outre je devais écrire des articles et assurer la chronique des livres pour la Revue trimestrielle des Associations de Parents au niveau fédéral.

Au printemps 1987, nous fûmes rapidement fixés : Diana resterait dans ce milieu qu'elle connaissait bien et qui lui convenait parfaitement. Mais si j'étais rassurée pour Diana, je ne pouvais par ailleurs me défendre contre un tourment diffus et permanent émanant de notre fils Daniel. Jeune étudiant brillant en physique et mathématiques, sportif, excellent skieur, naturellement enclin à la douceur, serviable et prévenant avec les plus faibles, affectueux avec sa sœur handicapée, Daniel savait – comme son père – se sentir à l'aise dans tous les milieux et dire les mots justes.

Entre Daniel et moi une sorte de connivence se développa, j'admirais la maturité de sa réflexion et discernais en lui une force de caractère indomptable. Il savait s'imposer une stricte discipline d'étude et sportive. Passionné par ses études de physique, il travaillait tard la nuit et se levait chaque matin à cinq heures pour réviser avant son départ à l'École Polytechnique. Nous travaillions presque de concert. Pour m'assurer qu'il déjeunerait et qu'il ne conduirait pas trente kilomètres à jeun, je me levais avec lui et lui préparais une collation, puis on bossait dans une sorte d'émulation, lui dans ses travaux de physique et moi

à mon manuscrit. On se comprenait bien sans beaucoup de paroles. Il connaissait mes goûts et m'apportait des cadeaux, un pull, des arbrisseaux pour le jardin. Daniel amenait parfois ses amis à la maison, des jeunes étudiants rieurs et intimidés, la tête pleine de formules et théories mathématiques auxquelles je ne comprenais rien. Nous ne nous disputions jamais, j'approuvais ses critiques sans en prendre ombrage. Ses relations avec sa grand-mère dont il était le préféré et avec son père, souffraient d'une certaine tension. Tous deux venaient se plaindre à moi pour que je le gronde, mais je n'en faisais rien.

J'ignorais que Daniel fut parmi les trois meilleurs étudiants de sa classe. Je me disais qu'il serait le pilier sur lequel s'appuierait la famille, celui dont la clarté du jugement et l'extrême probité protégeraient ses deux sœurs à notre disparition. Ma confiance en lui était illimitée. Je croyais qu'il réciterait le Kaddish sur ma tombe et que le sachant là je m'en irais rassurée. Je tâchais de le mettre au courant de nos affaires, de l'associer à nos décisions afin de le former. Sa présence encore à la maison prolongeait les tâches quotidiennes familiales auxquelles j'aimais m'astreindre, les courses dans les magasins aux heures de pointe en fin de journée, quand l'écriture bute sur chaque mot et l'esprit s'embourbe. J'emplissais mon chariot sans prêter attention aux maigres achats de vieillards rentrant dans un logis vide. Les goûts et les appétits de la famille guidaient mes choix. Dans les magasins, les vêtements masculins attiraient mon regard, un pyjama, des chaussettes, une cravate... c'est pour mon fils disais-je. « Mon fils », des mots qui venaient naturellement dans mes conversations. Il était là, vivant, avec sa voix qui avait mué, préparant avec un enthousiasme exubérant son avenir. Mes deux filles avaient quitté la maison, il restait le dernier, focalisant ma tendresse, gai, malicieux, un brin moqueur, serviable, parfois venant me demander conseil.

Et puis en cet été 1986, alors qu'il visitait la Turquie avec son ami, une lettre lui apprit son échec aux examens. À son retour son comportement progressivement se modifia, une gravité inusitée attristait son regard bleu-vert, ciselant parfois sur son jeune visage encore presque imberbe une maturité inquiétante. Subitement une essence sinistre indéfinissable se diffusa dans la maison, régnant partout, invisible mais prégnante. J'ignorais que la mort était désormais entre nous et qu'elle ne nous quitterait plus. C'était sa présence funeste que je subo-

dorais, son empreinte redoutable que me renvoyait le visage de mon fils, mais alors je ne le savais pas.

Au cours de l'hiver, Daniel développa une forme alarmante d'auto-dénigrement, de sous-estime de soi. Ordre fut donné d'éviter toutes critiques, de lui redonner confiance en lui, je lui demandais son avis sur nos affaires. Daniel rechercha davantage ma compagnie, comme s'il fuyait quelque chose d'horrible. Je l'envoyai consulter un psychiatre ami qui l'adressa au médecin de famille. Souffrant d'insomnies et probablement de dépression et d'un surmenage intellectuel, incapable de se concentrer, il voyait le monde sur lequel il avait bâti tous ses projets d'avenir s'effondrer. Il se mit à lire des livres de recherche spirituelle et scientifique. Quand il nous déclara son désir d'abandonner ses études, son père accepta immédiatement et proposa qu'il parte voyager. Je me montrai plus réticente, craignant de le démoraliser davantage par cet échec et de le laisser partir dans un état que seule je décelais.

Ariane avait terminé ses études et vint à Pâques. Elle avait elle aussi ses projets d'avenir, dont nous discutâmes abondamment. Puis Diana arriva pour les vacances et ce lien protecteur et vigilant que je maintenais avec Daniel depuis des mois se détendit. Après le départ de Diana, nous partîmes tous les quatre skier à Davos, un supplément de bonheur familial. Assise sur le télésiège avec le guide, je lui fis part de mon inquiétude et il me conseilla de laisser Daniel interrompre ses études. Son fils s'était trouvé dans la même situation. La remontée suivante, assise avec Daniel sur le télésiège, je lui dis approuver sa décision d'abandonner la physique. « C'est vrai ? s'écria-t-il rayonnant — Bien sûr ! » Et le bonheur revint. Je ne savais pas alors que le temps de voir mon fils grandir, se développer, m'appeler Maman de sa voix d'homme, me serait compté.

À notre retour de Davos, Daniel repartit avec son ami Henrik faire de la varappe à Cassis, au sud de la France. En fils soucieux de l'inquiétude de sa mère, il m'avait caché ses exploits d'alpiniste chevronné. Mon anniversaire tombait quelques jours plus tard : « N'interromps pas tes vacances pour venir – lui dis-je – reste aussi longtemps que tu veux, et pas d'excès de vitesse au retour. » Il conduisit quand même une longue distance à toute vitesse pour être avec nous le soir. À mon grand étonnement il retourna au Poly et comme je m'en étonnais, il répondit que ses professeurs lui avaient déconseillé d'abandonner ses études, car

il passerait aisément ses examens. Il avait quasiment son diplôme en poche et il ne restait qu'un mois. Son état cependant ne s'améliora pas. Deux semaines plus tard la mort hideuse nous écrasa de sa brutale et invincible puissance. Il avait eu vingt-trois ans deux mois plus tôt.

Vivre en étant morte, c'est oublier qui l'on est, ne voir ni le temps passer ni l'espace autour de soi, agir comme un automate, le regard absent et les gestes secs, sourire d'un rictus, ne pas sentir ses larmes couler, avancer sans but dans un monde et un temps vides. C'est vouloir partir incessamment dans cet au-delà à la recherche du disparu et mourir à chaque instant d'une douleur qui vous tord les boyaux, vous essore et vous terrasse, vous ôtant toute force.

Et puis... sauver de ce fléau le reste de la famille, voir les visages défaits et s'accrocher les uns aux autres, épaves flottantes en dérive sur le néant. Attendre vainement cette voix masculine qui vous dit maman mais savoir qu'on ne l'entendra plus. Et pourtant lui parler jour et nuit et ne faire que cela. C'est errer dans les magasins sachant qu'on n'achètera plus des vêtements d'adolescents, et qu'on ne guettera plus la nuit le pas léger et rassurant du retour tardif après la fête avec les copains. C'est vivre chaque instant avec en soi la mort qui tue méthodiquement vingt-trois ans de sa vie, de sa chair, de son sang. Regarder dans la foule les jeunes gens passer sans lui, leur joie sans la sienne et mêler mon attente vide et errante à cette masse mouvante.

Des amis nous enveloppèrent de leur chaleureuse amitié, s'efforçant de nous distraire, mais je ne voyais ni n'entendais rien. J'étais une terre aride d'où rien ne pouvait plus germer, le lieu où la mort construisait l'avant et l'après Daniel. Rose Choron, une habituée de la famille, écrivit un poème révolté contre ce suicide, mais il ne ramena pas Daniel. Ma fille handicapée m'avait imposé un certain isolement, mon fils me mura dans une solitude hermétique, masquée par l'automatisme quotidien. Toute présence m'importunait. Cependant un étrange événement survint quelques jours après la mort de Daniel. Des amis nous avaient invités chez eux. Sourde aux conversations, je voyais le soir tomber et emplir notre maison de ténèbres. Au dernier étage mon fils inanimé gisait sur son lit et le téléphone au rez-de-chaussée sonnait dans la maison vide. Je sentis que Daniel m'intimait de rentrer pour répondre au téléphone. Interrompant les propos je dis à ma mère et David qu'il nous fallait rentrer à la maison. Mais David n'y prêta pas attention et je



me tus. La vision de Daniel immobilisé dans la maison vide se faisant pressante comme un appel, je me levai déclarant d'un ton déterminé que je m'en allais, ma mère se leva et David fit de même. Dans la voiture je leur dis que je voyais Daniel abandonné sur son lit dans la maison vide et obscure et qu'il voulait que je réponde au téléphone sonnante dans le silence au rez-de-chaussée. Cette vision m'était insupportable. Le seuil franchi, le téléphone sonna. Je courus décrocher le récepteur. À l'autre bout, une jeune voix féminine à l'accent américain demandait Daniel. Qui êtes-vous, demandai-je tremblante, mais je savais déjà qui elle était.

Après la mort de Daniel, mon mari avait cherché dans ses papiers des explications à son geste. Nous avons trouvé une lettre d'adieu et dans son journal des commentaires philosophiques sur la vacuité de la connaissance, sur ses lectures et l'Éclésiaste, son désespoir de ne pouvoir être à la hauteur de ses rêves, puis le récit de son dernier voyage à Cassis.

*« C'est en nous promenant, Anders et moi – écrivait Daniel – que nous aperçûmes l'une d'entre elles assise sur un banc en face du port. Il suffit qu'Anders lui demande si elle était de son pays (la Norvège) pour que nous voilà lancés dans une conversation de tout et de rien. Pour moi c'est un de mes meilleurs souvenirs. Une jolie blonde mélancolique assise sur un banc, seule il y a deux minutes, puis soudainement entourée de deux prétendants. Il est clair que je ne suis pas très facile à engager dans une conversation, mais je dois admettre qu'aussi banal cela semble sur le moment, on s'en retrouve enrichi, oui enrichi par une conversation banale. Donc pas si banale que ça ? Elle s'appelle Sandra, américaine avec des origines scandinaves. Elle étudiait l'économie mais s'étant sentie dépaysée, elle décida d'entreprendre un voyage en Europe. Courageuse, sportive et débrouille. Trop bien pour moi ! Le lendemain je cherchais un cadeau pour ma mère, ses 54 ans lorsque j'entendis une jolie voix m'appeler. Sur le moment je me retournais surpris, c'était elle, et moi j'avais oublié son prénom. Enfin on fit deux magasins ensemble avant que je ne me décide, puis ayant rencontré Anders et Henrik on est allé boire un café sur le bord de mer. Le moment des séparations approchait. À 12 : 30 nous partîmes direction Genève. On prenait congé de cette magnifique ville et de ses créatures enchantées. À bientôt Cassis. »*

Sandra était à l'appareil. Je ne sus comment lui annoncer la nouvelle. Elle demeura abasourdie et éclata en sanglots, je passai le récepteur à mon mari. Il l'invita à passer nous voir. Nous voulions connaître la dernière amie de notre fils, dont il avait vainement attendu l'appel. J'allai la chercher à la gare. Elle était le type de fille que mon fils aimait, une blonde de stature gracieuse, parée de la fraîcheur de sa seule jeunesse,

sans maquillage ni artifices. Nous passâmes la journée ensemble, recueillant de sa bouche les dernières bribes de vie de Daniel. Il était clair qu'il l'avait profondément impressionnée, j'avais peur, répétait-elle, de n'être pas assez bien pour lui. Une phrase que nous avons lue dans le journal de Daniel. Les jeunes gens avaient sympathisé aussitôt, se découvrant des affinités, des goûts communs allant jusqu'à envisager un voyage ensemble en Europe ou en Chine. Daniel lui avait laissé son numéro de téléphone. La jeune fille, devant déménager, lui promit de lui envoyer le sien. Elle téléphonait pour le lui donner. Trop tard pour le sauver.

Ariane repartit en Israël avec son compagnon. Ma mère alla chez ma sœur à Londres. Mon mari avait beaucoup maigri et moi je pesais quarante-trois kilos. David passait ses journées à l'ONU, comme s'il voulait donner un sens à sa vie. Ses collègues l'avaient engagé dans leurs ONG et il s'immergeait dans son travail, hanté, poursuivi par ce fils trop parfait à la mort inexplicable. J'étais seule à la maison avec les chiens. Alors David m'emmena à l'ONU avec lui, mais je ne voyais rien et je n'étais pas là. Alors il m'emmena à Venise et nous errâmes tous les jours dans la foule heureuse des touristes, le corps et l'âme broyés, cherchant ce fils qui ne reviendrait plus.

Et puis il y eut un coup de téléphone, le jeune frère du meilleur ami de Daniel s'était suicidé. Il fallut consoler ceux qui nous avaient consolés quelque mois plus tôt, trouver des mots et mêler nos larmes. Et un autre coup de téléphone : le fils marié et père de famille d'un éducateur, avait fait de même. Encore des familles brisées. Mon Dieu, pourquoi les jeunes se suicident-ils ? ne voient-ils pas le cadeau qu'ils reçoivent de naître sains ?

Notre fille Ariane revint pour se fiancer mais je fus heureuse de la voir repartir en Israël, l'atmosphère à la maison étant trop lourde. Elle m'avait emmenée acheter une robe et des chaussures et j'avais dû sourire comme si tout était normal. Elle voulait sa mère heureuse mais je n'étais que cendres. Le mariage eut lieu en Israël, la famille arriva de Londres et des États-Unis et nous dûmes nous imposer, David et moi, des efforts surhumains pour ne pas attrister notre fille.

En octobre 1987, cédant à David, nous partîmes aux États-Unis pour le troisième congrès de WOJAC, où je prononçais une courte allocution. À notre retour, la vie reprit terne et vide. David cependant continua à inviter des diplomates et des ONG pour des repas fastueux auxquels

## La reconnaissance

je participais sans être là. Je regardais mes papiers et m'en allais errer dans la foule festive de Noël. Je ne pouvais plus travailler, sans Daniel dans la pièce à côté penché sur ses théorèmes de physique, tous deux unis par la stimulation de ce compagnonnage d'efforts créés depuis des années. Il me fût impossible de me lever le matin tôt, d'accueillir, comme avant, l'aube prodigue d'énergies renouvelées balayant de clarté les insuffisances de la veille. Car il n'y avait plus ces moments de rédemption quand la raison se cogne aux parois du crâne, quand les mots ne peuvent aller plus loin et que l'Esprit comme une grâce vient suppléer à l'exiguïté de l'homme et à sa souffrance. Il n'y avait plus rien, ni livres, ni travail mais le vide dans un temps de sel.

Et puis un jour Diana assise tout prêt de moi, son corps collé au mien, me prit la main et la caressa doucement comme je le faisais avec elle. Je levais la tête et vis des larmes couler sur son visage. Je m'aperçus alors que je pleurais. Diana pleurait parce que je pleurais comme elle riait quand je riais et s'inquiétait de mon inquiétude, absorbant tous mes sentiments par une sorte de conduit fœtal unissant nos corps et nos esprits en une seule personne. Ses larmes me révoltèrent, il était injuste qu'elle souffrît, elle avait bien assez de problèmes ! Et je me mis à rire, la prenant dans mes bras et essuyant ses larmes, puis me levant je me forçais à la distraire. Dès lors, ses retours à la maison recréèrent un air de fête et les plaisirs illuminèrent à nouveau son visage. Je la sortais, l'amusais, la faisais rire, lui transmettais la joie comme la mère alimente son nourrisson. Et la joie revint... une joie différente, non plus spontanée mais obligatoire car voulue impérativement pour être partagée et donnée. Ainsi Diana, l'enfant au destin humble et privé de parole m'entraîna à nouveau vers la vie et m'arrachât à la mort que le fils si brillant m'avait infligée.

Le décès de ma mère, à la suite d'un long coma en 1990, me ramena à nouveau dans la réalité du vide de la mort. J'étais près d'elle quand elle expira et cette nouvelle séparation m'affecta profondément. Diana qui lui était très attachée, murmurait tristement « Mamie » à l'apparition de femmes aux cheveux blancs. En novembre, nous partîmes en Israël voir Ariane. Un soir, invités à dîner chez les Wistrich, je parlais à Robert d'un livre d'Esther Benbassa. Comme elle se trouvait en Israël, il organisa une rencontre chez lui. C'était la première fois que je la rencontrais et je la félicitais pour son livre. De fil en aiguille elle me demanda ce que je faisais. « Je cherche un éditeur pour mon manuscrit – dis-je – il s'agit des chrétiens d'islam ». Elle proposa aimablement de le montrer à son éditeur et nous en restâmes là. À mon retour, j'avais oublié cet épisode, mais quelques jours plus tard elle m'envoya un mot me demandant le manuscrit. « Il n'est pas terminé – lui répondis-je – je dois encore y travailler ». Mais la semaine suivante un autre appel pressant m'apprenait que l'éditeur désirait le voir. Depuis la mort de Daniel et celle de ma mère, il avait été délaissé. Je le lui expédiai cependant, m'attendant à un refus. Quelle ne fut ma surprise de recevoir rapidement une réponse me priant de passer le voir. Nous étions à Londres et firent un crochet par Paris avant de rentrer.

Je ne connaissais pas les Éditions du Cerf. Nous arrivâmes David et moi devant une grande bâtisse qui nous impressionna et fûmes reçus cérémonieusement par des employés. Tant d'honneurs m'intimidèrent. J'étais sur mes gardes : mon livre précédent, *Le Dhimmi*, m'avait valu des articles élogieux mais aussi une campagne de dénigrements. J'avais même subit de la part de son éditeur des insultes méprisantes. J'anticipais de nouvelles railleries avec le mot dhimmitude, bien que Gemayel l'eût utilisé – un fait que je ne manquais jamais de rappeler pour rendre acceptable son utilisation.

Le Père Nicolas Jean Sed nous introduisit très aimablement dans son bureau. Mon livre n'est pas terminé, lui dis-je, mais il me répondit qu'il le prendrait et me demanda de lui donner le manuscrit final après les vacances de Noël, autrement dit dans quinze jours. Je n'en croyais pas mes oreilles. Il n'y avait pas une seconde à perdre. David et moi le quittâmes comme dans un rêve, jamais je n'aurais pensé que mon livre pût intéresser une maison aussi importante.

J'avais pu insérer dans le *Dhimmi* anglais des illustrations d'époque se référant aux thèmes étudiés. Or l'iconographie de la dhimmitude chrétienne en Europe et en Orient, présentait une extrême richesse documentaire dans les domaines historique, artistique et architectural. Aussi fus-je très heureuse quand le Père Sed accepta d'en inclure dans le livre un nombre important. Nous partîmes quelques jours à Paris pour sélectionner dans la foison des livres anciens, les illustrations les plus appropriées. Après le traumatisme qui nous avait frappés, nous nous retrouvions l'un près de l'autre, jeis dans le même projet. Avec sa générosité illimitée, David me prodiguait son temps, son travail, ses efforts pour un livre qu'il ne signerait pas. Nous partions tôt le matin à la Bibliothèque Nationale, compte tenu de l'affluence et de l'attente pour y entrer. Nous y passions toute la journée, omettant le déjeuner, et ne la quittions que le soir, heureux d'être ensemble. Comme pour mes autres publications, David m'apportait une aide précieuse et constante. Ce livre que j'estimais inachevé nous insufflait une nouvelle vie, nous tirait vers l'avenir hors de la mort.

Au Cerf je découvris le respect envers l'auteur et m'étonnai de la considération aimable qui m'entourait. À la sortie du livre, le Père Sed organisa une série de conférences, l'une d'elle se passait dans un grand collège et clôturait l'année scolaire. Je pensais m'adresser à des enfants, mais j'entrai dans un immense amphithéâtre bondé d'adultes. C'est à cette occasion que Selim Naguib vint se présenter et nous fixâmes un rendez-vous le lendemain au Cerf.

Voir Selim Naguib, un Copte d'Égypte, était comme recevoir au cœur une bouffée de mon passé. Selim, juriste, vivait au Canada avec sa femme et ses enfants. Longuement, d'un ton ulcéré souvent exprimé par les Coptes et comme émanant d'une brûlure intérieure, il me parla de la persécution actuelle des chrétiens en Égypte. Il

confirma mon analyse sur le plan juridique et historique et m'offrit sa thèse de droit sur la condition des Coptes. Selim qui était très proche des Juifs me remercia avec effusion pour mon livre, puis avant de me quitter, il me saisit la main et, la serrant fort, me dit : « Nous, juifs et chrétiens, devons toujours être solidaires, "ils" font tout pour nous séparer, mais tant que nous serons unis nous serons forts. » Pendant des années, je me souvins de cette recommandation et au cours de mes recherches, je découvris bien plus tard que ce « ils » constituait l'alliance antisémite avec le nationalisme arabe – alliance rénovée dans Eurabia contre Israël et le christianisme.

Ma rencontre avec Naguib réveillait des souvenirs d'une autre vie, celle de mes rencontres au Caire avec des Coptes, souvent des amies de mes sœurs aînées. Un jour, en 1956, alors que je rentrais chez moi, marchant à Zamalek dans une des rues silencieuses bordées de jardins, je rencontrai M..., amie copte de ma sœur aînée. Elle était venue spontanément vers moi et m'avait accompagnée un bout de chemin. J'étais beaucoup plus jeune qu'elle et son attention me flattait. Quelque temps auparavant, ma sœur Maryse m'avait emmenée dans la somptueuse villa où elle vivait avec ses parents. Sur des meubles anciens, des cadres d'argent exposaient des personnages en costume de cour galonnés. M... nous avait montré l'un d'eux : un aïeul, ancien ministre assassiné par un musulman fanatique. Avec son corps frêle et ses traits fins, M... semblait réincarner les délicates statues pharaoniques que j'admirais au musée du Caire. Ce jour-là son frère, ambassadeur d'Égypte à Paris, était venu rejoindre au salon les jeunes amies de sa sœur. Il nous impressionna par sa courtoisie et sa conversation brillante.

Alors que nous marchions, M... m'exprima à voix basse, sans que je lui dise mot – ces sujets étant tabous – sa réprobation des lois discriminatoires anti-juives du pays. Puis à mon grand étonnement elle me parla de la persécution contre les Coptes et m'apprit que son frère, parce que chrétien, avait été démis de son poste à Paris. Ce fut notre dernière rencontre.

Bien des décennies plus tard, Lindau, mon éditeur italien m'invita en 2008 à la Foire du Livre de Turin. Magdi Allam, célèbre musulman égyptien converti au christianisme et pro-israélien y vivait. Nous nous connaissions tous deux de nom et nous désirions nous rencontrer. Magdi fixa un rendez-vous dans un restaurant. À l'heure

dite, des voitures de police fermèrent la rue, et la salle du restaurant où nous nous trouvions fut vidée. Magdi entra entouré de sept gardes du corps qui prirent place autour de nous. Quand je vis Magdi, je pensai immédiatement à M... Même finesse des traits qui évoquaient la magnifique statuare pharaonique. Se convertissant au christianisme, Magdi réintérait sa famille originelle et l'appareil policier qui l'entourait démontrait l'application, même en Europe, de la loi islamique contre les apostats.

#### DESTIN D'UN LIVRE

Nous n'avions encore jamais rencontré Jacques Ellul. Après la mort de Daniel, il nous téléphonait et tentait de nous consoler. Quand mon manuscrit fut accepté, David lui demanda une préface et lui expédia les premières épreuves des *Chrétientés*. La relisant maintenant, je m'aperçois qu'Ellul s'adressait à un public qu'il connaissait parfaitement. Celui des cénacles islamophiles et du déni, celui de ses collègues universitaires, théologiens, écrivains dont il subodorait les maquillages pervers.

Vers mars 1991, David me dit que nous devons aller voir Ellul et le remercier de toute son aide, de sa disponibilité et de son amitié. Nous traversâmes la France en voiture et arrivâmes à Bordeaux par un temps froid et humide. Ses fortifications militaires, chef-d'œuvre architectural de Vauban, alliaient le génie de l'homme à la beauté du site. Le lendemain nous allâmes à Pessac où nous attendaient les Ellul, et couché à leurs pieds, un vieux chien qui, sans se déranger ni aboyer, ouvrit un œil et remua la queue pour nous saluer.

Au cours de la conversation, Ellul nous dit qu'une grande insécurité régnait à Bordeaux et même à l'université. Ses opinions favorables à Israël lui avaient valu de nombreux ennemis, même au sein des instances protestantes. Les articles, qu'il n'avait autrefois aucune difficulté à placer dans de nombreux journaux, lui étaient renvoyés. Quand sa femme s'éloigna pour préparer le thé, il nous confia qu'il avait cessé de publier de crainte qu'on ne l'attaque. Et puis – commentait-il – s'il disparaissait que deviendrait sa femme ? L'atmosphère de censure, de

peur et de danger lui rappelait les années de l'Occupation. Quand sa femme revint avec le thé, je remarquai le tremblement de ses mains et me levai aussitôt pour la seconder. Nous les quittâmes avec un profond sentiment de tristesse. Ellul, que nous visitâmes pour la première fois, nous ouvrait son cœur comme à de vieux amis. Quelle devait être sa solitude ! En réalité je ne me rendais pas compte du service énorme qu'il me rendait en bataillant pour mes idées dans des milieux universitaires. Son nom seul ouvrait des portes, surtout aux États-Unis.

Quelques mois après notre visite nous reçûmes une lettre de lui : sa femme à laquelle il était très attaché était décédée. Nous lui téléphonâmes souvent pour le consoler et lui exprimer notre amitié. Il voulait écrire un livre sur l'islam et je tentais de l'en dissuader, craignant une attaque contre lui. Peut-être n'en avait-il plus la force. Je lui envoyai les épreuves de mon manuscrit pour Berg International, qu'il reçut hospitalisé. En mai 1994 il décéda.

À l'époque, l'ignorance du contexte islamique institutionnel, théologique, juridique et politique construit sur le rejet du non-musulman était telle, qu'il était totalement occulté. Le principe d'une tolérance dépendante d'aléas politiques et des bons sentiments du calife résumait sommairement l'histoire des « minorités religieuses ». La seule discrimination islamique dont on parlait était celle des femmes et l'on croyait que l'intégration des musulmans ainsi que leur modernisation passeraient exclusivement par l'émancipation féminine. Cet argument semblait une peccadille comparée à la conception globale du *dar al-harb*, monde de l'« infidélité » sur laquelle s'était construite la totalité des relations avec les non-musulmans et qui constituait précisément le véritable obstacle à toute intégration, puisque le *dar al-harb* était destiné à la guerre et à la destruction. Croire que l'émancipation de la femme suffirait à révolutionner l'interprétation du Coran et de la sunna prouvait l'ignorance abyssale de cette civilisation.

Le champ d'investigation relatif à la condition dhimmi dans les deux versions française et anglaise du *Dhimmi* différait totalement de celui ouvert par *Les Chrétientés*<sup>56</sup>. Le premier se limitait à examiner sur le modèle juif des communautés non-musulmanes minoritaires.

56. *Les Chrétientés d'Orient entre jihad et dhimmitude*, VII-XX<sup>e</sup> s., Éditions du Cerf, 1991.



Mais le second remontait à l'origine du processus de transformation des majorités en minorités et en examinait les modalités avec ses éléments endogènes et exogènes, détruisant sur le court ou le long terme les institutions étatiques, militaires et culturelles des peuples conquis. L'étude de ces mécanismes intégrés dans la juridiction du djihad, me révéla progressivement les mêmes phénomènes se déroulant sous nos yeux dans nos sociétés européennes. Les mêmes acteurs, les mêmes forces économiques et politiques chrétiennes qui participèrent activement à l'islamisation de leurs pays dans les siècles passés, réapparaissaient aujourd'hui dans le contexte géopolitique international comme si le temps s'était figé. Les avertissements, les luttes de pouvoir et les trahisons rapportées dans les chroniques des siècles passés sur le dépeçage de l'empire byzantin prolongeaient leurs échos dans le présent. En effet, les historiens relataient la décomposition de l'Empire par l'immigration incontrôlable de tribus turcomanes, le reflux des populations chrétiennes, l'insécurité des routes et des régions. Ils vitupéraient contre les alliances de princes dissidents ou de chefs militaires avec les émirs turcs. Ces thèmes constituaient l'un des éléments majeurs du nouveau livre, l'autre proposait la définition de la dhimmitude dans toutes ses composantes comme une réalité historique et institutionnelle supplantant le concept vague et subjectif de la tolérance.

Après la publication de mon livre, de passage à Paris, je téléphonai à Esther Berbassa pour lui proposer une rencontre. Quel ne fut mon étonnement de l'entendre m'intimer d'un ton courroucé de ne plus jamais lui adresser la parole. Elle ne me connaissait plus, elle ne voulait plus avoir rien à faire avec moi et si elle me voyait sur un trottoir elle traverserait ! Et comme j'essayais de comprendre sa décision, elle s'écria : « Mais tu ne te rends pas compte ! si Bruno Étienne, mon directeur de thèse me voyait avec toi... ! » Je compris que cette éventualité la terrifiait. Et nos relations en restèrent là, à la plus grande joie de David.

Aussitôt publié, le livre partit comme une météorite dans la presse française, suisse, belge et au-delà. Des pages entières de grands journaux des capitales et de province en parlèrent sans faux-fuyants. Mes journées se passaient à donner des interviews, des conférences et des articles. Le mot dhimmitude, que j'avais voulu lancer comme auparavant le mot dhimmi, chargé de toute sa densité d'histoire et

d'humanité, fracassait l'espace médiatique et les montages des dénis soigneusement élaborés. Mais la réaction ne se fit pas attendre. Elle vint des chrétiens palestiniophiles antisionistes et dhimmi. Je fus invitée le 16 décembre 1991 à participer au Grand Débat dirigé par Patrice Gélinet sur la question : « Les chrétiens d'Orient en péril ? » à France-Culture. Le sujet s'imposait, compte tenu de leur situation critique au Liban, en Égypte et au Soudan. Parmi les invités à prendre la parole, le représentant chrétien de l'OLP à Paris, Ibrahim Souss, qui ne put venir en dernière minute et le copte Amin Fahim.

Je fus introduite dans une salle obscure où je ne voyais rien. Soudain des projecteurs s'allumèrent et révélèrent un immense amphithéâtre bondé de monde. Je fus la seule à parler de djihad, tous les autres – chrétiens et musulmans – démontrèrent que le danger pour les chrétiens provenait d'Israël. Alors que je m'efforçais de rétablir la vérité, Gélinet assis près de moi, m'intima de me taire. Les dhimmi chrétiens avaient tourné le débat à l'avantage de l'islam et malgré mes efforts je faisais de la figuration. Durant une courte interruption les participants furent assaillis par une foule d'admirateurs. Une seule personne m'approcha, c'était une femme avec un accent qui semblait israélien : « Vous avez beaucoup de courage » – me dit-elle, son visage exprimant une profonde sympathie, phrase que je devais entendre au cours des conférences-pugilats jalonnant de nombreuses années. Je fis un geste de dénégation irrité. Je ne me sentais pas courageuse, je disais la vérité. Je ne savais pas encore que la recherche de la vérité et sa démonstration s'inséraient dans une des pires guerres que l'Europe devrait mener : celle contre ses enfants devenus ses ennemis. En fait je me trouvais prise dans un filet antisémite et pro-palestinien. Pauvre David ! perdu dans la foule je le devinais souffrir. Connaissant ma timidité, il m'avait recommandé de prendre la parole avec autorité et de ne pas me laisser interrompre. Or Gélinet me rabrouait chaque fois que je tentais de parler.

De retour à l'hôtel je téléphonai à André Chouraqui, en ce moment à Paris. Cyniquement, la subversion du débat avait mis Israël en accusation par une démonstration de palestiniophilie et de dhimmitude chrétienne. « Qu'en penses-tu ? » lui demandai-je, me reprochant mon incapacité. Il me répondit d'un ton désabusé : « Tu étais comme la chèvre de M. Seguin. Tu donnais des coups de cornes

de tous côtés». Autrement dit, j'étais entourée de loups. Je compris les paroles de l'inconnue : sans même le savoir et dans l'ardeur de l'action, j'avais menée seule un combat dans un contexte truqué.

Les semaines, les mois se passèrent en interviews, conférences et articles. Parler d'un tel sujet dans l'Europe des années quatre-vingt-dix, survoltée par les guerres en Irak et en Yougoslavie, exigeait un énorme courage, mais je n'en étais pas consciente. Notre ami Michel Darmon nous accompagna dans un tour de conférences organisées par les associations France-Israël dans les différentes villes de province. Avec un agenda chargé de conférences et interviews, je commençais à me sentir rôdée devant un public le plus souvent clairsemé malgré les efforts des représentants de France-Israël. Mais je m'étais habituée à ce parcours mené avec une poignée d'irréductibles, qui malgré leur isolement, la précarité des moyens, les obstacles souvent insurmontables, persistaient à se battre sur les barricades de la vérité, parce que le silence leur était insupportable. Le combat commun nous unissait par une estime rendue encore plus précieuse par l'outrance de l'opposition. Je n'étais pas la seule dans cette voie, Ibn Warrak m'avait contactée après *Le Dhimmi*. Auteur de *Pourquoi je ne suis pas musulman*, livre d'une grande audace, cet ex-musulman déclarait ouvertement son apostasie. La paresse d'un public parfois rebuté par un sujet totalement ignoré fut compensée par la couverture de presse, rarement aussi généreuse, dont je bénéficiais.

Un jour je reçus un coup de téléphone de Shimon Samuel, que je ne connaissais pas. Directeur européen du Centre Simon Wiesenthal, il m'invitait à une conférence internationale organisée par le Centre sous les auspices de l'UNESCO à Paris, sur « l'éducation pour la tolérance : le cas de l'antisémitisme résurgent » (23-24 juin 1992). Les participants étaient tous des sommités politiques et des célébrités littéraires. La conférence commençait le matin et je ne parlais que l'après-midi avec Robert Wistrich, Alexandre Adler, William Stern et Shimon Samuel sur le thème : une intolérance tenace – vue générale sur l'antisémitisme résurgent. Nous devions terminer à dix-huit heures, car l'on attendait Simone Veil, membre du Parlement européen, puis Rita Süßmuth, présidente du Parlement allemand et François Mitterrand qui devaient tous prendre la parole. C'est dire

si la salle était comble pour l'arrivée de ces personnalités. L'attente me stressait car j'étais la dernière à parler avant leur arrivée.

La préparation de cette conférence m'avait demandé des efforts considérables. Comment exposer une réalité cachée par une sorte de conjuration planifiée de toute l'Europe ? À l'époque, la tolérance islamique chantée sur tous les tons se conjugait à « l'âge d'or sous le califat » pour fustiger les opposants à l'immigration musulmane et accuser Israël d'avoir détruit le paradis de la charia. Évoquer en ce lieu, devant cette foule, la déshumanisation de la dhimmitude, alors que l'Europe avait fait de la tolérance islamique un credo immuable et le fondement prioritaire de sa politique étrangère et économique, me mettait sur des charbons ardents. Des nuits entières se passaient à y réfléchir et jusqu'à la dernière minute je triturais mon texte désespérément. En outre la coterie pro-arabe récupérait l'antisémitisme et la Shoah pour culpabiliser les Français face aux migrants musulmans. Cette supercherie étalée dans la presse devait être dénoncée. Mais comment le faire face à une falsification volontaire imposée comme vérité absolue ?

Surmontant ma timidité, je parlai devant une salle bondée, souffrant au point de ne pouvoir jamais plus relire ce texte. Après la conférence j'allai humblement m'excuser auprès d'un membre du Centre Wiesenthal pour ma piètre intervention, mais au contraire il m'en félicita et blasphéma ! déclara qu'il la préférerait à celle de Wistrich. Aujourd'hui, reprenant ces vieux papiers poussiéreux, je la relis pour la première fois depuis vingt-quatre ans et comprends mon désarroi. À une autre époque, elle m'aurait conduite au bûcher car elle contenait la vérité interdite. Sans doute est-ce pour cela que je souffris autant. Le dernier paragraphe, délibérément obscur critiquait la récupération cynique de l'histoire juive au bénéfice de l'immigration musulmane. Manipulée par des antisémites notoires pour des motifs politiques, cette immigration moderne s'insérait dans un contexte géopolitique totalement différent du racisme théologique antijuif millénaire. Les Juifs migraient de pays en pays, parce qu'ils n'en avaient aucun et étaient persécutés. Les musulmans, sans être persécutés, quittaient leur propre pays de leur propre volonté. Je m'aperçois également que j'évaluais la survie des communautés chrétiennes dans les pays arabes à une trentaine d'années. Je me trompais, le temps fut plus court : vingt-cinq ans.

Ce soir-là j'eus le très grand honneur de connaître Simon Wiesenthal, un homme d'une stature morale au-dessus du commun, dont le courage avait permis la reconnaissance d'une réalité autrement plus complexe et terrible : la Shoah.

Plus d'une centaine de recensions et d'interviews sur *Les Chrétientés* lancèrent un débat sur la tolérance islamique et l'interdiction de critiquer l'islam, tabou ouvertement dénoncé par certains journalistes. L'excellente recension de David Catarivas (*Jerusalem Post*, édition française internationale, 29 janvier - 4 février 1992) relevait que mon livre précédent avait fait entrer le mot dhimmi dans le vocabulaire politique. Dans le nouveau livre, il souligna l'importance du secteur de la collaboration des élites avec les conquérants et le chapitre « Dhimmitude de l'Occident ? ». À l'époque on ne parlait que de « dialogue », sorte de panacée miraculeuse contre la haine. L'actualité ramenait sur la scène Touvier, Papon et Bousquet, un passé qui, réveillant les passions antisémites, refluit camouflé en plaidoiries sur le « calvaire » des Palestiniens sous le joug nazi israélien. Souvent un journaliste, pour se faire pardonner l'audace de me mentionner dans son journal concluait son article en observant que les musulmans en Europe connaissaient aussi une sorte de dhimmitude.

En automne on me proposa de donner une conférence au Palais du Luxembourg, mais je suggérais d'envisager plutôt un symposium où chaque représentant d'une communauté dhimmi prendrait la parole. Le 12 décembre 1992, le Centre d'études et de réflexion sur l'Orient chrétien et l'Observatoire des Minorités du Proche et du Moyen-Orient, avec le concours de L'Œuvre d'Orient, organisèrent un colloque-débat sur « dhimmitude et citoyenneté », une problématique étudiée dans mon livre sur la base du terme « citoyen de seconde zone » utilisé par Bernard Lewis. Le colloque dura toute la journée avec une pause-déjeuner et offrit à vingt-huit intervenants, dont mon mari et moi-même, la possibilité de s'exprimer sur ce sujet. Les orateurs représentaient les communautés copte, libanaise, syriaque, arménienne, bahaïe et assyro-chaldéenne. Des écrivains, des spécialistes et des sociologues prirent la parole parmi lesquels Sélim Naguib, que j'eus le plaisir de revoir, le Père Boulad, Jacques Tarnero, Dominique Urvoy, Jean-Claude Barreau, Antoine Sfeir et Albert Memmi. Quatre sections divisaient le colloque : 1. La longue

histoire des dhimmi ; 2. Minorités agressées et dhimmitude ; 3. Le dhimmi est-il un demi-citoyen ? ; 4. Citoyenneté en terre d'islam. Je pris la parole dans la première et la troisième section. Des chercheurs et des personnalités musulmanes participaient aux quatre sections.

Toutes les communautés furent représentées, sauf les chrétiens du Soudan, or je savais par David qui évoquait leur calvaire au Conseil des droits de l'homme, qu'ils subissaient la destruction de leurs villages et l'esclavage perpétrés par les armées djihadistes du régime de Omar al-Bashir. Autrefois le CID avait publié un fascicule à leur sujet. J'avais insisté pour qu'un orateur parle des Soudanais du Sud, victimes modernes du djihad. Après la conclusion du débat, le Père Blanc Hubert Barbier, connaisseur expérimenté de ce sujet pour avoir vécu au Soudan la majeure partie de sa vie, prit la parole à son tour. De ce jour se noua une longue et chaleureuse amitié qui nous lia dans le combat pour les droits de l'homme des chrétiens et animistes soudanais. Au cours de cette journée, nous eûmes l'agréable surprise de rencontrer le pasteur anglican Patrick Sookhdeo, avec lequel nous étions en contact épistolaire, venu exprès de Londres pour nous voir. Il avait commandé et distribué par le réseau des églises un nombre considérable de *Dhimmi* anglais. J'admirais son courage et le combat qu'il menait.

Plusieurs centaines de personnes assistèrent à cette conférence. Des inconnus au visage reconnaissant, aux paroles pleines de gratitude chaleureuse, des Libanais, des Coptes, des Arméniens m'approchèrent. L'un d'eux, un Libanais me déclara : « Vous avez bien fait de dire que Gemayel a lancé le mot dhimmitude, sinon il n'aurait jamais été accepté ».

Mes conférences pour le CID des années soixante, WOJAC et le *Dhimmi* de 1980, m'avaient révélé le désarroi et la solitude des Juifs européens, victimes d'une désinformation généralisée et nullement outillés après le traumatisme de la Shoah pour comprendre cette nouvelle menace. David et moi nous étions associés à ce combat mené aussi par de nombreux chrétiens contre le retour de l'antisémitisme propagé dès les années soixante-dix par les gouvernements européens et la puissance financière colossale des pays pétroliers. À la veille de la guerre des Six-Jours Pierre Boutang écrivait : « *L'idée d'un règlement pacifique durable, sans vainqueur ni vaincu, dans le*

*Proche-Orient, est la plus aveugle et folle chimère. La raison d'être de la "nation arabe", c'est la destruction d'Israël. Sans ce mythe elle n'est rien, rien de plus que pendant les dix derniers siècles, moins peut-être, parce que l'indépendance nominale des États, la diversité des intérêts, les influences contraires des empires la divisent plus que jamais*<sup>57</sup>. » À mon insu *Les Chrétientés* me propulsa dans une mêlée politique internationale inattendue avec un livre qu'il me fallut désormais défendre dans les universités et les médias en France, en Angleterre, en Israël, en Suisse et en Scandinavie, là où des chrétiens inconnus, solitaires et désemparés m'appelaient.

Ce livre me jetait dans les conflits inter-religieux et politiques du monde chrétien et dans le maëlstrom des liens secrets unissant l'Europe et l'Islam. Pourquoi l'Europe soutenait-elle l'OLP, État dans l'État depuis 1969, contre les chrétiens libanais porteurs d'un Liban de droit ? Depuis, le Liban était devenu le centre du terrorisme international, et ce qu'on appela le premier État terroriste<sup>58</sup>. Les nombreuses organisations militaires qui y résidaient reproduisaient les villes forteresses (*ribât*) construites sur les frontières des pays chrétiens où affluaient des volontaires djihadistes de diverses régions pour dépeupler les campagnes en terrorisant leurs habitants chrétiens. Des rumeurs circulaient sur les négociations des gouvernements européens avec les terroristes pour qu'ils épargnent leur territoire. Le ministre italien de la Défense, M. G. Spadolini accusait la France « d'abriter une multinationale du terrorisme capable de frapper toute l'Europe<sup>59</sup> ». Bien plus tard, Francesco Cossiga qui parvint aux plus hautes fonctions de l'État, évoqua les négociations secrètes entre les pays de la Communauté européenne et les terroristes palestiniens<sup>60</sup>.

57. *La Nation française*, 25 mai 1967, in Pierre Boutang, *La Guerre de six Jours*, Les provinciales, 2011, coll. « Israël et la France ».

58. *Les Cahiers de l'Orient. Revue d'étude et de réflexion sur le Liban et le monde arabe*, Dir. Antoine J. Sfeir, S.A.R.L., 1986 n°3, pp. 171-194.

59. Jean de Bernières, « Terrorisme : Qui, pourquoi et comment ? », dans *ibid.*, p. 158.

60. Bat Ye'or, *L'Europe et le Spectre du Califat*, Les provinciales, 2010, p. 35. Cf. aussi le livre de Louis Terrenoire, *De Gaulle, Israël et les Palestiniens*, Éditions du Témoignage chrétien, Paris, 1989 : « En 1969, un premier chargé de mission de l'OLP était arrivé à Paris. Mais Mahmoud al Hamchari – tel était son nom – n'avait aucun rapport avec les officiels français. C'est grâce à l'ASEFA [Association de Solidarité Franco-Arabe, cf. ci-dessous, p. 350 sqq] qu'en 1970 il rencontra, pour la première fois, le sous-directeur de la Direction

Je n'étais pas seule, mon mari m'accompagnait partout, et puis les amis : Paul Giniewski avec ses nombreux articles et interviews, Raphi Israeli et ses encouragements, Patrick Sookhdeo avec lequel je donnais des conférences et qui diffusait par centaines *The Dhimmi*. Et puis tant d'autres dont j'avais évoqué l'histoire occultée, visages reconnaissants et amicaux qui venaient vers moi le temps d'une conférence, me donnaient des documents, des pistes que j'ignorais et même des pâtisseries orientales. Je les regardais, ces Coptes, ces Libanais, ces Arméniens au comportement modeste, à l'histoire effacée, niée, héritiers de cette épopée que j'avais étudiée avec tant d'efforts, survivants comme des épaves du temps. Tous connaissaient les mensonges de la propagande politique, mais la pression du déni les écrasait et leur ôtait même la parole. Et puis soudain, ce livre était là, les journaux mentionnaient ce monde de la dhimmitude privé de témoignage et de passé, mais qui voulait accéder à l'histoire. Et leur silence sur ce sujet, alors que la dhimmitude sévissait dans tous les pays musulmans, me révélait l'extrême vulnérabilité du christianisme malgré sa masse démographique.

Le succès des *Chrétientés* emplit David de fierté. Il m'emmena dans un grand magasin de meubles spécialisés et m'offrit un impressionnant bureau avec tiroirs à glissières assorti d'un superbe fauteuil à hauteur réglable. Je m'empressai d'y ranger les arbres généalogiques de mes personnages romanesques et les caractéristiques de leur époque. À la foire du livre, David désormais convaincu d'avoir épousé un grand écrivain m'acheta les neufs volumes du Grand Robert et y ajouta quelques dictionnaires français-anglais. Avec des cadeaux aussi somptueux, je n'avais plus qu'à honorer les qualités qu'il m'attribuait.

Parfois, quand nous rencontrons des personnes pour la première fois, David, se rengorgeant, me présentait comme BY guettant sur le visage de son interlocuteur un émerveillement qui parfois, à sa grande déception, ne venait pas. « Comment vous ne connaissez

*Afrique du Nord Proche-Orient, au quai d'Orsay, M. Fernand Rouillon, devenu par la suite ambassadeur à Damas, puis à Ankara. Il y eut des rencontres suivies, et les relations entre le diplomate français et le délégué palestinien se firent de plus en plus cordiales. Notre ministre des Affaires étrangères, Maurice Schumann était tenu informé de ces contacts discrets. Mahmoud al Hamchari fit savoir, de la part de son organisation, qu'il n'y aurait jamais d'attentats palestiniens en France. »*



pas *Le Dhimmi*, s'écriait-il scandalisé. » Ce mixage de Gisèle Littman et de Bat Ye'or m'irritait. J'avais fixé une claire coupure entre les deux. L'intrusion de BY dans la vie de l'épouse et de la mère modifiait les relations sociales. BY personnifiait une tyrannique exigence, m'enfermant dans une vie de recluse et calculant avec une mesquinerie jalouse les temps heureux de GL avec les enfants et David. Intervenant sans cesse BY empoisonnait la vie de GL et l'obligeait à répondre aux attentes qu'elle projetait. Ma fille aînée, puis mon fils m'avaient brouillée avec l'élitisme de l'intelligence. L'effort permanent d'acquisition de quelques mots sommaires relativisait les performances d'un organe dont les mécanismes dépendaient d'un accident de chimie cellulaire ou du flux sanguin.

Entre la vie de la pensée et celle des activités concrètes immédiates existe un déphasage total. La transition soudaine de l'une à l'autre peut provoquer une irritation incontrôlable envers les proches. Pour éviter cette réaction, je pris l'habitude de séparer hermétiquement mon travail d'écrivain du temps dévolu à la famille. Cette discipline permettait une générosité d'attention et de présence aux autres. Mais la pensée fugitive et capricieuse, ignorant les instants disponibles de vacuité méticuleusement construits pour l'accueillir, et se moquant des barrières mentales, surgissait impérieuse lors d'un shampoing fait à ma fille ou d'un séjour à l'hôpital avec elle. Ce compartimentage de ma vie privilégiait certes la qualité d'une attention sectorielle mais accentuait la dichotomie de ma personnalité si bien que je me détachais totalement de mon personnage d'écrivain que j'appelais « la Bat ».

David et Yoseloff ne furent pas longs à envisager une traduction anglaise des *Chrétientés*. Mais je m'y opposais. Tout d'abord, je n'attendais pas la minute de me débarrasser de ce sujet, ayant déjà déposé les fiches de mes personnages dans les vastes tiroirs de mon nouveau bureau. Ensuite, j'estimais que les frais de traduction incombaient à des organisations chrétiennes. Si le sujet n'intéressait aucun des deux milliards de chrétiens, la traduction ne valait pas qu'un Juif y mette un sou. Or deux événements survinrent presque simultanément. Un soir nous allâmes à une conférence donnée par Pierre-André Taguieff de passage à Genève. Ses livres, son érudition et son courage à cette époque de lâcheté et de subversion de la vérité lui conféraient une

aura particulière. Quand il eut terminé nous l'approchâmes respectueusement et dans le cours de notre conversation, David, enfreignant ma consigne, lui dit : « Voilà Bat Ye'or. — Ah ! — s'écria-t-il avec un large sourire — justement je voulais vous rencontrer !

Je le regardais avec une incrédulité flattée : — Moi... ?

— Oui, je voudrais faire rééditer *Le Dhimmi*.

— Mais qui le publiera ? — demandais-je abasourdie, me souvenant des insultes de l'éditeur.

— Moi... je le publierai. »

Je promis de le réviser et de le lui envoyer dans deux-trois mois. Mais de quelque façon qu'on s'y prît, il était trop bien ficelé pour se prêter au moindre changement. La relecture de cette brève analyse, plus de dix ans auparavant n'inspirait aucune mise à jour. Entre temps un Américain nous téléphona, il avait lu *Les Chrétientés* et désirait nous voir. Nous le reçûmes dans un salon solennel à l'ordre impeccable où trônaient quelques bouddhas méditatifs mais où toutefois n'apparaissait aucun livre. Après un moment de discussions très cordiales à l'américaine, Herb Schlossberg s'enquit de la façon dont on travaillait. Un peu surpris, nous montâmes dans les bibliothèques où s'amoncelaient le fouillis des documents, des feuillets annotés et des centaines de livres. Convaincu par le désordre qu'il avait affaire à des gens sérieux, il déclara qu'il voulait nous aider. Nous le regardâmes éberlués. Nous aider ? comment ? Nous nous creusions les méninges. — « Voulez-vous des ordinateurs ? » proposait-il devant nos modestes machines à écrire. À part notre fils qui nous en parlait ce mot ne nous disait rien, mais nous savions que c'était cher. Argent pour argent, pourquoi ne pas traduire les *Chrétientés*, qu'il avait beaucoup aimé, lui proposai-je. Qu'à cela ne tienne ! Nous n'avions qu'à lui donner la facture. Ce fut notre premier contact avec le Fieldstead Institute qui joua un rôle primordial dans notre vie et la diffusion de mes travaux les années suivantes. Ainsi je me retrouvais avec deux énormes projets sur les bras ! *Le Dhimmi* et la traduction des *Chrétientés*.

La mise à jour du *Dhimmi* me posait un véritable casse-tête. Je le triturais, le dépeçais, l'étais à plat, rien n'allait. En vérité mon crâne fourmillait d'idées nouvelles. Tout d'abord *Les Chrétientés* avaient été interrompu en 1987. Depuis, mes voyages m'avaient

permis de fouiner dans les bibliothèques américaines, françaises et britanniques. Un nouveau livre s'agençait dans un inconscient d'attente et de veille. J'écrivis rapidement la table des matières et demandai à l'éditeur Georges Nataf et à Taguieff un rendez-vous à Paris. Craignant qu'ils ne refusent mon projet je leur expliquai les thèmes du nouvel ouvrage et à ma grande joie ils l'acceptèrent. Je promis de le leur donner dans les mois suivants, illusion ancrée dans mon désir de retourner à mes romans.

## Entre deux siècles

La chute du mur de Berlin en 1989 entérina la réconciliation des deux blocs occidentaux ennemis. En 1991, éclata la première guerre du Golfe. L'Irak, ruiné par sa guerre contre l'Iran, avait envahi le Koweït pour s'emparer de ses champs pétrolifères. Une coalition de pays occidentaux et arabes emmenée par l'Amérique s'ébranla au secours du Koweït où les Palestiniens qui y vivaient s'étaient ralliés aux envahisseurs irakiens. Le Koweït les expulsa et les puissantes associations européennes qui les soutenaient coûte que coûte durent collecter des fonds pour les leur envoyer. L'engagement à contrecœur de la France dans une coalition contre ses amis, l'Irak et les Palestiniens, de surcroît menée par les Yankees, déchira l'opinion publique et agita les Comités Eurabia dans toute l'Europe. En France, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense et président de l'association France-Irak démissionna. Pour briser la coalition arabo-occidentale, l'Irak envoya des missiles Scud sur Israël espérant l'immiscer dans la bataille. Nous reçûmes des photographies d'Ariane et de notre petite-fille portant des masques à gaz dans un abri calfeutré. L'État hébreu les avait distribués à la population en prévision d'attaques d'armes chimiques. Mais Israël subit ces missiles et s'abstint d'y répondre pour préserver le maintien et le succès de la coalition. Après la guerre, l'Amérique de Clinton et l'Europe le récompensèrent par le piège des pourparlers d'Oslo.

Livres, interviews et articles m'avaient fait connaître des milieux chrétiens généralement religieux. Ils m'invitèrent à donner des conférences ou à prendre la parole dans des églises, mais connaissant la sensibilité du sujet, je contextualisais les événements. Mes propos étaient si contraires à la version édulcorée propagée par la politique culturelle que de nombreuses personnes n'en croyaient pas un mot. La gloire apportée par *Les Chrétientés* fut de courte durée, car les organisations pseudo-antiracistes et immigrationnistes de France établirent

autour de moi et de mes livres un cordon sanitaire. Comme tant d'autres, je ne tardai pas à rejoindre le camp des réprouvés condamnés au silence. Mais je ne perdais rien car, comme *Le Dhimmi, Les Chrétientés* m'apportèrent une foison d'amis chrétiens dont j'admira le courage et l'abnégation dans le combat. À partir de ce moment mon intérêt se déplaça d'Israël à l'étrange inconscience des Européens. Il est vrai que l'invitation pour des conférences provenait majoritairement de leurs groupes et stimulait des réflexions appropriées à leur problématique. L'État d'Israël avait liquidé le problème juif dhimmi en devenant un État parmi tous les autres du *dar al-harb* mais la réalité d'une dhimmitude vécue par des millions de chrétiens, et s'étendant insidieusement en Europe, demeurait.

Les divisions religieuses et politiques des milieux chrétiens les affaiblissaient face à une politique islamique qu'ils ne discernaient même pas. *Juifs et Chrétiens* m'avaient ouvert les yeux sur une dhimmitude présente et actuelle en Europe. Je savais que les chrétiens des pays musulmans ne pouvaient parler ouvertement, car la peine capitale punissait le dhimmi coupable de s'allier avec le *dar al-harb*. Cette accusation avait motivé bien des persécutions de chrétiens accusés de collusion avec leurs coreligionnaires du *dar al-harb*. Elle expliquait les déclarations d'hostilité véhémente exprimées publiquement par des minorités chrétiennes dhimmi contre l'Amérique, l'Europe et Israël perçus par l'Oumma comme des ennemis héréditaires. Toujours suspectées et méprisées, ces communautés se constituaient une armure auto-protectrice par le renchérissement de la haine contre l'origine juive de leur foi et leurs coreligionnaires d'Europe.

Mais comment secourir ces chrétiens si la dénonciation de l'oppression représentait une menace ? Le silence sur des lois obscurantistes perpétuait une persécution qui les forçait à émigrer. Or il me semblait primordial de maintenir une présence chrétienne dans les pays d'origine et du développement du christianisme. Judaïsme et christianisme étaient de droit au Moyen-Orient et non par tolérance et ils devaient s'y maintenir dans la dignité, la sécurité et le respect et non dans la peur et l'insécurité. Seuls des États européens unis et forts pourraient faire passer ce message, mais à l'époque s'érigait sous nos yeux et dans toute sa force malfaisante l'Europe de la dhimmitude docile aux fatwas.

Ces considérations alimentaient mes discussions avec mes amis chrétiens, eux-mêmes en butte aux tracasseries de leur hiérarchie. La politique de la canonnière étant révolue, restaient l'antisémitisme, la délégitimation d'Israël par l'UE, afin d'obtenir en compensation un allègement de la dhimmitude des chrétiens. Nos discussions naturellement ne portèrent aucun fruit, le Liban continua à s'effondrer dans l'anarchie, les chrétiens soudanais à souffrir de l'esclavage et les Coptes à se débattre dans les mailles de la dhimmitude.

Mes livres traitaient de la dhimmitude au passé, mes contacts avec les chrétiens me renseignèrent sur sa réalité au XX<sup>e</sup> siècle. Le livre demandé par Taguieff s'échafaudait à leur écoute et à la lecture des documents qu'ils me communiquaient. Seule une personne connaissant les lois de la dhimmitude pouvait discerner dans l'ensemble des interdits, des attaques et des humiliations, ce corpus millénaire institutionnel et légal toujours à l'œuvre. Reconnaître et définir des comportements, les classer dans un ensemble désigné par un nom, c'est déjà se donner la capacité de pouvoir agir sur eux plutôt que de les subir sans les comprendre.

Au Palais des Nations, David ne manquait jamais de citer les livres de Wistrich et les miens dans ses dénonciations de l'antisémitisme et du racisme antisémite propagé par le djihadisme palestinien. Les Juifs de gauche américains, dont beaucoup de pro-palestiniens, ne cessaient de réclamer son expulsion. En butte à des cabales venimeuses, David fut forcé de donner sa démission de l'ONG qu'il représentait. Dans une lettre adressée à Jacques Ellul (29 septembre 1991), j'écrivais : « *mon mari a été très affecté par la virulente animosité suscitée au sein de son organisation par ses discours courageux et ses dénonciations sur les prises d'otages, le terrorisme et l'antisémitisme. Malgré tous ses efforts et ses amis qui le soutenaient il a été obligé de donner sa démission. Sa fatigue et sa tristesse face à l'hostilité des lâches et à la médisance m'ont naturellement beaucoup préoccupée. Mais heureusement cela n'a pas duré et il a retrouvé tout son allant et son optimisme* ».

En effet, les propos de David, d'un ton toujours mesuré, souvent teinté d'humour, lui avaient attirés le respect et l'admiration de nombreux délégués combattant les violations des droits de l'homme dans d'autres contextes. René Wadlow, délégué du Mouvement International de la Réconciliation l'invita à le seconder. Rapidement

David se constitua un groupe d'amis parmi les ONG et travailla particulièrement avec René Wadlow, délégué aussi de l'Association for World Education qui l'avait repêché quand la WUPJ l'avait laissé tomber. Malgré ses efforts pour m'impliquer dans ses activités au Palais des Nations, je me tenais à l'écart de ce monde politique dont je percevais le cynisme. Contrairement à David qui s'en moquait et jouait leur jeu avec désinvolture, j'avais le mauvais goût de m'en indigner.

Un jour de 1993, David m'emmena déjeuner au Palais des Nations. Il avait rendez-vous avec John Eibner représentant de l'ONG Christian Solidarity International (CSI) et la Baronne Caroline Cox. Installés au restaurant sur la terrasse d'où l'on jouissait d'une vue panoramique sur le lac Léman, je les écoutais attentivement parler de la guerre menée par le Nord-Soudan contre le Sud chrétien et animiste. Les tactiques guerrières menées par les armées musulmanes conformes aux prescriptions djihadistes perpétuaient les antiques chroniques dans l'actualité. Malgré les dénégations des Bruno Étienne, Père Lelong et autres Jacques Berque, j'avais la preuve que les conditions d'existence particulières des dhimmi ne résultaient pas de circonstances fortuites et par conséquent imprévisibles, mais entraient dans un corpus institutionnel, dans un logiciel structurel ayant modelé les existences de millions de personnes au cours des siècles et appliqué encore aujourd'hui. Mon livre pour Taguieff était pratiquement terminé, ainsi que la traduction anglaise des *Chrétientés*. Je proposai à John de lui envoyer quelques textes de légistes musulmans sur le djihad.

David aimait organiser de grands dîners où il invitait des diplomates, des ONG ou des écrivains de passage. Notre ancien cuisinier espagnol Duran, qui avait travaillé plus de dix ans chez nous, nous proposait des menus et s'occupait de la cuisine et du service de table. Elizia, son épouse, sortait de l'armoire la nappe de toile fine rehaussée de superbes dentelles de mes grands-parents. Elle habillait d'une blancheur somptueuse la table agrandie par ses rallonges pour accommoder seize convives. Alors que Duran s'activait à ses fourneaux, glaçait le champagne, alignait les vins millésimés montés de la cave, Elizia sortait l'argenterie de ses coffrets, la porcelaine du siècle dernier lavée à la main, les verres aux ciselures dorées, allumait les chandeliers et chauffait la cheminée. Nous leur faisons totalement confiance, ils connaissent le rituel des réceptions et le contenu des armoires mieux

que moi. Habités de la famille, ils avaient vu grandir nos enfants, partagé nos joies et nos deuils, mêlés chaque jour à notre intimité avec cette discrétion qui rend les vieux serviteurs d'invisibles et indispensables confidents qui vous connaissent mieux que vous-même.

Je me réservais le domaine floral. Depuis notre voyage au Japon et la découverte de l'harmonie poétique de l'ikebana, la confection de bouquets où se conjuguaient les tons, les feuilles et les formes végétales offertes par le jardin ou ramassés sur la grève m'absorbait longuement. Parfois Daniel, interrompant ses études, participait à nos dîners. Son expression ouverte et intelligente, son aisance impressionnaient nos invités. Selon le nombre des convives on disposait plusieurs tables séparées, ainsi un soir je me trouvai placée entre Christian d'Autriche et le nonce. Le descendant des Habsbourg m'apparaissait sous les traits intimidants de ses ancêtres portant la prestigieuse Toison d'Or et dont les portraits de siècles en siècles ornaient tous les musées d'Europe. David était beaucoup plus à l'aise que moi pour parler aux monuments historiques humains. Au Palais des Nations il avait souvent rencontré le prince Otto de Habsbourg-Lorraine, député au Parlement européen et avait organisé son voyage à Jérusalem où il fut reçu avec les honneurs dus à un empereur. Robert Wistrich, admirateur de l'Empire des Habsbourg lui avait offert son livre nouvellement édité par la Littman Library Foundation : *The Jews of Vienna*.

Diplômé d'histoire et de politique internationale, David se trouvait dans son élément au Palais des Nations et regardait imperturbable le jeu pervers et crapuleux de tyrans criminels s'imposer sous couvert des droits de l'homme. Il se savait trop faible et isolé pour modifier la politique de lynchage d'Israël menée par l'alliance de l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique), du Tiers-Monde, de l'Union Soviétique et de l'Europe, tous unis par leur dévotion envers Yasser Arafat. Détesté par les diplomates et journalistes pro-palestiniens, David persévérait à démonter les mensonges et à dénoncer les violations des droits de l'homme perpétrés par ceux-là même qui s'affichaient en victimes. Bien qu'isolé dans la pléthore des ONG et des lobbies pro-palestiniens financés par d'interminables pétrodollars et par l'Europe, il se sentait soutenu par l'approbation parfois muette des victimes de la charia. Il rentrait le soir avec des masses de docu-



ments que je n'avais jamais le temps de lire, couverts du charabia juridique ou des entourloupes de la prose savante marxiste, dont l'idéologie prévalait encore dans les arcanes du Bien et de la Morale internationale. C'est là que David mena son infatigable combat contre l'antisémitisme, l'antisionisme et les attaques contre les chrétiens et les femmes. Avec sa généreuse loyauté il s'efforça de promouvoir et de soutenir ses amis, faisant connaître les livres de Wistrich, et invitant des personnalités à prendre la parole au Palais des Nations.

Dans le Temple des droits de l'homme, interprétés selon les intérêts divergents des États, régnaient deux versions totalement incompatibles et antagonistes des droits fondamentaux de la personne. L'une se basait sur la Charte universelle établie dès 1945 et dépourvue de toutes références religieuses ou ethniques, et l'autre – appliquée par tous les États musulmans et imposée par les organes supranationaux fédérateurs de l'OIC, de la Ligue Islamique Mondiale et de la Ligue arabe – se fondait sur le Coran et la charia. Cette ambivalence, sur laquelle jouaient les États, faussait les interprétations de ces violations, condamnables pour les uns, mais légales pour les adeptes du droit coranique. Ainsi la charia permet l'embrigadement dans les armées des garçons de treize ans avec l'approbation des parents, mais le droit européen interdit l'enrôlement de mineurs. David soulignait cette confusion dans ses discours et des articles. Concernant Israël, le système juridique de la dhimmitude procédant du droit musulman ordonnant la guerre d'islamisation des pays non-musulmans, interdisait au peuple juif la possession territoriale et la souveraineté politique. Comme nous l'avons dit, la France se rallia à la politique de l'OIC, emmenant avec elle la communauté européenne. Déjà en 1968, Jean Bourdeillette, ancien ambassadeur de France (1959-1965) écrivait qu'en juin 1967 : « *Le monde apprit que Paris était passé dans le camp de l'URSS et des pays arabes [...] Israël était sacrifié aux exigences conjuguées de deux politiques, anti-américaine et pro-arabe*<sup>61</sup> ». En juillet 1971, Jean de Lipkowski, ministre français des Affaires étrangères, déclarait lors de sa visite au Liban que les six pays de la Communauté européenne commençaient à se rallier à la position française sur le conflit

61. Jean Bourdeillette, *Pour Israël*, Seghers, Paris, 1968, p. 246 ; Bat Ye'or, *Le Spectre*, p. 37.

du Proche-Orient alors que les années précédentes elles accusaient la France de partialité envers le monde arabe<sup>62</sup>. Des personnalités politiques importantes du monde arabe ne cessèrent de vanter le rôle pionnier de la France pour imposer la formule « peuple palestinien » et celui d'avocat des causes arabes.

#### UNE NOUVELLE AVENTURE ET UNE ÉCHAUFFOURÉE

En septembre 1993 avait eu lieu les Accords d'Oslo entre le premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le président de l'OLP Yasser Arafat en vue de résoudre le conflit israélo-arabe. Moins de deux ans plus tard, en novembre 1995, l'Union européenne proclamait la Déclaration de Barcelone et le partenariat euro-méditerranéen, acte fondateur d'un partenariat global entre l'UE et douze pays au Sud de la Méditerranée, pour créer « *un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité, grâce au renforcement du dialogue politique et de sécurité, de la coopération économique, financière, sociale et culturelle* ». Malgré l'euphorie générale, je demeurais sceptique.

En 1994 la publication de mon livre, *Juifs et Chrétiens sous l'islam, les dhimmi face au défi intégriste*, (Berg international), relança un autre cycle de conférences en France, en Suisse, en Belgique et Israël. La couverture de presse de ce dernier livre fut abondante dans ces pays. Compte tenu de la sensibilité du sujet, je bénéficiais d'une certaine bienveillance malgré une étude acérée de l'antisionisme chrétien dhimmi arabe, notamment palestinien et de son influence prééminente dans la propagation de la dhimmitude en Europe. Étant données les orientations politiques européennes de l'époque – aujourd'hui connues – cette complaisance de la grande presse semble le chant du cygne d'une liberté désormais perdue.

*Juifs et chrétiens* bénéficia d'une large couverture de presse généralement très favorable et entérinant mes vues, parfois avec quelques réticences. Jean-Marie Gaudeul, jésuite spécialiste de l'islam, lui consacra une longue recension assortie de commentaires instruc-

62. *Bulletin d'Information*, n°22, Centre d'information arabe, juillet 1971, Genève.

tifs dans *Islamochristiana*<sup>63</sup>. Après un exposé fidèle des thèmes de l'ouvrage, Gaudeul contestait mon exagération de l'omnipotence universelle du projet djihadiste et de la dhimmitude. Il me reprochait d'en faire la clé unique d'explication des interactions entre juifs, chrétiens et musulmans. Cette analyse, estimait-il, minimisait l'impact actuel de la théologie chrétienne, des positions du Vatican et des activités des communautés. Il ne discernait pas que cette pérennité de la dhimmitude qu'il me reprochait de souligner, attestait de l'omnipotence effective d'un djihad jamais récusé dont elle était la conséquence. Sa disparition ne dépendait pas des positions du Vatican, mais d'une décision musulmane d'abolir les structures théologico-légales djihadistes. Dans cette perspective, Gaudeul me reprochait de décrire le dialogue islamo-chrétien :

*comme une capitulation de chrétiens dhimmi se mettant au service de l'Umma pour se racheter d'exister ! (p. 258, 291-296, 315). L'initiative de ce dialogue – marqué au sceau de la dhimmitude – est d'ailleurs attribuée aux chrétiens orientaux qui auraient entraîné leurs frères occidentaux dans cette entreprise désespérée. On sait que ce serait plutôt l'inverse !*

De fait je ne parlais pas de l'initiative d'un dialogue, mais de la politique d'unification des deux rives. Mais son observation aurait mérité d'être précisée. Si en effet l'initiative de ce dialogue – qui ne se résumait pas à un dialogue mais embrassait une stratégie politique transcontinentale de collusions et de déculturation aux conséquences catastrophiques évidentes aujourd'hui – émanait d'idéologues occidentaux, l'absence de précision est regrettable. On ne sait si Gaudeul se réfère au nationalisme arabe, initié effectivement par le Quai d'Orsay dès 1840-1860, en réponse au mouvement panislamiste et pour écraser par une alliance islamo-chrétienne les aspirations proto-sionistes naissantes – ou à l'unification euro-arabe décidée en 1974-75 par la Communauté européenne et motivée, d'ailleurs, par les mêmes buts. Toujours est-il que les promoteurs, qu'ils fussent dhimmi ou européens, sont aujourd'hui responsables de la destruction des communautés chrétiennes dans les pays musulmans par le mouvement djihadiste, dont ils minimisèrent la

63. *Islamochristiana*, éd. Pontificio Istituto di Studi Arabi e d'Islamistica, Rome, 20, 1994, pp. 297-299.

puissance et, au surplus, de la désagrégation de l'Occident par l'importation d'une dhimmitude qu'ils nièrent également.

Relevant l'une de mes phrases qui, écrivait-il, « *résume bien le livre : ... "c'est aujourd'hui la déroute. Car l'Islam retourne à l'islamisme, le dar al-harb au jihâd et les Chrétiens à la dhimmitude" (p. 261)* », Gaudeul déplorait mon omission des mouvements musulmans modernistes et pluralistes. Or leur impact pour stopper la dynamique d'islamisation s'avéra insignifiante, confirmant a posteriori mes analyses.

La conclusion reprenait l'accusation classique incriminant l'État d'Israël d'imposer une oppression similaire à la dhimmitude aux Arabes de Palestine, créant une fausse équivalence entre le mouvement de libération national juif dans son berceau historique – d'ailleurs réduit à un territoire minuscule et contesté – et l'idéologie djihadiste de conquête et de domination mondiale. Compte tenu du contexte politique de l'époque et de la modestie de mes qualifications, les recensions de mes travaux, somme toute bienveillantes par des sommités chrétiennes académiques comme Gaudeul, venant de milieux antisionistes, témoignaient en fait d'une ouverture de vues dont je me sentais honorée.

Déterminée à quitter définitivement ce sujet, je pensais que la publication de ma décision m'interdirait de la démentir. Aussi, écrivais-je, dans l'avant-propos de *Juifs et Chrétiens*, que cette étude consacrée à l'examen des modalités de la dhimmitude dans la période moderne terminait l'ensemble de mes recherches sur ce sujet. Je précisais qu'il délimitait les sources, la sphère et les évolutions de ce domaine historique commun aux juifs et aux chrétiens, tel qu'il fut circonscrit et déterminé par les juristes musulmans. Je tenais en effet à préciser que le statut légal commun aux juifs et aux chrétiens n'était pas de mon invention comme m'en accusaient les fervents adeptes d'une union islamo-chrétienne contre Israël, mais qu'il avait été défini par les juristes musulmans dès l'origine de l'islam. De même j'affirmais que ce patrimoine historique et culturel des peuples de la Bible leur appartenait et qu'ils avaient le droit de l'examiner et d'en parler librement, sans être obligés de se soumettre à la version islamique de leur propre histoire. Je réclamaï même le droit à l'erreur, pique acerbe lancée aux gorges chaudes de mes détracteurs couronnés de diplômes et à leurs railleries sur ma terminologie.

Comme pour confirmer mes écrits, le 7 août 1994 le Hizb-ut-Tahrir (Parti islamique de libération) tint une conférence à Wembley Arena (Londres). Ce parti musulman militait pour l'émergence d'un État panislamique transnational qui rétablirait le califat. Il niait toute légitimité aux gouvernements musulmans même les plus fondamentalistes tels que l'Iran, l'Arabie Saoudite ou le Soudan et réclamaient leur renversement. La conférence rassembla plusieurs milliers de musulmans et néophytes. Les orateurs appelèrent au meurtre des Juifs et des homosexuels, à l'unification de l'Oumma, au rejet des concepts occidentaux et à la rééducation des musulmans laïcs. Ils recommandèrent la solidarité islamique et l'instauration d'une éducation islamique.

Le premier orateur, Abdullah Kapich de l'Association culturelle de la Renaissance des Bosniaques musulmans, déclara que leur origine se situait dans le Nedjd et le Hedjaz. Décrivant les atrocités commises par les Serbes, il appela à l'unité de l'Oumma et dénonça la croisade pour les convertir au christianisme. Le retour au Coran fournissait la seule solution pour une renaissance musulmane bosniaque. Selon les autres orateurs, seule la loi du Coran et seul le modèle de l'État de Médine devraient gouverner l'ensemble du monde. Ils dénoncèrent les leaders actuels, au service du *kufir* (mécréance), marionnettes de l'Europe et des États-Unis. L'islam – déclaraient-ils – était incompatible avec la démocratie, le nationalisme ou le socialisme, avec l'éducation occidentale basée sur les lois du *kufir*. Mohammed Malkawi (Jordanie) réclamait un seul système politique fondé sur le Coran et la Sunna. Pour Mohammed Iqbal, le califat régnerait sur le monde entier car il était un message de lumière, de progrès et de dignité.

Cette conférence se tint en pleine connaissance des autorités politiques ; son message de conquête mondiale et d'intolérance fut proclamé sans aucune réserve et en toute impunité. Il souleva la réprobation de la communauté juive, mais aucune voix chrétienne ne protesta contre les propos anti-chrétiens et antisémites.

Au cours de ces années quatre-vingt-dix, se mit en place un grand mensonge, corollaire de ce que l'on appellera plus tard le Grand Remplacement. Ce grand mensonge est une conception construite d'a priori culturels et politiques, axiomes réfractaires à la discussion et imposés tels quels par des cénacles universitaires et politiques intouchables et inconnus du grand public : les Comités Eurabia, entre autres.

Le public n'avait pas encore conscience de cette nouvelle doctrine. Elle se célébrait par des dialogues multireligieux et multiculturels, dans un bavardage savant et révérenciel envers l'islam. L'essentiel du dogme affirmait que l'islam était une religion d'amour, de paix et de justice et que sa tolérance exemplaire envers les minorités non-musulmanes leur avait ménagé sous la loi de la charia une existence enviable. Comme l'on ne disait rien de pareil d'aucune autre religion, cette louange exceptionnelle, jointe à l'affirmation que les arts et les sciences de la civilisation islamique avaient inspiré ceux de l'Europe, conférait à l'islam sur ce continent une prééminence respectueuse inégalée. Cette théorie n'était pas nouvelle, elle régnait dans tout le monde musulman et avait été développée par des Européens islamophiles (et parfois nazis) dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. La nouveauté résidait dans son implantation subite au sein des capitales occidentales dans le siècle finissant. Des personnalités au plus haut niveau de l'État, des clergés, des intellectuels renommés et des universitaires étayaient ces affirmations. C'est dans ce contexte que furent appréhendés et traités les conflits yougoslave et israélo-arabe.

C'est aussi à cette époque que devint perceptible une volonté politique dont l'origine émane de l'abbé syrien Yoakim Moubarac, disciple de Louis Massignon agent du Quai d'Orsay et antisémite notoire<sup>64</sup>. Cette tendance initiée par la Ligue Arabe et ses Églises vassales visait à contrecarrer sinon éliminer le mouvement de rapprochement judéo-chrétien amorcé par Vatican II (1963), par l'introduction de l'islam dans toutes réflexions chrétiennes sur le judaïsme. Impuissant à annuler ce rapprochement, Moubarac brandissait comme une menace envers le Concile, que désormais, dans le dialogue judéo-chrétien, « *il y a essentiellement et il y aura toujours un troisième interlocuteur, le monde musulman* ». Aussi proposait-il aux exégètes et aux théologiens le soin de :

*« former progressivement la conscience chrétienne à une spiritualité de la compassion et de la communion avec l'Israël pécheur, "ce témoin" et "cause vicariale" du péché de toute l'humanité [...] et pour éviter en tout cas de laisser*

64. La rupture de Louis Massignon avec Paul Claudel après une longue amitié éclaire crûment ce thème, cf. Paul Claudel, Louis Massignon, *Correspondance 1908-1953*, Gallimard, 2012, cité par Fabrice Hadjadj, postface à Paul Claudel, *Une voix sur Israël* [1949], Les provinciales, 2017.

*croire qu'une réconciliation judéo-chrétienne peut se faire indépendamment de l'Islam et a fortiori contre lui, il convient d'ajouter, à la fin du paragraphe sur les Juifs, un passage qui le relie au paragraphe précédent sur les musulmans*<sup>65</sup>. »

Pour ne pas faire de jaloux et au mépris de toute vérité, les relations islamo-chrétiennes furent décalquées sur celles avec le judaïsme comme si l'islam était un miroir jumeau du judaïsme. Or le Coran émet des jugements et une politique envers le christianisme qui sont bien sûr absents de la Bible, elle-même d'ailleurs adoptée par le christianisme, ce qui n'est pas le cas du Coran. De plus l'islam avait détruit des empires chrétiens par la guerre et la dhimmitude, mais non le judaïsme. La volonté d'établir une totale similitude aux niveaux religieux et historique entre islam et judaïsme par rapport au christianisme, détermina une tendance à culpabiliser les Européens envers les musulmans, empruntée à l'histoire de l'antisémitisme et de la Shoah.

Cette tromperie de l'équivalence spécieuse répercutait toute critique de l'islam contre le judaïsme. L'examen de la dhimmitude, fruit du djihad, se concluait par la condamnation du sionisme alors que le djihad est une guerre de domination planétaire et qu'Israël rétablit une souveraineté nationale dans sa patrie arabisée par le djihad. De même la réflexion chrétienne sur l'antisémitisme et la Shoah devait sur la base d'une équivalence entre juifs et musulmans, développer la même contrition envers les musulmans même si ceux-ci se glorifiaient d'une politique de persécutions du christianisme qu'ils estimaient tolérante. Ou mieux encore : autant effacer de l'islam tout le système djihad-dhimmitude parce qu'il n'existait pas dans le judaïsme.

Dans cet ordre d'idées l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ayant adopté en 1987 dans sa Résolution 887 un texte rappelant la contribution juive à la culture européenne, tint « *dans le même esprit* », un colloque à Paris en mai 1991, sur la contribution de la civilisation islamique à la culture européenne<sup>66</sup>. Dans son compte rendu du débat de l'Assemblée parlementaire, Lluís Maria de Puig (Espagne), rapporteur de la commission de la culture, déclare que :

65. À ce sujet voir *Juifs et Chrétiens*, pp. 269-275.

66. *Conseil de l'Europe. Assemblée Parlementaire (doc. 6497), La Contribution de la Civilisation Islamique à la Culture Européenne*, Rapport de la commission de la culture et de l'éducation (Rapporteur : M. Lluís Maria de Puig, Espagne, socialiste) et autres documents. Strasbourg, 1992.

« *C'est précisément parce que ce premier rapport [la contribution de la culture juive à la culture européenne] fut un succès et considéré comme une contribution positive du Conseil de l'Europe, que l'Assemblée décida d'en demander un autre sur la contribution islamique* » (p. 177).

On s'aperçoit à la lecture rétrospective de ce Rapport (doc. 6497) qu'il contenait le plan directeur des orientations sur les contributions et l'enracinement en Europe de la culture islamique, qui se développa par la suite. Ainsi l'adoption des propositions de la délégation musulmane à la Séance de conclusion (pp. 40-41) dans les domaines de l'enseignement primaire, secondaire et universitaire, ainsi que dans d'autres domaines, furent à l'origine des transformations culturelles philo-islamiques à l'échelle européenne. Le feuilletant aujourd'hui, je tombe par hasard sur la page 71 où le professeur Roberto Rubinacci déclare :

*« L'apport le plus positif de la domination musulmane dans l'histoire de l'île [la Sicile] fut le profond bouleversement de son régime foncier dans son séduisant résultat technique et social. Les Arabes appliquèrent les normes du droit public musulman concernant les terres conquises aux infidèles, de sorte qu'une partie de ces terres devint propriété de l'État sur la base du droit de conquête ; une autre partie (bien plus grande) fut divisée entre les combattants sur la base du même droit ; d'autres espaces devinrent propriété privée des Arabes en vertu du droit de celui qui défriche le premier les terres incultes ou abandonnées ; le reste des terres resta aux anciens propriétaires chrétiens mais furent assujetties à des impôts particuliers*<sup>67</sup>. »

J'avais moi-même publié un certain nombre de textes sur la conquête de la Sicile et sur le régime foncier musulman émanant de sources contemporaines musulmanes, juives et chrétiennes car ce régime m'apparaissait l'élément fondamental de destruction et d'islamisation des paysanneries dhimmi, illustrées d'ailleurs par les massacres ou l'esclavage massif en Sicile, selon le droit musulman que Rubinacci semblait admirer.

Dans les années quatre-vingt-dix, les discussions allaient bon train sur l'identité de l'Europe. Le Comité de rédaction de la Charte européenne des droits fondamentaux, chargé d'approfondir l'identité européenne, se demandait s'il fallait se référer aux valeurs chrétiennes. Guy Braibant, négociateur du gouvernement français

67. Roberto Rubinacci, « al-Andalus et la Sicile : l'Europe islamique du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle », pp. 69-75, dans *Conseil de l'Europe*, p. 71.



souleva une question primordiale : quelles conclusions en tireraient les millions de musulmans européens originaires d'Asie et d'Afrique ? Cet argument décisif élimina la référence chrétienne.

Façonnée par la politique, l'opinion générale estimait que le conflit israélo-arabe ne concernait que les Juifs, ces empêcheurs de tourner en rond. Elle ne discernait pas son ampleur embrassant toutes les nations du *Kufr* (la mécréance), englobant l'Europe, cible traditionnelle millénaire. J'observais cette inconscience indifférente, rétive à toute empathie pour Israël, parfois même jubilatoire dans sa vantardise de liens privilégiés avec l'islam, et se prévalant d'une sécurité délibérément interdite à Israël agressé par le terrorisme palestinien. Ces milieux jugeaient mes livres mensongers, sources d'une propagande judéo-sioniste menaçant dangereusement l'amitié et l'alliance islamo-chrétienne. J'étais l'ennemie.

Des appuis de poids se manifestaient tout de même. Robert Martin-Achard, théologien et professeur de l'Ancien Testament, attaché au dialogue avec le judaïsme, accepta de me présenter de façon très amicale à deux conférences successives organisées par des Églises catholiques et protestantes, l'une en 1991, après la publication des *Chrétientés*, et l'autre en 1994, pour mon livre *Juifs et Chrétiens*. Cette fois-ci Robert prit même les devants pour affirmer – comme s'il voulait décourager les accusations – qu'il suivait mes travaux depuis fort longtemps et qu'il pouvait en attester la sérieux. Dans le climat politique de l'époque dont je subodorais la teneur sans en avoir pleine conscience, ce fut un honneur et une aide précieuse dont je lui fus reconnaissante.

Ce dernier livre, en effet, examinait les fondements idéologiques de la dhimmitude, les moyens de sa réalisation et ses modes d'application aux vaincus du djihad. Contrairement au précédent que je n'avais pu achever, il mordait à vif sur les conflits contemporains et tentait de déceler dans les populations chrétiennes ciblées par le djihad les mécanismes à long terme déterminant leur défaite. Après un rappel des aspects complexes et diversifiés des contraintes imposées aux dhimmi par la loi islamique et leurs séquelles dans le long terme, il examinait les survivances de ces mêmes dispositions à l'époque actuelle, attestées par des documents officiels provenant de sources variées. Les relations conflictuelles Islam-Occident-Israël, les guerres au Liban,

au Soudan, la discrimination des chrétiens dans les pays musulmans, l'antisionisme étaient replacés dans un contexte historique théologique et juridique propre à l'islam. C'était précisément cette démarche que Gaudeul me reprochait.

L'antisémitisme des clergés dhimmi orientaux, leur soumission au pouvoir musulman, les collusions et les concessions des États européens, se jouaient sur le damier occulté en Europe du djihad et de la dhimmitude. Seules ces structures historiques spécifiques dont les larges réseaux enjambaient les siècles, indiscernables au grand public, expliquaient les stratégies de conquête islamique de l'Europe couplées à la destruction de l'État d'Israël par l'alliance euro-islamique. Une analyse aussi iconoclaste désorientait ceux qui l'ignoraient et fâchait ceux qui s'efforçaient de la dissimuler. Des amis me fermèrent la porte au nez, d'autres m'invitèrent dans l'intention de m'insulter dédaigneusement devant leurs invités. Bien que sensible à cette apparente méchanceté, le rythme des activités professionnelles et familiales coupé de fréquents voyages, de rencontres imprévues et enrichissantes, ne me laissait pas le temps de m'y attarder. Je voyais bien l'énorme disparité – effectivement l'antinomie – entre l'inoxorable réalité portée par l'histoire et d'autre part l'imagerie puérile chantée sur tous les tons par la doxa officielle. Une nouvelle société émergeait sous nos yeux, se complaisant en platitudes et flatteries pires que la servilité exigée du dhimmi comme gage de sa survie, tandis que les génuflexions des grandes puissances modernes relevaient d'une reddition volontaire.

Grâce à David, je rencontrais des personnes qui pouvaient me donner des témoignages directs des sévices de la dhimmitude et de leurs séquelles psychologiques. Je les écoutais attentivement et transcrivais leurs messages dans mon livre, jetant leurs balises sur l'océan du mensonge. Quand je relis *J. et C.*, des visages apparaissent sur tous ces noms : Nagui Kheir, Selim Naguib, Gaspar Biro, Mgr Maxime Gassi et d'autres, aujourd'hui décédés, vaillants soldats d'un combat interdit, chaîne clairsemée découverte un jour à New York et l'autre à Paris ou Montréal, au hasard des rencontres, des conférences. Et le plus cher, celui auquel je suis redevable de ce que je suis et que je fais revivre constamment, si proche dans ma pensée et ma main, seule présence de tout instant dans mon esseulement monastique de fin de vie. Cet homme fougueux, loyal jusqu'à

l'oubli de soi, généreux dans le pardon jusqu'à effacer la félonie du meilleur ami, empathique envers toute vulnérabilité, prêt à secourir toute détresse. Celui qui me permit de devenir celle que j'étais.

Ils n'étaient pas des lettrés assemblés discourant sans fin avec des mots savants, mais des porteurs d'esprit et d'idéal. Ils croyaient en moi, mais sans doute n'étais-je pas à la mesure de leurs attentes. Le caractère de l'intellectuel n'est pas celui du lutteur sur le ring. La confrontation avec le mal ou la complexité de l'être humain le désarme. Je n'ai pas mené de combat politique, j'ai cherché à comprendre et expliquer. Par contre, David au Palais des Nations se trouvait comme un poisson dans l'eau au cœur des passions politiques que je fuyais et de leur venin mortifère, poison dissimulé dans une haine compassionnelle se proclamant paix et justice, experte dans l'inversion des rôles entre bourreaux et victimes.

Bouleversée par les récits de mes amis, je décidai d'en parler en haut lieu. Par nos dîners internationaux, j'avais connu le nonce, Mgr Justo Mullor. Je pris la liberté de lui téléphoner et de lui demander un rendez-vous. Il me le fixa rapidement et j'allais le voir. Mgr Mullor me reçut longtemps avec une grande courtoisie et une aimable patience. Innocemment je croyais qu'il ignorait la condition précaire des chrétiens dans les pays musulmans et je lui demandai d'intervenir. Je n'imaginai pas alors la faiblesse du Vatican, sa politique d'union avec l'islam et sa dépendance des pouvoirs politiques occidentaux. En fait il n'y avait rien à faire.

J'ignorais qu'en allant m'adresser aux grands dignitaires, je parlais précisément à ceux qui savaient, organisaient et maintenaient le silence. J'avais passé ma vie à aller d'une conférence à l'autre, d'un livre à l'autre, mais je n'avais pas l'étoffe d'un combattant. La situation actuelle rappelait les conflits dans Byzance agonisante – entre nationalistes, dirait-on aujourd'hui – et les islamo-collaborateurs, anticipant les prébendes d'une victoire turque. Cette situation se répétait sous nos yeux en Europe « pour la paix », mais je pensais que les fortes valeurs américaines sauveraient le nouveau monde du naufrage européen.

Dans les grandes conférences universitaires multiconfessionnelles où des orateurs musulmans prenaient la parole, je notais parfois une coalition islamo-chrétienne contre moi. Ce fut le cas à l'Université de Lund (Suède) où m'avait invitée le Dr. Samuel Rubenson, professeur-

associé de l'Histoire de l'Église à la Faculté de théologie. Rubenson m'avait entendu à un séminaire à Jérusalem organisé par l'Ambassade Chrétienne Internationale de Jérusalem. J'avais exposé les ambiguïtés et l'imprécision du mot « minorité religieuse », notamment dans l'empire arabe multi-ethnique où les minorités représentaient, suivant les cas, les résidus de majorités ethniques dont elles conservaient les caractères. Ce sujet – me dit le Dr Rubenson – était totalement ignoré en Suède et il désirait en faire l'objet d'un séminaire.

Or, à l'époque, un scandale aux relents antisémites avait éclaté à l'université d'Uppsala. David en avait même parlé à la Commission des droits de l'homme. Des personnalités politiques influentes nous déconseillèrent fermement d'y aller. Mais David, qui devait aussi y participer, n'était pas prêt à reculer. Il irait, emmenant sa Bat avec lui.

À l'initiative du Dr Rubenson, la Société suédoise d'études du Moyen-Orient et le Département d'études théologiques et religieuses organisèrent, du 24 au 26 novembre 1994, un séminaire sur le thème : « Minorité religieuse : un concept crucial dans les relations du judaïsme, du christianisme et de l'islam. Identités conflictuelles. Le concept de minorité religieuse est-il utile ? »

Pour ma conférence, j'avais proposé à Rubenson le choix entre trois titres : « Deux concepts conflictuels : tolérance ou dhimmitude » ; « Le visage juif du christianisme : l'Église sous l'Islam » ; « Du fondamentalisme à la dhimmitude : le défi du futur ».

J'étais si intensément submergée par mon travail que je ne voyais pas l'intolérable affront de ces titres. Le plan du séminaire avait été fort bien conçu. Trois orateurs : un Copte, un musulman et moi-même parlerions du même thème : « Identités conflictuelles – le concept de minorité religieuse est-il utile ? » Le président de la session, le Professeur Jan Hjärpe, ouvrirait ensuite la discussion avec les trois orateurs. Le lendemain, des universitaires et des étudiants doctorants présenteraient leurs travaux sur des aspects spécifiques du séminaire. La session du dimanche matin serait consacrée à discuter des domaines de recherche future. La présentation du séminaire relevait les problématiques soulevées par la désignation incorrecte de « minorités religieuses » appliquées à des groupes ethnoreligieux vaincus par le djihad et je ne pouvais que m'en féliciter. De fait la discussion, dans une université, d'une terminologie utilisée par les grands

pontifes que, de mon propre chef, je désignais défectueuse, représentait déjà un immense succès pour mes travaux et j'en aurais dû être reconnaissante. Mais à l'époque je ne le vis pas ainsi et malheureusement les choses n'allèrent pas dans la bonne direction.

Le jour de notre arrivée, nous nous rendîmes au siège d'une ONG suédoise représentée au Palais des Nations par le collègue de David, René Wadlow. Sous ses auspices David avait pu parfois dénoncer les violations des droits de l'homme. Nous y rencontrâmes deux femmes d'aspect sévère et extrêmement désagréables, qui nous choquèrent par un discours pro-Hamas et anti-Israélien. L'après-midi je donnai une conférence au Département des études juives, à l'invitation du Prof. Hanne Trautner-Kromann. Elle avait proposé d'inviter les étudiants et les professeurs des Études islamiques et de l'Histoire des religions, et je lui avais répondu à l'insu de mon mari que je n'y voyais pas d'objections, mais que je préférais restreindre le public à sa classe. En effet, certains milieux estimant blasphématoire la liberté de pensée, de parole et de recherche, la moindre allusion à un fait négatif de l'histoire islamique pouvait provoquer une réaction violente. Elle accéda aimablement à ma demande et je pus en toute sérénité parler de « Juifs et chrétiens sous l'islam : proposition pour une définition de la dhimmitude ».

Le lendemain se tenait le séminaire, David y parlait le matin et moi l'après-midi. À une pause-café une jeune fille menue s'approcha de nous et se présenta en chuchotant. Elle était juive, la seule qui avait eu le courage de s'aventurer en ce lieu boycotté par la communauté. Elle nous apprit la présence des islamologues d'Uppsala, partisans de la campagne israélophobe. Me souvenant des mises en gardes, je craignis d'être tombée dans un piège, d'autant plus qu'une voix masculine près de moi s'esclaffait en parlant de la bagarre à la prochaine session : la mienne. Contrairement aux autres séances, celle-ci se tenait dans un grand amphithéâtre dont seule l'estrade était éclairée.

Le professeur Hjärpe me présenta et je commençai, mais je n'allai pas très loin. Le professeur Mounir Ahmad de Hambourg, réclama une interruption et me rejoignit sur l'estrade. Il refusa de me laisser parler et exigea des excuses. Hjärpe avec une grande diplomatie tenta de le calmer mais il ne voulut rien entendre et je refusai de m'excuser. Je poursuivis cependant tandis que, demeurant sur

l'estrade à mes côtés, il m'interrompait souvent. Il était curieux de constater que malgré son comportement agressif, le public lui était favorable. Comme il niait la peine de mort pour l'apostasie, je lui citai le hadith qui confirmait cela et exaspérée par les dénégations de mon contradicteur, je m'adressai au Prof. Hjärpe d'un ton autoritaire et insolent, le sommant de dire la vérité, déclarant bien haut que je ne serais pas la seule dans ce pugilat. Le caractère irréaliste de la scène ne m'apparaît qu'aujourd'hui : dans le grand amphithéâtre d'une illustre université scandinave, une femme juive et pas plus haute que trois pommes, parée de pseudonymes, exigeait d'un professeur qu'il dise la vérité et tenait tête à un islamiste.

De bonne grâce Hjärpe vint sur le podium et discuta avec beaucoup de diplomatie avec Ahmad. À tort peut-être je subodorais un piège, un jeu de cirque pour amuser la galerie. Sans doute me trompai-je, les joutes oratoires sont encouragées dans les universités, mais je m'étais déjà sentie dans d'autres conférences comme un chiffon rouge jeté au taureau musulman par un public rivalisant d'amabilités. Mounir Ahmad jouissait d'un ascendant, tout le monde était à ses petits soins. Même le Copte Bebawi assis dans l'amphithéâtre l'encourageait par des signes à m'attaquer.

J'aurais pu voir cependant les choses différemment. M'inviter à parler dans un grand amphithéâtre était un honneur, dont j'aurais dû être reconnaissante, une opportunité bienvenue pour exposer et défendre mes idées. Mais sur le moment, agressée par une opposition violente et un public peu sympathique, je ne le vis pas ainsi. Après la conférence, la jeune juive, plus effrayée que jamais, vint vers moi : « Comme vous êtes courageuse ! » répétait-elle dans un chuchotement plein de gratitude. Mais je ne ressentais une fois de plus que de la fureur.

Le lendemain au déjeuner je ne sais par quel hasard, je m'assis près du professeur Mounir Ahmad et d'une femme à l'obésité imposante et au visage inexpressif. J'appris plus tard qu'elle était la sœur d'un archevêque et la présidente de l'ONG pro-Hamas. Après avoir entendu la conférence de David, elle l'en avait viré illico. Durant tout le déjeuner, Ahmad très loquace raconta une anecdote traitant d'un Juif survivant de la Shoah et qui ne se séparait jamais de son manteau même en été dans l'anticipation de nouvelles déportations. Oui, disait-il amicalement, à mon intention, il faut faire attention...

ces temps-là reviendront... vous devez y penser. Je regardais la sœur de l'archevêque, elle souriait en silence et ne pipa mot pour interrompre ces amabilités.

Le soir à la réception de clôture, les organisateurs surent créer une atmosphère détendue et agréable. Je manquais tout simplement d'expérience. Mais pourquoi les grands islamologues ne se risquaient-ils pas sur ce chemin miné qu'ils connaissaient mieux que moi ? Pourquoi étais-je la seule ? La veille, dans une discussion après dîner, Ahmad étant absent, Bebawi avait risqué un compliment : « Avec la dhimmitude, vous pouvez vous retirer, vous n'avez plus rien à prouver, vous êtes arrivée au sommet ». Je ne l'avais pas vu ainsi. Mais – comme pour le dhimmi – il me fallait maintenant l'imposer.

Le meilleur souvenir que je garde de Lund fut celui d'une rencontre avec deux étudiants musulmans venus pour le séminaire. Ils entrèrent dans un café où nous étions assis, David et moi et nous les invitâmes à se joindre à nous. Ils discouaient avec intelligence et une très large ouverture d'esprit. Le plus jeune, un Égyptien, me raconta comment étudiant à l'université de Londres, il avait craint son professeur juif originaire d'Irak, Elie Kedourie, que je connaissais bien.

— Je redoutais qu'il ne se venge et me mette de mauvaises notes – me dit-il. Mais il fut admirable avec moi, comme un père et un excellent professeur.

— C'est normal, lui dis-je, vous n'êtes pas responsable de la persécution contre les Juifs irakiens. Vous êtes un jeune étudiant comme les autres.

Au cours de notre conversation nous pûmes discuter ouvertement et avec une grande liberté des obstacles entravant la modernisation des sociétés musulmanes. J'étais ravie de découvrir cette jeunesse musulmane intelligente et ouverte sur le progrès et heureuse de revoir un ancien compatriote. Au moment de nous quitter je dis au jeune Égyptien dont je me sentais très proche :

— N'oubliez pas, vous avez une énorme responsabilité envers votre peuple. Des intellectuels comme vous peuvent le faire progresser vers la modernité. Et nous en Europe nous comptons sur vous pour construire la paix et le rapprochement entre les peuples.

Il me répondit par un large sourire, reconnaissant et fier de cette confiance.

Profitant de la faiblesse de la nouvelle Russie, Clinton comme s'il avait voulu se faire pardonner dans la guerre du Koweït (1991) son intrusion en Arabie saoudite, terre sacrée de l'islam, s'empres- sa de dépecer la Yougoslavie. L'irrédentisme oustachi antiserbe reparut en Croatie, tandis que les islamistes voyaient renaître en Bosnie les enclaves islamo-bosniaques, pépinières ottomanes des janissaires bosniaques, agents prépondérants du *devshirme*, ce mécanisme pluriséculaire d'enlèvement, d'esclavage et d'islami- sation des enfants chrétiens d'Europe et des Balkans. Les haines religieuses renaissaient dans ce carrefour des impérialismes poli- tiques qui avaient ensanglanté la péninsule aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : Catholiques croates agents de l'occupation autrichienne, guerres de libération et d'indépendance des Serbes orthodoxes appuyées par la Russie, révoltes des Musulmans bosniaques contre la suppression de leurs privilèges sur les dhimmi chrétiens.

Résolue à jouer la carte islamique et turque, l'administration américaine ne laissait aux Serbes aucune alternative qui respecterait certaines de leurs revendications légitimes. L'inflexibilité américaine provoqua la guerre, permettant d'écraser la résistance serbe. La presse déchaînée décalqua, une fois de plus, le génocide des Juifs durant la deuxième Guerre mondiale sur les victimes musulmanes. Celui des Serbes, des Juifs et des Tziganes, perpétré en Yougoslavie par le régime Oustachi croate et les régiments SS musulmans, bosniaques, arabes et asiatiques affiliés aux nazis et fanatisés par le mufti de Jérusalem, fut consciencieusement oublié. Pour l'OTAN, l'écrase- ment de la résistance serbe fut un jeu d'enfants. Son secrétaire-général Javier Solana, se passant de l'autorisation des Nations Unis, envoya ses bombardiers couvrir Belgrade d'un tapis de bombes.

L'outrance et la violence de la presse, sa partialité antiserbe bloquaient toute évaluation honnête d'une situation dont le terreau historique se limitait à une affirmation du pluri-confessionna- lisme harmonieux dans l'empire Ottoman, régi par la justice de la charia. Ce rêve d'une coexistence idyllique sous l'islam projetait et modelait la future Europe, construite par la politique méditerra-



néenne d'immigration et de fusion euro-islamique. L'entrée de la Turquie en Europe en était une carte maîtresse. De fait, les aspirations des Serbes, déjà discriminés par le favoritisme du Croate Tito, ne pouvaient qu'exaspérer une Europe déterminée à effacer l'histoire et les cultures des nations européennes par la mondialisation, la suppression des frontières, et sa réconciliation avec l'Islam. La cruelle campagne de haine diffamatoire sans précédent déchaînée contre les Serbes perturba des personnes innocentes éloignées des combats. Dans *Le Figaro* (31 mai 1995) Annie Kriegel écrivait un long article sous le titre : « *Bosnie : une vision manichéenne* ». Analysant le drame yougoslave, elle déplorait l'erreur d'avoir cru que les Serbes accepteraient de vivre en immigrés tolérés sur leur propre terre. « *Les Occidentaux – poursuivait-elle – auraient pu gagner leur pari d'obliger les Serbes de Bosnie à se contenter d'être les "dhimmi" d'un État musulman si... les Musulmans d'un côté et les Serbes de l'autre n'étaient pas ce qu'ils étaient.* »

Ce qu'ils étaient ? Certes ils étaient enfants d'un même peuple. Les uns s'étaient convertis à l'islam pour garder leurs terres et leurs armes. Les autres avaient survécu à des siècles de dhimmitude pour rester chrétiens. Les premiers avaient été les oppresseurs de leurs frères et les seconds leurs victimes. Après des décennies de combats et de massacres, les Serbes purent se libérer à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de la colonisation turque. Mais au cours de la deuxième Guerre mondiale, ils subirent un génocide sous le régime croate oustachi allié aux nazis, auquel se rallièrent les musulmans bosniaques enflammés par les exhortations du mufti de Jérusalem, grand chef spirituel et religieux des régiments musulmans SS.

Dans ces circonstances, Sir Alfred Sherman, co-fondateur du Lord Byron Foundation for Balkan Studies, contacta David. Nous le rencontrâmes pour la première fois à son club londonien où il se présenta par l'évocation impressionnante des combats militaires et intellectuels de sa vie mouvementée. La virulente campagne anti-serbe le préoccupait. À Genève, malgré le fanatisme pro-palestinien de certains, les milieux slave-orthodoxes me témoignaient une certaine sympathie depuis la publication dans les *Chrétientés*, de la dhimmitude des chrétiens dans les Balkans et de leurs guerres de libération contre l'ottomanisme. Sir Alfred qui, après avoir été

expulsé du parti communiste, avait vécu en Yougoslavie comme journaliste, appréciait nos positions. Il projetait pour août 1995 l'organisation d'un Symposium sur la guerre des Balkans, « *La Yougoslavie : passé et présent* », et m'invita à y participer. Ce projet se réalisa en août 1995 à Chicago. Il était parrainé par le Lord Byron Foundation et le International Strategic Studies Association.

Incompétente pour parler de l'actualité militaire, je décidai de me référer au passé. On m'avait fait le grand honneur de m'inviter à parler au dîner. Mon sujet était « *Myths and Politics. The Tolerant Pluralistic Islamic Society : Origin of a Myth* ». Un chapitre dans les *Chrétientés* démontrait la fonctionnalité stratégique du mythe d'un islam tolérant et pluraliste inventé par la Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans *Juifs et Chrétiens*, des chapitres consacrés à la modernité examinaient ses transmutations et avatars jusqu'à nos jours. Né précisément en Bosnie-Herzégovine, ce mythe créé par la diplomatie britannique visait à protéger l'intégrité de l'Empire ottoman contre les ambitions de l'Autriche et de la Russie, qui – instrumentalisant les révoltes des chrétiens slaves catholiques et orthodoxes ou grecs – se taillaient des zones d'influence dans les provinces ottomanes d'Europe. Pour calmer une opinion publique anglaise indignée par les massacres des insurgés chrétiens perpétrés par les Ottomans, le Foreign Office justifia son soutien à La Porte en alléguant la tolérance et la justice inhérentes à l'islam du gouvernement turc. Ce régime, décrétait-il, était le mieux adapté aux chrétiens des Balkans, présentés comme des masses sous-humaines ignares. Les Turcophiles européens partageaient ces opinions et vantaient l'Empire turc, modèle d'un gouvernement multi-ethnique et multireligieux, garantissant la paix et le bonheur et une justice égale pour tous ses citoyens sous la loi éclairée islamique – argument constamment martelé par le président bosniaque islamiste moderne Izetbegovic.

Les rapports consulaires de l'époque – que je lus à ma conférence – indiquaient cependant une tout autre situation que le modèle idyllique de cohabitation pacifique. Leur attestation d'une oppression cruelle des chrétiens dhimmi par l'application des lois de la dhimmitude, démontrait l'utilité politique du mythe de la tolérance pour justifier la collusion des pouvoirs européens avec l'autorité ottomane. Le cas des Balkans illustrait la naissance en Europe occiden-

tale d'une opinion publique capable de contester au plan moral la politique gouvernementale.

Ce mythe, cependant, survécut à la chute de l'Empire ottoman. Reconverti dans le nationalisme arabe après la Première Guerre mondiale, il fut brandi par les politiciens européens, les dhimmi chrétiens, les écrivains et les ecclésiastiques pour bloquer les souverainetés nationales des Kurdes, des Arméniens, des Assyriens, des Libanais chrétiens et des Juifs en invoquant une fraternité multireligieuse islamo-chrétienne dans un empire arabe qui couvrirait tout le Levant. Malgré les massacres des chrétiens en Arménie, en Assyrie, en Iraq et dans tout le Levant, le mythe réapparut avec Arafat dans la Palestine fraternelle, multiculturelle, multireligieuse, multi-etc. alors même qu'il écrasait le Liban chrétien. Dans les années quatre-vingt-dix, la guerre en Yougoslavie et le bombardement massif de la Serbie par l'OTAN se déroulaient sous le drapeau d'une Bosnie-Herzégovine musulmane multi-ethnique, multireligieuse, héritière de la tolérance islamique ottomane. Depuis 1973, ce mythe gangrène toutes les institutions politiques et culturelles de l'Union européenne et sert à combattre la souveraineté de l'État d'Israël pour le remplacer par la Palestine multi. Aujourd'hui il constitue l'arme suprême contre les mouvements nationalistes européens refusant la doctrine méditerranéenne de fusion euro-arabe construite sur la destruction des souverainetés nationales européennes et de leurs cultures.

La conclusion de cette conférence soulignait que la civilisation de la dhimmitude analysée au début de l'exposé, n'apparaissait pas soudainement mais au terme de longs processus impliquant plusieurs éléments et un conditionnement mental spécifique. Ces transformations survenaient quand les peuples, remplaçant l'histoire par des mythes destructeurs, les chérissent plus que leurs propres valeurs, leur esprit égaré et confus ayant transformé les mensonges en vérités. Dès lors, s'accrochant à ces mythes estimés comme les seuls garants de leur survie, ils ne voient pas qu'ils les conduisent vers leur destruction. Terrorisés par les preuves et l'enseignement de l'histoire, ces peuples préfèrent détruire ces témoignages plutôt que les affronter. Remplaçant l'histoire par des fables infantiles, ils choisissent l'amnésie et inventent une justification morale à leur propre autodestruction.

Tout en faisant la promotion de *J. et C.*, David et moi travaillions assidûment à la traduction des *Chrétientés*. À Londres, grâce à Patrick Sookhdeo, nous rencontrâmes son collègue, le Rév. Andrew White. Au cours de notre conversation, sa douceur, son écoute attentive, me firent une profonde impression d'autant plus que je le savais très malade. En le quittant je lui laissai les épreuves de la traduction anglaise des *Chrétientés*. Sa publication était imminente sous le titre *The Decline of Eastern Christianity Under Islam. From Jihad to Dhimmitude* et nous en discutâmes longuement. Au cours de ce voyage nous allâmes voir à SOAS (School of Oriental and African Studies, Londres) Tudor Parfitt, enseignant au département des Religions et directeur de SOAS. Il nous emmena aussitôt chez son collègue, Andrew Palmer, directeur du département d'Études des religions, spécialiste du christianisme orthodoxe oriental, maître de conférences et éditeur du SOAS Bulletin. Ce dernier me salua chaleureusement et m'invita à m'adresser à sa classe le lendemain soir, le jour de notre retour en Suisse, s'offrant même à payer pour la modification de nos deux billets d'avion de retour. Il choisit comme titre : « Qu'est-ce que la dhimmitude ? » Parmi ses étudiants je notais quelques femmes en tchador et vêtues de robes longues. Mon exposé fut largement accepté et ne posa aucun problème. Mais le renouvellement de cette expérience après la publication du *Decline* fut une tout autre affaire.

*The Decline* sortit en octobre 1996 et David, avec une incroyable énergie, organisa le lancement du livre à Londres et un programme chargé de nombreuses conférences. Andrew White m'avait demandé de parler à l'Église de l'Ascension à Londres (13 octobre 1996) avec le titre iconoclaste : « *The Demise of Eastern Christianity under Islam* » (la disparition des chrétientés d'Orient sous l'islam). Deux jours plus tard notre amie la Baronne Caroline Cox of Queensbury, présidente de CSI, Christian Solidarity International (GB) et mon éditeur Associated University Press donnaient une réception pour le lancement du livre au Salon du Jubilé à la Chambre des communes. La Baronne devait m'introduire, mais empêchée par un contre-

temps, David Atkinson, Membre du Parlement la remplaça. Des archevêques, des écrivains et un nombre impressionnant de célébrités politiques avaient été invités. Tout cet appareil conférait une importance intimidante et beaucoup d'honneurs à mon travail. Mais j'étais trop stressée pour m'en rendre compte. Je devais me rendre digne des efforts faits pour moi et des attentes suscitées par mon livre. Donner des conférences en français était relativement facile malgré la difficulté du sujet. Mais un public anglophone exigeait une maîtrise de la langue, du vocabulaire et de l'accent dont je ne disposais pas. L'exceptionnalité du sujet dotait cette performance d'un surcroît d'héroïsme. Loin de constituer un domaine d'investigations historiques objectives, il soulevait des passions d'une violence inouïe, comme si oser en parler sans adopter le langage d'une dévotion respectueuse outrepassait les limites du sacré et vouait l'intrus aux gémonies.

Le matin, la réception du lancement à la Chambre des communes m'avait épuisée malgré son atmosphère amicale. Les discussions, les questions me revenaient sans cesse à l'esprit, me suggérant d'autres réponses. Je ne parvenais pas à me détendre, or deux heures plus tard je devais donner une autre conférence au Lecture Theatre de SOAS sous le titre : « *The Decline of Eastern Christianity in the Modern Period* ». Andrew Palmer présidait la séance.

Quand nous arrivâmes au Théâtre de SOAS, nous nous frayâmes difficilement un passage dans le hall empli d'une foule bourdonnante d'Arabes et de Pakistanais et de Allah psalmodiés. L'amphithéâtre était bondé et même les escaliers se garnissaient d'auditeurs. Palmer m'avait demandé de parler de la condition actuelle des chrétiens d'Orient. Un tel sujet ne pouvait qu'exaspérer les musulmans réfractaires à toutes critiques de leurs lois et rallier à leur secours leurs amis européens, enragés par l'intrusion d'une juive dans la purulence qu'ils dissimulaient soigneusement et pour laquelle ils brandissaient une arme toute préparée : l'illégitimité d'Israël et la martyrologie palestinienne.

Je commençais par déclarer qu'on m'avait demandé de parler du déclin des communautés chrétiennes dans le Moyen-Orient contemporain – façon de dire que ce choix n'était pas le mien. Je soulignais la permanence d'un processus de désintégration de ces communautés

dans les pays musulmans, parfois stabilisé mais parfois accéléré par des événements conflictuels que je citais. Au XIX<sup>e</sup> siècle la transformation et la modernisation des sociétés islamiques traditionnelles avaient aggravé ce déclin chrétien. Les tentatives des chrétiens de s'émanciper de leur statut discriminatoire avaient provoqué des représailles et des massacres. Ces populations étaient à tort appelées « minorités religieuses » car elles représentaient des peuples vaincus. L'expression « minorités protégées » était également trompeuse du fait que cette protection émanait d'une menace inhérente à une guerre : la soumission, la mort ou l'esclavage. De fait ces peuples étaient protégés contre un contexte et une idéologie islamique de guerre religieuse universelle. Leur vie dépendait de trois éléments corrélés : la guerre (djihad), la théologie et la juridiction. À l'époque de l'émancipation des chrétiens de l'empire ottoman exigée par l'Europe, ces trois facteurs constituèrent d'insurmontables obstacles quant à l'abolition de la *jizya*<sup>68</sup>, leur accès à la propriété terrienne, l'égalité juridique entre musulmans et non-musulmans. La question de la légitimité du droit se posa : était-ce Allah ou l'homme qui conférait au droit sa légitimité ? Si c'était Allah, le système de la dhimmitude était parfait et interdisait tout changement. Le principe de l'égalité des droits ébranlait comme un tonnerre la structure sociale et juridique des sociétés régies par la charia. Ces tendances, jointes aux continues révoltes et aux guerres de libération des Grecs, des Serbes, des Bulgares et des Roumains, aux demandes autonomistes des Arméniens, aux conquêtes coloniales européennes de régions musulmanes et aux rivalités des puissances occidentales, provoquèrent des massacres sporadiques et même des génocides. Ces problèmes d'ailleurs gardaient toute leur actualité.

Je ne pus arriver à la fin de ma conférence. Le public survolté rugissait. Palmer, derrière moi, avait depuis longtemps renoncé à imposer même un semblant d'autorité. David, ma sœur, et un couple d'amis avec des mines catastrophiques me regardaient me défendre contre un torrent virulent. Parfitt du haut de l'amphithéâtre contemplait, pensif, le combat. J'avais osé parler des peuples victimes des conquêtes islamiques alors que le djihad et l'islamisation de leur pays étaient estimés un bienfait pour eux, confrontant

68. Impôt spécial discriminatoire, à l'origine rançon pour le rachat de la vie du dhimmi.

ainsi deux versions antinomiques de l'histoire humaine. Pis : cette tolérance généreuse, insigne marque de supériorité de l'Islam sur la chrétienté, dépouillée de l'intouchable sacralité que lui conférait la charia, se résorbait en un droit de vivre légalisé par l'oppression. Système commun, du reste, à la majorité des sociétés humaines, car des discriminations d'ordre religieux, raciste ou social, existaient partout. Seule différence, le jugement porté sur ces discriminations : persécutions injustes de certains peuples, ou dans le système de la dhimmitude, tolérance et magnanimité ?

J'étais fatiguée et pour en finir je lançai à un jeune homme, par ailleurs fort sympathique mais qui me harcelait par ses objections bruyantes : « Eh bien, si vous n'êtes pas d'accord avec ce que je vous dis, allez vous plaindre à Ibn Taimiya, je ne fais que vous répéter ses opinions. » Il resta un moment muet comme sous le choc d'une massue. « Ibn Taimiya... – répétait-il interloqué ». Puis il éclata d'un rire inextinguible : « Ah ! elle est bonne ! elle est bonne ! ». Ibn Taimiya, idéologue du fondamentalisme moderne était mort en 1328.

Je ramassais mes affaires, la séance avait été houleuse et avait exigé une considérable énergie et concentration pour tenir, répondre et faire face seule à un public survolté et hostile. En anglais au surplus ! À la clôture, un jeune Anglais se leva et demanda le micro. « Je tiens à remercier Bat Ye'or – dit-il – pour son excellente conférence et pour avoir pu répondre à toutes ces questions ». Aussitôt qu'il se tut, un homme d'une quarantaine d'années le houspilla et le réprimanda méchamment pour son opinion honteuse. Le jeune homme, assez flegmatique, ne répondit pas et s'en alla.

Tudor Parfitt nous emmena rapidement au salon réservé aux professeurs. Je m'effondrai épuisée sur un siège et commandai un alcool : « Après une telle empoignade – dis-je – j'ai besoin d'une forte rasade ! – Si tu voyais ce que j'endure ! » répondit Parfitt blasé.

Me souvenant aujourd'hui de cet épisode, je comprends comment la culture a fui les universités européennes. Je pense à ces générations de brillants professeurs et éducateurs abandonnés par leur gouvernement corrompu, laissant leurs universités renommées submergées par des directives fondamentalement hostiles à la liberté de pensée. Plus tard je reçus une note de Tudor. Il me remerciait

pour ma traumatique conférence – « Vous l'avez faite courageusement et bien », écrivait-il – et pour mon « merveilleux livre », *The Decline*.

Je n'étais pas au bout de mes peines, le lendemain et les jours suivants je donnais des conférences et des interviews à Oxford et Cambridge, mais dans un milieu juif et chrétien beaucoup plus amical. Puis nous partîmes en Ecosse où le professeur David Kerr m'avait invitée à un séminaire au Centre d'étude du christianisme dans le monde non-Occidental à l'université d'Édimbourg sur la « dhimmitude » et « la place des juifs et des chrétiens dans les sociétés musulmanes ». Je ne connaissais pas David Kerr ni le centre qu'il animait, mais j'étais heureuse que comme d'autres universitaires importants et spécialistes de l'Islam, Palmer, Parfitt, Rubenson, Hjärpe, il ait spontanément, sur la valeur de mon livre, adopté la terminologie que je proposais. Le sujet d'ailleurs était d'une actualité brûlante.

Kerr nous fit entrer dans une salle où assis autour d'une table, une dizaine de séminaristes doctorants africains nous attendaient. J'ai toujours aimé les Africains, en Égypte déjà où pour la première fois, rencontrant les fils de l'ambassadeur d'Éthiopie au Caire, ils me parlèrent de la discrimination dont ils souffraient, puis à l'université de Londres, où un camarade africain fut l'un des deux témoins de notre mariage. Par CSI, Gaspar Biro et le Père Barbier, je connaissais bien les persécutions des chrétiens au Soudan. Je parlai d'abord des origines et des lois de la dhimmitude et en donnai divers exemples juridiques, historiques et contemporains de façon à contextualiser et classifier la typologie de l'actualité qu'ils vivaient. Mais alors que les séminaristes m'écoutaient attentivement, un Anglais assis au bout de la table ne cessait de m'interrompre et de me contredire hargneusement. Il s'emporta parce que je parlais de l'esclavage perpétré par les musulmans :

— Pourquoi parlez-vous de l'esclavage islamique seulement et non de celui des Occidentaux ?

— Parce que c'est mon sujet, et quand on parle de l'esclavage des Occidentaux on ne mentionne jamais celui de l'Islam. L'esclavage fut l'un des facteurs prééminents du djihad, il motiva des razzias incessantes contre des chrétiens.

— Tout le monde pratiquait l'esclavage, jeta-t-il, haussant les épaules comme si on traitait d'un fait anodin.



Le sang me monta à la tête et je donnai un grand coup de poing furieux sur la table bégayant de rage : « Vous minimisez cette pratique ? ». Voyant que j'étais hors de moi, le professeur Kerr intervint pour me calmer. L'homme me tourna le dos avec un dégoût ostensible. « Mais qui est cette personne ? » – demandais-je. Plus tard l'un des séminaristes me donna son nom, c'était X... l'un des plus éminents professeurs de la faculté. Le reste du temps, il demeura silencieux, me tournant toujours le dos et rongé par son frein. Je parlais en effet de la collusion passée et présente des chefs d'Église des communautés dhimmi avec le pouvoir musulman, de leur participation dans la dissimulation des faits et de leur soumission, thèmes largement développés dans *J. et C.* À la fin du séminaire, la salle se vida mais un des doctorants vint vers moi. « Vous avez raison – me dit-il – tout ce que vous avez dit est exact. Nous le voyons chaque jour en Afrique. Et nos leaders religieux nous recommandent de ne pas irriter les musulmans mais de travailler à construire des liens fraternels et amicaux avec eux. Ils nous haïssent, nous n'avons pas le droit de le dire et nous devons feindre de l'ignorer. Ils ont tous la même attitude que le professeur X... »

Je le regardais, sa résignation calme m'emplissait de tristesse. Devant moi se tenait un homme dans la trentaine, vêtu modestement, envisageant sans illusions l'avenir des paroissiens dont il aurait la charge. Il parlait d'une voix basse, le visage inexpressif, contemplant devant lui une réalité inéluctable. Je me sentis coupable de ne pouvoir l'aider, tout ce que je pus faire fut de lui offrir mon livre. Le lendemain soir, je donnais une autre conférence au Muir Institute of Islamic and Middle Eastern Studies. Rendue prudente par la violente réaction du professeur X... et mon expérience à SOAS, j'arrondis un peu les angles.

David Kerr nous avait demandé si nous accepterions de prendre le thé chez le Professeur émérite William Montgomery Watt qui m'avait écrit et désirait nous voir. Cette invitation chez une sommité de l'islamologie était un grand honneur qui ne se refuse pas. J'étais cependant embarrassée car dans *J. et C.* j'avais critiqué son autobiographie de Mahomet et son étude sur les conquêtes islamiques, où il écrivait que l'efficacité de la protection des minorités était pour les Arabes une question d'honneur, qu'ils respectaient scrupuleusement.

« À la lumière de ce fait – écrivait-il – il n'est pas surprenant si les États musulmans ont en général un excellent bilan concernant le traitement des minorités non-musulmanes – c'était pour eux une question d'honneur de bien les traiter<sup>69</sup>. »

Je m'étonnais que les majorités chrétiennes de l'époque des conquêtes fussent désignées comme minorités et déplorais sur ce sujet une complaisance quelque peu superficielle puisqu'il écrivait dans sa conclusion sur la disparition du christianisme : « Il n'y eut rien de dramatique dans ce qui se passa ; ce fut une mort douce (gentle death), une disparition » (p. 49). Exceptés bien sûr les génocides des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et l'expulsion ou les conversions forcées des juifs et des chrétiens d'Arabie au VII<sup>e</sup> siècle, pour ne pas entrer dans plus de détails. Quant à sa description des juifs de Médine, je lui reprochais de prendre à la lettre les accusations musulmanes à leur encontre sans en chercher la confirmation dans d'autres sources, notamment juives, conformément au travail élémentaire de critique historique des sources, indispensable à l'établissement des faits. Je relevais même des contradictions entre ses affirmations et les hadiths. Tout cela ne me mettait pas très à l'aise quand, flattée par l'invitation d'un érudit aussi éminent je sonnais à sa porte, résolue à me confondre en amabilités, les bras chargés de fleurs, accompagnée de David et du Prof. Kerr.

Nous découvrîmes un couple âgé charmant, plein d'humour et affable, nous racontant en s'esclaffant entre une tasse de thé et des scones les péripéties de leur dernier voyage en Égypte où sous la menace de fondamentalistes, ils durent repartir dare-dare aussitôt arrivés, annulant tous leurs engagements. Comment ? même eux... Les promoteurs de l'entente islamo-chrétienne ! Victimes d'une agressivité digne de cibler la Bat ! On n'en croyait pas nos oreilles. Pénétrée de remords, je lui avouai avec moult excuses, évitant prudemment les détails, avoir fait des commentaires quelque peu hardis sur sa biographie de Mahomet, mais grand seigneur il n'y attachait aucune importance et changea de sujet. En fait, il avait même écrit en 1993 une recension correcte et amène sur mon livre, dans une revue académique prestigieuse *Journal of Semitic Studies*. Sa conclusion se terminait par une phrase prophétique :

69. W. Montgomery Watt, *The Majesty that was Islam : the islamic world, 661-1100*, Londres, Sidgwick & Jackson, 1974, p. 47.

*La question fondamentale soulevée par le livre de Bat Ye'or – la condition des Peuples du Livre sous la loi islamique – est liée aux problèmes contemporains... Est-ce que la charia permet aux musulmans de vivre en paix avec les non-musulmans dans notre monde ? Obtenir une réponse à ces questions peut devenir un problème urgent d'ici quelques années.*

De retour à Londres le lendemain je donnai, sous les auspices de CSI, une intervention de dix minutes à Westminster Chapel. Jamais la réfugiée juive apatride débarquant sur cette île quelques décennies plus tôt, l'âme brisée dans un hiver glacial, n'aurait pu imaginer une telle situation.

Je ne revis plus le Rev. Andrew White. Bien des années plus tard, nous apprîmes qu'il était parti en Irak pour reconforter et vivre avec ces communautés chrétiennes dont nous avions tant parlé ensemble – aujourd'hui pourchassées et massacrées.

Les contacts de David au Palais des Nations avec les militants des droits de l'homme et particulièrement avec CSI et d'autres groupes chrétiens m'introduisirent dans l'actualité de la dhimmitude dans les sociétés contemporaines islamiques. Il était plus qu'évident que la restauration de l'État d'Israël, cible de reproches acrimonieux, était totalement étrangère à la persécution moderne des chrétiens dans les sociétés musulmanes. Après la publication de *The Decline*, j'eus l'occasion à plusieurs reprises de constater le conflit à l'intérieur du clergé concernant les Juifs et Israël. Malheureusement pour les chrétiens la hiérarchie parvenait toujours à imposer silence et la séparation avec les juifs. Seules l'amitié et la solidarité avec l'islam et les Palestiniens étaient admises et encouragées. Des invitations à donner une conférence étaient subitement résiliées sans explication, et des articles ou des interviews refusées. Exceptées les quelques voix protestantes et catholiques qui demeuraient toujours fidèles à Israël malgré tous les obstacles, il était absolument inconcevable que le clergé puisse exprimer une opinion favorable à Israël, semblable aux activités largement médiatisées des grands ténors du palestinisme et de la tolérance islamique, comme le père Delorme, l'abbé Pierre, le père Moubarac etc., pour ne parler que de la France. Il semblait d'ailleurs à voir l'immense public qui se pressait, avide de leur message antisémite, qu'il répondait à un besoin largement et sciemment cultivé dans la société.

David pouvait aider nos amis de CSI par ses connexions avec la presse au Palais des Nations, pour dénoncer les prises d'otages de chrétiens et leurs persécutions, le relativisme culturel, dernier refuge – disait-il – de la légitimation de l'oppression. Avec ses collègues il put mentionner les violations des droits de l'homme à l'encontre des chrétiens. Ce fut le cas d'un musulman marocain Ait Bakim Jamaa, emprisonné suite à sa conversion au christianisme. Par ses contacts à la Commission des droits de l'homme, David et ses collègues purent le faire libérer de prison, mais il fut détenu dans un hôpital psychiatrique à Inezgane. Parlant de cette situation avec le représentant du Ministère marocain des Droits de l'homme, David put le faire libérer le 4 juin 1996. Une autre fois il parla au délégué égyptien, de la destruction d'un foyer copte pour handicapés.

Un autre cas nous attrista profondément et demanda longtemps à David des efforts considérables. Il s'agissait de Neseem Abdel-Malek, médecin copte directeur de l'hôpital psychiatrique al-Kanka près du Caire, condamné aux travaux forcés à vie par un tribunal militaire égyptien le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Le tribunal l'accusa fausement d'avoir laissé sortir l'un de ses patients, Saber Farahat Abdul-Ullah qui, avec son frère, en avait profité pour aller massacrer neuf touristes allemands et leur chauffeur égyptien devant le Musée pharaonique du Caire (18 septembre 1997). Abdul-Ullah était un islamiste ayant déjà participé à des attaques contre des Coptes et à l'assassinat de quatre touristes devant l'hôtel Semiramis en 1993. Abdel-Malek fut condamné par le tribunal sur la base des accusations du meurtrier. En juillet 1998, Frank Wolf, Membre du Congrès américain en visite au Caire, souleva cette question avec le Président Moubarak et la sentence fut réduite de vingt-cinq ans à dix ans.

Il était clair que le médecin copte psychiatre était totalement innocent. Sa condamnation visait à calmer l'opinion populaire islamiste par le sacrifice d'un bouc émissaire chrétien. Des situations semblables revenaient souvent dans l'histoire de la dhimmitude.

Nagui Kheir nous transmettait de nombreux cas en Égypte de Coptes, prêtres ou laïcs, subissant des injustices arbitraires ou des atrocités dans des villages, comme à al-Koshe (1998). Avec son collègue René Wadlow, David put, au nom de l'Association for World Education (ONG), protester et faire connaître ces injustices. De

nombreux articles parurent aux États-Unis et pour prévenir le risque de représailles contre les chrétiens en Égypte, le porte-parole de l'Association Copte Américaine (ACA) dut expliquer que les efforts des Coptes pour obtenir de l'aide de la communauté internationale étaient motivés par une obligation morale envers les victimes. Il était du devoir de cette communauté internationale de protester contre ces persécutions et humiliations. Les précautions de l'ACA étaient nécessaires dans le contexte de la dhimmitude, qui déterminait les relations des islamistes avec les non-musulmans. Moi-même je ne parlais de ces cas qu'avec la permission des intéressés. Gaudeul pouvait bien me reprocher mes analyses à travers le prisme de la dhimmitude, c'était celui de l'Oumma. Le seul correct pour la comprendre.

## EN AMÉRIQUE

Partir en Amérique représentait une aventure et un dépaysement total. Quittant la campagne vaudoise et ses sereines beautés, nous atterrissions en quelques heures à New York hérissé de gratte-ciels et capitale du monde. Loin de la vieille Europe, on y humait déjà comme un air de liberté. Y aller avec David était se laisser emporter par un tsunami. Perdant ses masses de papiers, la tête encombrée de mille détails qui s'avéraient essentiels, projetant des activités débridées entassées dans chaque journée, David était de ceux qui prennent les trains au démarrage et les avions quand ils s'envolent. Courant dans la foule des gares, des aéroports, harnachés de sacs pesants, poussant des chariots surchargés, nos arrivées à destination semblaient une gageure gagnée sur le temps. Et chacun de ces voyages renouvelait mon serment jamais tenu de voyager séparément. Taraudée par un stress capable de tuer un bœuf, je rêvais de paresseuses déambulations dans les boutiques du prétendu hors-taxi, me mêlant nonchalamment aux individus errants, balayant le hall du regard vide et ennuyé des attentes. Hélas j'ignorais alors combien je regretterais ce compagnon turbulent mais attentionné, imprévisible, débordant de vie et infusant dans chaque instant une intensité inoubliable. Et que s'arrêteraient les jours du ski et des fortes sensations contrastées de la glace et du

sauna, les longues promenades champêtres parées du printemps, ou les découvertes dans les musées vivants des villes médiévales dans une existence fusionnelle avec celui qui me donnait tout.

Les hôtels étant fort dispendieux, David avait découvert le « *courtesy exchange* » entre clubs. En Angleterre, les clubs remplissent plusieurs fonctions : rencontres de partis politiques, valorisation du statut social, rencontres d'affaires et rendez-vous coquins, fuites du domicile conjugal, restauration et réceptions grand standing hors de chez soi. Dotés d'un service hôtelier, ces clubs peuvent héberger des membres de passage. Encore étudiant, David, bien que vivant à Londres se fit membre du club londonien East Indian Club (EIC), un club dont il découvrit la misogynie quand voulant y réserver une chambre avec son épouse, il essuya un refus : les femmes n'étaient pas admises à y passer la nuit.

Mais la bataille féministe parvint à écorner même cet ultime bastion anglais de mâle suprématie, l'obligeant à admettre le redoutable sexe faible dans ses retranchements les plus profonds : son service hôtelier. Certes, à contrecœur puisque les portes du fumoir et de la bibliothèque que j'entrouvais timidement avec un sentiment coupable pour jeter un furtif regard admiratif sur les plafonds peints conservaient leur panneau comminatoire : *Men only*. Il en était de même d'un des restaurants à certaines heures où sur le seuil un serveur arrêtait poliment l'intruse.

Logé dans un bel immeuble historique d'architecture classique, l'EIC avec son porche à colonnes donnait sur un jardin. Il jouissait d'une situation centrale proche de Bond Street et de Park Lane où nous allions souvent David et moi admirer les parterres printaniers égayés de jonquilles et de tulipes, tout en discutant de la dhimmitude. À quelques pas de l'EIC s'élevait la London Library où s'accumulait un trésor de richesses inépuisables. David, toujours anxieux de devancer mes désirs, m'avait procuré une carte de lecteur temporaire, une idée qui ne me serait jamais venue. J'y trouvais des auteurs byzantins – ainsi la traduction en français de Pachymère – absents de la bibliothèque de Genève pourtant bien garnie et je les mentionnai dans la traduction anglaise des *Chrétientés*.

Malgré l'équilibre de sa façade, les lambris de ses salons et ses portiers chamarrés, les étages de l'EIC conduisant aux chambres

présentaient des escaliers s'imbriquant dans des contournements tortueux, coupés de marches dont les numéros fantasques d'étages et de chambres défiaient avec sadisme le non-initié. Un couloir commençait à l'étage trois mais se terminait à l'étage quatre sans que l'on ait gravité une seule marche. Ce dédale, semé de coffrets embusqués garnis d'animaux empaillés jouxtant des portraits en pied de gouverneurs coloniaux moustachus et casqués, constituait une véritable gageure logistique pour regagner sa chambre.

Le *courtesy exchange* permettait aux membres d'un club voyageant dans différents pays de bénéficier des services d'autres clubs. Nous découvrîmes que l'EIC nous ouvrait l'accès à des clubs américains fastueux. Loger dans un club atténuait le sentiment d'anonymat d'un hôtel. Entre le personnel et les membres s'instaurait rapidement la connivence du déjà-vu, on se reconnaissait, les employés vous accueilleraient ravis de voir le vide et le silence des vastes et somptueux salons rompus par des voyageurs affairés. Un portier intimidant en livrée galonnée filtrait entre deux bâillements, l'air rébarbatif, les entrées réservées aux seuls membres. Des salons, des bibliothèques, des salles de réception et les restaurants garnissant les étages, offraient au visiteur le silence sélectif du chez soi, contrastant avec la cohorte débraillée et tapageuse des hôtels.

Les membres étaient tenus de respecter certaines règles dont des obligations vestimentaires, moins rigides aux États-Unis qu'au EIC où le port de pantalons fut longtemps interdit aux femmes. Dans les restaurants, les membres devaient s'abstenir d'apporter des sacs de travail et de rédiger des notes sur la table. Peccadilles irritantes pour un auteur astreint à donner une interview au petit-déjeuner ou à midi. Le personnel attentif, n'hésitait pas à venir discrètement mais solennel, prévenir le coupable de ses transgressions.

À New York nous descendions régulièrement à l'Union League Club, ancienne résidence de J. P. Morgan II. Le club n'admettait pas les femmes qu'en 1980. Nous recevions nos amis dans ses immenses salons vides au luxe sobre et quelque peu austère que nous aimions. Enfoncée dans un vaste fauteuil j'y donnais mes interviews ou allais à la bibliothèque imposante préparer mes conférences. Nous profitions des journées libres pour marcher jusqu'à la New York Public Library, visiter des musées, des galeries, ou nous détendre par une belle promenade à Central Park.

Alors que l'avion nous emportait vers les États-Unis au printemps 1997, j'ignorais que la persécution des chrétiens y était devenue un sujet débattu dans les milieux religieux, universitaires et politiques. L'enlèvement et le viol de jeunes filles coptes, l'extermination et l'esclavagisme de chrétiens au Soudan, le refus du témoignage de chrétiens suivie de leur exécution pour un soi-disant blasphème au Pakistan, ne constituaient plus des faits divers accidentels ignorés par la presse.

L'administration Clinton avait créé un *Advisory Committee on Religious Freedom Abroad* (Comité consultatif sur la liberté religieuse à l'étranger), annoncé officiellement le 12 novembre 1996. Le Congrès avait même adopté une résolution demandant à Clinton de renforcer la défense des chrétiens persécutés. Des organisations prestigieuses réclamaient la protection des victimes, telles *Freedom House*, ONG patronnée par des sommités américaines politiques, le *Hudson Institute* et une nouvelle organisation américaine de CSI dirigée par le Rév. Keith Roderick que nous connaissions bien : *The Coalition for the Defence of Human Rights Under Islamization*, dont le Comité avait déjà voté d'importantes Résolutions (16 novembre 1996). Aussi le lancement de mon livre *The Decline* emplit mon agenda de rendez-vous.

À ma stupéfaction j'avais reçu une lettre de Tom Lantos, député à la Chambre des Représentants du Congrès américain. Il m'écrivait (25 mars 1997) pour m'informer que le Congrès prenant conscience de la persécution des chrétiens dans le monde, lancerait une série de manifestations sur ce sujet et avait commencé à rédiger une nouvelle législation à ce propos. La Commission des droits de l'homme du Congrès prévoyait deux premiers événements, dont des séances d'information ouvertes aux députés et m'invitait à venir témoigner avec d'autres orateurs. Lantos m'indiquait les thèmes intéressants la Commission dont : a) un résumé historique sur la persécution des chrétiens ; b) les causes de l'ignorance de ce problème par les Églises, les médias et les gouvernements ; c) les raisons de cette persécution ; d) fournir des moyens permettant aux victimes de surmonter cette tragédie.

La formulation des thèmes par Lantos impliquait la connaissance de ces persécutions par les établissements politiques, religieux et les médias, puisqu'il demandait la cause de leur silence. Or ces pouvoirs étaient précisément les seuls habilités à défendre les victimes.



Le voyage commença avec une conférence à Atlanta à l'université d'Emory sur l'invitation de notre ami, le professeur David Blumenthal, puis retour à New York et de là à Washington où David et moi donnâmes une conférence à Georgetown University, fief du professeur John Louis Esposito, fondateur et directeur du Center for Muslim-Christian Understanding. Après un don de vingt millions de dollars ce Centre fut renommé en 2005 Prince Alwaleed Center for Muslim-Christian Understanding. Dans ce joyau de la dhimmitude, mon thème résonnait comme un défi : « Le rôle de l'histoire dans la résolution des conflits : le cas de la dhimmitude ». David de son côté exposa la limite au combat humanitaire imposée par l'accusation de blasphème à la Commission des droits de l'homme.

Quelques jours plus tard je parlai devant la Commission d'enquête des droits de l'homme du Congrès américain, sous la présidence de Tom Lantos et de John Edward Porter, tous deux membres du Congrès, séance réunie pour les membres du Congrès et ouverte au public et aux médias (29 avril 1997). J'étais totalement pétrifiée à l'idée de m'exprimer au niveau le plus élevé des arcanes politiques américains, devant le sous-Comité pour le Proche-Orient et l'Asie du Sud du Comité des Affaires Étrangères du Sénat. La séance comprenait trois tribunes consacrées aux témoignages sur la persécution des chrétiens dans le monde. Aux deux premières parleraient Frank Wolf, député et Steven Coffey, député d'État. Nina Shea de *Freedom House* et notre ami Walid Pharès, professeur à l'Université de Florida Atlantic, se partageaient la troisième tribune. Je formais avec deux autres orateurs, la Baronne Cox et le Rév. Patrick Augustine venant des Philippines, des orateurs invités. J'avais l'honneur d'ouvrir la séance. Alors que je m'y préparais le cœur battant, Mm Lantos vint vers moi et me demanda d'adoucir mon texte, puis elle me dit de céder ma place à Caroline Cox. Mal à l'aise et totalement paniquée, j'en informai Caroline, qui refusa tout net mon désistement et insista pour que je parle en premier.

*Les Chrétientés* examinait l'ensemble des thèmes mentionnés par Lantos, les replaçant dans leur contexte historique et islamique. Le titre de ma conférence était : « *Past is Prologue. The Challenge of Islamism Today* » (Le passé est le prologue : le défi de l'islamisme aujourd'hui). *Past is Prologue* est une phrase inscrite sur le fronton de l'immeuble des Archives Nationales. Elle m'avait sauté aux yeux

dès le premier jour de mon arrivée à Washington quelques années plus tôt et je l'avais écrite pour m'en souvenir<sup>70</sup>. Mon exposé indiquait l'origine et le champ de la dhimmitude, soulignant ses principales composantes, et expliquait les causes du silence des Églises, des gouvernements et des médias sur les persécutions passées et actuelles des chrétiens. Il soulignait l'importance de comprendre les dangers qui les menaçaient et en donnait les raisons. La conclusion proposait diverses mesures, comme la récupération par ces populations de leur mémoire, leur histoire et leur culture, la prévention de la destruction de leurs monuments historiques, la discussion ouverte et libre de la dhimmitude, en y associant les musulmans dans la recherche de solutions, ainsi que d'autres suggestions. Puis le Père Augustine prit la parole et je manquai tomber à la renverse : il lisait des passages entiers de mon livre, *The Dhimmi*.

Mes épreuves n'étaient pas terminées, le même jour je devais m'adresser à des députés et le lendemain participer à un séminaire à *Freedom House*, un think tank sur les droits de l'homme. La veille de notre départ nous retournâmes à New York. Le Père Richard Neuhaus, directeur de *Institute on Religious and Public Life*, éditeur de la revue *First Things* avait organisé à l'Union League Club un déjeuner-séminaire avec des journalistes et d'autres invités. À nouveau j'expliquais que la persécution des chrétiens et autres minorités n'était pas un phénomène passager mais un élément fondamental dans le projet politico-théologique d'islamisation planétaire et que la survie de nos libertés dépendrait de nos capacités de protéger celles des minorités. Vers la fin du repas, un homme – je crois me souvenir qu'il était le prof. Griffith en personne – réfuta toutes mes assertions, qu'il me fut facile de démontrer. Entre temps, survint un Copte, Rafic Iscandar, d'une quarantaine d'années ayant fui l'Égypte dans des conditions tragiques. À court d'argument, mon contradicteur – devant Iscandar, qui approuvait par de larges mouvements de tête tous mes arguments – déclara sur un ton irrité et professoral que le devoir des chrétiens d'Orient consistait à souffrir. Loin de filer à l'étranger et de se dérober à leur destin tragique par une lâche émigration vidant les communautés de leur sang, ils devaient l'assumer en demeurant sur

70. L'inscription exacte est : *What is Past is prologue. Eternal Vigilance is the Price of Liberty.*

place quelles que soient les persécutions, car leur martyr maintenait la présence chrétienne dans son berceau, au sein de l'islam. Quand il eut terminé, je lui demandais poliment où il habitait. Je trouvais stupéfiant que vivant lui-même dans la sécurité des États-Unis, il puisse exiger d'autres personnes le sacrifice de leur bonheur et de leur vie. Pourquoi ne choisissait-il pas lui-même ce destin, demandai-je d'une voix posée ? « Oui – s'écria Iscandar véhément – pourquoi vous... vous ne partez pas vivre là-bas, ce seraient vos femmes et vos filles qui seraient enlevées et violées... ». Cet argument déstabilisa notre moralisateur qui ne trouva rien à répondre.

En fait je tombais pile sur un conflit interaméricain décrit par Jeffrey Goldberg dans un long article du *New York Time* du 21 décembre 1997 : « *Washington découvre la persécution des chrétiens* ». Je le lis aujourd'hui pour la première fois parmi les articles et les lettres des années quatre-vingt-dix conservées par mon mari. Cet article mentionnait le combat mené depuis quelques années par Nina Shea, une Américaine catholique du Puebla Institute dénonçant la persécution religieuse. À l'époque, Kenneth Roth directeur exécutif de l'ONG Human Rights Watch, et les activistes des droits de l'homme se désintéressaient du domaine religieux et ne dénonçaient que les violations des droits civils dans certains pays comme la Chine, l'Union soviétique, l'Afrique du Sud, l'Amérique Centrale, la Pologne. Pour Shea cette orientation sélective révélait un militantisme politique dans l'humanitaire et un préjugé anti-chrétien. Soutenu par un puissant groupe de catholiques et protestants ce mouvement s'efforça de porter le problème de la persécution religieuse, notamment chrétienne, sur le plan politique et de faire voter une loi la sanctionnant. Michael J. Horowitz du *Hudson Institute* se joignit à cette campagne et y apporta une formidable poussée publicitaire.

Les obstacles cependant semblaient insurmontables. Portée par le parti républicain, la loi était contestée dans ses propres rangs par les milieux économiques où se recrutaient ses plus puissants financiers. Ces débats dévoilaient au public américain le principe d'une persécution religieuse, notamment chrétienne, et l'urgence de la rattacher au combat pour les droits de l'homme. Un projet de loi punissant la persécution religieuse présenté par le Sénateur Arlen Specter et Frank Wolf, Membre du Congrès, était à l'étude. Dans ces circonstances je

devenais un précieux auxiliaire pour des activistes américains désireux de faire prévaloir l'éthique sur le cynisme d'une politique vénale.

Après la séance du déjeuner organisée par le père Neuhaus et suivie de questions, nous entreprîmes une course démentielle dans le trafic New Yorkais jusqu'à l'aéroport. Assise enfin dans l'avion qui nous ramenait vers la calme sérénité de la campagne vaudoise, ma main dans celle de David, je pus me détendre. Ma vie était la sienne, sans lui je n'aurais su sortir ni même m'orienter hors de l'hôtel – sans même parler de la correction anglaise de mes conférences ! Mais cette vie-là... qui me tombait subitement dessus, que je n'avais pas cherchée... je ne la voulais pas.

En juin je reçus une lettre d'un inconnu copte venu à l'une de mes conférences. Mon voyage, m'écrivait-il, avait été fructueux. Des sénateurs avaient été en Égypte et avaient rencontré le Président Moubarak. C'était m'attribuer un mérite qui revenait au militantisme persévérant de nombreux Américains. Puis, le 11 juin Selim Naguib nous écrivit de Montréal au sujet d'un article paru dans le quotidien semi-officiel, *Al Ahram International* : « Une campagne "comique" trompeuse contre l'Égypte, l'Arabie Saoudite, le Liban et la Syrie. Tentatives américaines contre les Pays arabes. Prétendues persécutions de Chrétiens ». Mounir Bishay, un Copte émigré en Californie, nous l'envoya traduit et soigneusement écrit de sa main. L'article concernait une seconde audition au Sénat, il niait les persécutions, blâmait un lobby juif, accusait Israël et notait l'absence de témoins coptes. Selon Bishay, Moubarak avait téléphoné aux Sénateurs et les aurait suppliés de ne laisser aucun Copte témoigner. Coincé entre les Islamistes et les Américains, Moubarak avait certainement pris cette décision pour protéger les Coptes contre des représailles en Égypte. Sélim était indigné par ces accusations. Sa lettre se concluait par ces mots : « Nous devons continuer *ensemble* (Juifs et Chrétiens) le chemin de la lutte pacifique afin de survivre et vaincre ce fanatisme musulman qui se propage comme un cancer à *travers le monde* » (mots soulignés par Sélim).

## La bataille de la dhimmitude

Articles, conférences, interviews sur *The Decline*, stimulèrent dans les milieux chrétiens déjà échaudés des discussions sur un sujet jusqu'alors totalement inconnu aux États-Unis : faire connaître la persécution des chrétiens et la sanctionner politiquement ou la dissimuler pour des avantages économiques ou stratégiques. James E. Bieschler (La Salle University, Philadelphie) m'avait déjà gratifiée d'un article élogieux pour *The Dhimmi*. Dans sa longue réflexion sur *The Decline* il relève que ce livre définit les aspects socio-politiques et religieux encore jamais explorés du concept de dhimmitude et qu'il stimule une discussion substantielle et perturbante dans les milieux académiques et œcuméniques. Il souhaite un intérêt similaire du monde politique sur ce sujet. Car la division du monde en *dar al-islam* et *dar al-harb* signifierait-elle que les musulmans ne seront jamais en paix avec le reste du monde ? Ignorer mes livres, écrivait-il, ne pourrait que perpétuer une illusion<sup>71</sup>.

Comme pour lui répondre, Sidney H. Griffith s'appliqua, non sans mauvaise foi, à démolir toute la crédibilité historique de mon travail. En premier il tint à rectifier une phrase qui fut mal interprétée par David dans sa recension précédente de l'édition française *Les Chrétientés*. Tout en reconnaissant que j'étais le premier écrivain à avoir soulevé le problème de la dhimmitude – écrivait-il alors – le travail restait à faire car ce livre manquait de méthode historique et pouvait induire des conclusions erronées. Mais écrivait-il – malgré toutes ses objections à mon travail, Bat Ye'or a soulevé une question d'une importance cruciale pour les musulmans et les non-musulmans et il poursuivait : « Dans le contexte politiquement chargé où ces problèmes sont discutés, il est très difficile de les traiter brièvement. Ils

71. *Journal of Ecumenical Studies*, vol. 35, n°1, (hiver 1998).

*méritent au minimum une conférence académique dédiée uniquement à ce sujet, comme début d'un bilan historique juste. »*

Dans sa recension de la traduction anglaise il s'applique à démontrer mes interprétations incorrectes du djihad et de la dhimmitude, à contester leur origine théologique et les aspects cruels de la dhimmitude, qu'Israël, affirme-t-il, pratique aussi. Puis suivent les généralisations vagues : l'histoire est plus compliquée, l'affaire n'est pas aussi simple, d'autres facteurs (mais lesquels ? il ne les précise pas) provoquèrent l'extinction des communautés chrétiennes et juives vivant dans le monde musulman. En fait, déclare Griffith, *The Decline*, malgré l'énorme matériel historique et le fait que Bat Ye'or ait soulevé un problème qui mérite d'être étudié, n'est qu'un pamphlet et non une analyse historique. Mais, pour Griffith, la question demeure : est-ce le djihad et les prescriptions de la loi islamique qui causèrent l'extinction des chrétiens du monde islamique ou d'autres facteurs ? Griffith s'accroche à ces « autres facteurs », qu'il ne parvient pas à préciser, comme à une bouée de sauvetage. Aujourd'hui, la résurgence du djihadisme et du califat qui rétablirent les lois traditionnelles de la charia décrites dans mes livres, provoquant la fuite non-seulement des non-musulmans, mais des musulmans aussi, lui fournissent une réponse<sup>72</sup>. Ces pratiques appliquées par le califat moderne en Syrie et Irak, niées avec acharnement par les politiciens et les universitaires occidentaux, persistent dans toute leur rigueur jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle dans certains pays et sous une forme atténuée dans d'autres. Par ailleurs, en critiquant le manque de méthode historique dans mon livre, Griffith répète mon introduction où je soulignais que mon livre n'était pas une récapitulation chronologique historique, que seul maîtriserait un collectif d'historiens, mais qu'il développait une structure d'investigation thématique dans le cadre juridique, sociologique et historique de la dhimmitude.

La position de Griffith illustre les problèmes théologiques et politiques des Églises envers le peuple et l'État d'Israël, leur mise au pas par la politique sécuritaire et économique des États occidentaux, et

72. Sidney H. Griffith, Institute of Christian Oriental Research, Catholic University of America, Washington, in *International Journal of Middle East Studies*, publié sous les auspices du Middle East Association of North America, vol. 30, n°4, nov.1998, pp. 619-20.

leur vulnérabilité face au terrorisme islamique qui les condamnait à se protéger par des professions de pro-palestinisme antisioniste.

Sans le vouloir j'avais touché au tabou politique et religieux le plus important, le plus crucial de cette fin de siècle, celui qui conditionnait toute la politique du monde occidental avec les pays musulmans. Soutenue par les uns, vilipendée par les autres, j'étais à mon insu submergée dans les querelles politiques et religieuses de la chrétienté occidentale. Griffith, qui ne pouvait nier les faits historiques se trouvait acculé à déclarer que les majorités chrétiennes s'étaient en effet amenuisées mais pour d'autres raisons que la dhimmitude. Lesquelles ? Mystère et boule de gomme.

La recension de Robert Brenton Betts expose clairement la rage causée par l'étude sacrilège de faits invalidant le mythe de la cohabitation idyllique islamo-chrétienne<sup>73</sup>. Sur un ton venimeux Betts me reproche d'utiliser un titre fallacieux pour un livre qui traite non pas du christianisme exclusivement mais ô scandale ! – du judaïsme aussi et même selon lui dans une plus grande mesure. Pour Betts, évoquer le judaïsme même une seule fois, dans l'analyse de la dhimmitude, est inexcusable. Or celle-ci ne s'explique que par l'antijudaïsme des Pères de l'Église (que l'islam reprit) et le traitement des juifs par Mahomet.

Betts reprend toute mon analyse des différences entre l'islamisation des États chrétiens et la condition des communautés juives européennes, mais pour prouver qu'on ne peut parler des juifs et des chrétiens en tandem dans l'histoire. Il a tort. Betts nie toute discrimination ou persécution, à preuve le christianisme libanais est florissant ! La guerre civile commencée en 1975 ? Une broutille, les chrétiens durent céder leurs injustes privilèges. Si les juifs irakiens quittèrent l'Irak, c'était pour immigrer en Israël et en Occident. Pas un mot sur les pogroms, les exécutions arbitraires, les confiscations, les menaces. Enfin il enrage par les non-sens, les erreurs, les hyperboles qu'il dénonce dans mon livre, culminant dans « *le spectre de la dhimmitude de l'Occident* », « *l'impact psychologique du terrorisme intellectuel, allez savoir ce que ça veut dire*<sup>74</sup> ! » Car ma véritable intention – écrit-il – puisque je suis juive, est de saper

73. Robert Brenton Betts, professeur associé à l'American University, Beyrouth. *Middle East Policy*, vol. V, n° 3, août 1997, American-Arab Affairs Council, Washington D.C.

74. Whatever that is.



l'opinion largement acceptée dans les milieux académiques occidentaux de la tolérance islamique, propagande propagée par Israël et ses alliés chrétiens protestants évangéliques. Car la véritable cause du malheur des chrétiens est, selon lui, la création de l'État d'Israël propulseur du fondamentalisme islamique.

Betts conteste la publication d'une photographie d'une belle synagogue en ruines du V<sup>e</sup> siècle en Galilée. Pourquoi ? L'endroit est habité uniquement par des chrétiens maronites et ce témoignage d'une présence juive antérieure leur porterait préjudice. De même il vitupère contre la publication d'illustrations de quatre synagogues en Israël remontant à l'époque préislamique et détruites par les invasions arabes au septième siècle, et de quatre autres relatives au judaïsme, dont le Mur du Temple, qui dit-il, n'ont rien à voir avec la chrétienté. Comme si Jésus n'avait pas été au Temple et n'avait pas prié dans ces synagogues ! Ainsi même, et surtout, dans la dhimmitude, christianisme et judaïsme doivent être totalement séparés. Une séparation étanche d'esprit et de corps évocatrice de bien des lois antisémites chrétiennes rétablies au XX<sup>e</sup> siècle en Europe.

Cette réaction illustre, camouflés dans la culture, les politiques et les préjugés antisémites de cette fin de siècle. Mon livre, je m'en aperçois maintenant, pulvérisait la nouvelle thèse d'une merveilleuse symbiose islamo-chrétienne menacée par l'État d'Israël. Elle fleurissait, dès Vatican II dans le sillage des grands épanchements de Massignon, des pères Moubarak, Delorme et de l'Abbé Pierre mais aussi dans la littérature, les médias et les discours politiques. Immergée dans l'histoire, j'estimais que le concept de dhimmitude m'introduisait dans un champ de recherches inexploité ouvrant de multiples domaines de réflexion. Sans ces clefs fournies par l'histoire, la compréhension des événements contemporains restait hermétiquement scellée au chercheur. La dhimmitude était un outil intellectuel apte à prospecter des pans d'histoire et non une arme destinée à détruire une idéologie que personne – y compris moi-même – ne connaissait encore, excepté ses concepteurs. Entre Biechler, Neuhaus et Griffith des divergences débordant de l'histoire sur l'actualité creusaient des fractures politiques. Les inquiétudes exprimées par Watt et Biechler quant à la pérennité du concept de *dar al-harb* résonnent encore aujourd'hui parce que les Griffith et Betts les enterrèrent sous leurs dénis arrogants.

Mes détracteurs minimisaient mon travail par l'accusation de n'avoir publié qu'un ramassis de faits négatifs et ignoré les aspects positifs de la protection islamique. Mais l'on peut se demander s'il existe un aspect positif dans le carcan de la dhimmitude et dans une suspension conditionnelle et provisoire de la mort. Qu'est-ce que la tolérance et l'humanité d'un maître retirent à l'injustice arbitraire d'un système social et politique ? Cet argument est cité car souvent invoqué. Il exprime la confusion entre le domaine subjectif accidentel et une structure fixe théologique, juridique et politique institutionnelle. Le système de la dhimmitude comme celui de l'esclavage devait être dénoncé et proscrit.

Le 25 avril 1997, alors que nous étions à l'ULC à New York, je reçus une lettre d'un inconnu, le Sénateur Sam Brownback (Kansas) adressée du Sénat. Il m'invitait à venir témoigner le 1<sup>er</sup> mai 1997 devant le Comité des Relations extérieures du Sénat et la Sous-Commission des Affaires du Proche-Orient et de l'Asie du Sud<sup>75</sup>.

*« Vous savez bien – m'écrivait-il – que les persécutions religieuses au Moyen-Orient et en Asie du Sud sont généralisées et augmentent. Des Coptes en Égypte aux Chrétiens au Pakistan et aux Baha'is en Iran, des persécutions et discriminations systématiques contre les minorités religieuses surviennent dans la région. Au cours de la séance du Comité je voudrais consacrer quelque temps pour examiner certains des exemples les plus marquants d'agressions survenues dans la région contre les minorités religieuses et la liberté religieuse. Je suis aussi particulièrement intéressé d'entendre votre opinion sur les raisons motivant cette persécution et pourquoi cette situation est ignorée par les Églises, les médias et le gouvernement et les moyens possibles pour aborder ce tragique problème.*

*« La liberté religieuse – poursuivait-il – est une liberté intégrée dans le caractère de notre république. Malgré l'importance donnée à la liberté religieuse par nos pères fondateurs, je ne suis cependant pas certain que nous faisons tout ce que nous pouvons pour défendre ce principe dans le monde. Je veux explorer ce que les États-Unis ont fait et devrait faire pour promouvoir et protéger la liberté religieuse au Moyen-Orient. J'espère que vous examinerez ces sujets spécifiques et [que vous nous donnerez] toute autre opinion que vous avez sur le problème de la persécution religieuse au Moyen-Orient ».*

Je ne connaissais pas Sam Brownback. Naturellement j'étais très flattée de cette attention, mais quand je parlais dans la salle j'étais

75. *Testimony May 01 1997 Bat Ye'or Author Geneva Switzerland Senate Foreign Relations Near Eastern and South Asian Affairs Religious Persecution in the Middle East*, Federal Document Clearing House Congressional Testimony, Section : Capitol Hill Hearing Testimony.

si intimidée que je voyais à peine les personnes autour de moi. Me souvenant des leçons de diction de David, je m'astreignais à prononcer clairement et correctement mon texte anglais. Déjà la situation incroyable dans laquelle je me trouvais propulsée me stupéfiait. Parler au Sénat américain ! Et sous un pseudonyme... ! que tout le monde, Sénateurs et Membres du Congrès acceptaient ! C'était ça, l'Amérique ! L'ouverture aux excentricités.

Sam Brownback me posa diverses questions sur le silence de l'Occident. Émanait-il des liens économiques, commerciaux ? Certes, répondis-je, mais pas seulement, les clergés dhimmi l'imposaient aussi pour protéger leur communauté des représailles des musulmans.

Plus tard, nous ne manquâmes jamais au cours de nos voyages, de passer au Capitole saluer les Lantos, le député Frank Wolf qui nous recevaient toujours avec la même chaleureuse sympathie, et le sénateur Brownback, homme haut de taille et séduisant, très réceptif et engagé.

Nous devînmes des familiers des longs couloirs du 2203 Rayburn House Office Building où derrière chaque porte de député ornée du drapeau de son État se pressaient des délégations du monde entier. Je ne comprenais pas ce qu'on voulait de moi et je pensais décevoir les attentes. J'étudiais la dhimmitude en tant que phénomène historique semblable à une coulée enchâssée dans la durée, traversant les siècles et les générations. Je n'envisageais pas des moyens politiques pour la combattre. L'exécution d'un Chrétien pakistanais accusé de blasphème évoquait des lois induites par des hadiths et des versets coraniques, je voyais sous mes yeux l'actualisation du passé, la réalisation concrète de récits historiques, mais j'étais incapable d'agir, je ne pouvais que les dénoncer. Soudainement aux États-Unis, la persécution des chrétiens et autres minorités religieuses dans les pays musulmans exposée au plus haut niveau politique, fut discutée dans les revues historiques, les conférences et l'espace médiatique. Le 16 novembre se tint le International Day of Prayer for the Persecuted Church. Rien de tel dans une Europe peureusement retranchée dans ses dénis et ses tabous.

Un nouveau matériel s'accumulait pour la traduction anglaise de *Juifs et Chrétiens* déjà publié en français en 1994. La progression des recherches révélait l'immense forfaiture du mythe de la religion de paix et d'amour, alors que toutes les relations avec les non-musulmans se fondaient sur le concept de *dar al-harb*, les pays de la guerre

obligatoire, avec ses déclinaisons entre éradication des habitants, esclavage, trêve temporaire monnayée ou servitude. Nos amis coptes et de CSI, chrétiens engagés animés d'une foi profonde, nous communiquaient les dernières nouvelles concernant les violations des droits de l'homme selon nos critères, mais légales et même obligatoires selon les lois de la dhimmitude. Dans les années quatre-vingt-dix en Égypte, la poussée islamiste avait aggravé les attaques contre les églises, les tueries de prêtres dans les monastères et dans la rue, les massacres de civils dans les églises, les extorsions d'argent (*jizya*) aux Chrétiens avec torture et exécution pour les récalcitrants<sup>76</sup>. David les dénonçait constamment au Conseil des droits de l'homme, ainsi que les accusations de blasphème par les États musulmans. J'estimais le président Moubarak prisonnier de ces excès par la pression populaire. Toute mesure pour les prévenir menacerait davantage son régime.

Six mois après notre retour des États-Unis, je reçus une lettre de Sam Elija au nom de HIS (Helping International Students), un mouvement évangélique. Elisha, que je ne connaissais pas, m'avait entendu à la Conférence à Washington organisée par Roderick et désirait m'inviter pour la « Première Conférence nationale sur l'Église persécutée : briser le silence » (26-28 mars 1998) qu'il organisait et où j'expliquerais la dhimmitude, un sujet fort peu connu, ajoutait-il. Son titre provocateur, choisi par les organisateurs, impliquait-il une situation connue des autorités mais maintenue secrète et une volonté de l'exposer au public ? En fait, elle s'inscrivait dans la fronde d'Églises catholiques et évangéliques contre les intérêts politiques, financiers et économiques liés aux pétro-dollars.

En effet, quelques jours plus tard Elisha nous envoya un fax contenant des éclaircissements sur la conférence, mais à l'époque je ne le lus pas. David, de fait, monopolisait mon courrier, répondait pour moi et prenait toutes les décisions et les initiatives me concernant. Parfois il oubliait de m'en parler. Cela ne me gênait nullement, le seul inconvénient étant que j'ignorais souvent mon programme, où j'allais et qui je rencontrais. Elisha nous informait que la conférence, sponsorisée par le Dialogue Multiculturel et d'autres organisations,

76. Bat Ye'or, *Islam and Dhimmitude : where civilizations collide*, trad. du Français par Miriam Kochan et David Littman, FDUP, 2002, USA., pp. 233-34.

se justifiait par les circonstances actuelles :1) le débat dans les médias et les forums publics sur les problèmes de la persécution religieuse et des droits des minorités religieuses ; 2) les discussions permanentes au Congrès des États-Unis, à la Maison Blanche et au Département d'État sur ces problèmes ; 3) comme membres des différentes communautés religieuses des États-Unis, les organisateurs de HIS pouvaient et devaient être à l'avant-garde pour défendre les droits de tous les groupes au libre exercice de leur religion. Ils souhaitaient mieux informer l'Américain moyen sur ces défis cruciaux de la liberté de conscience et religieuse pour tous et partout.

Quelques jours plus tard, Sam me transmit une demande de l'Université Internationale de Columbia, (CIU) département des Études islamiques, m'invitant à parler aux étudiants de l'une de leurs classes incluant des séminaires et études bibliques. Compte tenu des bonnes relations de la HIS avec la CIU il me demandait d'accepter et de donner une vue générale sur le développement historique et le concept de dhimmitude, puis de répondre aux questions des étudiants. Il invitait également David à parler d'une notion peu connue, la censure au Conseil des droits de l'homme causée par l'accusation de blasphème.

Ce séjour en 1998 aux États-Unis débuta par notre arrivée à Miami où Walid Phares, devenu professeur de Relations internationales à Florida Atlantic University, s'activait depuis de longs mois pour organiser en notre honneur une conférence mammoth où nous parlerions tous les deux. David n'y croyait pas et à la dernière minute voulut annuler ce voyage. Les raisons ? Quelques jours de ski avec Ariane et les petits-enfants ; un week-end avec Diana ; l'arrivée d'Arafat superstar à la Commission des droits de l'homme et en perspective de riches joutes oratoires de David applaudi par ses admiratrices. Phares se désespérait car les invitations avaient été lancées et la salle réservée. De part et d'autre les fax pleuvaient. Le dernier de Phares envoyé tardivement portait le mot *désastre*. David lui répondit que levé à cinq heures trente, bourré de remords après une nuit blanche, ce mot lui sauta aux yeux. Citant Hillel (David adorait les citations, surtout bibliques) il décida aussitôt de renoncer à ce qu'il appelait « le plus grand spectacle sur terre », la Commission des droits de l'homme au Palais des Nations et de laisser tomber Arafat pour partir à Miami.

Nous arrivâmes à Miami le 19 mars et fûmes éblouis par la beauté du lieu. Walid avait réservé une chambre dans un bel hôtel, non loin de la mer. Nous devions parler tous les deux à la Florida Atlantic University et à la Miami University. David avait donné à sa conférence le titre : « Existe-t-il des droits humains différents ? » Il y exposait les différences entre la Déclaration universelle des droits de l'homme et la version islamique dans les débats des sessions de l'ONU à Genève. La conférence planifiée par Walid eut de quoi vraiment flatter l'égo de David. Un public amical et intéressé emplissait le vaste amphithéâtre. David était ravi ! Et... pourquoi ne pas prendre trois jours de vacances paradisiaques à Miami, se baigner et se dorer dans les superbes criques comme nous le proposait Walid ? Nous pûmes ainsi nous détendre avant de partir à Columbia en Caroline du Sud.

De nombreux conférenciers, la plupart des théologiens évangélistes influents et responsables participaient à la conférence de trois jours organisée par la HIS. Paul Marshall, écrivain associé au travail militant de Nina Shea contre la persécution religieuse connaissait mes livres et m'offrit son dernier : *Their Blood cries out*. Nous vîmes aussi le président de l'Anti-Slavery Group, Charles Jacobs, très convivial et direct et Michael Horowitz. Il ne me fallut pas longtemps pour constater que ce dernier ne connaissait rien sur la dhimmitude ni sur l'islam.

Sam Elisha m'avait programmée pour trois conférences, rien que ça ! l'une le premier jour dans la Première Église Baptiste non ouverte au public, la seconde à la CIU et la troisième à l'Université de la Caroline du Sud, à la Faculté de Droit, dans le grand auditorium ouvert au public et où il y aurait de nombreux autres orateurs.

Malheureusement cette première journée débuta mal car subitement, tout à trac, l'un des conférenciers m'apostropha avec rudesse, me reprochant de manquer de foi. Je demeurais coite : une analyse historique devait être objective. Quand Michael Horowitz arriva pour donner son allocution, on vint me chercher pour une interview retardée de plus d'une heure. À mon retour je trouvai David furieux. En mon absence Horowitz avait déclaré que je ne connaissais rien aux problèmes des chrétiens et que mon travail n'était pas sérieux. Comme David, s'emparant du micro, protestait, Horowitz avait jeté négligemment : mais oui il prend la défense de sa femme. Depuis il n'y eut que des prises de bec. Sur l'estrade, Horowitz se démenait

comme un histrion, se vantant d'avoir été le premier à parler de la persécution des chrétiens et s'attribuant tous les mérites et les succès de ce combat. David et lui étaient devenus comme chien et chat.

Le dernier jour ne fut guère plus heureux. Je ruminais mon manque de foi, de plus j'avais remarqué la présence de nombreux musulmans vêtus d'habits traditionnels devant lesquels Elisha, plié en deux, se contorsionnait en ronds de jambes, les pieds chaussés de pantoufles style Aladin. Parfois il me glissait : « ce sont des islamistes très durs. Qu'est-ce qui va se passer ? ! » et je ne me sentais pas très à l'aise, devinant qu'il me prenait pour un torchon rouge agité devant un taureau. Certains arrivaient avec de très belles femmes africaines, l'air avenant, parées de robes traditionnelles aux couleurs flamboyantes et coiffées de hauts turbans de satin qui m'impressionnèrent au point que je décidai de ne pas parler de la dhimmitude. Comme il m'avait gardé la place d'honneur, je subodorais un piège à la suédoise et me souvenant du chahut menaçant de SOAS, j'expurgeai ma conférence.

Devant la salle bondée, qu'ai-je dit ? Je ne m'en souviens plus, mais je me rappelle qu'Elisha se refusait ostensiblement à me rendre le micro pour que je réponde à mes contradicteurs et que je me l'appropriai deux fois d'un geste péremptoire. Une véritable bataille ! Je remarquais qu'il affectait un air désapprobateur envers moi devant les notables musulmans avec lesquels il était tout sourire. Les orateurs invités étaient un imam sunnite, un Sikh, un autre imam membre du Conseil mondial suprême des mosquées, un Hindou, un Bouddhiste, un Bahai, David Littman parlant de la contradiction entre blasphème et la Déclaration universelle des droits de l'homme, Paul Marshall, Charles Jacobs et moi-même.

L'atmosphère, pourtant était très bon enfant, les femmes souriaient, les conférenciers (à part moi) excellents. David parla avec beaucoup d'aisance et Charles Jacobs, le grand défenseur des chrétiens du Soudan fut très convaincant. À la vérité j'ignorais le contexte politique américain mobilisant cette conférence et je ne disposais ni des concepts, ni du langage ou des connaissances pour transformer la dhimmitude en combat politique. J'avais étudié ce sujet et en avais exposé tous les aspects, mais quelle était son utilité si je ne savais qu'en faire ? J'ignorais que des groupes chrétiens s'en étaient emparés

pour porter leur combat dans l'arène du monde, celui des massacres et des guerres. Que valaient mes analyses et mes phrases aseptisées ?

Me remémorant aujourd'hui cet épisode, Elisha et son groupe, à vrai dire, avaient fait un bon travail d'information. Tout en se réservant le cadre obséquieux du dialogue multireligieux, ils balançaient à la face de leurs invités la Bat, la dhimmitude et l'esclavage des chrétiens au Soudan. Personne ne s'était crêpé le chignon ni lancé des poings à la figure. À la vérité j'avais été un peu confuse. Parler dans une université à un public formé au rationalisme abstrait pouvait paraître desséchant dans un contexte de foi religieuse intense, d'où le reproche de manquer de foi. Par ailleurs le mélange de dialogue inter-religieux tout sourire et de revendications politiques me semblait confus.

Je ne pensais pas à tout cela quand de la Caroline du Sud nous filâmes à Washington où je devais donner une autre conférence. Les commentaires sur mes livres, le combat difficile des chrétiens pour dénoncer les crimes contre leurs coreligionnaires, leur incapacité à assimiler qu'il s'agissait d'une théologie formatée par une juridiction sacrée, et l'énormité de la tâche à accomplir, m'amenaient à m'interroger sur la signification et le but du témoignage dans l'histoire. En 1997, à Atlanta nous avions visité le Mémorial de Martin Luther King Jr. Ses magnifiques discours vibraient d'un souffle puissant. King, pensais-je, avait vaincu le mal parce qu'il avait eu le courage de l'affronter par la parole et de l'exposer. Tant que la dhimmitude restera un secret, il n'y aura aucun progrès. À l'*Atlanta Jewish Times* (25 avril 1997) j'avais déclaré : « Un musulman est comme moi... je peux lui parler. Il ne vient pas d'une autre planète... Je pense que les musulmans accepteraient l'égalité avec les juifs et les chrétiens, si nous discutons de ce problème, mais si nous l'occultons ils ne le résoudre pas. Il faut convaincre les gens de ne pas devenir les jouets aveugles des forces historiques, car la compréhension du passé permet de maîtriser l'avenir ». L'article s'intitulait « *Can we Talk ?* » Je me pose encore aujourd'hui cette question.

À Washington, un important *think tank* conservateur *Ethics and Public Policy Center*, dédié à l'application des valeurs judéo-chrétiennes aux problèmes politiques complexes, avait organisé un déjeuner-buffet en mon honneur. Son président Elliott Abrams m'accueillit. Je pris place entre George Weigel, théologien catholique distingué, auteur de nombreux livres traitant de la foi et de la poli-



tique – et Paul Marshall, expert et auteur de livres sur les droits de l'homme, le terrorisme et les libertés religieuses. Construite sur l'importance du témoignage, ma conférence s'intitulait : « Persécution des Juifs et des Chrétiens : témoignage *versus* silence. »

Elle débutait par une citation d'Ezéchiel sur le devoir moral de l'avertisseur, car, disait-il, Dieu ne désirait pas la mort du méchant mais qu'il change de conduite et vive (33, 11). Ezéchiel commentait longuement ce rôle de l'avertisseur vis-à-vis du transgresseur et de la société, prenant en exemple la responsabilité de la sentinelle qui si elle manquait à son devoir de signaler le danger, portait la responsabilité des conséquences subies par ceux qu'elle devait avertir. Mais avertir à quel sujet et dans quel but ? Certes, la Bible témoignait d'un ordre de valeurs transcendant qui, abolissant le chaos, fixait des limites au comportement humain sur la base d'une sacralité universelle de la vie humaine (Genèse, 1, 27). L'immanence de la divinité dans l'homme induisait une alliance, un partenariat entre Dieu et l'homme, une double responsabilité librement acceptée par l'homme de maintenir des normes éthiques fondées sur la sacralité de tout être humain. La longue et douloureuse histoire des relations judéo-chrétiennes avait imposé au peuple d'Israël d'assumer le devoir de témoigner contre l'inhumanité. L'enracinement du christianisme dans le judaïsme intégra dans la dynamique de l'histoire cette tradition de dialogue et de contestation du pouvoir par le peuple à la nuque raide. L'émancipation du judaïsme européen fut une décision politique chrétienne d'ordre humanitaire à laquelle les Juifs s'associèrent. Avant, durant et après la Shoah, juifs et chrétiens s'étaient engagés ensemble pour dénoncer le Mal. Ce travail commun avait initié dans l'Église une réflexion spirituelle profonde vis-à-vis du peuple juif. Par la réhumanisation des victimes juives, l'Église se réhumanisait elle-même dans un processus interne d'humilité et d'approfondissement de sa réflexion théologique.

Rien de tel dans le monde musulman où la survie du christianisme et même la sécurité de l'Europe se joueraient sur leur haine d'Israël. C'est-à-dire de ce que cet État représentait : la résistance au djihad et l'abolition de la dhimmitude. L'alliance des chrétiens dhimmi avec les forces du djihad contre Israël avait occulté toute l'histoire de la dhimmitude des chrétiens, devenue un secret bien dissimulé. Défier le mal, le démasquer dans son ubiquité est dangereux et s'avère un combat sans fin. En

terres d'islam juifs et chrétiens ne cessaient de témoigner leur gratitude à la société musulmane, et pourtant très peu de juifs survivaient dans ces pays, et les chrétiens prenaient le même chemin. Désormais les chrétiens orientales semblaient sur le point de disparaître du berceau de leur religion. Toute une civilisation agonisait et personne n'en parlait. Une poignée de livres furent écrits malgré le consensus général vantant la tolérance islamique envers les non-musulmans. Or la dénonciation du djihad et de ses conséquences exigeait une solidarité entre toutes les victimes sur la base de l'égalité des êtres humains, même si le témoignage n'était pas un acte facile. Témoigner de la grande tragédie de la dhimmitude impliquait une solidarité qui n'exista jamais chez ses victimes. Et que dire du devoir envers l'opresseur dont parle Ezéchiel ? Où étaient cette force et cette volonté de l'obliger à regarder ses actes pour l'amener à changer. Et si on ne le faisait pas ensemble, pourquoi se plaindrait-on d'être ses victimes puisque dans notre fuite morale, nous aurions manqué à notre devoir de sentinelle envers nos semblables et envers nos bourreaux. Le témoignage de la victime impliquait aussi son espoir de sauver son oppresseur, par son sacrifice.

Au cours de ces années, je mentionnais souvent la nécessité d'organiser des études sur la dhimmitude qui dépasseraient le problème juif. J'avais moi-même remarqué les énormes confusions et les anachronismes dans les arguments de mes détracteurs provenant de leur incapacité à saisir la cohérence interne de ses critères. Cette idée séduisit Steven Ferguson, le remplaçant de Herb à Fieldstead. Aussi en mai 1999, Fieldstead organisa avec le Ethics and Public Policy Center un séminaire à Florence consacré à l'examen de ce projet. Je reçus un coup de téléphone des États-Unis de David Aikman pour établir une liste de personnes qui pourraient le mener à bien. J'eus ainsi l'occasion de rencontrer un auteur que j'avais cité, le professeur néerlandais d'histoire islamique Johannes (Hans) J.G. Jansen devenu plus tard un proche ami. Le dernier jour du séminaire nous fîmes la connaissance de Howard et Roberta Ahmanson qui se joignirent à nous. Malgré l'intérêt suscité par le projet, aucun de nous, des intellectuels, des écrivains n'avait l'envergure d'un administrateur qui aurait pu créer et diriger un tel centre.

Ma conférence consistait à présenter le cursus des études sur la dhimmitude dans son expansion géographique et ses différents

domaines spécifiques permettant le développement d'études sérieuses et objectives. Ce sujet exigeait un cadre précis avec des définitions, des faits, une classification des matières étudiées et une méthodologie. Certaines formules devaient être définitivement exclues de ces études, telles que minorités religieuses. Non seulement elles étaient incorrectes et spécieuses mais elles ne couvraient pas l'extension des matières. Ces termes ne pouvaient s'appliquer à des populations qui avaient représenté des groupes ethniques majoritaires dans leur pays, disposant d'une langue, d'une culture et d'institutions politiques spécifiques avant leur incorporation par le djihad dans le *dar al-islam*. Les conquérants musulmans toujours minoritaires à l'origine ne devinrent majoritaires que par l'instauration de la dhimmitude – système que l'on doit considérer comme une poursuite des objectifs du djihad.

Des théologiens et juristes musulmans tentèrent de moderniser certaines interprétations coraniques, mais uniquement dans le cadre des institutions politiques des États musulmans et non par une révision des concepts fondamentaux régissant les relations avec les non-musulmans. Il était impératif cependant que des théologiens musulmans utilisant les instruments de l'exégèse moderne abolissent les concepts de *djihad*, *dar al-harb*, *harbi* et *dhimmi*. De même, il importait que des textes justifiant ces concepts fussent soumis à une analyse critique par les spécialistes occidentaux, puisque ces notions d'essence intemporelle et universelle les ciblaient eux-mêmes.

Un nombre considérable d'études sur les populations dhimmi existait déjà, mais aucune n'incluait les contraintes juridiques spécifiques de la dhimmitude et leurs conséquences psychologiques et sociologiques. C'était comme si une histoire des esclaves omettait les restrictions deshumanisantes du statut de l'esclavage.

Durant les années quatre-vingt-dix, je publiai plusieurs articles dans des revues suisses, américaines et israéliennes, parfois françaises telles que *Sens*. En 1994, Paul Giniewski me demanda une interview pour *Politique Internationale*. Elle était intitulée « Le Retour de L'Islam en Europe » et anticipait les problèmes que nous connaissons aujourd'hui, causés par une immigration massive islamique. Elle fut refusée net. Je la proposai à Joel Carmichael, le directeur du magazine sioniste *Midstream*, périodique politique et littéraire. Il l'accepta aussitôt. Je ne connaissais de Carmichael qu'un personnage haut en couleurs. Quand nous l'invit-

tions à dîner à New York, il ne cessait de me stupéfier par le style perroquet multicolore de ses tenues. Les moires satinées des gilets jaune ou vert tendre, arborés ostensiblement, rehaussaient de leurs chatolements son verbe acéré envers David mais galant et tout sourire pour la Bat. Gros buveur il commençait son dîner par un gigantesque plateau de fruits de mer. Malgré son appétit rabelaisien il était maigre comme un fil. Nous lui étions reconnaissants de publier nos articles, même longs, à une époque où nos idées nous fermaient bien des portes. Un jour, en 1995, il nous épata par l'envoi de son livre : *The Unriddling of christian origins, a secular account*, étude serrée, érudite des débuts du christianisme. Comme quoi on ne peut juger les hommes sur leurs gilets ou leurs repas. Son successeur à *Midstream* refusa net tous les articles de David. Juif orthodoxe, il se cantonnait exclusivement dans le domaine religieux. Ce n'est pas lui qui aurait porté ces gilets fluorescents, avalé des crustacés à la pelle et bu whisky et champagne à gogo.

En 1999, Malka Hillel Shulewitz, l'une des fondatrices israéliennes très active et compétente du WOJAC réussit à faire publier à Londres, un livre collectif : *The forgotten millions. The modern jewish exodus from arab lands* (Continuum, Londres/New York). Mon chapitre examinait les formes modernes de la dhimmitude à l'origine de cet exode. Par contre, en France un autre livre constitué par un collectif d'auteurs prestigieux dut attendre plusieurs années avant d'être publié en septembre 2001. Son titre *Nouveaux visages de l'antisémitisme : haine-passion ou haine historique ?* (NM7 Éditions, Paris, 2001). Il réunissait des analyses des différentes facettes de ce sujet par des spécialistes des plus compétents : prêtres, professeurs, journalistes, sociologues etc. Mon chapitre s'intitulait « *L'Antisionisme euro-arabe* ».

#### DEVANT L'ALLEMAGNE

Nous allâmes trois fois en Allemagne pour donner des conférences. La première fois le Rév. Manfred Richter nous invita en février 1992 à participer à un séminaire organisé par le Evangelisches Bildungswerk Berlin, Haus der Kirche et Gardinistiftung en coopération avec le Berliner Festspielen, le Conseil Mondial des Églises et

L'Association protestante pour l'éducation des adultes en Europe. L'objet du séminaire était : « Juifs, chrétiens, musulmans sur la voie de la coopération dans les questions de survie de l'humanité ». L'esprit en était « œcuménique » dans le contexte de la chute du mur de Berlin et de la conférence de Madrid (30 octobre-3 novembre 1991) en vue d'un processus de paix au Proche-Orient.

Comme son titre l'indiquait, ce séminaire rassemblait des conférenciers juifs, dont une femme rabbin – une innovation à l'époque – des chrétiens et des musulmans. Richter, son épouse et les organisateurs furent extrêmement aimables et prévenants avec nous. Nous ne connaissions aucun des conférenciers. Étant les seuls à ne pas parler l'allemand, Richter nous assigna à chacun des traductrices très patientes et compétentes.

Pendant être à Berlin pour la première fois ne fut pas une expérience aisée. Les martyrs de la Shoah me hantaient m'entraînant dans leur atroce réalité. Certes les Allemands d'aujourd'hui n'en étaient pas responsables, mais Berlin m'immergeait dans ce passé qui aurait pu être le mien, n'était-ce le hasard du lieu de naissance. Bien qu'il ne fût pas mon sujet, j'appartenais à ce monde, mais à un autre aussi avec son témoignage et sa mission.

Or ce soir-là je voulais expliquer l'ambiguïté du concept de justice dans le contexte de cultures différentes voire antagonistes. Sur le podium, parlant dans le micro, voyant beaucoup de jeunes devant moi, je me devais de dire la vérité. Certes nous étions tous heureux des espoirs de paix actuels entre les peuples, mais ces signes favorables ne devaient pas dissimuler les nuages de futurs conflits. Puisqu'on se réunissait dans le but d'éliminer nos divergences, nous devions avoir le courage de les examiner ensemble. Et comme l'on entendait abondamment invoquer la justice pour avoir la paix, il fallait aussi savoir de quelle justice on parlait. Or comment définir la justice dans le contexte des relations de l'islam avec les autres peuples – ce contexte étant selon les définitions classiques celui du djihad et de la dhimmitude ? L'une des définitions de la justice est l'application de la loi, c'est-à-dire de toutes les dispositions légales prescrites par la charia envers les non-musulmans. Mais la charia représente-t-elle pour eux la justice ?

Mon mari de son côté parla de la situation conflictuelle à la Commission des droits de l'homme au Palais des Nations. Les

conférenciers se succédèrent et l'un d'eux – j'appris plus tard qu'il était un chanteur yiddish israélien – s'en prit violemment à David. Ma traductrice tout oreilles, devint soudain avare de paroles. La salle était galvanisée. Je pensais à David, qui ne comprenant pas l'allemand, ne pouvait se défendre. Le ton de l'orateur devenait violent – non seulement il attaquait mon mari, mais il lançait une volée d'injures contre l'État d'Israël, l'accusant d'être aussi terroriste que les ayatollahs. Bouleversée, je me levai et sortis.

Le lendemain était un samedi et par déférence envers les juifs, un jour libre. Une excursion avait été organisée pour le dimanche avec tous les conférenciers. Je dis à David que je voulais partir, je ne pouvais plus rester à Berlin après toutes ces insultes.

— Tu veux vraiment partir ? me demanda-t-il.

— Oui. Je n'accepte pas qu'on t'insulte.

David réfléchit, hésitant.

— Et si nous allions à Prague – proposa-t-il – c'est tout près.

— Fantastique ! la ville de Kafka.

Le dimanche matin, les valises faites, alors que nous allions partir, Manfred vint avec tous les conférenciers pour nous saluer très amicalement. Nous fûmes très touchés et même le chanteur, dont je me demandais ce qu'il faisait dans cette conférence, s'excusa.

— Pourquoi partez-vous ? me demanda Manfred.

— Parce que David a été insulté.

— Mais David est assez grand pour se défendre !

Cette idée ne m'était jamais venue.

— Oui, répliquais-je, mais pas dans une langue qu'il ne comprend pas.

Avais-je été injuste avec Manfred ? Nous nous quittâmes bons amis, mais je gardais une mine rébarbative glaciale avec le chanteur !

Nous arrivâmes à Prague par une claire matinée de froid intense dotant la lumière d'un éclat cristallin glacé. Malgré cette basse température nous déambulâmes toute la journée, assoiffés de la beauté magnifique d'une ville ciselée dans le jaillissement de l'Art Nouveau et de ses évocations historiques et littéraires. Chaque rue était une page d'histoire. Ce fut la grande époque du romantisme révolutionnaire, l'affranchissement symphonique du classicisme musical, la féerie de l'imagination et la rigueur de la raison. Le temps

passionnant des découvertes scientifiques, prémices des réalisations modernes, le temps aussi des boucheries guerrières dénoncées par le sublime Henri Dunant. Mais quelque direction que nous prenions, allant de rues en rues, du Château au Théâtre, ou sirotant un café au salon de thé musical, un seul visage dominait le paysage, enveloppant la ville, flottant éthéré au-dessus de ses palais : Franz Kafka. Et là aussi la multitude des assassinés et leurs cris muets de souffrance, hantaient nos pas à Prague comme à Berlin. L'Europe centrale était un immense charnier du judaïsme, d'un monde et d'une culture dont l'effacement témoignait de la face démoniaque de l'homme.

À Berlin nous avons vu l'effort de Manfred pour nous rassembler, juifs, chrétiens et musulmans. Nous avons tous joué le jeu jusqu'à ce qu'un juif, un *yored*, un chanteur yiddish vienne nous insulter. Qui l'avait choisi ? Les organisateurs devaient bien connaître ses opinions. Disait-il ce que d'autres en ce lieu n'osaient exprimer ? Ce n'était pas la première fois que je découvrais dans mon périple de conférences, le juif de service faisant les basses besognes de ses maîtres. Je ne retournerai plus en Allemagne, pensais-je alors, ce passé est trop lourd.

Pourtant j'y retournerai en 2006 pour ne pas refuser la demande du Rév. Hans Stuckelberger, fondateur et directeur de CSI, l'organisation de secours aux chrétiens persécutés parmi lesquels nous avons de merveilleux amis et que nous nous efforçons d'aider du mieux que nous pouvions. Hans avait même fait traduire et publier en 2002 mon livre *Les Chrétientés* chez un éditeur allemand Ingo Resch avec lequel nous nous étions liés d'amitié. Pour assurer la qualité scientifique de l'ouvrage, Hans avait demandé au professeur d'Islamologie, Heribert Busse de superviser l'édition allemande et une préface (2002).

Ingrid Seigis, l'énergique jeune femme allemande représentant CSI à Munich, avait organisé la conférence à l'église Paul Gerhardt. J'avais envoyé mon texte anglais à Hans et malgré sa longueur il me recommanda de le prononcer lentement, quelle qu'en serait la durée. Il se proposait de projeter la traduction allemande sur un écran géant puisque je parlerais en anglais. À cette époque les guerres tribales en Irak après la chute de Saddam Hussein ensanglantaient le pays. Avant ma conférence j'appris qu'un adolescent irakien travaillant à son établi avait répondu « je suis chrétien » à des djihadistes lui demandant sa religion. Aussitôt il fut décapité. Cette mort gratuite,

insensée me poursuivait et me troublait profondément. Mais plus choquant encore, étaient la stupéfiante indifférence et le silence l'accompagnant. Cette absence de réaction me décida à lui dédier ma conférence. Avant de commencer je demandais à l'assistance d'associer Ayad Tariq, sa famille, leur communauté et les chrétiens d'Irak à leurs prières. Ayad avait quatorze ans et fut décapité sur son lieu de travail parce qu'il était chrétien. Criant *Allahu Akbar*, ses assassins lui tranchèrent la tête. Je lui dédiai ma conférence intitulée « L'Europe et les ambiguïtés du multiculturalisme ».

J'avais publié *Eurabia* en anglais en 2005, l'édition française était sortie en 2006. Désormais je savais que les dirigeants européens avaient délibérément choisi l'alliance avec l'islam contre Israël, dont ils préparaient le remplacement par la Palestine. L'antisionisme n'était pas accidentel, un phénomène provisoire, fortuit et personnel qui disparaîtrait, mais une politique concertée, intentionnelle, menée pas à pas par l'ensemble de l'Union européenne. Je savais aussi que les motifs de l'éradication programmée d'Israël détruiraient également les nationalismes européens liés aux principes de territorialité, qu'ils accueillaient la culture judéo-chrétienne et le christianisme lui-même pour faire place à l'islam. Et que certaines Églises y collaboraient ardemment. Cette politique était aussi celle de la Commission européenne tout autant délibérée, construite à tous les niveaux, exécutée d'une main de fer et en lien avec l'islam selon un plan ambitieux, géostratégique de superpuissance internationale. Nos efforts coûteux en temps, en vie, en argent pour soi-disant éclairer nos leaders étaient inutiles. Tous savaient mieux que nous les réalités que nous pensions innocemment leur révéler. Et tous obéissaient et se soumettaient à l'exécution de ces plans visant à faire de l'ONU une gouvernance mondiale totalitaire dont – se leurraient-ils – ils détiendraient les cartes. Les Solana, les Prodi, les Chris Patten, les Roland Dumas, les Védrine *e tutti quanti*, jaugeaient les peuples du haut de leur planète Mirage.

Je savais que Hans se tourmentait pour l'avenir de l'Europe et surtout de l'Allemagne et dans ma conclusion je disais que l'avenir de l'Europe était entre nos mains. Nous pourrions sauver nos valeurs si nous refusions les mensonges et faisons connaître aux peuples la vérité. Après le déjeuner je parlai surtout à un public composé de chrétiens d'Orient. Leur visage grave, résigné révélait l'ampleur de la tragédie



qui brisait leur vie et les dispersait sur la planète comme des épaves. Peut-être n'y avait-il plus de solution à leur drame. Combien connaissaient les lois du djihad, de la dhimmitude ? Certes ils sentaient en eux, par atavisme, cette peur, cette insécurité accumulées de générations en générations. Mais pouvaient-ils nommer ces frayeurs, analyser leurs causes ? Étaient-ils intellectuellement outillés pour comprendre le grand défi qu'ils portaient ? Et comment interprétaient-ils mes propos, exprimés en anglais de surcroît ? N'étais-je pas juive, c'est-à-dire l'ennemi que les chrétiens d'Irak enrégimentés dans le nationalisme arabe n'avaient cessé de désigner à la haine mondiale. Pourquoi parler, que défendre ? Tous les terrains étaient minés.

Plus tard, discutant avec Ingrid et Hans, je compris leur terrible dilemme. L'Allemagne, le pays le plus puissant et le plus grand d'Europe se débattait dans un piège. Les Allemands ne pouvaient combattre l'islamisation de leur pays sans être renvoyés à la Shoah. Et pourtant ces situations n'avaient rien de comparable. Les deux guerres mondiales avaient mêlé islam et germanisme dans les mêmes génocides, celui des Arméniens, des Grecs, des Syriaques dans la première, celui des Juifs, des Tziganes et des Serbes pour la seconde. Peut-on juger des crimes de cette ampleur ? La responsabilité en incombait aux hommes politiques. Les tribunaux et l'Histoire avaient jugé les Allemands, non leurs alliés musulmans. Ceux-là ne pouvaient se prévaloir de l'histoire de leurs victimes alors que leurs régiments de musulmans SS secondaient et encourageaient les bourreaux nazis.

Je dis à Ingrid que j'étais prête à l'aider et si elle en voyait l'utilité, je reviendrais en Allemagne. Qui étais-je pour juger des hommes et des femmes d'aujourd'hui qui n'avaient commis aucun crime ? C'est vrai... il y avait ce sang et ces fosses entre nous, mais il y avait aussi une main qui se tendait et demandait de l'aide, je décidai de la saisir.

Un an plus tard je reçus de Volker Niggewöhner sur la recommandation d'Ingrid Seigis, une invitation à participer au troisième Congrès international de l'Église universelle (catholique) à Augsbourg, en Bavière. Les organisateurs avaient prévu de nombreuses activités dans une sorte de grande kermesse et anticipaient l'arrivée d'environ trois mille personnes. Niggewöhner me demandait de donner la conférence faite à Munich. Une personne à mes côtés la lirait en alle-

mand. Je lui envoyai quand même ma conférence, pour être sûre que ce texte lui convenait et il me confirma sa décision.

Le jour de notre arrivée nous allâmes voir Otto de Habsbourg dans son manoir à Pöcking à trois heures environ d'Augsbourg. Une vieille servante nous introduisit auprès de celui que je ne pouvais m'empêcher de voir, malgré sa grande simplicité et son accueil amical, comme le descendant de la plus illustre dynastie impériale d'Europe.

À Augsbourg, les organisateurs nous reçurent fort bien. Quoiqu'ils m'aient programmée pour le soir, dans le grand auditorium en présence d'autres historiens sur le podium, le public n'était pas très fourni et je le sentais de glace. Comme à Munich je parlai du djihad, de la dhimmitude unissant le sort des chrétiens et des juifs, de l'enracinement du christianisme dans le judaïsme. J'appelai les musulmans à abandonner l'idéologie djihadiste, abandon qui permettrait la reconnaissance d'Israël, cette reconnaissance portant en elle celle des chrétiens et des peuples non-musulmans. Nous pourrions le faire, plaidai-je, si nous disions la vérité au sujet du djihad et de la dhimmitude. Libérés de cette idéologie de haine, de nombreux musulmans se joindraient à nous. Mais nous ne pourrions les aider si rendus muets par la dhimmitude, nous ne pouvions nous aider nous-même. Je prononçai lentement les derniers mots de ma conclusion :

*Maintenant, si vous avez encore une minute de patience, j'ajouterai que l'avenir de l'Europe est entre vos mains. Il est de votre responsabilité d'agir et de sauver ce que le christianisme a construit et les valeurs qui sont les vôtres, mais si vous demeurez passifs, vous échouerez car il est déjà tard. Vous n'êtes pas fautifs si vous ne le savez pas, mais il est de votre devoir de savoir, d'instruire ceux qui ne peuvent se renseigner – de cela vous êtes responsables.*

Quand la traductrice eut terminé, l'un des historiens lança le débat et au cours de la discussion que je ne suivais pas très bien, j'entendis l'un d'eux plaider : nous devons abolir les tabous au sujet de l'islam, nous devons libérer le langage, comme le dit Bat Ye'or, nous devons discuter franchement. Mais j'eus l'impression qu'il se heurtait à une forte résistance. Plus tard nous nous rendîmes à la salle où parlait le père Elias Chacour, Archevêque melkite grec-catholique, propagandiste anti-israélien. Il discourait en allemand dans une salle bondée où le public, buvant ses paroles, l'approuvait bruyamment. Personne

ne vint me parler, personne ne m'approcha, j'étais comme une pestiférée. Au moment de partir j'allai saluer Niggewöhner :

— Je regrette – dis-je – je vous ai peut-être déçu. Peut-être ai-je dit quelque chose de blessant, mais vous connaissiez mon texte.

— Non – répliqua-t-il – vous avez dit exactement ce que nous voulions. Après tout quand on invite Bat Ye'or on sait ce qu'elle va dire.

Je compris alors les difficultés du combat au sein de l'intelligentia allemande et la faiblesse de ceux qui le menaient.

#### DAVID ET MES ÉDITEURS

Depuis notre mariage et même avant, David m'avait considérée son objet, sa chose. Encore étudiants, sans aucune idée de mariage nous nous promenions par une belle après-midi de juin 1959 dans les champs autour de Stonehenge où nous faisions des fouilles avec l'Institut d'archéologie. Devant une clôture de fers barbelés il me recommanda longtemps de faire bien attention pour ne pas m'égratigner en passant entre les fils barbelés qu'il soulevait. Eh bien c'est exactement ce que je fis : une profonde entaille dans mon bras. Alors que j'étais plutôt dépitée par ma maladresse, David en proie à un véritable désespoir m'emmena à l'infirmerie et comme je m'étonnais de sa réaction, il me dit : c'est mon bras que tu as blessé ! Un mois plus tard il me demandait de l'épouser. Je demeurais perplexe, ne pensant pas qu'un homme de presque deux mètres de haut, avec deux nationalités et une certaine fortune pût s'intéresser à moi, apatride et petite. Et que ferais-je de tous les livres que je projetais d'écrire... de tous mes personnages... Pour le tester je lui proposai une séparation qui lui permettrait de réfléchir. J'étais sûre qu'il se rétracterait mais ce fut le contraire.

Au cours de nos cinquante-deux années de mariage, l'attitude protectrice de David ne se modifia jamais. Il se chargea de toutes mes relations avec mes éditeurs et négocia tous les contrats. Très prolix, il bombardait Thomas Yoseloff, mon éditeur américain, de fax couverts de sa longue écriture où les lettres se chevauchaient. En décembre 1994, Miriam Kochan, une femme charmante, traduisait *Les Chrétientés d'Orient*, David décrivait à Thomas les problèmes

de ma traductrice avec son ordinateur et parlait de la traduction prochaine de *Juifs et Chrétiens* embrouillant Thomas. Si bien que, perdant le fil, Thomas qui préparait un contrat pour un livre, ne savait plus lequel inscrire (décembre 1994). David lui répondit par une description de notre voyage de dix-sept jours en Scandinavie pour des conférences durant lequel nous réussîmes à voir *Don Giovanni* à Helsinki ; *Aïda* à Stockholm où la fille du Pharaon accoutrée en jodhpurs comme l'épouse de Göring chantait dans une mise en scène évoquant les années trente ; *La Bohême* à Oslo ; *Don Carlos* à Copenhague, sans oublier une multitude de concerts, galeries, de magnifiques musées, de beaux paysages et des contacts académiques. Puis il répondit à sa question.

Relisant tous ces fax écrits à la main et envoyés à Thomas, je retrouve les moindres détails de notre vie voici plus de vingt ans, émaillés de citations bibliques mêlées à celles de Churchill, de Dante et de la littérature classique, le tout malaxé dans son humour : « *Je travaille sans arrêt à la correction de l'anglais, je suis le dhimmi de service* » signé Ben Ye'or. Ses lettres semblent parfois des pages d'un journal. Voici la longue promenade que nous faisons avec notre fille handi-capée dans une campagne glacée sous un ciel gris ferreux, cheminant avec Duke, sur une route gelée... et la glissade de David et sa chute sur le dos : des vertèbres presque cassées. Nulle aide à la maison en cette période de Noël, pas de secrétaire, et le chien dont il était la nurse – se plaignait-il – alors que Diana m'absorbait toute la journée. Après avoir couché notre fille avec les cajoleries et les rires habituels et terminé la vaisselle, nous retrouvons sur la grande table de la salle à manger nos piles de dictionnaires, les livres de références, les manuscrits et discussions chaque phrase, chaque mot, déroutés par l'énorme différence structurelle entre le français et l'anglais. Puis le contrôle des notes, des dates, des citations... et nos interminables disputes sur les points qui nous divisaient. David, avec une incroyable ténacité et patience s'efforçait d'améliorer la traduction de mes livres et d'en faire la publicité, parfois contre ma volonté.

Il travaillait dans un désordre effarant. Retrouver les dernières corrections dans des pages couvertes de gribouillages photocopiées dix fois, perdues parmi des discours pour l'ONU et des lettres attendant des réponses depuis trois ans, me vouait à un travail de Sisyphé journa-

## Dialogue ou conflit des civilisations ?

lier. Ses lettres et fax pouvaient donner une crise de nerfs à quiconque les recevait. Couvertes de gribouillages et de flèches partant dans toutes les directions, leur déchiffrement exigeait une telle attention qu'arrivé au point final, le lecteur en avait oublié dans son irritation, le sujet. Aussi Yoseloff, à bout de patience en 1995, interdit à David de lui envoyer ses fax. Mais David persévéra, les parsemant de boutades ou de citations savantes, le tout saupoudré de détails personnels : Je viens de rentrer avec Diana, elle est si chou... j'ai fait une merveilleuse baignade... Gisèle et moi avons travaillé toute la nuit sur les index...

La sortie du *Decline* coïncidant avec la quatrième édition du *Dhimmi* anglais, David et Tom Yoseloff supputèrent si l'un diminuerait la vente de l'autre. Mais la phrase de David s'interrompt par cette remarque : Le soleil brille maintenant et j'écris cette note à l'extérieur plutôt que marteler le clavier. Puis il reprend pour citer un peu plus loin le Grec Anaximandre il y a deux mille cinq cents ans : « Rien ne vient de rien ».

Après moult digressions contradictoires David donna l'ordre d'annuler la réédition du *Dhimmi*. Tom lui répondit : « Trop tard pour arrêter les ordres maintenant. Les dés sont jetés. Le Rubicon est traversé. Ce sera » (ce qui sera... sera). Le titre d'une chanson italienne que je fredonnais en 1956 quand lâchant tout derrière moi, je partais vers l'inconnu. En fait *The Dhimmi* était réclamé par Walid Phares qui donnait pour la première fois un cours sur les juifs et les chrétiens assujettis à l'islam à la Florida Atlantic University. Le London Spiro Institute le demandait également pour initier un cycle de conférences sur les juifs des pays arabes.

En septembre 1998, Sayyed Mohammed Khatami, président de la République Islamique d'Iran lança son projet de Dialogue des civilisations pour contredire la vision du « choc des civilisations » émise par Samuel Huntington. Même s'il émanait d'un régime islamiste finançant le terrorisme djihadiste, ce projet ne pouvait que séduire une Europe déterminée à effacer du passé, du présent et de l'avenir toute idée de conflit avec l'islam. Le 4 novembre 1998 l'Assemblée Générale de l'ONU proclama l'an 2001, Année du Dialogue des Civilisations, Dialogue qui préparerait l'Avènement de leur Alliance<sup>77</sup>.

La rhétorique et le projet de Khatami s'inséraient dans le principe d'inversion qui définissait le djihad comme une guerre défensive, principe bien exposé et expliqué par le professeur Bassam Tibi<sup>78</sup> que j'eus l'honneur de connaître à une conférence à Jérusalem organisée par Robert Wistrich. L'agresseur est le non-musulman qui refuse de se convertir et résiste à Allah en conservant ses biens, qui devraient légalement « revenir » à la communauté d'Allah<sup>79</sup>. Toute la rhétorique islamique de culpabilisation de l'Occident et d'Israël se déroule et s'explique à l'intérieur de ce principe d'inversion qui attribue une culpabilité axiomatique au *dar al-harb*.

Le XXI<sup>e</sup> siècle s'ouvrit par l'adhésion spectaculaire de la planète au principe d'inversion par le déni de la réalité. La guerre des civi-

77. Voir Malka Marcovitch. « Du dialogue à l'alliance des civilisations, totalitarismes de demain ? » dans *Revue d'idées. Controverses. Alliance des Civilisations ?* Éditions de l'Éclat, Paris, 2008, n°9, novembre 2008, pp 16-26 ; Barbara Lefebvre, « Durban II », dans *ibid.*, pp. 27-40.

78. Bassam Tibi, *The challenge of fundamentalism. Political Islam and the new world disorder*, University of California Press, 1998.

79. Terme toujours utilisé dans les textes musulmans relatant les conquêtes. Cette caractéristique du djihad le place dans un système de guerre très différent des guerres occidentales.

lisations partout présente devenait le dialogue heureux d'États musulmans irréprochables et tolérants avec un Occident coupable, tout disposé à reconnaître ses torts et à faire amende honorable par sa soumission au principe d'inversion.

#### L'ANTISÉMITISME AU NOUVEAU MILLÉNAIRE

La première guerre du Golfe (1991) avait démultiplié les attaques verbales contre Israël par les gouvernants européens et leurs médias. Soucieuse de complaire à l'OLP et aux masses musulmanes qui la faisaient trembler, l'Europe ne reconnaissait pas à Israël le droit de se défendre contre le djihadisme terroriste palestinien. Elle souscrivait en fait au concept islamique interdisant au dhimmi l'auto-défense. Interdiction procédant du principe que l'existence du dhimmi, comme celle d'Israël, n'était pas un droit inviolable mais un sursis toléré par l'islam dans l'attente de circonstances plus favorables. Elle-même d'ailleurs, ne payait-elle pas sa *jizya* de sa main et avec humiliation, sous forme de tributs économiques et de contributions à l'expansion et à la glorification de l'islam sur son propre territoire et dans le monde ? Devenue auxiliaire du djihadisme palestinien, l'Europe intériorisant la notion de *dar al-harb*, effaçait Israël de l'histoire, lui reprochant, rancunière, de ne pas disparaître assez vite. Déjà elle modifiait les noms géographiques des territoires liés à l'histoire d'Israël, déplaçait sa capitale, islamisait ses lieux de culte millénaires, qu'elle dotait de noms arabes pour bien en effacer l'origine juive. Depuis longtemps elle travaillait pour la justice et la paix djihadistes au remplacement de l'État hébreu par une Palestine islamique et démocratique, ne cessant de le harceler avec ses ONG sur les plans culturels, économiques, territoriaux et politiques. Prémisse de sa politique de remplacement ethnique et culturel en Europe, qui proscrirait les singularités nationales dont le peuple d'Israël était le symbole et peut-être la matrice.

L'antisionisme qui se développa en Europe dès la fin des années soixante provenait de deux sources : les gouvernements et les Églises. Il ne fut pas un mouvement spontané, mais un antisémitisme antisioniste élaboré, argumenté, répétitif, enseigné, obsessionnel dans toutes

les strates sociales, constituant un véritable endoctrinement de haine. Les gouvernements protégeaient leurs intérêts stratégiques et économiques dans le monde musulman par un consensus du silence sur les persécutions et les massacres des chrétiens, dont ils rendaient Israël responsable pour en exonérer leurs alliés.

Les Églises orientales de leur côté, vivant avec le couteau palestinien sur la gorge, savaient que leur existence tenait à leur utilité pour l'islam. Par le réseau mondial des Églises elles diffusaient en Occident la propagande arabe. Ainsi le patriarche melkite Grégoire III (grec-catholique) d'Antioche, nouvellement élu, accompagné de sept cents pèlerins melkites venus de cinq continents, déclara à Rome dans la Basilique Saint-Pierre, où il célébrait une messe avec le pape Jean-Paul II, qu'on ne pouvait pas laisser un peuple particulier, Israël, déranger la paix et l'équilibre d'un grand nombre de pays arabes, semant les guerres et la haine, les ruinant économiquement, et mettant ainsi en danger la présence chrétienne (12 février 2001). Ces déclarations émanant de la Ligue arabe, répétées à profusion par des chefs religieux chrétiens écoutées, confirmées par des chefs d'État, des ministres et les plus hautes autorités de l'Union européenne<sup>80</sup>, diffusées mondialement par les médias, constituaient une incitation permanente à la haine par des circuits internationaux. J'avais étudié en profondeur dans *Islam & Dhimmitude* ces circuits triangulaires de la calomnie issus des Églises d'Orient dhimmi et aboutissant à des pogroms de Juifs en Europe. Au XXI<sup>e</sup> siècle ils fonctionnaient comme au Moyen-Âge.

Les événements d'ailleurs se bousculaient. En septembre 2000, Dennis Ross, envoyé spécial du gouvernement Clinton pour la paix au Moyen-Orient, avait réuni le premier ministre israélien Ehud Barak et Arafat. Alors que Barak cherchait un terrain d'entente au sujet de Jérusalem, Arafat réclama la souveraineté de l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) sur le Mont du Temple<sup>81</sup>. Cette demande fut jugée inadmissible même pour les négociateurs américains. Il était clair que le nouveau peuple arabo-palestinien surgissant dans l'histoire après 1967 n'était que l'instrument de conquête et d'islamisation de l'OCI. Le 30 septembre

80. Voir Bat Ye'or, *Eurabia* (anglais), pp. 185-186.

81. Dennis Ross, *The missing peace. The inside story of the fight for Middle East peace*, Farrar, Straus & Giroux, New York, 2004, p. 721.



2000 éclata l'affaire al-Dura, le meurtre inventé par une télévision française d'un enfant arabe par un soldat israélien à la jonction de Netzarim à Gaza<sup>82</sup>. Rompant le processus d'Oslo, Arafat lança en octobre son intifada al-Aqsa, initiant la politique du chaos et des islamikazes par la recrudescence du terrorisme palestinien et les attentats suicides en Israël. La France, très proche d'Arafat sous le gouvernement Chirac, et l'Union européenne, rejetèrent sur Israël la responsabilité des affrontements.

Un ami m'envoya le courriel destiné aux Églises du 2 octobre 2000 du père Stéphane Joulain, coordinateur français du bureau catholique de l'association Justice et Paix et Intégralité de la Création (JPIC) basée à Jérusalem et jumelée à Pax Christi, dont le siège était à Bruxelles. Le courriel provenait du bureau des Pères Blancs et réclamait une large diffusion. Joulain formulait de fausses accusations contre Ariel Sharon et inculpait Israël pour les récents tirs menés par les Palestiniens sur les habitations de Gilo, à partir de maisons chrétiennes. Il accusait Israël de créer la violence et la haine. L'organisation Justice et Paix demandait à la communauté internationale de promouvoir des sanctions contre l'État hébreu et de l'expulser de la communauté des nations. Une note précisait que ce texte ne représentait pas la position officielle des Églises en Terre sainte mais seulement du bureau de coordination du JPIC à Jérusalem. En 1999 le patriarche latin de Jérusalem Michel Sabbah, la voix d'Arafat en Europe, avait été fait président de Pax Christi. En décembre 2000, voyageant en Europe et de passage à Genève, il demanda que la photo de al-Dura devienne la photo de l'année, souhait aussitôt satisfait par le journal genevois *Le Temps* (30 décembre 2000).

L'affaire al-Dura lança en Israël et en Europe une vague de fureur antisémite ressentie même en Amérique. Depuis Israël, l'intifada avec les voitures béliers et les bombes humaines, essaima dans les pays occidentaux où les nombreuses communautés d'immigrants musulmans, aidées, voire encouragées par des supports locaux se livrèrent à un déferlement de fureur contre Israël et les Juifs avec un total sentiment d'impunité, comme si elles sentaient un accord tacite des autorités. Une campagne anti-israélienne violente et coordonnée se développa

82. L'affaire al-Dura a été examinée en détails par Nidra Poller, *Al Dura : long range ballistic myth*, Authorship International, Paris, 2014 ; Esther Schapira et Georg M. Hafner, *L'Enfant, la Mort et la Vérité*, d'après la trad. de Michèle Rollin, La Maison d'Édition, Paris, 2015.

dans les pays de l'Union européenne avec des profanations, des agressions, des attaques et des incendies criminels contre les Juifs, les synagogues, les cimetières et les écoles, accompagnés d'appels au meurtre, de bombes et de cocktails molotov contre des centres juifs. Cette fièvre antisémite visait à intimider les communautés juives pour les forcer à soutenir les fatwas de l'OLP que l'Europe voulait imposer à Israël. Les agressions physiques et verbales se multipliaient en France, en Grande-Bretagne, en Suède, en Espagne, en Norvège empoisonnant la vie quotidienne. Elles se déroulaient dans une sorte d'autisme railleur à l'échelle européenne, accompagnées d'hymnes revanchards à la victimologie palestinienne. Personne ne s'inquiétait des traumatismes des enfants juifs victimes de cette ambiance haineuse.

Durant cette période d'intifada, le Patriarcat latin de Jérusalem publiait un bulletin dont le titre : *Olive Branch from Jerusalem, newsletter from the Holy Land*, suggère un message de paix. Le frère Raed Awad Abusahlia, frère du patriarche Michel Sabbah en était l'éditeur. Ce bulletin largement distribué dans le monde par le réseau des Églises occidentales, demandait à celles-ci d'influencer leur gouvernement pour qu'il exerce un maximum de pressions sur Israël en faveur des Palestiniens. Les deux thèmes majeurs de l'*Olive Branch* s'appliquaient à démontrer 1) l'absolue arabité du christianisme et 2) la victimologie palestinienne par un État d'Israël nazi. Dans le bulletin du 20 octobre 2000, Abusahlia déclarait que les chrétiens de Palestine étaient si intimement liés aux musulmans qu'ils refusaient d'être appelés une minorité. Leurs droits en Terre sainte s'enracinaient dans l'arabité et non dans une histoire juive. Le christianisme émergeait de l'arabité palestinienne (VII<sup>e</sup> siècle), affirmait-il. La conquête islamique avait renforcé l'arabité des chrétiens. Citant le père Rafiq Khoury, qu'il qualifiait de cerveau du Patriarcat, il confirmait que l'arabisme était une part inséparable de l'identité chrétienne en Terre sainte. Cela faisait même partie du Credo chrétien, paraît-il. Il est clair que l'enracinement du christianisme dans l'arabité – qui selon le hadith est inhérent à l'islam – comporte des conséquences théologiques majeures pour les chrétiens sur les plans de la foi, de l'identité, du rationalisme et de leur intégrité<sup>83</sup>.

83. Pour plus de détails sur *Olive Branch*, voir Bat Ye'or, *Islam & Dhimmitude* pp. 387-400. Pour la problématique Chrétienté/Arabité dans le cadre de la dhimmitude, *ibid.*

Le deuxième thème, bien plus prégnant, paraît même être le motif du bulletin. Dans le numéro d'octobre 2000, un Hollandais, Toine van Teeffelen, habitant Bethléhem, transférait aux Arabes palestiniens l'histoire des persécutés juifs européens à l'époque nazie. Ces textes expriment un mimétisme obsessionnel pathologique des drames de la Shoah reportés sur les Palestiniens victimes des bourreaux Israéliens. Comme environ cent six mille Juifs furent déportés et exécutés en Hollande, van Teeffelen savait de quoi il parlait. Plusieurs reportages de l'*Olive Branch* furent diffusés par les télévisions internationales.

Van Teeffelen travaillait avec l'Institut d'Éducation Arabe à Bethléhem, associé à l'organisation du Dialogue Euro-Arabe par la base (en anglais : Euro-Arab Dialogue from below), membre affilié à Pax Christi International. Sous la direction de van Teeffelen le bulletin se consacrait à faire connaître par des récits personnels calqués sur ceux de la Shoah, les grandes souffrances et humiliations endurées par les Arabo-palestiniens au cours de l'intifada, quand ils mettaient des bombes dans les restaurants et les universités contre les civils israéliens. Les victimes n'étaient pas celles qui subissaient le terrorisme mais celles qui le perpétraient

Il ne fait guère de doute que la vague de haine antisémite qui balaya l'Europe dès 2000 fut largement inspirée par ces diffamations diffusées par cet institut Euro-Arabe dont j'appris plus tard que le siège était à Bruxelles. Financièrement aidé par la Commission européenne il était intimement lié à la politique de l'UE et ses cellules membres se nommaient les Comités Eurabia.

Dans le n°59 du 31 mars 2001, Maria C. Houry, maîtresse d'école ne parlait que « *des atrocités commises par les Israéliens et les Américains ferment leurs yeux... depuis 1948 les martyrs palestiniens se comptent par milliers, les Israéliens tuent les enfants de sang-froid, de façon sauvage... chaque jour et chaque nuit ils tuent des enfants mais les enfants d'Israël sont heureux et jouent... les Israéliens tuent des centaines de gens...* ». C'est dans ce contexte que se développa avec l'exploitation haineuse du faux crime d'al-Dura les attaques contre les Juifs européens dans la placidité des gouvernements européens liés au Dialogue Euro-Arabe.

Avec l'intifada la réalité, une fois de plus, démontrait les fausses hypothèses, les analyses incorrectes des pourparlers d'Oslo élaborés au travers du prisme de réflexion occidentale qui fondait la paix sur

le bien-être économique et occultait les spécificités islamiques culturelles, religieuses et idéologiques.

#### APRÈS LE 11 SEPTEMBRE

Entre-temps, du 2 au 9 septembre 2001, se déroulait à Durban la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance. Organisée par l'UNESCO, les délégations des pays musulmans la transformèrent en logorrhée haineuse contre Israël et l'Occident. Deux jours après Durban, le terrorisme islamique frappait au cœur de New York. Le 11 septembre l'Amérique tombait brutalement de son nuage dans la réalité du monde. « *Escale technique dans le réel* », écrivait Maurice G. Dantec<sup>84</sup>. Révolu le temps de l'heureuse insouciance américaine qui me rappelait l'Europe des années soixante quand les voyageurs prenaient des avions comme des taxis sans perdre des heures devant des appareils anti-terroristes.

Après le 11/9 les mesures anti-terroristes prises par Washington offensèrent la sensibilité des musulmans. Faisant courir des rumeurs, leurs lobbies occidentaux publièrent des livres accusant Israël et l'Amérique d'avoir sciemment perpétré ces crimes pour en accuser des musulmans innocents. « L'humiliation musulmane » provoqua une violente réaction contre les Juifs européens. Paniqués par la colère arabe, les gouvernements européens augmentèrent leur aide matérielle et leur soutien aux Palestiniens tout en blâmant l'unilatéralisme américain sensé favoriser Israël et mettre par conséquent la planète en danger, étant entendu qu'Israël et non le djihad était un danger planétaire. Ameutés par les réseaux euro-arabes, une foule de pacifistes européens accoururent comme boucliers humains à Ramallah, Bethléhem et Gaza pour protéger les terroristes palestiniens alors qu'ils tuaient les civils israéliens.

En 2002 la campagne antisémite/antisioniste augmenta en Europe et l'anti-américanisme atteignit de nouveaux sommets. Le monde arabe se lamentant que le 11/9 eût provoqué une vague de

84. Maurice G. Dantec, *Le Théâtre des opérations 2002-2006, American Black Box*, Albin Michel, 2007.

sympathie envers Israël et l'Amérique, l'Europe s'efforça de prouver qu'il n'en était rien. En France seule, les Juifs furent la cible de mille trois cents actes haineux entre septembre 2002 et mars 2003, certains parents durent retirer leurs enfants des écoles publiques.

La mise à jour par Washington des filières djihadistes « sanctuarisées » dans les pays européens et la décision de Bush de détruire le régime de Saddam Hussein déclenchèrent la fureur euro-arabe et porta les démonstrations anti-juives à de nouveaux paroxysmes. Le terrorisme islamique contre l'Amérique provoquait des représailles américaines qui ameutèrent l'alliance euro-arabe contre les Juifs. En 2002-2003, de gigantesques foules délirantes défilèrent dans les villes européennes maudissant l'Amérique, Bush, Israël et les Juifs. Foules sœurs des masses humaines arabes qui brûlaient des drapeaux et proclamaient leur dévotion envers deux criminels des plus pervers : Saddam Hussein et Arafat. La Méditerranée semblait s'être évaporée. Des prélats qui n'avaient jamais protesté contre les persécutions des chrétiens dans les pays musulmans, s'auto-flagellaient avec des chapelets d'excuses. Exploitant l'affaire al-Dura la presse maintenait la pression.

À Paris, les hôtels refusaient les touristes israéliens, on était injurié dans les restaurants et les rues. La sécurisation renforcée des écoles et des lieux de culte juifs ressemblait à celle des écoles et des églises chrétiennes dans les pays musulmans. Épouvantée, l'Europe remisait courageusement ses armées et sa police intensifia sa propagande anti-israélienne. Le terrorisme, professaient ses politiciens, procédait d'Israël et non du djihad. Israël était l'agresseur. En 2002, des universités européennes déclenchèrent un boycott international contre les universitaires, les scientifiques et les chercheurs israéliens. Des églises réformées votèrent pour le boycott de toute entreprise commerciale qui travaillerait dans l'État hébreu. De leur côté, les médias imbibés de palestinophilie, aggravèrent la politique d'apartheid contre les Juifs enfermés dans leur ghetto d'insultes et d'insécurité. Les assassinats djihadistes suivirent : le politicien hollandais pro-israélien Pym Fortuyn (2002), puis le cinéaste Théo van Gogh (2004), et les massacres à Madrid (2004) et à Londres (2005). Soudain le dialogue et l'alliance des civilisations sonnaient creux.

Ces incitations euro-arabes haineuses se poursuivirent sans entraves jusqu'à ce que ces événements largement couverts par la presse améri-

caine n'en fassent de gros titres et que les lettres de protestation de quatre politiciens américains à Solana, Prodi et Berlusconi, alors président de l'UE, forcent le président de la Commission européenne, Romano Prodi, à produire un rapport sur les causes et les agents de la vague antisémite, qu'il dissimulait parce que les fauteurs étaient majoritairement musulmans et non d'« extrême-droite<sup>85</sup> ». D'ailleurs excepté les lobbies gauchistes, peu d'Européens participèrent à ces manifestations. Dans un échange de lettres avec Robert Wexler, député de Floride, Prodi répliqua qu'il fallait distinguer entre l'antisémitisme et les protestations légitimes contre la politique du gouvernement d'Israël. Et non sans impudence il affirma que l'Union Européenne ne tolérerait pas l'antisémitisme ni aucune insinuation sur l'orientation antisémite de sa politique au Moyen-Orient. Ainsi toutes ces démonstrations en Europe de foules haineuses appelant à la destruction d'Israël et les attaques criminelles étaient, pour les dirigeants de l'UE, des protestations légitimes sans aucun antisémitisme. Peut-être aurait-il fallu restaurer l'étoile jaune et les déportations vers les camps d'extermination pour que les dirigeants européens puissent y voir de l'antisémitisme.

Le premier numéro du Bulletin de l'*Observatoire du Monde Juif* (novembre 2001) relève sur huit longues pages le nombre d'agressions sur la communauté juive rien qu'en France, dès le 9 septembre 2000 et l'absence de réponse du gouvernement ou des autorités religieuses. Marc Knobel, examinant la timidité des quelques protestations aux agressions antijuives oppose ce silence troublant à la multiplicité des avertissements et des rappels pour protéger les musulmans après les attaques terroristes islamiques aux États-Unis.

Le 28 septembre, Ariel Sharon se rendit sur le mont du Temple – appelé désormais en Europe « esplanade des mosquées » pour complaire aux alliés musulmans dont la religion professe que l'islam précéda le judaïsme et le christianisme. C'était une visite planifiée et annoncée depuis longtemps. Le lendemain la population arabe s'embrasa et des Israéliens furent massacrés dans les autobus, les restaurants, les rues, les maisons. Le 4 octobre 2000 une rencontre

85. Bat Ye'or, *Eurabia : The Euro-Arab axis*, p. 127. FDU Press, Madison, 2005. La violence de la vague antisémite décida le professeur Shmuel Trigano et toute son équipe éditoriale à publier un Bulletin quatre fois l'an, *Observatoire du monde juif*, pour documenter et analyser les événements de cette époque.

avait été prévue à Paris entre Ehud Barak, Madeleine Albright Secrétaire d'État, Dennis Ross, George Tenet et Arafat en vue de parfaire les derniers points d'un accord de paix entre Israël et l'OLP mené sous l'égide américaine depuis les accords d'Oslo en 1993.

Les discussions en ce 4 octobre furent menées toute la journée à l'ambassade américaine entre Barak et Arafat, secondés chacun par leurs conseillers. Après de longues palabres où Arafat multipliait les difficultés, Dennis Ross rédigea finalement les droits et les devoirs des deux parties afin qu'elles les signent. Tous les points avaient été résolus, restait une question litigieuse. Arafat exigeait l'envoi d'une force internationale de l'ONU pour arrêter l'intifada et ainsi relever sa stature internationale et conserver son image de victime. Israël s'y opposait puisque Arafat pouvait d'un mot stopper les assassinats, permettant à Israël d'alléger les mesures défensives de protection des civils.

Le procès-verbal dressé par Dennis Ross ne comprenant pas l'envoi d'une force internationale de l'ONU, Arafat s'empressa de téléphoner à son conseiller Jacques Chirac informé par l'équipe d'Arafat du déroulement des discussions. Désireux d'inclure la France et l'Union européenne dans toutes les négociations israélo-palestiniennes, Chirac déclara inacceptable l'exclusion de l'ONU. Ross proposa une commission d'enquête composée d'Américains et d'Européens. Barak accepta mais Arafat refusa et alla chez Chirac qui l'attendait, puis à son hôtel. De là il déclara qu'il ne signerait rien car il refusait la commission d'enquête, exigeant que la responsabilité de l'intifada soit attribuée à Israël.

Néanmoins, effrayé par Clinton, Arafat donna l'ordre d'arrêter les violences qui pendant quelques jours diminuèrent. Mais le 12 octobre deux Israéliens réservistes arrivèrent par erreur à Ramallah. Portés par une foule hystérique au poste de police, ils furent jetés du premier étage et déshabillés à mains nues par des forcenés<sup>86</sup>. Des journalistes italiens qui divulguèrent la scène furent menacés. Dans son livre, Dennis Ross note que Barak avait tenu ses promesses, mais pas Arafat.

Ce contexte et l'accroissement des persécutions contre les chrétiens dans les pays musulmans – sujet tabou dans un Occident subjugué

par Arafat – incitèrent les collègues de David, chrétiens, athées ou ex-musulmans de différentes ONG à dénoncer par des discours et diverses conférences ces violations des droits de l'homme. Je participai à deux des conférences au Palais des Nations. Les organisateurs avaient invité à la première le géopoliticien Frédéric Encel, le très courageux journaliste Clément Weill-Raynal, le père jésuite Alain René Arbez (modérateur), le cheikh Abdul Hadi Palazi secrétaire-général de l'Association Musulmane de Rome, membre du Conseil International de Root and Branch Association, et moi-même (31 juillet 2001).

Palazi parlait après moi et ma dénonciation du djihad l'irrita au point qu'il passa son temps de parole à chanter les vertus du djihad et à démolir ma conférence au lieu de faire la sienne. Il est vrai que de nombreux musulmans se trouvaient dans la salle, en particulier des diplomates turcs ouvertement réjouis devant ma mine sinistrée. Comment donc cet homme vivant en Italie, venant d'une famille chrétienne islamisée, ne pouvait-il voir dans le djihad que des vertus ! En réalité il tentait de sauver le concept de djihad, pivot fondamental de la relation de l'islam avec les non-musulmans et prétendait que les djihadistes pervertissaient sa signification réelle.

Une autre conférence en 2005, plus ambitieuse, fut organisée par l'International Humanist and Ethical Union, l'Association for World Education, et l'Association of World Citizens, elle portait un titre provoquant : « Victims of jihad » (18 avril 2005). Les onze conférenciers comprenaient des représentants d'ONG, des hommes et des femmes ex-musulmans, des anciens esclaves chrétiens du Sud-Soudan et des écrivains. Ils animaient quatre sessions : 1) Jihad et musulmans ; 2) Dhimmi ; 3) Apostats ; 4) Femmes. Il était clair qu'un tel sujet et avec ce titre ne pouvait plus mal tomber, alors que les élites européennes et leurs médias s'évertuaient à inculper Israël pour les attentats islamiques invoquant l'injustice, l'occupation, l'humiliation afin de poursuivre leur dialogue et leur alliance de civilisations avec le monde musulman. Rien que le mot djihad était imprononçable, seul était admis un djihad d'ascèse morale pour maîtriser ses mauvais penchants.

Le professeur Hans Jansen, auteur de plusieurs livres sur l'islam, Hamouda F. Bella et David parlèrent dans la première session. La conférence de David intitulée « Saudi arabian and egyptian school-

86. Voir Dennis Ross, *The missing peace*, pp. 717-742, pour le récit heure par heure de ces négociations dont il était le principal intermédiaire.



books : a culture of hate based on “dijhad and martyrdom” » citait des textes de manuels scolaires modernes d’Arabie Saoudite et d’Égypte glorifiant le djihad, le martyr et la décapitation des infidèles dans le chemin d’Allah. Il rappela que la simple mention de ces textes à la Commission par son ONG fut condamnée comme diffamation de l’islam par le représentant du Pakistan. Celui-ci ne contesta pas la véracité des textes ni leur contenu mais déclarant l’islam religion de paix représentant un milliard et demi de personnes dans le monde, il était inacceptable – avait-il protesté – que cette religion fut méprisée.

Aujourd’hui, douze ans plus tard, les enfants éduqués par ces textes dénoncés au Conseil des droits de l’homme en 2005 sèment le chaos dans leur pays et dans le monde. Les responsables sont les éducateurs et les organes internationaux qui se sont abstenus d’intervenir en amont. David fut conspué parce qu’il en parlait mais les souffrances et les crimes commis aujourd’hui auraient pu être évités si des mesures adéquates avaient été prises à l’époque.

Je pus me rendre compte moi-même de ce que David endurait à la Commission des droits de l’homme, par les regards haineux qu’il suscitait, y compris parmi les ambassadeurs européens. Le lendemain de la conférence un journal néerlandais, le NRC *Handelsblad* publia un article calomnieux emplis de mensonges écrit par Caroline de Gruyter. La journaliste prétendait que Ayan Hirsi Ali en venant à cette conférence était tombée dans un piège de sionistes comploteurs. Cette calomnie visait David, et comme Hirsi Ali s’abstint de la démentir, les organisateurs et les participants écrivirent une mise au point au journal. Ils précisaient que l’idée de cette conférence provenait de Hans Jansen qui, avec Roy Brown (IHEU), avaient invité Hirsi Ali. David qui ne la connaissait pas n’était nullement impliqué dans cette invitation. Roy Brown et René Wadlow, représentants d’ONG, avaient planifié la journée et choisi les orateurs parmi des activistes des droits de l’homme et des groupes œcuméniques comme CSI. Tous les conférenciers, la plupart étant eux-mêmes des victimes de graves violations des droits de l’homme, avaient exposé des problèmes contemporains à la fois politiques, humanitaires et sociaux.

Dans ce contexte d’amour passionné euro-arabe, parce que fondé sur une passion de haine, Israël prenait toujours plus le visage de l’ennemi même s’il n’avait tué aucun Européen. Doublement ennemi

parce qu’il était résolu à ne pas se laisser « suicider » par une Europe compassionnelle. Dans le Cirque – comme l’appelait David – du Conseil des droits de l’homme, les délibérations allaient bon train sans que personne ne sache ou ne voulut savoir selon quels droits de l’homme on jugeait. Invoquait-on ceux de la Déclaration universelle ou ceux totalement opposés de la charia et seuls reconnus par les pays de l’OCI selon leur Charte ? Apparemment on jouait sur les deux, pour Israël c’était unanimement ceux de la charia.

Quant à moi, je partageais la séance Dhimmi avec deux chrétiens, un homme et une femme, tous deux anciens esclaves kidnappés au Sud-Soudan. Après avoir écouté attentivement leur récit personnel poignant, j’évoquai le déni de l’histoire du djihad et de la dhimmitude équivalent à un déni de l’humanité de leurs victimes. Ma conférence s’intitulait : « Chassés de l’humanité par l’industrie négationniste ». En effet, la déshumanisation méprisante des victimes exonérait ces crimes de toute culpabilité, et justifiait l’indifférence du déni.

#### FAMILLE, RANGEMENT, TRAVAIL

Au fil des ans trois petites-filles étaient venues agrandir notre famille. Elles ensoleillaient nos séjours en Israël où s’entremêlaient chaleureuses réunions familiales, visites d’amis, conférences, travail, excursions archéologiques et heures de détente. Dans la vieille maison patriarcale en Suisse, les voix enfantines réveillèrent les échos d’autrefois, les courses dans le jardin et les grincements usés des balançoires. Même le vieux Duck, accoutumé à roupiller aux pieds de maîtres vieillissants, et dont la lourde paupière ne daignait pas se soulever à l’approche d’écureuils effrontés, soudain ragaillard par tant de rires, de jeunesse et le fumet des grillades, retrouvait ses aboiements féroces pour merles et canards, avalant quelques papillons imprudents au passage à défaut de croquer un écureuil. Durant les hospitalisations de Diana exigeant ma présence vingt-quatre heures par jour, je prenais avec moi mes manuscrits et pénétrais dans un autre monde. Celui voué à la guérison, à la préservation de la vie, au soulagement des souffrances par une discipline rigoureuse, quotidienne, attentionnée,

prodiguée par des inconnus souriants, médecins et infirmières. C'était un autre univers que le djihad, culte de la mort et d'assassinats gratuits.

Mais le travail, même supplanté momentanément, demeurait toujours tapi dans nos esprits. Correction des épreuves, des traductions, articles, conférences, interventions de David à l'ONU, organisation de son livre sur le Maroc et correspondance emplissaient nos journées. Puis s'y ajoutaient d'interminables conversations téléphoniques avec des collègues de travail et amis à Boston, New York, en Europe, et survenant à l'improviste, des rencontres passionnantes, des amitiés profondes avec des collègues, des écrivains, des activistes partageant nos convictions, nos ardeurs, nos émotions dans le combat humanitaire en faveur des victimes.

À cette époque la traduction en anglais commencée en 1996 de *Juifs et Chrétiens*, attendait depuis des mois sous des piles de papiers l'approbation de David pour partir chez l'éditeur. Excédée, je lui déclarai, dans un grand acte d'indépendance, que je m'en passerai. Le temps écoulé avait enrichi le texte de plus de cent pages sur l'original français mais sa traduction et sa correction dépassaient celui de sa composition. *J et C* avait été écrit très rapidement et terminé en 1993 car je m'étais engagée à donner *Le Dhimmi* dans les six mois, sans savoir que je bifurquerais en chemin vers un autre livre et je ne voulais pas manquer à ma parole. Dans *Islam & Dhimmitude* vint s'ajouter la période jusqu'à 2001 et à mesure que je relisais les pages de *J et C* je développais mes analyses pour le livre anglais. Car chaque volume m'ouvrait de nouvelles pistes, la recherche ne se terminait pas au point final de la dernière ligne. Chacun n'était qu'un jalon sur un long chemin pour un voyage vers l'inconnu dont j'ignorais le parcours et la finalité.

Quand David en avait le temps, nous nous installions le soir après-dîner à la salle à manger où des piles de livres et de dictionnaires disputaient la place aux lourds dossiers. Malgré son désordre David avait un esprit bien plus méticuleux et méthodique que le mien filant dans toutes les directions. Il n'écrivait rien qu'il n'eût contrôlé plusieurs fois et s'appliquait à supprimer ce qu'il jugeait excessif avec une incroyable persévérance. David contrôlait toutes mes notes, mes références et les faits que je citais. En marge du texte j'avais noté au crayon les synonymes et les corrections qui me paraissaient les plus appropriées, mais qui immanquablement

francisaient le style. Endurant avec flegme les désagréments de ma vocation, il supportait mes colères et mes trépignements rageurs que Clarinda, notre fidèle servante suivait d'un regard songeur et inquiet s'ils survenaient en sa présence. Comme nous nous bagarions en anglais, elle ne comprenait pas qu'il s'agissait de la refonte d'une phrase, ou du déplacement d'un paragraphe.

En 1999, les cinq cent vingt-huit pages de *Islam & Dhimmitude* avaient été corrigées, les huit cent dix notes comprenant chacune plusieurs titres dûment contrôlées, et les épreuves finales pour publication signées. Et ma décision de ne plus jamais m'atteler à un tel labeur devenait plus irrévocable que jamais. Ce livre était le dernier. Certes il reprenait la structure du *Dhimmi* puisqu'initialement il répondait à la demande d'une republication par Taguieff. Mais, par ailleurs, ce sujet constituait le domaine par excellence des interactions des trois religions monothéistes dans les terres d'abord chrétiennes puis islamisées et pour certaines partiellement rechrétiennes en Europe et plus tard colonisées en Asie et Afrique aux XIX<sup>e</sup> siècle par des États occidentaux. Or aujourd'hui, ce contexte s'imposait au cœur même de l'Europe et sur le plan international. L'extension géographique de ce réseau multireligieux procédait de l'impérialisme universel du djihad, dont l'avancée implantait partout la même trame sociologique.

*Islam & Dhimmitude* examinait les éléments proprement islamiques du statut du dhimmi et l'inclusion dans ce statut de lois anti-juives byzantines antérieures, modifiées et généralement aggravées par un prisme djihadiste théologique de conquête islamique territoriale. Cette convergence anti-juive établissait un terrain d'affinités et de connivences islamo-chrétiennes d'autant plus spécieuses qu'elles masquaient l'antichristianisme et l'islamisation de la théologie chrétienne. Ainsi, à la période moderne les chrétiens du Levant et d'Irak eurent un rôle prédominant dans le nationalisme arabe et le palestinisme, idéologies judéophobes fascistes alliées aux nazis et ciblant prioritairement l'élimination d'Israël – mais passerelle de réconciliation et d'entente islamo-chrétienne. Or ces mêmes mouvements constituèrent les plus puissants moteurs d'islamisation des chrétiens du Proche-Orient. Le premier par la substitution d'une origine arabe à leur identité ethnique grecque, égyptienne, araméenne, syriaque,

persane, arménienne, et le second par leur rejet des racines bibliques de leur identité chrétienne. L'abbé syrien Yoakim Moubarac grand admirateur de Massignon, hérault du palestinisme, avoue que la lecture de la Bible le fait tant souffrir qu'il s'en console en lisant le Coran. Apparemment les versets incitant à la haine des juifs et de ses propres coreligionnaires appelés aussi « associassionnistes » ne l'émouvaient pas<sup>87</sup>. Au reste, les deux mouvements avaient été initiés par les puissances européennes coloniales qui entendaient se servir des chrétiens pour avancer leurs intérêts dans leurs colonies musulmanes.

De nombreux chapitres de *I&D* examinent ces convergences politico-religieuses tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, notamment dans l'antisio-nisme des communautés chrétiennes du monde arabe et leurs relais en Europe avant et après la Shoah, puis après 1969, leur conversion dans le palestinisme. Combattus par des chrétiens sionistes, ces mouvements divisèrent le monde chrétien, particulièrement celui de la dhimmitude totalement vassalisé par l'islam comme le démontrent les conflits interchrétiens au sujet de Vatican II, dont les réformes concernant le judaïsme irritèrent le monde musulman au point que les clergés dhimmi angoissés réussirent à réorienter les travaux du Concile. Ces relations théologiques triangulaires et leurs ramifications politiques activaient les rouages d'une histoire prisonnière d'un logiciel fixe et immuable. À mesure que ce logiciel se manifestait en Europe comme une force pérenne dans les flux mouvants de l'actualité, il révélait aussi les processus d'islamisation des sociétés européennes modernes. *I&D* exposait la continuité des forces destructives djihadistes mais leur déploiement dans l'Europe moderne demeurerait inexplicable.

À la maison le rangement allait bon train. Rapidement les livres regagnèrent leurs étagères et les papiers s'empilèrent dans les tiroirs. Aspirateurs et torchons reprirent triomphalement leurs droits dans les endroits interdits. Alors que nous nous adonnions à ce travail salutaire, mon mari un matin descendit à la cave – sorte de genizah – où dans le plus grand désordre, livres et papiers se disputaient l'espace. Cet envahissement nous traquait du sous-sol

87. Voir *Juifs et Chrétiens*, op. cit. p. 226.

aux étages et provoquait mes reproches acrimonieux. Tel Sisyphe, David menait un combat désespéré contre cette paperasserie qui nous submergeait, gagnant tous les recoins, les sièges et les tables, avançant subrepticement sur le sol son tapis crissant poussiéreux. Rien ne pouvait l'arrêter dans la conquête de notre domicile, s'enrichissant et se densifiant au cours des ans. C'était une guerre perdue. D'autant que David, secrètement ligué avec le monstre contre moi, déployait des ruses de Sioux pour s'emparer de rebuts destinés à la poubelle, qu'il allait dissimuler dans des recoins rapidement engorgés par un flux constant. Nous ne savions plus ce qu'était une table au bel acajou lisse, ni un fauteuil dont on ne déplaçait pas un échafaudage de dossiers pour s'y asseoir. Or ce jour-là David remonta de la cave l'air pensif tenant un fascicule.

— Cela t'intéressera, dit-il sobrement et il le posa sur la table que je tentai de débarrasser de monticules de feuillets et de livres.

Subrepticement je déplaçai l'ennemi vers la cuisine et sa destination finale : la poubelle. Cependant il ne disparaissait pas et au fil des jours sa vue m'emplissait d'un sentiment de culpabilité envers mon mari toujours bon et attentionné envers moi. J'avais l'intention de m'en débarrasser au plus vite en prétendant l'avoir lu. Mais comme l'objet était toujours là, augmentant mon malaise, je décidai de le lire par égard pour David, avant de le jeter. Prenant du bout des doigts le fascicule poussiéreux publié en 1975, je le parcourus attentivement plusieurs fois. J'y présentais confusément un lien avec le thème central de mes recherches.

Mon livre précédent avait consacré plusieurs pages à la dhimmitude moderne en Europe que j'attribuais instinctivement à une pression exercée de l'extérieur par la Ligue Arabe et l'OCI, usant de menaces de représailles économiques ou terroristes comme en 1973 et même antérieurement. J'avais déjà mentionné la politique pro-arabe du Général de Gaulle dès le milieu des années soixante, instrumentalisant l'anti-américanisme et l'antisio-nisme pour avancer les intérêts économiques et stratégiques français dans les pays musulmans. Les milieux économiques et politiques plaidaient pour la création d'un vaste continent méditerranéen Euro-Arabe par le mixage et l'interpénétration des populations (multiculturalisme). La France pourrait y gagner un rôle privilégié si elle s'érigait en

protectrice d'Arafat et de l'OLP contre l'Amérique et Israël<sup>88</sup>. Dans la politique de rapprochement de l'Europe avec le monde musulman, le conflit israélo-arabe était doublement utile : il offrait une plateforme commune aux chrétiens et aux musulmans, renforçant leur solidarité contre Israël devenu un bouc émissaire commode, responsable de la persécution des chrétiens perpétrée par les musulmans.

J'analysais les résolutions prises à la Seconde Conférence Internationale de soutien aux Peuples arabes (1969) organisée au Caire par le Quai d'Orsay et qui contenait une grande partie du programme adopté plus tard par la CEE après la guerre du Kippour en 1973. Le document nommait ses concepteurs, politiciens, journalistes, écrivains (pp. 291-304). Je reproduisais une citation de Robert Wistrich citant la France comme une source de désinformation et d'hostilité sans précédent envers Israël, avec ses nombreuses associations franco-arabes et franco-palestiniennes – catholiques et socialistes utilisant une terminologie spacieuse de l'Holocauste – et ses myriades de promoteurs d'idéologies du Tiers Monde. Cette politique, écrivais-je alors, était intégrée dans les intérêts stratégiques et économiques de l'Europe, particulièrement par les socialistes et communistes, pour créer un bloc euro-arabe opposé aux États-Unis et à Israël. L'antisionisme était un élément central occulte de la politique européenne. L'alliance antisioniste euro-arabe, conçue à l'origine comme une énorme force de pression économique, militaire, politique et médiatique contre Israël, se retournait désormais par la diffusion de l'insécurité et les germes de la dhimmitude dans les zones de non droit, contre ses instigateurs (p. 238). J'avais donc vu les effets de la dhimmitude en Europe sans en connaître ses concepteurs ni percevoir ses mécanismes d'implantation et d'exécution.

Or curieusement ce fascicule suggérait que ce phénomène n'était ni fortuit ni subi de l'extérieur, mais qu'il procédait de l'intérieur même de l'Europe et s'intégrait dans une politique cohérente et délibérément planifiée avec ses dirigeants, ses agents et ses buts.

88. *Islam & Dhimmitude*, pp. 336-338. Les médias européens exécutèrent l'ordre donné par le secrétaire-général de la Ligue arabe Chadli Klibi, le 6 décembre 1979 à sa conférence de presse à Paris leur demandant de n'appeler les réfugiés palestiniens que le « peuple palestinien ».

Son éditorial sur la première page portait le titre : « Une volonté politique conjointe ». Le texte parlait d'un dialogue euro-arabe où

*« la nécessité d'une entente politique entre l'Europe et le monde arabe comme base aux accords économiques a été négligée. » Il expliquait que ce dialogue était « l'expression d'une volonté politique conjointe visant à instaurer des relations spéciales entre les deux parties. (...) S'ils veulent réellement coopérer avec le monde arabe, les gouvernements européens et les dirigeants politiques ont l'obligation de s'élever contre le dénigrement des Arabes dans leurs organes d'information, ils doivent réaffirmer leur confiance en l'amitié euro-arabe et leur respect envers la contribution millénaire des Arabes à la civilisation universelle. »*

Quelle était cette entente politique qui constituerait la base des accords économiques ? Et pourquoi les gouvernements européens devaient-ils exprimer leur respect envers les Arabes ? Le faisaient-ils avec les Chinois et les Hindous ? À la page cinq je lisais : « *L'Association Parlementaire pour la Coopération Euro-Arabe, à sa réunion de Strasbourg, les 8 et 9 juin 1975, a approuvé à l'unanimité les résolutions politique, économique et culturelle* ». Puis des extraits d'une étude d'un député belge, Tijn Declercq, membre de l'Association, étaient reproduits ainsi que sa thèse d'une volonté politique inséparable d'une coopération économique. « *La coopération économique euro-arabe doit résulter d'une volonté politique. Elle doit donc reconnaître les implications politiques de cette coopération*<sup>89</sup> » -- disait-il, demandant l'élaboration d'une stratégie concrète pour réaliser cette coopération.

À l'époque je ne compris pas que la volonté politique euro-arabe impliquait l'obligation conjointe d'imposer à Israël les frontières d'Auschwitz<sup>90</sup> de 1949 et que l'inséparabilité de cet objectif avec celui de la coopération économique avec les pays musulmans, provenait d'une origine européenne. De fait, ce point fut adopté par le Mémoire conjoint euro-arabe au Caire deux jours plus tard (10-14 juin 1975) considéré comme une Charte du Dialogue euro-arabe et confirmé à nouveau le 11 avril 1983 au Symposium euro-arabe de Hambourg par le ministre allemand des Affaires

89. Souligné par Bat Ye'or.

90. Expression attribuée au diplomate israélien Abba Eban, caractérisant les conséquences possibles d'un retrait des Forces de Défense d'Israël sur les lignes d'armistice de 1948, trop vulnérables.



Etrangères de la RFA, Hans-Dietrich Genscher. Le Mémorandum du Caire disait :

*Le dialogue euro-arabe est le fruit d'une volonté politique<sup>91</sup> commune qui s'est dégagée au niveau le plus élevé et qui a pour objet l'établissement de relations spéciales entre les deux groupes. Les deux parties rappellent que le dialogue trouve son origine dans les échanges qui ont eu lieu entre elles à la fin de 1973, et qui comprennent notamment la déclaration faite par les neuf États membres de la communauté européenne le 6 novembre 1973 concernant la situation au Moyen-Orient, ainsi que la déclaration adressée aux pays d'Europe occidentale par la 6<sup>e</sup> conférence au sommet des pays arabes à Alger, le 28 novembre 1973<sup>92</sup>.*

La page cinq du fascicule reproduisait les thèses de Declerq :

« Une politique à moyen et à long termes doit être élaborée dès maintenant afin de réaliser une coopération économique par la conjugaison des réserves de main-d'œuvre et de matières premières arabes, de la technologie et du management européens. (...) »

Il ne suffit pas d'établir les conditions d'une intégration économique euro-arabe abstraite. Une volonté politique réelle doit être à la base de projets concrets de coopération et doit se manifester à trois niveaux :

- au niveau national,
- au niveau du continent,
- au niveau mondial.

« Au niveau national, tous les efforts doivent être dirigés vers la conclusion d'accords de coopération entre pays européens et pays arabes. (...) »

« Au niveau du continent, il faut rechercher la conclusion d'accords entre la C.E.E. et plusieurs ou tous les pays arabes. »

« Des accords d'association doivent être recherchés afin d'arriver graduellement à une intégration économique aussi complète que possible. »

« La coopération et la solidarité euro-arabe doivent se réaliser à travers les organisations internationales et les conférences internationales. »

« Des réunions préparatoires communes et des colloques euro-arabes doivent être multipliés à tous les niveaux :

- économique,
- monétaire,
- commercial, etc.

afin d'arriver à des positions communes. »

91. Souligné par Bat Ye'or.

92. Jacques Bourrinet, (éd.), *Le Dialogue Euro-Arabe*, Economica, Paris, 1979, pp. 296-306. Pour la conférence à Alger voir plus haut, p. 102 et *Documents d'Actualité Internationale*, Ministère des Affaires Étrangères, Paris, n°7, 1974, pp. 126.

Les pages dix et onze étaient encore plus surprenantes. On y apprenait que « L'Association Parlementaire pour la coopération euro-arabe comprend plus de 200 membres de parlementaires des pays de l'Europe occidentale aux tendances politiques largement diversifiées. » Réunie à Strasbourg les 7 et 8 juin 1975, son Assemblée Générale avait voté à l'unanimité les résolutions dont je donne ici un court aperçu :

« Le monde arabe dans son entier s'est déjà mis d'accord sur le fait que l'Organisation de Libération de la Palestine est le seul représentant de la nation palestinienne et cette décision a été ratifiée par une écrasante majorité des pays représentés aux Nations Unies. »

« L'Association insiste auprès des gouvernements européens pour qu'ils reconnaissent ce point fondamental dans les initiatives qu'ils devraient prendre maintenant. (...) »

« L'Association réclame des gouvernements européens un aménagement des dispositions légales concernant la libre circulation et le respect des droits fondamentaux des travailleurs immigrés en Europe : ces droits doivent être équivalents à ceux des citoyens nationaux. »

« L'Association considère le règlement politique du conflit israélo-arabe comme une nécessité absolue pour l'établissement d'une réelle coopération euro-arabe. Elle estime cependant que l'aspect politique de cette coopération ne se limite pas à ce seul point, considérant notamment la libre circulation des idées et des citoyens dans le monde comme un facteur de maintien de la paix, d'appui à la cause de la liberté et particulièrement de développement harmonieux de la coopération entre l'Europe occidentale et la nation arabe. »

Dans la section des Résolutions culturelles, l'Association réaffirmait :

« Reconnaissant la contribution historique de la culture arabe au développement européen ; »

« Soulignant l'apport que les pays européens peuvent encore attendre de la culture arabe, notamment dans le domaine des valeurs humaines »

« Regrettant que les rapports culturels entre pays européens et pays arabes restent encore trop peu nombreux et limités dans leur esprit ; »

« Regrettant le caractère d'exception de l'enseignement de la culture et de la langue arabe en Europe et souhaitant son développement ; »

« Souhaitant que les gouvernements européens facilitent aux pays arabes la création de larges moyens pour la participation des travailleurs immigrants et de leurs familles à la vie culturelle et religieuse arabe ; (...) »

« Demande aux gouvernements des Neuf d'aborder le secteur culturel du dialogue euro-arabe dans un esprit constructif et d'accorder une plus grande priorité à la diffusion de la culture arabe en Europe ; (...) »

« Invite les groupes nationaux de l'Association à intensifier dans chaque pays l'effort nécessaire pour la réalisation des buts proposés à Damas et aujourd'hui à Strasbourg et leur demande de faire connaître au secrétariat les résultats obtenus<sup>93</sup> (...) »

Ce fascicule fut édité par le Comité Européen de Coordination des Associations d'Amitié avec le Monde arabe, 16, rue Augereau, 75007 Paris, tél. : 555 08 07, et réalisé avec la collaboration de Middle East International (Londres), France-Pays Arabes (Paris) et le Groupe d'Études sur le Moyen-Orient (Genève). La première page du fascicule portait son titre en français et en arabe : *Eurabia*, 5 F, juillet 1975, n°2 ; et la dernière page : *Eurabia*, 16 rue Augereau, 75007 Paris. Directeur de la Publication Lucien Bitterlin. Rédacteur en chef Robert Swann.

Je demeurais pensive, ce fascicule me faisait entrevoir les rouages et les mécanismes d'exécution des phénomènes dont je n'avais observé que les effets. David m'avait obtenu une carte de lectrice à la bibliothèque de l'ONU (Genève) spécialisée dans les relations internationales et les archives diplomatiques de pays européens. Je les avais déjà consultées pour mes recherches sur la première guerre mondiale et la chute de l'Empire ottoman. J'y retournai, intéressée par les documents de la Ligue arabe et surtout par les nombreux et épais volumes publiés par le Ministère français des Affaires étrangères, *Documents d'Actualité Internationale*, qui me fournirent des renseignements précis et me mirent sur d'autres pistes. Ma documentation s'enrichissait.

Commencer un nouveau livre était hors de question. Je décidai de publier sous forme d'article un aperçu de mes recherches. Il était intitulé : *Le dialogue Euro-Arabe et la naissance d'Eurabia*. À la veille d'un voyage aux États-Unis, je l'envoyai à Shmuel Trigano, président du Bulletin *l'Observatoire du monde juif*, créé pour répondre à la violence de la vague antisémite. Je le corrigéai aux États-Unis et le lui renvoyai en l'informant de mes corrections. Il le publia en hiver 2002<sup>94</sup> mais l'article fut repris sur internet avec ma phrase introductive l'avisant de mes corrections donnant la fausse impression que le blogueur l'avait corrigé.

93. Deux derniers paragraphes soulignés en gras dans le texte.

94. Bat Ye'or : « Le dialogue Euro-Arabe et la naissance d'Eurabia », dans *Observatoire du Monde Juif*, bull. n°4/5, décembre 2002, pp. 44-55.

À Washington nous descendîmes comme d'habitude au Cosmos Club et la série d'interviews et de conférences, parfois au Capitole avec Habib Malik, Nina Shea, David et bien d'autres encore se succédèrent, rendus plus pressants encore par le choc du 11 septembre. À nouveau je fus invitée plusieurs fois à parler à différents hommes politiques et à donner presque chaque jour des conférences. Mais cette fois-ci je parlais d'Eurabia. À notre troisième rencontre, le sénateur Sam Brownback nous emmena par le petit train souterrain desservant les immeubles du gouvernement chez le chapelain du Sénat, Lloyd John Ogilvie.

Mais à la grande déception de David I&D ne fut pas offert à des membres importants du clergé. En effet nous ignorions la profonde fracture qui divisait le clergé américain. L'Association Nationale Évangélique (NAE, National Association of Evangelical) avait fait une Déclaration (Statement of Conscience) mais le Conseil national des Églises (CNE) se refusait à l'accepter. Il estimait inapproprié de mentionner uniquement les victimes chrétiennes de la persécution religieuse, et craignait de provoquer une hostilité antimusulmane. Au cours de ce voyage nous eûmes le privilège de rencontrer l'éminent érudit arménien Vahakn Dadrian, auteur de plusieurs ouvrages spécialisés sur le génocide des Arméniens dans la première guerre mondiale. Son combat pour imposer l'acceptation d'un génocide arménien, totalement refusée par la Turquie, constituait aux USA et en Europe une affaire d'État du fait de leur alliance avec la Turquie et de son opposition farouche. C'était la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

## NOS ARCHIVES

Profitant de notre séjour à New York David voulut s'assurer que la Dorot Jewish Division de la New York Public Library possédait mes ouvrages et ses propres publications. Je connaissais ces visites qui s'éternisaient en palabres et après une ferme opposition dont il ne tint aucun compte, je capitulai mais honorablement car à mes conditions : nous y resterions cinq minutes et interdiction de parler de BY.

Je m'assis à une table de lecture et David, sa serviette bourrée de mes livres et articles alla parler à la bibliothécaire se trouvant dans la salle. Il sortit les ouvrages sur son bureau et devant son plaisir manifeste il lui dit que l'auteur ici présente se ferait une joie de les signer pour la bibliothèque. Excitée la bibliothécaire demanda où était Bat Ye'or. Très fier David vint m'appeler et devant un accueil si sympathique je dus m'exécuter. Entre-temps la jeune fille avait téléphoné à Michael Terry, le Directeur de la bibliothèque. Il vint aussitôt nous inviter à passer dans son bureau. La conversation s'engagea et à ma grande surprise Michael déclara que la Bibliothèque serait heureuse de garder mes archives. Je le regardai stupéfaite. Mes archives... ! Déjà en Égypte j'avais brûlé tous mes papiers et depuis mon mariage, luttant contre l'éternelle paperasserie engorgeant notre espace vital, je jetais, déchirais ou brûlais en cachette au fond du jardin, les miennes. Cette proposition m'emplit de joie. Enfin des tables et des chaises libérées de leurs amoncellements !

David, cependant, hésitait. Un centre d'archives prestigieux à Jérusalem était disposé à recevoir celles se rapportant seulement à l'affaire Mural, mais rien d'autre de lui ni de moi. Michael lui proposa de prendre les siennes, qui comprenaient aussi des travaux historiques et humanitaires. Après une courte réflexion, David accepta, ainsi nos passés comme nos vies seraient toujours unis. Michael devant se rendre en Europe pour un congrès international de bibliothécaires accepta de passer chez nous pour nous aider à sélectionner le matériel et, éventuellement, organiser une première expédition.

De retour à la maison, nous commençâmes à organiser un tri. Dossiers et cartons quittèrent les placards pour s'aligner dans des caisses de plastique. Miracle ! David tenta bien d'en retenir quelques-uns encore, mais je n'écoutai rien et Michael, après avoir mis les scellés, emporta le tout. L'opération cependant s'était passée trop rapidement, bien des travaux, des lettres, des essais manquaient. Aussi lors de nos départs à New York, des documents pour compléter la collection alourdirent davantage nos bagages. En décembre 2006, 360 kg de matériel partirent. L'engagement qui nous liait, la NYPL et nous, fut signé le 5 avril 2006.

## Eurabia : la dhimmitude importée en Europe

Mes travaux, mon expérience dans les pays musulmans et mon observation des juifs et des chrétiens vivant dans ces pays avaient développé en moi une sensibilité particulière. L'insécurité, l'intimidation et la stigmatisation d'une catégorie de la population – les Juifs – diffusées dans toute l'Europe après les attentats palestiniens en France, en Angleterre, en Italie, en Suisse, en Allemagne, avaient importé en Europe les stigmates de l'existence juive et chrétienne dans les sociétés musulmanes. Loin de sévir contre le crime, les gouvernements européens négocièrent avec les terroristes. Graduellement et de façon diffuse s'instaura la volonté d'affirmer la prééminence de l'islam sur les cultures et la politique des pays d'accueil. De nouveaux concepts politiques – multiculturalisme, relativisme des valeurs, diversité – masquèrent le refus des immigrants de s'intégrer dans des mœurs non-conformes à la charia.

Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, à l'aube de la politique d'immigration, les femmes musulmanes avaient focalisé l'espoir européen de moderniser l'islam. Leur émancipation du joug des mâles opérerait ce miracle tant espéré des politiciens des nations les plus éclairées de la planète. Affectant des pudeurs de vierge, ceux-ci se refusaient d'y contribuer par le simple énoncé de quelques vérités et se consumaient en salamalecs flatteurs. Porteuses de la grande révolution qui libérerait l'Europe de sa peur, les femmes musulmanes, avenir d'un Islam des Lumières et d'une Europe sauvée du djihadisme, furent chouchoutées et devinrent les héroïnes d'un nombre considérable de livres. Or le Coran assigne un rôle aux femmes : celui d'inciter par leurs cris les hommes à poursuivre le combat contre les infidèles. Contrairement aux attentes, un accroissement de burqas sur les lieux de travail et dans les rues répondit à cet espoir.

La classe politique et universitaire européenne récusait formellement le concept de dhimmitude tel que je l'avais formé, analysé et

défini. Elle niait ce concept existentiel, déterminé par une idéologie fondée sur des lois politico-religieuses, structurant dans un système uniformisé les relations politiques et sociales de l'Oumma avec les non-musulmans. Ce refus d'une définition rassemblant un faisceau de conduites noyait ce sujet dans un flou confus. Or ne rien connaître de la dhimmitude c'était se condamner à la cécité sur les grands enjeux politiques et culturels de notre époque et devenir un agent passif, sinon actif, du large mouvement djihadiste transhistorique et transcontinental, dont l'étape préliminaire est la dhimmitude pour atteindre le but ultime : l'islamisation. Cette idéologie – à la fois religieuse et politique – s'élevait en clameurs revendicatrices du monde musulman, de ses foules illettrées, de ses leaders religieux et politiques, de ses chefs d'État que l'Occident flattait servilement et que nos politiciens n'approchaient qu'avec une componction obséquieuse.

De fait, la dhimmitude devrait être enseignée dans les écoles et les universités au même titre que les structures ou les lois régissant l'esclavage, le régime colonial ou d'apartheid. Aussi longtemps que la dhimmitude serait niée par ses victimes et par les musulmans eux-mêmes, elle ne pourrait être démasquée en tant que régime d'oppression et ses manifestations, loin d'être reconnues comme des éléments intégrés dans un système cohérent se développant selon sa propre logique, seraient interprétées en Occident comme des hasards accidentels insignifiants dont l'Europe, l'Amérique ou Israël seraient potentiellement coupables. Les décapitations, les destructions d'églises et de synagogues, le refus du témoignage du non-musulman, les exécutions sommaires au couteau et le terrorisme, ne sont pas fortuits mais entrent dans un ensemble conceptuel religieux, politique et juridique procédant du djihad, axe central des relations de l'islam avec les mécréants. Établie sur le Coran et ses interprétations, cette doctrine n'a jamais fait l'objet d'une critique ni d'une abolition officielle.

Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix je ne comprenais pas que la hargne dont j'étais l'objet provenait de cette notion de dhimmitude, uniquement parce qu'elle contredisait les justificatifs exigés par la nouvelle politique de l'Europe. Lancée officieusement en novembre 1973 par les neuf pays de la Communauté européenne, cette politique postulait que l'islam était une religion d'amour, de paix et de tolérance envers les non-musulmans. Adoptant la vision isla-

mique de l'histoire, la CE vantait la parfaite coexistence entre musulmans, chrétiens et juifs en Andalousie, dans l'Empire ottoman et au Liban, et projetait de modeler l'avenir de l'Europe sur ces exemples. Politiciens, clergés, intellectuels proclamaient que seule la création de l'État d'Israël avait détruit ce paradis multiculturel régi par la charia. L'élimination d'Israël, cette « cause de l'injustice » pourrait seul rétablir cet âge d'or des réconciliations islamo-chrétiennes.

Ce postulat devait forcément être irrécusable, car il justifiait tout le projet politique européen et islamique d'unification par l'immigration musulmane en Europe, afin de créer un continent euro-musulman autour de la Méditerranée : Eurabia destiné à devenir un troisième bloc face à l'Amérique et à l'Union soviétique.

Je réalisais alors l'imbrication de la dhimmitude européenne et d'Eurabia. Le déni de l'histoire islamique, de ses conquêtes, ne se fondait pas sur l'ignorance de ces sujets mais procédait de mobiles économiques, politiques et stratégiques planifiés au niveau européen et exigeant un autre « narratif ». Il ne servait à rien de s'épuiser à écrire des livres et des articles pour démontrer les dangers, car nos leaders les connaissaient mieux que nous. Ils agissaient en pleine connaissance, maniant les mensonges, pratiquant l'affabulation et les flagorneries, et conduisant les yeux ouverts leurs peuples vers leur destruction, comme ils exigeaient d'Israël un suicide qu'ils couvraient d'un linceul appelé *paix et justice pour les Palestiniens*.

Manipulant l'artifice des mots et des boucs émissaires pour juguler le djihadisme mondial qu'ils anticipaient, les héritiers modernes et oublieux de Pétain, Daladier et Chamberlain, attribuaient aux Palestiniens qu'ils avaient tirés du néant, le rôle salvifique de réconcilier, par la destruction d'Israël, l'islam et le christianisme, l'Europe et les Arabes. Comme le disait Berque, cette nouvelle entité symbolisait la justice universelle, la palestination devait se mondialiser et rassembler tous les peuples de la terre<sup>95</sup>. L'État hébreu disparaîtrait. Il suffirait de limer ici ou là son minuscule territoire, de lui rogner ses bénéfices, de lui pourrir la vie par le mépris, la stigmatisation des étiquettes, la discrimination culturelle, l'apartheid diplomatique, le

95. J. Berque, J. Couland, L. J. Duclos, J. Hadamard, M. Rodinson, *Les Palestiniens et la crise israélo-arabe*, Éditions sociales, Paris, 1974, p. 35, écrit en mai 1969.



boycott économique. Ce n'était qu'une reprise des vieilles tendances européennes par les mêmes acteurs ou leurs héritiers, la réalisation d'un rêve nostalgique trop tôt interrompu en 1945.

J'entrais au cœur d'un phénomène exceptionnel, un séisme géologique, la dégradation de tous les éléments d'une civilisation millénaire, détruite de l'intérieur par ses propres poisons. Destruction procédant délibérément, rationnellement, dissimulée derrière le paravent de la générosité et de l'amour de l'Autre, se drapant de mots et d'idéologies : multiculturalisme, ouverture, mondialisme. J'avais décelé des fissures en 1980, puis signalé des failles qu'il était facile de voir s'agrandir. Nombre de personnes avaient sonné l'alarme et mieux que moi. Toutes furent réduites au silence, écartées. Qu'ils fussent de droite ou de gauche, les gouvernements de l'Union européenne avec leurs fonctionnaires de Bruxelles s'étaient engagés dans le processus irréversible d'union avec leurs anciens peuples colonisés d'Asie et d'Afrique. Ils connaissaient les richesses de leurs sous-sols, ils continueraient à les exploiter mais sous la forme d'un colonialisme inversé qui les rendrait leurs tributaires.

Les accords établis en 1973 entre les neuf pays de la Communauté européenne et les pays de la Ligue arabe sont documentés dans des textes et disponibles pour tous. À la VI<sup>e</sup> Conférence au Sommet de la Ligue Arabe tenue à Alger du 26 au 28 novembre 1973, la clause 2 de la section économique dans la Déclaration (28 novembre) confirmait le lien entre le boycott du pétrole contre un pays et la révocation de ce boycott par son soutien à la cause arabe, celle-ci étant notamment celle de l'OLP.

*To continue the use of oil as a weapon in the campaign, in view of the resolutions of the oil Ministers and the link between the revocation of the ban on oil exports to any country and the commitment of that country to support the just cause of the Arabs*<sup>96</sup>.

Cette clause annonçait la création d'un organisme chargé de graduer la vente du pétrole aux États en fonction de leur soutien aux causes arabes :

*To establish a committee, subordinate to the oil Ministers, which will follow up the implementation of these resolutions and those of the oil Ministers with regard to the percentage of the cut in oil supply, so as to arrive at coordina-*

96. Traduction voir supra p. 102.

*tion between this committee and the committee of Foreign Ministers of the oil-producing countries in respect of the development of the positions of other countries vis-à-vis the Arab cause*<sup>97</sup>.

L'émigration, la moralisation du remplacement d'Israël par la Palestine, la culpabilisation outrancière de l'Occident, le combat intra-européen contre la liberté d'expression et l'islamophobie, devenaient aussi intangibles que des raisons d'État<sup>98</sup>. Le Bulletin d'Informations n°12 du 12 octobre 1970 de la Ligue Arabe publié à Genève reproduit les propos de M. Dominique Gallet, secrétaire politique du front de la Jeunesse gaulliste progressiste française dans une conférence de presse du 14 septembre au siège de l'Union socialiste arabe au Caire. Gallet promettait la tenue d'un congrès de solidarité mondial avec les peuples arabes de toutes les organisations progressistes de jeunesse pour l'hiver suivant et exposait « *l'opinion du front gaulliste sur la situation au Moyen-Orient* », déclarant : « *Israël est un pays raciste et artificiel qui ne peut survivre sans l'assistance impérialiste qui lui est fournie.* » Le bulletin nous informe de l'échange des délégations des jeunes du front gaulliste et de l'organisation de la jeunesse socialiste de la RAU (République Arabe Unie, Égypte et Syrie) et de la coordination de leurs efforts au plan international.

Malgré ces pistes, j'excluais d'écrire un autre livre. Mais, en 2003, au fil des informations, un court mémoire en anglais couvrit une cinquantaine de pages. Peut-être pourrait-il être publié aux États-Unis. Au long des mois et des réflexions jetées sur le papier, un autre livre s'ébaucha. David demanda à un ami anglais dont il avait admiré la précision des corrections faites sur ses propres textes de contrôler sévèrement mon travail. John s'attela à cette tâche avec rigueur.

Ce livre répondait à toutes les questions que je me posais dans le précédent. De plus il procurait la satisfaction d'avoir terminé un

97. Mettre sur pied un comité aux ordres des ministres du pétrole, qui contrôle la mise en œuvre de ces résolutions et fasse respecter les ruptures d'approvisionnement décidées par ces ministres, de manière à coordonner ce comité avec celui des ministres des Affaires étrangères des pays producteurs en fonction de l'attitude et de l'évolution des pays tiers vis à vis de la cause arabe.

98. Toutes les demandes formulées par les Associations parlementaires pour la Coopération euro-arabe adressées aux gouvernements européens, à leurs parlements nationaux et à la Commission européenne se focalisent sur ces sujets, dès 1975. Voir supra pp. 167-68 et Bat Ye'or, *Eurabia*.

cycle, le rassemblement des morceaux d'un puzzle disséminés sur une mappemonde. Partie de l'origine, à Médine, j'arrivais presque à sa phase finale : la conquête de l'Occident. Ce phénomène s'opérait sous nos yeux. Occupée à scruter le passé, je le voyais se reproduire dans le présent, calibrant la violence du terrorisme et la persuation de la corruption, élargissant les failles pour s'avancer, porté et renforcé par les supports émanant de la société ciblée, germes intérieurs activant son pourrissement. Camouflé dans le langage idéologique, ce moteur interne s'intégrait dans un large mouvement européen élaboré à Bruxelles et se révélait comme facteur majeur d'une désagrégation en profondeur des sociétés européennes.

Le présent récrivait le chapitre trois des *Chrétientés*. J'y avais étudié les processus d'islamisation dans les pays conquis après les victoires territoriales arabes, mais la progression islamique à Byzance et dans les Balkans présentait une autre typographie. La coopération économique et politique entre les princes byzantins et les Turcs, leurs alliances dans divers domaines, avaient précédé et facilité les victoires ottomanes. La marche turque vers les centres de la chrétienté, Byzance et Rome, s'échelonna sur quatre siècles. Les chroniqueurs byzantins dénoncent abondamment cette phase préparatoire et ses mécanismes soutenus et encouragés par un courant chrétien islamophile qui renforce et guide les envahisseurs turcs dans la conquête de leur pays<sup>99</sup>. Dans ce cas, l'islamisation des esprits et de la politique par la corruption des élites, par les dissidences interchrétiennes et les divers intérêts personnels avaient déjà préparé le terrain *avant* les conquêtes.

J'ai déjà parlé de la décision gaullienne de rapprochement avec les pays arabes, mais de Gaulle n'était pas seul. L'Angleterre – alors hors de la CEE et l'Italie de Aldo Moro (responsable du pacte Moro de connivence avec les terroristes palestiniens) la partageaient. Dans toute l'Europe surgissaient des Associations de soutien aux peuples arabes dont l'organe de liaison était le Comité Eurabia. L'ambassadeur français Jean de Lipkovsky s'efforçait de rallier les pays de la CE encore réfractaires, Pays-Bas, Danemark, Allemagne Fédérale, car ils estimaient cette politique anti-américaine et antisémite. Le projet était

99. Bat Ye'or, *Les Chrétientés d'Orient*, pp. 150-163.

grandiose : faire de la Méditerranée un lac euro-arabe et en chasser l'Amérique et l'Union soviétique. Il prévoyait le développement des échanges commerciaux et industriels avec les Arabes, celui de leurs infrastructures et un accès facile au pétrole. Ils anticipaient une coopération financière, scientifique, technologique, culturelle, universitaire, des médias, et surtout un rapprochement et une alliance euro-arabe.

Le projet comportait officiellement deux volets. En fait un troisième se glissa subrepticement sans être nommé cité : l'islamisation de l'Europe. Alors que les deux premiers sont constamment rappelés, le troisième ne l'est jamais, bien que conduit avec acharnement par l'OCI dans une Europe consentante. Il visait à conditionner les populations européennes à l'islamisation par le multiculturalisme et l'immigration. Les phases sont interconnectées par la Palestine qui en est la pierre angulaire, car c'est la Palestine qui conditionne le rapprochement islamo-chrétien et la création de ce nouveau continent méditerranéen.

Mentionnés dans le fascicule *Eurabia*, les deux premiers volets sont politique et économique. Le domaine politique défini par les Arabes exige des Européens ce qui est pour parler crûment l'éradication d'Israël. L'autre, économique, désiré par les Européens envisage une étroite collaboration dans tous les domaines entre l'Europe des Neuf et les pays de la Ligue arabe. Les deux domaines sont corrélés : sans politique anti-israélienne pas de collaboration dans d'autres secteurs. Qui traite de ces affaires ? Quels en sont les mécanismes ?

La Commission Générale est l'organe suprême d'une structure officieuse créée à Paris avec une extrême rapidité début 1974, après la Conférence d'Alger. Elle chapeaute les travaux menés par des commissions et sous-commissions spécialisées dans les différents domaines, composées sur un mode paritaire d'Arabes et d'Européens, sous l'égide de la Ligue arabe et de la Commission européenne. Le volet politique est de la compétence des ministres des Affaires étrangères des deux parties et les décisions politiques euro-arabes menées par les organes du dialogue sont coordonnées par la Commission européenne au niveau des États. Aucune collaboration, déclare le camp arabe si ce n'est dans le cadre politique de la stratégie anti-israélienne. Les rouages de la Commission européenne assurent la coordination entre les deux procédures économique et

politique et au niveau des États. La Commission de coordination du Dialogue, où siège un représentant de la Commission européenne, est chargée de la réalisation des décisions au niveau communautaire, que ce soit sur le plan politique à l'égard d'Israël et des Palestiniens ou de la collaboration euro-arabe dans les secteurs de l'éducation, de la presse, de l'édition, de l'immigration arabe dans les pays de la Communauté européenne, ou dans les projets financiers et d'industrialisation des pays arabes.

Selon les analystes, le Dialogue est d'abord et surtout une manifestation de la solidarité euro-arabe. Pour Claude Rucz, il naquit du conflit du Proche-Orient et « résulte de la volonté des Neuf de manifester leur identité face aux États-Unis et au monde arabe. » Il se base sur la « convergence des positions arabe et européenne sur les principes de l'indivisibilité de l'acquisition des territoires par la force et de respect des droits légitimes des palestiniens<sup>100</sup>. » On peut noter que tous les territoires furent conquis par la force et que ce principe n'est invoqué que pour Israël en 1967, lorsqu'il libère des territoires illégalement occupés par l'Égypte, la Jordanie et la Syrie depuis 1948-49.

Selon le professeur de droit Maurice Flory, le terme Dialogue masque le fait que ce sont des États qui traitent entre eux en présence de la Ligue arabe et de la Commission européenne. L'État est un rouage occulté<sup>101</sup>. Pourquoi ce stratagème ? Pas de procès-verbal non plus, seulement de vagues déclarations à l'issue des réunions. La cause de ces cachoteries qui irritaient la partie arabe, est la crainte des opinions publiques encore favorables à Israël et la réticence de certains gouvernements à adopter des politiques ouvertement agressives à son égard.

Pour Alain Langlois et Gilles Blanchi le Dialogue résulte de la déclaration des Neuf au Sommet de Copenhague relative à leur coopération politique (décembre 1973) et de la décision du Sommet arabe d'Alger d'y dépêcher des représentants arabes<sup>102</sup>. Il est aussi la première action

100. Claude Rucz, « États et organisations régionales », dans Bourrinet, *op. cit.*, p. 171-172.

101. Maurice Flory, « Radioscopie juridique du dialogue euro-arabe » dans *ibid.*, p. 152.

102. Alain Langlois et Gilles Blanchi, « Les techniques de la coordination intereuropéenne », dans *ibid.*, p. 207-208.

collective unissant les Neuf en politique étrangère, et elle s'exerce contre Israël, survivant à l'agression égypto-syrienne de 1973 – après celles de 1967 et 1948. Le délégué arabo-palestinien au dialogue, Ahmad S. Dajani écrit qu'il « est clair que l'origine du dialogue, du côté européen, est étroitement liée au conflit israélo-arabe, et à ses implications politiques. » Malgré le fait – note-t-il – que la plupart des médias ont surtout souligné l'aspect économique du dialogue en insistant particulièrement sur la dépendance des États européens sur le pétrole, « la politique européenne – poursuit-il – était consciente que cet aspect économique ne peut se réaliser et ne peut être protégé que dans un encadrement politique adéquat<sup>103</sup> ».

Eurabia prônait l'avènement d'une civilisation méditerranéenne qui réconcilierait l'islam et la chrétienté, remplacerait Israël par la Palestine, déjudaïserait le christianisme, apporterait en Europe les bienfaits et les lumières de l'islam par la fusion démographique, politique, culturelle, économique et sociale des deux rives de la Méditerranée. Cette politique prenait sa forme parfaite et accomplie dans la stratégie d'Eurabia.

Après la publication du livre, quelle ne fut ma stupéfaction quand l'informaticien me montra sur internet une prolifération d'images menaçantes intitulées Eurabia. Il était clair que la stratosphère politique s'était emparée du sujet. Ce qui, pour moi, avait été un mystère et un objet de recherches historiques sur l'origine et les signes d'islamisation des sociétés européennes avec ses repères, ses dates, ses textes authentifiés par des noms et clarifiés par des explications précises, entraînait désormais dans le combat politique. Ce travail analytique passionnant d'une évolution sismique s'opérant sous nos yeux et consécutive à des décisions prises en 1973, menées et imposées méthodiquement durant des décennies, créant des faits irréversibles et balayant les oppositions, ne m'appartenait plus.

Invitée à parler à Paris à Science Po, je rencontrai pour la première fois l'éditeur Jean-Cyrille Godefroy qui me proposa aussitôt un contrat pour l'édition française. Je récrivis *Eurabia* rapidement en français, directement sur l'ordinateur, souffrant terriblement d'une cataracte très avancée dans les deux yeux.

103. Ahmad S. Dajani, « Conflit du Proche-Orient : la position de la partie arabe » dans *ibid.*, p. 96.

Les victimes d'Eurabia furent nombreuses : politiciens, journalistes, intellectuels, théologiens écartés ou réduits au silence par les meurtres, les menaces, la peur ou la stigmatisation. L'un des pôles les plus importants d'Eurabia consistait à déraciner le christianisme du judaïsme pour deux raisons, 1) le Coran nie la conception historique biblique et 2) pour isoler Israël par un apartheid international. Cette position, fondamentale pour l'OCI, confortait les mouvements marcionistes chrétiens, balayant les efforts déployés pour faire connaître les effets de l'antijudaïsme historique chrétien. Revigorés par la volte-face gaulienne de 1967 amorcée après la décolonisation de l'Algérie (1962), les courants égarés par la déroute du nazisme et de Vichy reconquirent le terrain politique et médiatique. Des théologiens et des historiens s'attellèrent à cette tâche et pratiquement réduisirent au silence les nombreux contestataires parmi lesquels Jacques Ellul et Pierre Boutang.

D'autres cas célèbres illustrèrent l'accommodement des sociétés européennes avec les lois de la charia. Certains y laissèrent leur vie, victimes d'un terrorisme aveugle dès 1969. Mais la fronde même criminalisée, se maintenait, révélant les compromissions des gouvernements. En général les dissidents protestaient contre la violation de leurs droits à la sécurité et à la liberté d'expression garantis par leurs lois nationales. Plus tard, l'affaire des caricatures de Mahomet (septembre 2005), prétexte à des violences inouïes dans le monde musulman, ne fut à l'origine qu'un test pour évaluer la liberté d'expression au Danemark. Craignant les risques de dérapages incontrôlables et désirant maintenir l'ordre public, les gouvernements européens décrétèrent des mesures pour censurer la parole et sévirent contre leurs propres compatriotes. Insensiblement l'existence des Européens se modifia par leur accoutumance passive au terrorisme intérieur et extérieur devenus la normalité de leur existence, tandis que leurs gouvernements, dès les années deux mille sanctionnaient leur liberté d'expression pour les ajuster aux normes de l'OCI. Ces transformations sociales, cependant, ne surgirent pas subitement dans ces années-là puisque je les dénonçais déjà dans les années quatre-vingt. Premières victimes du terrorisme, les Juifs furent aussi

les premiers à s'imposer une discipline sécuritaire pour se prémunir contre une violence bafouant impunément les lois de leur pays dans l'indifférence générale sinon l'encouragement des élites.

L'une des victimes d'Eurabia fut Oriana Fallaci. Je ne connaissais pas Oriana et j'ignore comment elle se procura mon téléphone. Un jour sa sœur m'appela de New-York et nous mit en relation. C'était en 2002 et je menais mes recherches sur les groupes Eurabia. Sans doute Oriana, avait dû en entendre parler par un ami commun, aussi me demanda-t-elle de lui envoyer mes documents. Ce fut le début d'une relation constituée de conversations téléphoniques et de fax épisodiques. Pour des raisons de sécurité elle s'abstint de me donner son adresse et son numéro de téléphone. Ce danger, désormais diffus dans toute l'Europe, me rappelait l'ambiance de l'Égypte.

Oriana me téléphonait, espérant obtenir des renseignements, mais la recherche de documents, leur analyse et leur contextualisation surtout en politique internationale absorbent un temps considérable. J'écoutais cette femme, atteinte d'un cancer, se débattre contre sa maladie et contre les attaques et les menaces qu'elle subissait en Italie, et qui l'empêchaient de rentrer dans son beau pays. Malgré son désespoir paroxystique elle espérait parvenir par un ultime effort à sauver le bien le plus précieux que nous avions, nos valeurs et notre culture, en particulier celle de la vérité historique, fondement de notre identité. À l'époque, mes recherches n'étaient pas assez avancées pour que je puisse lui donner les informations concrètes qu'elle désirait. Mais au cours de nos entretiens que je menais dans un italien assez rudimentaire, je lui donnais quelques faits en lui recommandant de les faire contrôler avant de les utiliser. Étant journaliste, elle connaissait bien le monde politique italien et, me dit-elle, pouvait mener ses investigations par ses propres réseaux. J'ignorais l'ampleur de sa notoriété en Italie. Mais l'essentiel de nos échanges se résumait dans la plainte douloureuse d'Oriana, lacérée par la presse italienne et meurtrie par sa vision tragique et passionnée d'une agonie de l'Europe. Je ne partageais pas ses préjugés contre le monde arabe. J'avais grandi entourée de ce peuple dont la misère m'avait révoltée et mes premières amitiés s'étaient nouées sur les bancs de l'école avec des fillettes musulmanes. Je connaissais le désespoir de ses élites prisonnières d'un carcan obscurantiste qui les humiliait.



En 2007 je fus à nouveau invitée en Italie pour une grande conférence à la mémoire de Oriana qui se tiendrait en août à Cortina d'Ampezzo. J'hésitai à accepter car une certaine Carmen Ben Laden, belle-sœur du sinistre Oussama serait parmi les orateurs. À Rome, je rencontrai les organisateurs qui me rassurèrent. La conférence faisait partie du programme bien connu des rencontres de Cortina où des célébrités littéraires ou du monde musical étaient invitées. Elles se déroulaient avec des équipes de télévision dans le magnifique amphithéâtre en plein air de Pala Lexus.

Le jour venu, j'attendais avec les autres orateurs dans une pièce derrière la scène d'être appelée sur l'estrade et me demandais laquelle des femmes présentes était Carmen Ben Laden. Je pensais à David et à ma petite-fille Taïr, assis dans l'immense amphithéâtre bondé. Finalement, quand Carmen vint nous rejoindre je ressentis pour elle un instinctif sentiment de sympathie. Elle semblait même plus inquiète que moi, sur le qui-vive et comme traquée.

Notre tour vint, nous étions trois femmes sur la scène, Maria Maglia, auteur et journaliste, Carmen et moi. Carmen parla en dernier et en anglais. Là, ce que Carmen déclara devant la radio, la télévision et une immense foule – aucune bouche européenne n'aurait osé le dire. Pourquoi prenait-elle ce risque en nous mettant en garde aussi crûment, sans entourloupes et avec des mots directs ? Pourquoi exposait-elle sa vie pour sauver une Europe avachie de politiciens corrompus et incompétents ? Que représentait l'Europe pour elle ? Et pour moi ? et pour David ? Était-ce l'Europe que nous servions ou l'idéal que nous portions en nous, celui de la sacralité de la personne et de sa liberté ? Que disions-nous à cette Europe embrigadée volontairement dans la haine djihadiste, aboyant après un peuple – le mien – qu'elle n'avait peut-être pas assez torturé ni assassiné. Qu'espérions-nous d'elle ? Cet idéal n'était-il pas trop grand pour l'alliée de la mafia criminelle de l'OLP ? Non, ce n'était pas à cette Europe chafouine que nous parlions, mais à ce public nombreux qui se levait et nous acclamait debout et que nous n'avions pas le droit d'oublier. C'est pour lui que Carmen, la musulmane, avec Bat Ye'or la juive et Maria Maglia la catholique, parlaient.

Le désespoir et la force morale de cette femme courageuse et admirable, Carmen Ben Laden, m'émurent profondément. Le soir,

la voyant seule, nous l'invitâmes à dîner à notre table. Elle parla... parla sans une plainte, déroulant l'immense courage et la souffrance d'une femme et de ses filles victimes d'un terrible maëlstrom international. Je ne dormis pas toute la nuit. Le matin je la cherchai dans l'hôtel pour lui dire toute mon estime, pour ôter cette infamie dont elle souffrait. Mais je ne la trouvai plus.

Nous avons déjà vu l'entrée spectaculaire en 2008 dans un restaurant de Turin de Magdi Allam entouré de sept gardes du corps. Nous le revîmes en 2010 à l'occasion d'une conférence à Évian dans un grand hôtel. David et moi nous approchâmes de lui et aussitôt une haie de gardes du corps armés nous enferma dans leur cercle. Nous avons aussi rencontré en 2005, à l'occasion d'une conférence, Flemming Rose, le journaliste qui avait lancé l'affaire des caricatures, et Lars Hedegaard, le courageux président du Free Press Society, tous menacés par une loi étrangère contraire aux principes démocratiques. L'appareil sécuritaire qui nous protégeait me donna le sentiment d'une fin de monde.

Un jour, ce devait être en 2007 ou 2008, Hans Jansen vint nous rendre visite avec son ami Geert Wilders, et là aussi les gardes du corps ne le quittèrent pas. Mes conférences et mes activités m'ame-naient à côtoyer des apostats musulmans. Obligés de se cacher, ils parlaient parfois masqués à la télévision, et même ces communications prudentes cessèrent avec les menaces et le terrorisme. Vivions-nous vraiment en Europe, dans les pays des droits de l'homme ? En réalité les gouvernements se soumettaient aux ordres de l'OCI et s'inclinaient devant les lois de la charia. Les lumières de l'Occident commençaient à vaciller et s'éteindre, et ce regard d'observateur que j'avais adopté en Égypte pour décrire la fin d'un monde et dominer par l'écriture ma propre détresse, je le retrouvai instinctivement dans l'analyse des méandres d'Eurabia.

*Eurabia* fut publié en quatre langues – même en hébreu ! et sans que je le demande. À ma grande stupéfaction je fus même invitée à participer à une Conférence Internationale sur l'Islam en Europe : « "European Islam" or "Eurabia" ? » par le prestigieux European Forum et le Nehamia Levzion Center for the Study of Islam de l'Université hébraïque, le Jerusalem Institute of Israel Studies et la Fondation Konrad Adenauer en Israël.

Mais toutes ces activités provoquèrent un barrage de contre-feux des milieux islamophiles. En 2003 parut *The New Crusades. Constructing the muslim enemy*, livre collectif rassemblant une douzaine d'auteurs, la plupart universitaires, édité par Emran Qureshi et Michael A. Sells. Le titre reprenait des thèmes développés dans la presse accusant l'Occident de mener une croisade contre un monde musulman pacifique en se construisant artificiellement un ennemi, comme si depuis des décennies l'on ne prenait pas des mesures de sécurité exceptionnelles pour se prémunir du terrorisme islamique exporté et internationalisé par l'OLP.

Dans l'introduction, les deux éditeurs de *The New Crusades*, Qureshi et Sells exposent la thématique de la victimologie islamique dans un style incendiaire. Après les destructions et les massacres du onze septembre cette position est pour le moins surprenante, quoiqu'elle puisse être interprétée comme une réaction à l'indignation qui secoua alors l'Amérique. Le déni historique systématique conjugué avec la culpabilisation de l'Occident tisse la trame du livre. La notion de judéo-christianisme est violemment refusée. Interprétée incorrectement comme une contribution des communautés juives européennes à la culture européenne elle donne lieu à une surenchère agressive visant à prouver une contribution islamique supérieure à celle des Juifs. Or ce concept n'a rien à voir avec cette polémique, il se rapporte à l'incorporation dans le christianisme même et dans son fondement de la Bible hébraïque, des Psaumes, des Prophètes et de l'histoire du peuple d'Israël. L'extraction de cette substance transformerait totalement le christianisme aux plans de sa liturgie, sa signification, son langage, ses fêtes, son but, son esprit et sa matière. Le christianisme deviendrait une nouvelle religion qui ne s'appuierait plus sur les apôtres, tous juifs, mais sur Marcion, un prêtre d'origine païenne du II<sup>e</sup> siècle qui avait voulu expurger les textes chrétiens de leur origine juive et dont la tendance resurgit fréquemment.

Les dénis dans *The New Crusades* sont nombreux : déni du djihad et de son idéologie, déni de l'esclavagisme musulman fondé sur la religion ; déni des orientations géographiques : l'Occident pourrait être l'Orient et vice-versa, il suffit de tourner la carte ; suppression des termes jugés racistes comme « nous *versus* eux ». Parler de civilisations et de peuples différents est raciste et offensant car l'islam n'est pas un intrus en Europe,

il n'est pas venu par la guerre, il est en Europe de droit et à l'origine de sa culture. Bref, on peut discerner dans ce galimatias l'intention d'introduire l'islam dans tous les éléments culturels occidentaux.

Le déni est entrelacé à une campagne de culpabilisation du christianisme, à la dénonciation de sa haine pour l'islam ainsi que de ses crimes perpétrés sur toute la planète. Ses aspects démoniaques sont constamment cités pêle-mêle, embrouillant les dates et les contextes dans une sorte de salmigondis du Mal. Bat Ye'or et Jacques Ellul raflent une bonne part des invectives. Mentionner la division du monde en deux entités hostiles, *dar al-harb* et *dar al-islam*, proclamée par le djihadisme, m'attire la colère rageuse des deux éditeurs. La description du système de la dhimmitude récolte toutes les injures. Deux points notamment jettent Sells dans un emportement apoplectique : l'analyse de l'exploitation des dhimmi et la mention de la misère des tribus nomades arabo-musulmanes à l'époque des grandes conquêtes des pays de haute civilisation : la Perse et les provinces byzantines d'Orient. Or une multitude de sources contemporaines arabo-musulmanes attestent et décrivent ces faits.

Sells me reproche d'accuser l'islam d'anthropophagie parce que j'écris que l'Oumma s'est nourrie et développée des apports des civilisations autochtones conquises (avec preuves). La futilité de l'argument mise à part, l'accusation d'anthropophagie qui m'est faussement attribuée s'adresserait mieux à Omar (second calife, 633-643) qui interdit à ses lieutenants la réduction en esclavage des populations conquises d'Irak et de Syrie et leur partage entre les tribus arabes. Il justifia sa décision par plusieurs arguments dont le besoin de les soumettre à diverses impositions qu'il explique en ces termes imagés : « *Si nous prenions [en esclavage] ceux qui y sont assujettis [à la capitation] et que nous nous les partageons [entre nous] que resterait-il aux musulmans qui viendront après nous ? Ils ne trouveraient, pardieu, plus personne à qui parler ni du travail de qui profiter ; les musulmans de nos jours mangeraient ces gens tant qu'ils resteraient en vie, puis, eux morts, et nous aussi, nos fils mangeraient les leurs indéfiniment, aussi longtemps qu'il en resterait, et ces gens demeureraient esclaves des adeptes de l'Islam aussi longtemps que celui-ci resterait au jour*<sup>104</sup> ! »

104. Abou Yousof Ya'koub, *Le livre de l'impôt foncier*, trad. et ann. par E. Fagnan, Paris 1921, Paul Geuthner, pp. 217-218.

Quant à la misère des tribus nomades arabes, elle est mentionnée à profusion par les conquérants arabes eux-mêmes et leurs chroniqueurs, notamment al-Tabari (839-923), et par les témoignages des peuples autochtones contemporains. Le qualificatif d'islamophobie sans cesse brandi comme une menace, condamne, en fait, toute opinion non conforme aux critères du licite énoncés par la charia.

Sells conteste l'existence de la dhimmitude telle que je l'ai décrite, c'est-à-dire à l'intérieur des corrélations façonnées par le cadre islamique du djihad et les règlements de la charia, structure juridique et théologique qui l'explique et lui donne sa cohérence logique. Ceci fut, d'ailleurs, la démarche de Fattal dans son étude jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle du statut juridique des non-musulmans. Il est vrai, cependant, comme l'avaient noté de nombreux universitaires, que mes livres conféraient une densité humaine au simple alignement de faits abstraits, puisqu'en définitive, cette histoire était faite de la chair et du sang d'une multitude transgénérationnelle d'êtres humains. Les autres accusations de Sells portent sur mes crimes d'essentialisme (croire que l'islam ne changera jamais), sur mon analyse objective de la dhimmitude imposée dans les colonies ottomanes d'Europe centrale, du devshirme, système de rapt pour l'esclavage et conversions forcées d'enfants chrétiens, et occasionnellement juifs (Yémen). Il dénonce l'influence de mes travaux et ceux de Jacques Ellul sur la prise de conscience d'organisations chrétiennes luttant contre les persécutions des chrétiens au XXI<sup>e</sup> siècle, qu'il qualifie d'actes d'islamophobie.

L'intérêt d'analyser ces textes extrêmement virulents réside dans les interrogations qu'ils suscitent. Pourquoi serait-ce un crime d'analyser le djihad et la dhimmitude ? ou l'esclavage et le devshirme, systèmes qui constituèrent d'importants éléments de l'appareil militaire et gouvernemental islamique durant des siècles, puisqu'on les trouve dans les empires abbasside, fatimide, ayyoubide, dans le califat d'Andalousie, sous les Ottomans et en Perse – institutions portées à leur apogée dans les dynasties de Mamlouks et de Janissaires, milices militaires d'esclaves chrétiens convertis ? Système analysé, examiné de visu et décrit dans toutes les langues européennes par des diplomates, des commerçants et des voyageurs et qui, maintenant devient tabou. Quelle loi interdit de mentionner, dans une recherche historique, le *dar al-harb* et le *dar-al-*

*islam*, concepts qu'aucune autorité officielle islamique n'a jusqu'à aujourd'hui officiellement récusés ?

Ce type de littérature où la politique prétend circonscrire la culture, permet de déceler les mécanismes qui, sapant la liberté et l'objectivité de la recherche, modèlent progressivement la culture européenne dans l'esprit de la charia. On peut aussi se demander comment un livre aussi injurieux, confus, alignant les diffamations et les citations tronquées, incitant à la haine, put être publié par une université.

J'eus connaissance de ce livre trois ans après sa publication, deux semaines avant de rencontrer Michael Sells. Le professeur Steven Miner m'avait invitée à participer à une conférence à l'université d'Ohio sur le thème « Religion et violence » (30-31 mars 2006). Mon premier réflexe avait été de refuser, la théologie n'étant pas de mon ressort. De plus l'hiver 2005 avait été éprouvant. Diana sortait d'une intervention chirurgicale causée par un cancer que j'avais décelé. Mon séjour à l'hôpital avec elle avait été un incessant combat pour vaincre ses angoisses à l'approche des infirmiers. À nouveau je retournais dans cet univers hospitalier voué à préserver la vie contre la mort, à soulager les souffrances quel que soit l'individu, parce que toute vie est sacrée sans hiérarchie de valeurs ni de jugements. Et à nouveau je constatais la compétence et la disponibilité des médecins, la serviabilité attentionnée des infirmières et du personnel soignant. Comme je ne quittais pas la chambre de ma fille, les infirmières m'invitèrent à sortir, l'une d'elle s'offrant à rester avec elle. Elles étaient si aimables que ne voulant refuser, je sortais dix minutes marcher devant l'hôpital. À mon retour Diana croquait un biscuit et l'infirmière près d'elle chantait pour la distraire.

Il y a quelque chose d'extrêmement attachant dans la vulnérabilité de l'être, quand devant la souffrance par la maladie ou le handicap, se dévoilent par d'inexplicables chemins l'amour et la tendresse infinie mystérieusement déposés en nous. C'était cette grâce qui se manifestait dans les hôpitaux et les institutions pour handicapés, émanant d'une détresse qui éveillait le meilleur de notre être.

Dans ces circonstances, un long voyage s'avérait inopportun. Mais pour David, un refus était hors de question. Notre ami, le professeur Paul Fenton, voyant Sells sur la liste des orateurs, nous parla de son livre. David s'empressa de l'acquérir et à mon insu téléphona au

professeur Miner et lui envoya les citations d'Ellul et de mes textes tronquées par Sells. En route pour Ohio nous fîmes une escale d'une nuit à New York où je décidai de modifier ma conférence, mais le professeur Jane Gerber me persuada de n'y rien changer. Finalement j'arrivai à Ohio l'esprit confus par l'interférence de deux conférences et perturbée par le décalage horaire. Au cours du dîner de gala offert en l'honneur de l'ambassadeur américain Dennis Ross qui ouvrait la conférence, une femme s'approcha et me dit que de nombreux universitaires et théologiens étaient venus pour me démolir.

Je participai à la première table ronde sur le thème : « La religion comme source de violence », et pris la parole après Sells. La salle était bondée. J'évoquai brièvement l'association de la religion à la violence dans tout groupe humain, soit pour la maîtriser, soit pour l'orienter ou la justifier. Certaines sociétés avaient créé des instruments institutionnels destinés à contrôler la violence religieuse tels que la séparation des pouvoirs politique, juridique et religieux. Ces instruments – bien que souvent inefficaces – n'existaient pas dans l'islam. Déclarant que je ne parlerai que dans le contexte de mon domaine spécialisé, je citai la violence religieuse dans le cadre familial et particulièrement à l'égard des femmes, puis au plan social avec l'exécution, la crucifixion d'apostats ou d'infidèles, la lapidation, les mutilations corporelles – sentences ordonnées par la religion et encore imposées aujourd'hui dans de nombreux États musulmans. Au plan politique et international, le djihad – guerre religieuse de conquête et d'islamisation – et la dhimmitude, système oppressif procédant du djihad, demeuraient encore de puissants moteurs de guerre et de violence fondés sur une idéologie religieuse.

Quand les trois orateurs eurent parlé, s'ouvrit le temps des questions. Malgré l'insistance de ses supporters Sells s'obstina à garder le silence. Une longue file se forma derrière le micro. Le dernier avait déployé contre moi une théorie d'essentialisme bourrée de termes philosophiques. Que valait ce langage face aux souffrances des personnes que j'avais côtoyées ? Déconnecté de toute réalité, il semblait une échappatoire pour dissimuler les problèmes concrets. Je ne pris pas la peine de répondre à ses phrases alambiquées et répliquais simplement que l'histoire et l'expérience humaine pouvaient être appréhendées à différents niveaux y compris ceux de l'éthique, de la dignité et de la souffrance. À l'époque nazie, dis-je sur un ton lent et appuyé en le

fixant dans les yeux, des philosophes discutaient doctement de finaseries dans les universités, indifférents aux pires crimes qui se perpétuaient alors. Dans une situation donnée, qu'est-ce qui prévaut : le bavardage pontifiant ou l'aide prodiguée à son prochain en détresse ?

Après les invectives suscitées par la dhimmitude, vint le torrent haineux contre la publication d'*Eurabia* en anglais (2005) et en français (2006). Wojtek Kalinowski et Ivan Jablonka ouvrirent le feu dans *La vie des Idées* qui se présente comme un mensuel international sur le débat d'idées. Or, en ce qui me concerne, de débat il n'y en eut aucun et d'idées encore moins<sup>105</sup>. Le dossier me concernant, « La peur de l'islam, Bat Ye'or et le spectre de l'"Eurabie" », serait mieux intitulé : *Eurabia* et la peur de Bat Ye'or, car en filigrane les auteurs semblent paniqués par l'estime envers mon travail provenant d'intellectuels et d'universitaires respectables, « voire célèbres », mais surtout par ce que je révèle. Me voici – se plaint Kalinowski – introduite en Italie et pire ! honorée par la droite américaine – une droite jugeant déjà l'Europe avachie, incapable « d'affirmer son identité » et de relever le défi de l'islamisme (p. 54). Inconnue en France (et pour cause) me voilà invitée au Sénat, se lamente-t-il – en fait à une conférence au Palais du Luxembourg, où scandale ! j'ai présenté au public français « L'esprit d'*Eurabia* ».

Jablonka, s'érigeant mon biographe sans m'avoir jamais vue, me définit, péremptoire, une disciple de Jacques Ellul alors que je le rencontrai pour la première fois quelque mois avant sa mort, n'ayant encore lu aucun de ses ouvrages traitant surtout de théologie et de la société moderne technicienne. Jablonka ne voit aucune continuité entre l'étude de l'islam médiéval et les « déboires » de l'Europe actuelle (p. 73). Mettant des guillemets à l'expression « véritable islam », Jablonka semble m'attribuer cette formule que je n'ai jamais utilisée. Y a-t-il un faux islam ? Il faudrait le prouver, textes à l'appui. On pourrait, éventuellement, parler d'un islam réformé mais jusqu'à présent il n'a aucune représentation théologique officielle. L'existence de musulmans réformés limite ce mouvement gravement persécuté à un choix individuel vécu dans une activité quasi clandestine.

105. *La vie des Idées*, n°12, mai 2006, édité par La République des Idées.



La simple mention de faits vérifiables et référencés exaspère Jablonka. Tout le monde peut lire la Déclaration de la soumission de la CEE de novembre 1973 aux exigences de la Ligue Arabe et de l'OCI où elle reconnaît Arafat et l'OLP et somme Israël de se retirer sur les lignes de cessez-le-feu de la guerre de 1948. Ces lignes ne furent jamais des frontières internationalement reconnues comme l'UE le prétend, falsifiant les traités internationaux, mais les positions de défense des Juifs palestiniens agressés par cinq armées arabes illégalement entrées dans le territoire de la Palestine du Mandat pour les exterminer. Ces armées arabes occupèrent les provinces de Judée et Samarie et les islamisèrent sans qu'aucun pays européen ne proteste. Cette Déclaration de la CEE de novembre 1973, confirmée en décembre 1973, fut la pierre angulaire de la nouvelle politique de rapprochement et d'échanges entre la CEE et les pays de la Ligue Arabe, stratégie réclamée par toutes les Associations européennes représentées par le Comité Eurabia.

Aujourd'hui, face au désastre européen évident pour tous, l'opinion de Jablonka qualifiant mon livre *Eurabia* de politique-fiction ignoble qui prêterait à sourire, illustre l'arrogance liberticide des collaborateurs européens. Son texte manipule les falsifications en une bouillie d'incitation à la haine contre l'auteur.

## WIKIPÉDIA

Quant à Wikipédia, jusque-là correcte, elle remplaça ses articles élogieux par des incriminations affabulatrices. Robert Wistrich m'ayant invitée à une conférence internationale à l'Université hébraïque en juin 2006, me rejoignit sur le podium et une courte discussion très amicale s'engagea entre nous. Souriante je déclarai que mes idées avaient été combattues en Israël, pensant intérieurement à cet ensemble anti-sépharade des dernières décennies, mais aussi à la réserve légitime d'un corps professoral devant un intrus, à l'influence du mouvement pacifique Brith Chalom<sup>106</sup> et aux impératifs politiques du pays. C'est alors que

106. Pierre Lurçat, *La trahison des clercs d'Israël*, Paris, La Maison d'Édition, 2016.

Robert appuya ma remarque par cette phrase reprise par Wikipédia comme une vérité transcendante : en Israël personne ne parlait de Bat Ye'or avant que Bernard Lewis ne la mentionne (en 1984), « mais moi – affirma-t-il – je t'ai soutenue dès le début ». Certes, nous étions si proches dans nos combats dès les années soixante-dix ! Je l'aurais serré dans les bras si nous n'avions été sur un podium. Mais mon très cher ami se trompait... mon livre sur les Juifs d'Égypte en hébreu (1974) était largement utilisé et les versions anglaise et hébraïque du *Dhimmi* (1985) étaient enseignées à l'université par de nombreux professeurs. Il m'avait même valu un prix en 1986 ainsi que d'importantes recensions dans la presse israélienne, en langue française, anglaise et hébraïque par les professeurs spécialisés dans les études islamiques tels que les professeurs Rafael Israeli, Mordechai Nisan, Moshe Sharon. Je n'avais nul besoin de la caution de Lewis qui refusait de reconnaître le génocide arménien et n'avait jamais écrit sur ce sujet spécifique avant que je ne fasse du dhimmi un élément historique central.

Dans Wikipédia les erreurs foisonnent. Ady Schwartz (20 juin 2006) en bon journaliste de *Haaretz* ramasse ce qu'il trouve pour faire son article sur moi, repris sans l'ombre d'un doute par Wikipédia qui affirme aussi que mes thèses furent d'abord relayées par le site Riposte Laïque, créé en 2007 ! Des idées et des phrases me sont attribuées non pas tirées de mes propres publications mais selon les interprétations de journalistes venimeux. L'article de Raphaël Liogier qui sert de référence, cumule les contre-vérités et les absurdités<sup>107</sup>. Le premier paragraphe m'attribue la concoction d'un « complot musulman contre l'Occident » pour en faire la conquête. Or toute personne ayant quelque connaissance historique sait que la conquête de l'Occident par l'islam n'a jamais été un complot mais un but toujours revendiqué publiquement du VII<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui. Il faut une dose massive d'aveuglement volontaire pour ignorer les déclarations répétées de certains chefs religieux et politiques musulmans à ce sujet. Le reste de l'article consiste à m'attribuer des déclarations dont l'absence de références démontre la malhonnêteté.

Les notes de l'article de Wikipédia me concernant sont à l'avenant. Robert Brenton Betts y figure comme une grande autorité ; Michael

107. Raphaël Liogier, « Eurabia ou l'impact fracassant d'un essai fumeux. Le mythe de l'invasion arabo-musulmane », *Le Monde Diplomatique*, mai 2014, pp. 8-9.

Sells lui dispute la place d'honneur écrivant pompeusement : « *l'essentialisme d'Ellul et de Bat Ye'or a été discrédité par des érudits des minorités d'islam* ». Que signifie cet essentialisme utilisé politiquement et détourné de son sens original ? Ivan Jablonka, que je n'ai jamais eu l'honneur de rencontrer et avec lequel je n'ai échangé le moindre mot, semble le grand spécialiste es-science de Bat Ye'or.

Pas un mot des recensions de Ben Segal, professeur émérite des Langues Sémitiques (London University), de Parfitt, Bieschler, Israeli, Watt, Jansen et tant d'autres islamologues. Mes détracteurs, prisonniers du cadre fixe d'une tolérance inepte, immuable quasi « essentialiste », sont incapables de percevoir le monde mouvant et multiforme plus que millénaire de la dhimmitude pénétrant dans nos sociétés modernes.

Au milieu de toutes ces activités je reçus une demande du professeur Mark Avrum Ehrlich pour écrire des articles sur la dhimmitude et les réfugiés juifs des pays arabes destinés à une Encyclopédie de la diaspora juive. Trop concentrée sur mes nouvelles recherches sur Eurabia, je me réservais la dhimmitude et proposai à David de se charger des réfugiés juifs des pays arabes, dont il connaissait parfaitement la saga pour l'avoir souvent évoquée à l'ONU et par sa participation à WOJAC. Avec son esprit méthodique enregistrant la précision des faits, des dates et des chiffres, il produisit un travail excellent que je n'aurai pu rêver faire<sup>108</sup>. Nous reçûmes les trois volumes de cette Encyclopédie en 2009 et fûmes fascinés par sa modernité, la richesse de ses thèmes, la virtuosité de leurs présentations et la capacité de documenter une matière si riche. Surtout j'étais heureuse de voir que dans ce domaine aussi, nous figurions ensemble.

Je recevais souvent des courriels d'inconnus auxquels je ne répondais pas toujours. Pourtant l'un d'eux en 2007 m'intrigua par son insistance et son désir de me rendre service. Me rendre service ? – demandais-je – pourquoi et comment ? X m'apprit que j'étais l'objet d'une cabale m'imputant l'invention d'un complot et par gratitude envers l'auteur d'*Eurabia*, il désirait me transmettre des documents qui prouveraient la véracité de ma recherche. Je lui demandais de me procurer les noms des responsables de la politique eurabienne et quelques mois plus tard il m'envoya des documents provenant des archives de l'Association parlementaire européenne pour la coopération euro-arabe (APCEA) décrivant l'origine, le but, le fonctionnement de cette organisation avec la liste de ses présidents et co-présidents. Ce document confirmait l'existence d'une stratégie et de ses instruments que j'avais étudiés dans *Eurabia* et apportait d'autres informations supplémentaires. J'étais impatiente de remercier X de vive voix et nous nous rencontrâmes dans une capitale européenne. Sa reconnaissance m'étonnait, pour moi *Eurabia* était l'élucidation d'un mystère et je n'éprouvais que le soulagement d'avoir résolu une énigme.

Prise par les voyages, les traductions en anglais et italien et les nombreuses interviews, j'avais oublié que mon éditeur italien Lindau attendait un autre manuscrit à une date fixée. *Eurabia*, comme le *Dhimmi* n'était qu'une sonde éclairant à la fois l'idéologie, matérialisée en stratégie, et les tactiques d'un conglomérat euro-islamique. Politique menée par les organes de la Commission européenne et le Conseil européen, c'est-à-dire au plus haut niveau décisionnel des États européens, mais planifiée à Bruxelles et non dans les Parlements nationaux. Les nombreux documents que m'apportait David des Nations Unies et mes propres recherches m'amènèrent à affiner ma réflexion dans un court ouvrage terminé en trois mois envoyé dans

108. M. Avrum Ehrlich, éd., *Encyclopedia of the Jewish Diaspora. Origins, Experience, and Culture*, 3 vol., ABC-CLIO, LLC, Santa Barbara (California), Denver (Colorado), Oxford (England). 2009.

l'hiver 2008 à Lindau. Traduit en italien, le nouvel ouvrage fut publié sous le titre : *Verso il califfato universale. Come l'Europa è diventata complice dell'espansionismo musulmano*, mai 2009 (Vers le califat universel. Comment l'Europe est devenue complice de l'expansionnisme musulman). Ni le titre ni le livre n'amélioreraient ma popularité.

Les courts répités entre les voyages et les obligations familiales me permirent d'enrichir le manuscrit français. Le livre italien m'avait révélé un nouvel aspect moderne de la politique transnationale : l'enchevêtrement des réseaux et leurs influences majeures dans le conditionnement inconscient des sociétés occidentales. Cet élément me semblait d'une importance capitale. J'envoyai le manuscrit remanié à mon ami, l'exigent éditeur Olivier Véron qui le publia en septembre 2010, treize mois après l'italien sous le titre *L'Europe et le spectre du Califat*<sup>109</sup>. Là j'examinai la similitude, la parfaite concordance et l'harmonisation de la politique de l'Union Européenne avec les demandes de l'Organisation de la Conférence Islamique dans la politique étrangère vis-à-vis d'Israël, des États-Unis et des Palestiniens. Le même schéma de soumission à l'OCI apparaissait dans la politique intérieure de l'UE relative à l'immigration islamique en Europe et au renforcement du communautarisme des immigrés. L'adoption du narratif musulman et palestinien (*Nakba*), découlait des modifications de l'histoire et de la propagande véhiculée par les médias européens. L'alliance de la Palestine arabe avec les nazis, sa collaboration dans l'extermination des Juifs, le terrorisme arabe contre les Juifs palestiniens renforcé par le soutien militaire d'États arabes en 1947-48, 1967, 1973 étaient omis de ce narratif, tout comme l'histoire juive antérieure à l'islam et les siècles de dhimmitude de l'occupation islamique. L'alliance politique euro-islamique contre Israël rendait les concepts coraniques prégnants dans l'espace européen. La désagrégation délibérée du lien judéo-chrétien par l'islamisation de l'histoire européenne s'alliait à la dynamique toujours plus active de la guerre économique, culturelle et médiatique qui délégitimait et diffamait Israël, l'étranglant dans les organisations internationales et les universités, le dépouillant de toute légitimité historique dans l'anticipation de sa disparition.

109. Bat Ye'or, *L'Europe et le Spectre du Califat*, Les provinciales, 2010.

Après les affres endurées dans la rédaction de *I&D* mon premier souci fut de garder un format court, moins de cent pages espérais-je. Je construisis ce livre sur trois axes principaux que j'examinai brièvement.

Le premier analysait la politique de l'Union européenne dans son orientation méditerranéenne où la Palestine joue un rôle prépondérant, sa Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC), son plan de Stratégie Commune pour la Région méditerranéenne (juin 2000 à 2006), son interprétation du terrorisme, et son effort pour imposer, au plan international, la gouvernance internationale pour régir le monde et dont l'ONU serait le pourvoyeur et le garant. Cela impliquait une déterritorialisation des lois accompagnée de restrictions aux souverainetés nationales. S'appuyant sur son élargissement et ses alliances, l'UE préconisait, surtout avec Javier Solana, la mondialisation sous l'égide de l'ONU, instance qui dicterait ses lois à l'ensemble du globe. Cette stratégie affaiblirait « l'unilatéralisme » américain, favorisant grâce au soutien du bloc islamique une influence prépondérante de l'Europe dans les affaires de la planète<sup>110</sup>. Dans les années soixante-dix quatre-vingt, l'Europe euphorique estimait cette stratégie euro-islamique une affaire gagnant-gagnant.

Le second axe comprenait la géostratégie et les orientations politiques de l'OCI vis-à-vis d'Israël, de l'Europe et des populations musulmanes qui y avaient émigré. Plusieurs textes de conférences faites par le directeur-général de l'OCI, le talentueux professeur turc Eklemeleddin Ihsanoglu, mentionnaient ces politiques. Les Déclarations et les décisions prises à l'issue des Symposiums de l'OCI et ses Rapports sur l'islamophobie les explicitaient. Tant la mondialisation des besoins énergétiques que l'extension moderne sur tous les continents d'une immigration musulmane conféraient à l'OCI un rôle international de premier plan et l'engageaient à unifier l'Oumma mondiale en l'enracinant dans les valeurs du Coran et de la Sunna<sup>111</sup>. Tous ces sujets débattus dans des ouvrages et des documents figuraient sur le site de l'OCI ou dans ses publications.

Le troisième axe examinait l'impact des politiques de l'OCI et ses pressions depuis 1973 sur la Communauté européenne/UE dans

110. Bat Ye'or, *L'Europe*, pp. 45-49.

111. Voir la Charte de l'OCI, mars 2008, dans Bat Ye'or, *L'Europe*, p. 182.

deux domaines principaux : sa politique extérieure envers Israël, les Palestiniens et les États-Unis – et dans son volet de politique intérieure relatif à l’immigration musulmane, l’innovation de nouveaux concepts tels la diversité, le multiculturalisme, la discrimination positive, la non-intégration, les modifications de l’enseignement et de la culture, le rapport des Européens à leur propre histoire (culpabilité), à leur identité, à leur sécurité et au refus d’une caractérisation judéo-chrétienne européenne. Ce dernier point fait l’objet d’un consensus euro-arabe. Ainsi le 14 novembre 1991 à un séminaire euro-arabe organisé à Strasbourg par le Secrétaire Général du Conseil de l’Europe (Euro-Arab Understanding and Cultural Exchange) présidé par Birgit Friggebo, ministre suédois de la Culture et du Département de l’immigration, un écrivain jordanien Ali Issa Othman déclara dans sa contribution : « *Le monde ne sera libre que lorsque la culture Occidentale se débarrassera de la tradition judéo-chrétienne... Tôt ou tard on doit mettre fin à l’armistice historique avec la tradition judéo-chrétienne. L’islam deviendra alors, une fois de plus, un moyen d’accomplir la libération*<sup>112</sup> ». Plusieurs ambassadeurs et distingués érudits européens participaient à cette rencontre mais personne ne dit mot.

De même en matière d’identité et de sécurité, la politique de l’UE concorde avec les vues de Doudou Diène, Rapporteur spécial sénégalais de la Commission sur le racisme, la xénophobie et les formes associées d’intolérance au Conseil des droits de l’homme à Genève, (mandat 2002-2008). Celui-ci estimait islamophobe l’invocation de l’insécurité en Europe et de l’identité nationale ou historique. Cette opinion était largement partagée par des ONG et des leaders politiques européens<sup>113</sup>. Diène juge islamophobes les contrôles de l’immigration en Occident, les mesures sécuritaires anti-terroristes et les courants européens culturels et nationaux. Soulignant l’urgence pour l’Europe

112. « *The world can only be free when Western culture will throw out the Judeo-Christian tradition... Sooner or later, one must put an end to the historic truce with the Judeo-Christian tradition. Islam will then become once again a means to achieve liberation.* »

113. *Le Racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et toutes les formes de discrimination raciale, situation des populations musulmanes et arabes dans diverses régions du monde*, Commission des droits de l’homme, Nations Unies, Genève, E/CN. 4/2006/17, 13 février 2006. C’est David G. Littman qui m’avait procuré les rapports de Doudou Diène ici mentionnés.

de forger sa nouvelle identité dans un pluralisme ethnique, religieux et culturel, il dénonce le racisme déguisé en combat contre le terrorisme, ou dans la promotion de la défense de l’identité nationale et la préférence nationale. Il fustige le combat contre l’immigration illégale dans les pays occidentaux et l’exclusion dans les pays européens des immigrants musulmans des sphères politiques et sociales importantes<sup>114</sup>.

L’OCI formule les mêmes reproches tout en réclamant la protection des identités culturelles des immigrés musulmans dans les pays d’accueil mais juge islamophobe cette même protection des identités occidentales. Diène et l’OCI rappellent que la place de l’islam en Europe constitue un enjeu central dans la construction de la nouvelle identité européenne. C’est pourquoi – prévient Diène – les facteurs politiques et économiques dans la construction européenne ne devraient pas obstruer ceux de la reconstruction identitaire multiculturelle de la nouvelle Europe<sup>115</sup> (§ 26). En d’autres termes cette reconstruction identitaire de la nouvelle Europe doit inclure l’islam. Et l’on sait que c’est exactement la position des chefs d’États de l’UE.

Le Rapport sur l’islamophobie de 2008-2009 répertorie ses manifestations dans plusieurs domaines. Il dénonce l’omission délibérée dans les programmes d’enseignement d’une bonne connaissance de l’islam donnée aux élèves. Selon ce Rapport, l’islamophobie institutionnelle des établissements scolaires se manifeste par l’esquive des « *connaissances clés* » sur la civilisation islamique dans les manuels et programmes de la maternelle à l’université et projette une image négative de l’islam et des musulmans. Il fustige les attaques contre les éducateurs et universitaires s’ils encouragent leurs étudiants à se familiariser davantage avec l’islam comme force morale et progresse ayant façonné l’histoire de l’Europe pendant plus d’un millénaire quand la civilisation islamique était à son apogée.

L’OCI se donne pour mission la réislamisation de l’Oumma universelle en l’ancrant dans le Coran et la Sunna pour parvenir à une unification des cœurs ouvrant la voie à l’unification politique. Le raffermissement de la solidarité islamique permettra aux musul-

114. Rapport du 19 août 2005, A/60/283, pp. 5-9. A/HRC/2/3, 20 sept. 2006 et A/HRC/6/6, 21 août 2007

115. Rapport du 2 sept. 2008, A/HRC/9/12, § 19 et 26. Voir Bat Ye’or, *L’Europe*, pp. 95-103.



mans de parler d'une seule voix en politique internationale. L'OCI reconnaît l'incompatibilité des valeurs et des lois occidentales avec les préceptes islamiques, et préconise un ensemble de mesures pour empêcher l'intégration et l'assimilation des musulmans dans la culture européenne. Dans une brochure intitulée *Stratégie de l'action islamique culturelle en Occident*, adoptée par le sommet de l'OCI à Doha en 2000, l'ISESCO<sup>116</sup>, l'un des organes majeurs de l'OCI, constate que les immigrés en Europe font partie de l'ensemble de la Communauté musulmane, la Oumma, et que suite à la modification de la loi de 1974 leur établissement dans les pays d'accueil n'est plus provisoire. L'OCI considère de son devoir de protéger les caractéristiques de leurs milieux d'origine et les particularités de l'identité de ces immigrants en Europe. Dans ce but, l'ISESCO œuvre inlassablement à coordonner et unifier les politiques et les attitudes concernant l'action islamique commune à entreprendre en Occident dans les domaines éducatif et culturel, afin de préserver cette identité. Ceci exige impérativement une éducation islamique appropriée avec des programmes diffusant aux musulmans en Occident « *la conscientisation, la culture, l'orientation, la protection sociale, suivant la lettre et l'esprit de l'Islam*<sup>117</sup> ».

L'OCI s'efforce de renforcer ses relations avec les grandes organisations internationales et régionales pour faire entendre la voix de l'Islam et faire avancer les causes islamiques. Elle demande aux États membres de l'OCI de jouer un rôle plus actif au sein des organisations internationales et de soutenir les candidats des pays membres de l'OCI pour les postes internationaux. La planification d'une coordination plus dynamique entre ces États favoriserait les intérêts des peuples musulmans.

En décembre 2005, la Conférence de l'OCI programma un plan d'action décennal fixant la politique interne de l'Oumma universelle et sa politique extérieure avec les nations. Le Communiqué final d'action décennal donne une longue liste de recommandations, dont beaucoup concernent les médias occidentaux pour les amener à promouvoir et soutenir les combats de l'Oumma et les valeurs de l'Islam. La plupart

116. Organisation Islamique pour l'éducation, les sciences et la culture.

117. *Stratégie de l'action culturelle islamique en Occident, stratégie adoptée par la neuvième Conférence islamique au Sommet tenue à Doha, État du Qatar, 2000*, Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture -ISESCO- 1422H - 2001, pp. 5-10, cité dans Bat Ye'or, *L'Europe*, p. 76 et pp. 141-147.

de ces recommandations sont aujourd'hui acceptées et pratiquées en Europe, sans même que les Européens en connaissent la source. Ceci s'applique également à la définition de l'OCI du terrorisme par la victimisation des musulmans : injustice, discrimination économique, occupation – définitions répétées et officielles des chefs d'États européens.

L'alliance de l'UE avec la Palestine déterminait leur interprétation commune du terrorisme. Mené contre les Israéliens, les dirigeants européens l'appelaient résistance et accusaient les sionistes de soutenir « *l'occupation* » contre la « *résistance* ». Ces définitions inversant les faits et contraires à l'histoire et au bon sens, résultaient des décisions prises en 1980 (Déclaration de Venise) par la Communauté européenne pour punir Israël de sa paix séparée avec l'Égypte (1979) et renouer sur cette base ses relations fructueuses avec le monde musulman. Désormais les positions politiques de cette Déclaration, énoncées comme des principes intangibles, seront constamment rappelées jusqu'à aujourd'hui par l'UE. Elles détermineront le nouveau vocabulaire politique conforme à la doxa euro-islamique concernant Israël : colons juifs, colonisation, colonies, occupation, terres arabes palestiniennes – et son corollaire : la victimologie palestinienne calquée sur la condition juive sous les nazis avec lesquels les Arabes de Palestine, soulignons-le à nouveau, collaboraient.

Ce schéma « résistance-occupation » avait été créé par les Associations européennes de soutien aux Peuples arabes, créées en 1969-70. Dans leurs publications ils plaquent le contexte européen de résistants antinazis sur le contexte arabo-islamique de djihad et de peuples asservis. C'est ainsi qu'Arafat et ses collaborateurs de l'OLP, tous fervents admirateurs d'Hitler, se glorifiaient néanmoins d'un héroïque passé de résistant européen au nazisme.

La collaboration de l'OCI et de l'Union européenne avait exigé la création de nouveaux instruments tels que les réseaux transnationaux, comme le Dialogue Euro-Arabe, Medea, le processus de Barcelone, l'Alliance des Civilisations, la Fondation Anna Lindh, le Parlement euro-méditerranéen, la création et le financement d'une myriade d'ONG, ainsi qu'un vaste système d'aides au développement des pays musulmans et surtout aux Arabes palestiniens. Ces instruments mis en place par l'Union européenne opèrent comme les courroies de transmission de la politique de l'OCI et de son

implantation en Europe. Ils constituent un réseau d'influences et de contrôles à tous les niveaux.

La Fondation Anna Lindh créée en 2003 par les ministres des Affaires étrangères des pays de l'UE avait mission de surveiller les médias, les publications, et l'enseignement relatif à l'islam afin de les purger de leurs stéréotypes négatifs. Cet organisme de contrôle culturel établit un système dont les mécanismes imposent un conditionnement mental à toute la culture européenne. La Fondation gère des programmes et des activités en coopération avec des pays arabes dans les domaines sociaux, culturels, audio-visuels, éducatifs, artistiques, médiatiques et politiques au niveau national et international afin de promouvoir le vivre-ensemble, l'abolition des frontières et la mixité des populations Nord-Sud.

La politique internationale instaura un nouveau système de communication et de manipulation des opinions, celui des réseaux de réseaux conditionnant la culture, la pensée et la politique de l'Europe et tous liés à l'OCI. Nous passons ainsi d'un système démocratique à un système de gouvernance mondialisée, à l'insu des populations qui cependant le financent. Car l'impact de l'OCI sur l'Union européenne se révèle dans l'analyse comparative des discours d'Ihsanoglu et ceux de leaders européens avec leurs similitudes concernant plusieurs thèmes, dont ceux des croisades, de la victimologie musulmane et surtout palestiniste, de la colonisation, l'esclavage reproché uniquement aux Occidentaux, et dans le déni du djihad. Parfois les leaders européens répètent les phrases mêmes des textes de l'OCI.

Cette similitude apparaît surtout dans le « Dialogue entre les peuples et les cultures dans l'espace euro-méditerranéen » (2003) qui servit de base à la création de la Fondation Anna Lindh. Elle se manifeste également dans le Rapport de l'Alliance des civilisations et les résolutions prises par la Troisième Session Extraordinaire de la Conférence Islamique au Sommet à la Mecque en décembre 2005 et son *Programme d'action Décennal*. Intégrée dans deux systèmes de pensée fort différents – le système occidental et le système islamique – cette similitude soulève de nombreux contresens en matière de droits de l'homme, de laïcité, d'égalité des sexes, de la conception de l'histoire, de liberté de pensée et de recherche, puisque la Déclaration islamique des droits de l'homme stipule dans ses articles 24 et 25 : « Tous

*les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration sont soumis aux dispositions de la Charria [sic] » et « la Charria est l'unique référence pour l'explication ou l'interprétation de l'un quelconque des articles contenus dans la présente Déclaration » ; et dans son article 22 :*

*a) Tout homme a le droit d'exprimer librement son opinion pourvu qu'elle ne soit pas en contradiction avec les principes de la Charria.*

*b) Tout homme a le droit d'ordonner le bien et de proscrire le mal, conformément aux préceptes de la Charria.*

*c) L'information est un impératif vital pour la société. Il est prohibé de l'utiliser ou de l'exploiter pour porter atteinte au sacré et à la dignité des prophètes ou à des fins pouvant nuire aux valeurs morales et susceptibles d'exposer la société à la désunion, à la désintégration ou à l'affaiblissement de la foi.*

## NOUVELLES EXPÉRIENCES

Je ne compris pas tout de suite la portée politique d'*Eurabia*. Sa publication m'introduisit dans des milieux européens que je ne connaissais pas, certains pro-israéliens, d'autres euro-nationalistes. David et moi étions invités à participer à des conférences à Rome, Copenhague, La Haye, Bruxelles, Londres et Oslo. Au Canada le représentant de la communauté musulmane exigea du gouvernement canadien une interdiction de me laisser entrer. En suite de quoi le Frazer Institute, l'organisation qui m'invitait à Toronto les 28-29 juin 2007, me gratifia d'une position d'honneur et organisa des interviews à la télévision et pour la presse. Le même représentant exigea d'être présent à ma conférence – demande très obligeamment agréée par le Frazer Institute. Me tenant sous son regard agressif et suspicieux, mon contradicteur cependant ne trouva rien à redire à ma conférence et ne formula aucune objection. Après tout peut-être que Bat Ye'or n'était pas aussi terrible que la propagande haineuse le disait.

À ces conférences nous retrouvions nos amis, la baronne Caroline Cox qui m'impressionnait toujours par la clarté et la précision de ses exposés, nos fidèles amis les Sookhdeo, Caroline Kerslake, Hans Jansen, parfois Daniel Pipes Andrew Bostom ou Robert Spencer. Nous connûmes ainsi Lars Hedegaard, historien et jour-

naliste danois fondateur de l'*International Free Press Society*, l'écrivain brillant Douglas Murray, Bruce Bawer, écrivain et journaliste, Flemming Rose, l'éditeur téméraire à l'origine de l'affaire des caricatures, Magdi Allam, Nonie Darwish, une femme exceptionnelle. Ces conférences se faisaient sous haute protection policière, preuve irréfutable de la menace contre les libertés élémentaires en Europe.

Je revoyais Magdi et Nonie, mes ex-compatriotes, avec un surplus de plaisir comme si je retrouvais de vieux amis. Ils m'apportaient une bouffée de ce temps que j'avais banni de ma mémoire, ce temps d'un pays au ciel toujours bleu, de promenades lentes au bord du Nil, de l'insouciance heureuse de l'adolescence, un temps de rires et d'amitiés avec mes camarades, un temps de déchirements dans l'effondrement d'un monde. J'étais heureuse au cours d'une conférence à Londres, Paris, New York, d'approcher ces Coptes, ces Égyptiens, ces Assyriens, ces Maronites qui, par leur seule présence, m'apportaient – telles des connaissances familières – ces ambiances d'autrefois. Tous des réfugiés, tous obligés de reconstruire leur vie. Tous se pliant humblement aux nécessités, sans aucune exigence financière d'aide internationale, ne se prévalant d'aucune victimologie. Tous sans haine terroriste ni esprit de revanche.

Oui... après avoir été les persécutés, nous devenions les proscrits et les honnis des politiciens et de leurs réseaux complices des idéologies totalitaires que nous dénoncions. Nous étions les avilis des idéologues qui justifiaient les terroristes, des politiciens qui les finançaient. C'était un honneur d'être salie par un Alain Gresh, un Liogier, et autres Michael Sells. Devant ce déferlement contre moi mais que j'ignorais alors, Anne-Marie Delcambre accourut à mon secours par un article fort pertinent. Je l'avais connue à une conférence à Paris le 6 juin 2004 sur « La démocratie à l'épreuve de la menace islamiste ». Nous partagions la même table ronde sur le thème « Vers un retour à l'esprit de Munich », j'avais alors admiré son impeccable érudition. Anne-Marie, enseignante, islamologue et arabisante avait publié à la fin de sa vie de nombreux livres très critiques de l'islam. En 2008 j'appris qu'atteinte d'un cancer, elle était hospitalisée en Belgique. Je devais donner une conférence en juin 2008 près de Bruxelles invitée par pro-Flandria où parlerait aussi Hans Jansen. Avant de partir je lui téléphonai pour fixer un rendez-vous à l'hôpital. Dans la nuit qui

suivit ma conférence, David eut un accident vasculaire-cérébral et fut transporté d'urgence dans un hôpital proche puis, quelques heures plus tard, transféré dans le grand centre hospitalier où se trouvait Anne-Marie et où nous avions rendez-vous le jour-même.

Heureusement David se remit rapidement de ce choc et retrouva la parole, le contrôle de ses mouvements et son humour. Je téléphonais à Anne-Marie à l'étage au-dessus et lui appris que nous étions logés à la même enseigne. Elle recevait justement des personnes venues pour me rencontrer. David ne pouvait se déplacer, qu'à cela ne tienne, elle viendrait avec ses invités. C'est ainsi que nous vîmes débarquer dans notre minuscule chambre encombrée de valises, Anne-Marie en élégant déshabillé accompagnée du père Samuel et de Johan Bourlard les bras chargés de mes livres pour une séance de signatures. Cette rencontre dans des circonstances si imprévues fut l'occasion d'un échange chaleureux autour de David trônant dans son lit en pyjama.

Anne-Marie m'avait déjà parlé du père Samuel, prêtre assyrien dont la communauté avait été exterminée par les Turcs au cours de la première Guerre Mondiale. Ses prêches sur l'islam, dans son église près de Bruxelles, attiraient des foules et lui avait valu des poursuites judiciaires et des amendes onéreuses. Mais le père Samuel demeurait cependant inébranlable dans ses convictions. Cette résilience et deux autres fautes impardonnables, quasi criminelles à Bruxelles, siège de l'Union européenne, le marquait du sceau de l'infamie : 1) il aimait et admirait Israël et reconnaissait le lien du christianisme avec le judaïsme et 2) il adhérait aux opinions de Bat Ye'or et les professait. Anne-Marie m'avait souvent demandé d'aller à Bruxelles défendre le père Samuel à son procès mais ma contribution ne lui serait-elle pas nuisible ? Si elle-même, islamologue chevronnée pouvant enchaîner de mémoire et en arabe les hadiths et les versets du Coran, ne parvenait pas à convaincre les juges, comment une Bat Ye'or pourrait réussir ?

Les jours suivants, Anne-Marie tint salon dans sa vaste chambre où avec les Urvoy, le père Samuel, Bourlard, David dans son fauteuil roulant, et d'autres connaissances, s'échangeaient des propos érudits d'islamologie en toute liberté, accompagnés de complaints sur le nouvel enseignement expurgé et islamo-compatible universitaire. Cette situation dura trois jours mais rapidement David, reprenant la maîtrise des événements, organisa notre retour en avion-ambu-

lance. Je crois que ce fut la dernière fois que je vis Anne-Marie. Mais je continuais à m'enquérir de sa santé. Elle était rentrée à Paris et plus active que jamais, menait toujours ses combats.

Nous retournâmes à Bruxelles en janvier 2010 pour donner tous deux une conférence au Parlement européen sur le thème « Israël, UE et le dialogue interculturel. Comment les changements démographiques et culturels en Europe modifieront les relations avec Israël ». Cette conférence était organisée par Sari Essayah, député européenne finlandaise et Tomas Sandell, le très actif fondateur et directeur de la European Coalition for Israël.

Prévenu de notre arrivée, le père Samuel qui depuis longtemps nous demandait de nous adresser à ses fidèles dans son église, organisa cette rencontre. Après la célébration du culte devant une foule recueillie il nous présenta tous deux de façon très élogieuse et nous donna la parole. L'église bondée fit une ovation chaleureuse et enthousiaste. Puis il nous offrit son monumental *Dictionnaire de l'intolérance islamique*, écrit avec la collaboration de Johan Bourlard.

## David

David avait repris avec Paul Fenton, arabisant et hébraisant, professeur à la Sorbonne, le livre commencé dans les années soixante-dix avec Hirschberg et tous deux y travaillaient assidûment depuis quelques années. Doté d'une documentation volumineuse et d'un appareil scientifique impressionnant, ce livre apportait sur les Juifs du Maghreb, principalement du Maroc, des connaissances inestimables. Ce travail n'avait pas ralenti les activités de David dans la conduite de ses affaires ni surtout au Palais des Nations où il dénonçait dans de nombreuses interventions, les violations des droits des femmes et des minorités religieuses. Me souvenant du temps qu'il m'avait toujours et spontanément consacré, je lisais et corrigeais si nécessaire les divers brouillons de ses manuscrits, de ses conférences et de ses déclarations au Palais.

L'affaire du Maroc ayant ressurgi, certains auteurs remirent en cause le rôle important que David y avait joué. Cette déformation l'obligea à rassembler des documents et à rédiger ses mémoires de cette époque. L'idée d'un film fut lancée et un voyage au Maroc fut organisé en octobre 2006 avec Gad et Pinhas, deux collaborateurs israéliens de l'affaire Mural, notre fille Ariane, Paul Fenton, l'équipe du film et quelques autres qui se joignirent au groupe. Résistant aux demandes de David, je m'abstins, pour des raisons familiales, de les accompagner. Mais lors de l'un de nos voyages à Paris nous allâmes à une conférence sur ce sujet et voyant combien David était contesté, je lui dis que l'idée du film était géniale.

Sans doute ce retour au Maroc fut-il émouvant pour David et Gad. Arpenter à nouveau la rue Dumont d'Urville où accouraient les enfants joyeux et bavards, les pères au visage grave, que j'étais chargée de recevoir. Dans la chambre mitoyenne mon bébé de quelques mois dormait dans mon panier de paille tressée d'étudiante. Aller à l'hôtel Anfa dans l'annexe duquel nous avions séjourné, là où j'avais passé seule des nuits blanches, attendant angoissée le retour de mon mari. Revoir les lieux



de rencontres avec Gad et les ports d'où partaient vers la liberté et en toute sécurité les convois d'enfants juifs. Était-ce bien moi qui, enceinte et avec un bébé de cinq mois avait enduré ces épreuves pour secourir mon mari et ne pas faillir à ma promesse ? Je ne retournai pas au Maroc avec le groupe, mais Ariane, artiste et très bonne photographe, ne manqua pas de m'apporter des magnifiques vues de ce beau pays, de son peuple pittoresque et d'incidents drolatiques.

Depuis son accident vasculaire cérébral la santé de David se détériorait et ses forces diminuaient. Son retour à la normale était une grâce... un répit et non une guérison, un avertissement prémonitoire de la fragilité de toute vie. La révélation soudaine de l'éphémère de sa présence la rendait plus précieuse, renforçant ce sentiment d'inséparabilité qui nous liait. C'est alors que je commençai à le photographier souvent comme si je conjurais la menace de sa disparition. Malgré l'incompréhensible fatigue qui l'accablait parfois, David acceptait de m'accompagner à l'étranger pour différentes conférences. Lui-même prenait souvent la parole comme au Canada, à Florence, Venise, Copenhague, Turin où nous allâmes en voiture comme autrefois quand David sautant dans sa voiture, m'emmenait tout fougueux explorer les cités chargées d'histoire. Nos voyages désormais se faisaient à un autre rythme, alternant les périodes de repos et celles des visites. Le temps prenait un goût nouveau de bien-être, d'une sollicitude tirant sa plénitude du don renouvelé de sa vie. Sa santé me préoccupait et je l'accompagnais souvent chez le médecin. Je veillais à éviter toute cause d'irritation et à rendre sa vie plus facile, ménageant des temps de détente plus fréquents. Soudain insensiblement chaque minute devint plus précieuse et les séparations même d'une heure, plus difficiles. Mais pour moi David était trop fort, trop robuste pour que la mort l'abatte. Il semblait fait d'éternité.

Comme s'il sentait que le temps lui manquerait et que la faucheuse embusquée le guettait, David s'efforça de terminer ses projets. Le film Opération Mural fut montré en première en mai 2007 à la Cinémathèque de Tel-Aviv, en présence de nos amis et d'officiers israéliens invités par le Major Yamin Kaanan, l'un des enfants de cette mission. Après la projection, David et moi montâmes sur le podium et le public se leva pour nous ovationner. C'était beaucoup d'honneur. Porté par son succès le film fut souvent projeté en Israël et à l'étranger.

En 2008, au Festival du film à Ashkelon, David et Diana montèrent sur le podium à la fin de la projection. Obéissant à son père, Diana se mit à chanter dans le micro qu'il lui tenait. Je demandais à Ariane d'aller les rejoindre, mais bouleversée par l'émotion elle pleurait et refusa à mon grand regret. Elle aussi avait été au Maroc et avait contribué au film en 2006.

La même année le Président Peres nous reçut à sa résidence avec tous les acteurs encore vivants de cette opération. Nous y allâmes avec nos filles et petites-filles. Il y avait si longtemps de cela qu'une autre personne que moi y avait participé, me semblait-il. D'ailleurs la crainte que Diana ne pique une colère me taraudait durant toute la cérémonie. Au court d'une courte allocution, le Président Peres déclara :

*« Oui, c'est une cérémonie tardive mais cela ne diminue pas sa valeur car ce que vous avez fait demeure et n'est pas affecté par le temps. Je pense que le sauvetage de 530 enfants est, j'imagine l'expérience la plus émouvante qu'un homme peut faire. On dit en hébreu : celui qui sauve une vie est comme celui qui sauve la vie du monde. Mais quand vous sauvez 530 enfants, c'est vraiment inoubliable. Je veux exprimer de la part de notre peuple, notre nation, notre appréciation pour votre courage, votre sagesse, votre détermination dans des conditions extrêmement difficiles à un moment quand nos connections (avec le Maroc) étaient très faibles. Et je dois reconnaître que quand je lis à nouveau cette histoire, je suis ému de voir l'ingénuité et le courage dont vous avez fait preuve et leurs effets... Et je pense que si vous ne l'aviez pas fait, cela n'aurait pas pu être mené à bien. Pour cela vous avez été en contact avec le Mossad et je voudrais exprimer la considération du Mossad pour toute l'opération, vos activités clandestines et leur heureux dénouement... C'est pour moi un plaisir d'avoir vos familles, les enfants, les petits-enfants... »*

En 2009, après un voyage en mars aux États-Unis suivi d'un autre à Turin en mai, nous partîmes en Israël pour un événement encore plus prestigieux organisé le 1<sup>er</sup> juin par le MLM (Israël Intelligence and Communications Center). Des personnalités du monde politique israélien remirent à David une distinction spéciale, celle du Héros du Silence. J'étais ravie de le voir à l'honneur, félicité sur le podium, lui qui avait tant fait pour moi. Dans ses souvenirs rédigés à la clinique de Genolier deux ans plus tard, alors qu'il se battait contre une leucémie foudroyante, David nota qu'en écoutant les discours, il avait soudain réalisé qu'avec moi et toutes les courageuses personnes engagées

dans cette activité, il avait rempli le vœu formulé quarante-huit ans auparavant : aider le peuple juif, aider Israël.

En 2010 David eut la grande joie de voir enfin ses efforts couronnés de succès. Le livre sur les Juifs du Maroc fut publié par la Sorbonne<sup>118</sup>. Paul y avait apporté une contribution importante avec son érudition et son expertise d'arabisant et d'historien. Le lancement du livre eut lieu à Paris devant une salle comble à l'Alliance Israélite Universelle, Albert Memmi ouvrit la séance par une courte présentation avant de céder la parole aux deux auteurs. Ma sœur Colette et Ariane étaient venues pour l'événement.

En dépit d'une terrible migraine, David maintint son programme habituel de visites au Louvre et de concerts le soir. Ce fut notre dernier voyage ensemble à Paris. L'anniversaire des cinquante ans de Diana tombait quelques jours plus tard. Nous avons organisé dans son institution une grande fête avec un énorme buffet et un orchestre. Nous rentrâmes en Suisse par une tempête de neige, les quais tout blancs évoquaient les films sur Anna Karénine. Malgré l'aggravation de son état, et les chutes incessantes de neige obscurcissant la vue, David intrépide voulut se joindre à la fête de sa fille. Alarmée, je craignais le pire. Ariane conduisait prudemment, nous arrivâmes très en retard et dès qu'il sortit de voiture, il tomba dans la neige épaisse. Je voulus appeler immédiatement une ambulance mais il m'en empêcha. Même agonisant il n'aurait pas renoncé à être avec sa fille à son anniversaire, surtout si elle l'attendait.

Il y eut des discours, des chants, les dégustations au buffet avec tous les camarades de Diana et ses éducateurs. Le temps me paraissait interminable. David souriait heureux. Comme je le pressais pour appeler une ambulance, David finalement accepta de partir mais en passant par la maison. Ariane, avec une extraordinaire maîtrise de la route couverte d'une neige qui ne cessait de tomber, nous conduisit à l'hôpital de Nyon. Après une longue attente qui fut un calvaire pour David, le médecin voulut immédiatement le faire transporter par hélicoptère à l'hôpital de Genève, mais un rideau de neige épaisse interdisait le vol. Je partis avec lui en ambulance, Ariane suivait. Nous

118. Paul B. Fenton et David G. Littman, *L'Exil au Maghreb. La condition juive sous l'Islam 1148-1912*, PUPS, Paris, 2010.

apprîmes qu'un écoulement de sang dans la boîte cervicale comprimait son cerveau et causait sa migraine. Le soir même à l'aube on lui fit une trépanation. Après l'opération on vint me chercher dans la salle où j'attendais et après m'avoir revêtu entièrement d'une chasuble, d'un bonnet, d'un masque et de gants, on me laissa entrer dans une chambre calfeutrée. David gisait inconscient, je craignais qu'il n'eût perdu toutes ses facultés et lui parlais guettant une réponse. Prenant sa main, je lui demandais de serrer la mienne s'il comprenait mes mots. Je sentis alors une légère pression de ses doigts et soupirais soulagée. L'hémorragie n'avait pas altéré ses facultés.

Le lendemain, un dimanche, deux médecins avec beaucoup de doigté et de précautions nous mirent au courant de la situation. David avait une leucémie foudroyante, elle limitait son temps de vie de quelques semaines à quelques mois. Je l'entendis mais ne pus le croire. C'était irréel, ils se trompaient. Moi je le retiendrai en vie !

Parler des dix-huit mois qui suivirent jusqu'à la date-couperet du vingt mai 2012, c'est évoquer un David inconnu jusque-là, acquérant une patience qu'il n'avait jamais eue, une bonté qui donnait une nuance nouvelle à nos relations habituellement tendues par nos activités concurrentes et nos caractères opiniâtres. Sans doute les médecins lui avaient-ils parlé et savait-il que la mort proche nous guettait tous deux, car ma vie sans lui serait aussi une mort. Bien qu'on nous ait précisé séparément la plus lointaine échéance, nous espérions qu'elle reculerait encore, alors que chaque jour passé la rapprochait. Le voyant reprendre des forces dans l'hiver 2010, assise sur son lit à l'hôpital de Lausanne, je lui avouai, le visage couvert de larmes, le diagnostic des médecins : « C'était comme s'ils m'enfonçaient un couteau dans le cœur. C'était moi qui mourait ! Ils se trompent, tu ne mourras pas, n'est-ce pas ? »

Le visage empreint d'une expression de douceur et de gravité inaccoutumée, David me regardait longuement, attentivement. « Non ! me dit-il – je ne mourrai pas ! » Et je me sentis rassurée. Les médecins pouvaient bien toujours parler... Je ne compris pas que jusqu'à la fin David voulait me ménager, écarter de mon chemin les souffrances et les malheurs, me protégeant même de sa mort.

Jour après jour je le vis combattre la vicieuse, toujours plus émacié et affaibli, sans jamais se plaindre ni préférer la moindre demande ou rancœur. Dans cette terrible épreuve, cette confrontation avec sa fin,

son être véritable se révélait. Et puis il y eut ces promenades lentes, progressivement écourtées où il se testait, ces longs silences inhabituels, cette tristesse grave dans son regard alors qu'il prenait congé des objets qu'il aimait et dans ses renoncements muets auxquels il se résignait : ne plus aller au Palais, ne plus conduire, éviter les lieux publics. Notre existence se réduisit aux trajets à Genolier pour les soins et retours à la maison. Dans ce délitement de la vie David décida d'accéder enfin à mon souhait réitéré au cours de décennies : mettre de l'ordre dans les tonnes de papiers à la cave, repaire d'araignées. Je me récriai horrifiée contre cette décision, ultime cadeau qu'il désirait me faire. Mais de ce cadeau-là, je n'en voulais pas ! Je voulais garder le désordre, signe d'une activité ébouriffante, plutôt que le voir remplacer par l'ordre funèbre d'une fin de vie.

Chaque jour, en cachette, car je lui interdisais expressément l'entrée de cette cave, antre de microbes agressifs, il y descendait, prenait les dossiers des étagères, et assis sur une chaise, jetais dans un carton les dizaines de photocopies d'un même document. Avec des ruses de Sioux, il s'esquivait derrière mon dos et péniblement remontait les cartons au premier étage. M'étant aperçue de son manège, je décidai avec notre employée de supprimer la chaise et de remonter ceux qu'il désirait. En été on l'installait au jardin, entouré de ses cartons. Les jours d'hiver, assis à la bibliothèque sur son fauteuil préféré, face à une grande baie vitrée donnant sur le lac, il triait méthodiquement les textes. J'allumais la cheminée et mettais sur le vieux tourne-disque qu'il avait fait installer à notre arrivée plus de quarante ans plus tôt, les œuvres musicales qu'il préférait. Assis l'un près de l'autre, enveloppés d'harmonies face au paysage neigeux couvert d'une clarté laiteuse, nous examinions les documents. C'était notre vie que David systématiquement déchirait et mettait à la poubelle. Au cours de ce travail, relisant tous mes articles et mes conférences gardés précieusement par David en dizaine d'exemplaires, je décidai de les publier dans deux petits recueils : *Comprendre la dhimmitude* et *Comprendre Eurabia*.

Mais les jours passaient et les soins à la clinique devenaient toujours plus fréquents. Ma vie désormais se résorba à être auprès de lui, anticipant ses désirs, heureuse de soulager ses douleurs, attentive à ses expressions, déchiffrant ses silences. Non qu'il me demandât quoi que ce soit, mais parce que je ne pouvais vivre autrement. Servir dans le

sens noble du terme, avec un amour qui transforme chaque geste en don de joie. Une leçon que m'avait enseignée David par sa présence protectrice permanente auprès de moi, me guidant afin que je devienne celle que j'étais – selon la phrase de Nietzsche que j'avais fixée sur le mur au-dessus de mon lit au Caire, me promettant de la réaliser. À cette fin David accepta toutes les contraintes et les exigences que lui imposaient ma vie d'écrivain. Jamais nos liens ne furent plus intenses, jamais nous ne fûmes plus près l'un de l'autre. Même Diana fut reléguée au deuxième plan, ma vie était suspendue à la sienne. Rien ne comptait que ce corps décharné se traînant difficilement, ce regard profond creusé par le silence, cet appel informulé de ma présence, cette main qui cherchait encore la mienne. Rien ne comptait que cet être qui me glissait entre les doigts et s'en allait vers un néant où je ne pourrais le suivre.

Au fil des jours je me familiarisais avec la vie de la clinique, la disponibilité des infirmières, leur serviabilité efficace et leur gaieté si utile dans le pavillon des cancéreux, antichambre de la mort. Toute l'équipe médicale déployait des trésors de patience, demeurant à l'écoute jusque tard dans la nuit. Ils étaient des porteurs d'espoir, soulageant la douleur et dissipant l'angoisse. Je m'étais exclue du monde extérieur des bien portants. Quand j'y retournais, je songeais à tous ces gisants immobilisés dans leurs chambres, à David prisonnier de son mal – et culpabilisée de l'avoir abandonné, je me dépêchais de le rejoindre. Le pire consistait à le quitter le soir. J'avais beau retarder ce moment, attendre les derniers soins et m'assurer qu'il passerait une nuit paisible, il me fallait partir. Le cœur serré je refermais la porte derrière moi, sachant qu'il se retrouverait seul avec son angoisse, tandis que moi je retournais vers la vie. Je descendais vers la plaine, pénétrant dans la profondeur scintillante de la nuit veillant sur les champs endormis et les villages éteints. Plus bas la lune ronde s'étalait dans le lac.

La maison m'accueillait, sombre et vide. David n'était pas là mais je pouvais encore lui téléphoner, lui parler, entendre sa voix. Je reprenais mon travail : *Europe, Globalization and the coming universal caliphate*. Je n'avais pas voulu importuner David avec ce manuscrit, une fois de plus John avait accepté d'en contrôler l'anglais et d'en faire l'index. Le professeur Michael Curtis, historien, un vieil ami et bon connaisseur de la France de Vichy avait écrit une excellente préface. Mais Julian Yoseloff ayant pris sa retraite, j'étais un peu perdue par le

système éditorial de Rowman & Littlefield. Dès que je reçus le premier exemplaire je l'apportai à David à la clinique. La joie illumina son visage et il le feuilleta avec un plaisir manifeste. Le docteur entra à ce moment, David le brandit triomphalement et indifférent à mes gros yeux et mes lèvres pincées de mécontentement, il lui en lut quelques paragraphes. C'est alors que je partageais intensément les derniers mois de la vie de mon mari qu'une marée haineuse me submergea.

#### BREIVIK : L'INCITATION À LA HAINE

En juillet 2011 alors que ma sœur Colette, Ariane et ses enfants étaient chez moi et que j'organisais mon temps entre Diana et David, je reçus un coup de téléphone d'un directeur de télévision. J'étais si préoccupée que je n'enregistrais ni son nom ni le lieu. Il me demanda si je connaissais un certain Breivik. Non, lui dis-je, je ne connais pas cette personne. Il m'apprit alors qu'il avait perpétré un massacre en Norvège et que, m'ayant souvent mentionnée, les médias m'associaient à lui et voulaient m'interviewer. « Je n'ai rien à voir avec ce type – lui dis-je – et je n'ai pas de temps pour des diffamations ». Mais il me persuada de me défendre contre ces accusations et d'accepter de voir les journalistes. Je dissimulai ces faits à David pour le ménager, et confiant Diana à sa sœur, je me rendis dans un café-restaurant rencontrer une équipe de journalistes. Je n'avais aucune idée de quoi que ce soit mais il était clair qu'ils pensaient être sur un scoop et démasquer l'origine du péché. Tout sourire, ils me soumirent à un questionnaire plein de sous-entendus. Plus tard on me dit que c'était une télévision allemande, ZDF et que la personne qui avait fait l'interview était Beate Höberman. Le lendemain un journal norvégien m'invita par courriel à débattre avec un certain Lars Gule qui, sur un ton comminatoire, m'intimait de m'excuser pour le crime de Anders Behring Breivik dont il me rendait responsable sans aucune forme de procès. J'entrais dans une chasse aux sorcières inquisitoriale médiévale où l'accusé est déjà désigné.

Ce fut le début de l'affaire Breivik, un Norvégien qui avait de sang-froid massacré soixante-dix-sept adolescents réunis sur l'île d'Utoya où se tenait un camp de jeunesse du parti travailliste.

Gule continuant à m'importuner de ses requêtes, un petit tour sur internet m'apprit qu'en 1977 Lars Gule fut arrêté au Liban avec des explosifs dissimulés parmi ses livres dans ses bagages. Interrogé par les enquêteurs, il commença par tout nier puis avoua s'être entraîné avec l'organisation terroriste Front Démocratique pour la Libération de la Palestine au maniement des armes, aux explosifs et aux tactiques de sabotage. Le FDLP l'avait chargé de faire exploser ses bombes en Israël dans un hôtel ou un marché pour tuer un maximum de monde. Cet exploit visait à redonner courage au FDLP refroidi par les réactions négatives à sa dernière attaque contre des bus scolaires à Maalot, sa prise d'otages d'une centaine d'écoliers israéliens et l'exécution immédiate de vingt-deux d'entre eux. Après un emprisonnement de six mois au Liban, Gule rentra chez lui. Jugeant sans doute ce temps de prison au Liban assez cher payé pour une tentative terroriste avortée – contre Israël au surplus ! – la Norvège ne le fit pas emprisonner. Bien au contraire, auréolé de son exploit, il fit une belle carrière universitaire, se gagna une célébrité de philosophe et de spécialiste averti du terrorisme. De 2000 à 2005 il devint secrétaire-général de l'Association humaniste norvégienne. À l'instar de Breivik, grand admirateur des tactiques terroristes palestiniennes, Gule ne manifesta jamais aucun regret ni remord et affirma que la motivation de l'acte détermine son caractère terroriste ou justicier<sup>119</sup>. Or c'est précisément la même opinion qui est formulée par les juristes musulmans lorsqu'ils soutiennent le caractère juste du terrorisme contre les mécréants – position fondamentale de l'idéologie djihadiste.

Je pense que la justification du terrorisme et des massacres perpétrés impunément par les Palestiniens contre des civils Israéliens innocents – crimes soutenus par des États, des Églises et les médias prétextant une occupation imaginaire – ont déterminé l'action criminelle de Breivik contre ses propres concitoyens. Si l'idéologie permet d'exterminer une certaine catégorie d'individus – en l'occurrence les Israéliens –, de violer

119. <http://www.religiousfreedomwatch.org/anti-religious-extremists/andreas-heldal-lund/heldal-lund-terrorist-lars-gule/19/06/2017>.



toutes les lois de l'humanité en s'attaquant même aux enfants, alors n'importe quelle idéologie peut être invoquée pour justifier des actes similaires envers d'autres personnes. Le royaume de Norvège était l'un des plus hostiles à l'État d'Israël par son soutien aux organisations niant le droit d'exister de l'État hébreu. Se sentait-il responsable de toutes les victimes israéliennes du terrorisme qu'il encourageait ? Et les journalistes ?

L'Europe condamne le terrorisme pour toutes les victimes sauf contre les Israéliens. En effet, elle soutient idéologiquement et financièrement le djihadisme palestinien qu'elle définit comme « résistance à l'occupation », donc justifié. Autrement dit, tuer de façon indiscriminée des civils est juste s'ils sont israéliens, mais injuste pour le reste de l'humanité. De fait, l'un des jeux pratiqués dans ce camp d'Utoya, destiné aux jeunes militants du parti travailliste norvégien, consistait à mimer des Israéliens déguisés en nazis, massacrant de pauvres victimes palestiniennes afin d'inculquer à ces enfants des réflexes haineux envers les Israéliens. Quand on sait que le monde arabe et particulièrement les Arabes de Palestine s'identifiaient à l'idéologie et aux actions nazies, cette inversion ne manque pas de cynisme. Dans cette logique, des criminels comme Gule, s'érigeant en justiciers, s'autorisaient à m'incriminer d'actes dont ils auraient pu se rendre coupables envers les Israéliens. Devenu une personnalité en vue du parti travailliste norvégien, il demeura fidèle à sa haine antisémite et promut la campagne BDS. Aujourd'hui les mêmes maux qui furent toujours exonérées contre les Israéliens frappent les Européens. De fait le gouvernement de gauche norvégien se distinguait par sa violence anti-israélienne, son soutien au Hamas et sa justification du djihadisme palestinien sans aucun égard pour le traumatisme et les souffrances de ses victimes.

À vrai dire Breivik avait copié le site de Fordjman, un jeune Norvégien qui était venu se présenter à moi lors d'une conférence. Un jour celui-ci m'écrivit pour me demander poliment s'il pouvait publier sur le thème d'Eurabia. Je lui répondis que ce sujet et l'ensemble de sa documentation, y compris le mot Eurabia créé par des politiciens européens islamophiles et antisémites dans les années soixante-dix, appartenaient au domaine public et que tout le monde pouvait donc en parler. Fordjman retranscrit ma courte réponse sur son site dans un dossier qu'il intitula « The Eurabia Code », d'après le nom d'un roman, *Da Vinci Code*, et d'un film très populaire à l'époque, et nous

en restâmes là. Or Breivik recopia ce dossier dans son document fleuve constitué de textes plagiés ou trafiqués ramassés sur divers blogs. Après le massacre d'Utoya, Fordjman, attaqué par la presse, dut s'enfuir pour échapper à des lynchages, comme si les Norvégiens ne croyant pas en l'intégrité de leurs juges et survoltés par les médias, voulaient eux-mêmes se faire justice en s'abstenant de preuves.

Breivik mentionnait à plusieurs reprises des personnages illustres de la littérature, de la science et de la politique des siècles passés et de l'époque actuelle. Leurs œuvres avaient-elles, elles aussi, guidé sa main criminelle comme on voulait m'en accuser ? Darwin, George Orwell et d'autres éminents auteurs qu'il citait, le président Obama qu'il admirait – étaient-ils aussi responsables de son massacre parce qu'il reproduisait certains de leurs textes ? La grande presse se déchaîna contre moi. Les fabricants de haine, les antisémites promoteurs de la justice du djihad palestinien, ceux qui se réjouissaient quand coulait le sang juif des femmes, vieillards, adolescents et bébés, dans les bus, les restaurants, les marchés, les écoles, les rues, les musées, les mêmes qui pourfendaient l'islamophobie, tenaient leur revanche. Je m'étais attaquée à trop d'enjeux : d'abord en dénonçant la dhimmitude, puis la politique antisioniste officielle et dissimulée de l'UE fondée précisément sur le déni du djihad, argument-clé pour les Betts, Berque, et ceux qui promouvaient en Europe le surgissement d'innombrables Andalousie.

Cette campagne criminelle d'incitation à la haine contre moi inquiéta néanmoins la police. Un reportage sur Breivik avait donné mon nom civil, montré où j'habitais. Il valait mieux pour ma sécurité que je quitte mon domicile. On ne me donna pas de détails mais je refusai net. Je n'abandonnerais ni mon mari que j'accompagnais chaque jour à la clinique – ni ma fille. Je ne m'estimais nullement coupable d'un crime que des antisémites voulaient m'imputer parce que mon travail les offensait. Il est du devoir des intellectuels d'analyser l'origine et les causes des évolutions des sociétés et de discerner leurs projections dans le futur. La rationalisation et l'explication de ces phénomènes contribue à résoudre les nouveaux conflits. L'insertion dans un cadrage politique permet de contenir la violence pour éviter précisément un massacre comme celui d'Oslo, dont je pensais que les responsabilités se situaient en Norvège et dans le mimétisme approuvé des attentats djihadistes palestiniens. Les gouvernements européens se sentaient-ils respon-

sables de tout le sang israélien et juif versé parce qu'ils accusaient Israël « d'occuper illégalement » sa propre patrie et qu'ils le dépouillaient de son histoire ? Parce qu'ils encourageaient et payaient les djihadistes de Mahmoud Abbas, un négationniste ? Se sentaient-ils responsables du sang européen versé par leur politique du déni et ses conséquences ?

Je ne fus pas la seule attaquée. Breivik permit aux mouvements de gauche pro-palestiniens, immigrationnistes et anti-israéliens de se déchaîner. Tous les dissidents s'opposant au totalitarisme de l'UE, à la destruction des identités et des valeurs nationales et historiques, des libertés individuelles, ceux qui dénonçaient la dhimmitude, ceux qui n'étant ni néo-nazis ni fascistes ni antisémites approuvaient la résistance d'Israël dans la défense de ses droits souverains, tous ceux-là, qui n'avaient jamais tué ni pensé tuer une personne, furent poursuivis par une campagne diffamatoire d'ampleur internationale mettant des vies en danger. Le crime de Breivik libéra la volonté de conspuer et d'assassiner la liberté de penser et celle de critiquer la politique des élites. Si Breivik était un psychopathe comme l'affirmaient certains de ses psychiatres, un État civilisé aurait dû – compte tenu d'une responsabilité limitée – le faire soigner et non l'exhiber, exploitant sa folie criminelle pour régler ses comptes avec ses opposants.

Le crime de Breivik prit en otage la liberté et ouvrit une chasse aux sorcières médiatique internationale. Brandissant la Charte de l'islamophobie de l'OCI comme Charte suprême du continent européen, les médias invoquant Breivik conspuèrent toute critique des politiques gouvernementales sous prétexte qu'elle incitait au massacre. Ce cynisme établissait une sorte de collusion ou de connivence entre la folie du criminel et le gouvernement qui en profitait pour museler non seulement l'opposition norvégienne, mais rogner les libertés fondamentales dans l'ensemble de l'hémisphère occidental. Des intellectuels dont le seul crime consistait à réfléchir librement et à exposer des sujets tabous, interdits par des politiques opaques, étaient jetés en pâture triomphalement par une presse docile. Les invectives anachroniques empruntées aux réalités politiques des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles vilipendaient des combats actuels menés avec beaucoup de courage dans des contextes totalement différents, minés par un terrorisme interne et externe occulté délibérément. Breivik qui par son acte pensait préserver l'héritage européen, l'avait au contraire trahi par un

terrorisme aveugle. D'ailleurs je crois qu'il voulait obtenir la gloire et le modèle palestinien lui semblait le plus approprié.

Que ce soit dans *Le Courrier*, *Libération*, *Le Monde*, le *New York Times* ou ailleurs, les mêmes poncifs reprenaient en boucle et pêle-mêle les termes obsolètes de fasciste, néo-nazi, raciste, extrême-droite, tous regroupés, quelles que soient leurs différences, dans la même famille d'« islamophobes », pour imposer la censure de la charia. Intellectuels, politiciens, professeurs dispersés aux quatre coins du monde, croyants ou athées, vivant dans des univers de pensée et d'activités différents, ils étaient tous globalement responsables du massacre perpétré par Breivik inspiré du djihadisme palestinien approuvé par la Norvège. Quiconque critiquait le djihad, ou même étudiait son fondement idéologique, son déroulement historique, osait citer ses textes fondateurs ou les discours des imams illustres de l'Azhar, était conspué et jeté dans les bas-fonds d'une perversité inhumaine par l'Autorité Suprême de la Pensée Soumise.

Si l'on croit, conformément à la logique rationnelle européenne, que l'enchaînement des effets remonte à des causes, que dans les affaires humaines celles-ci s'inscrivent dans des principes, des choix, des décisions et dans leur réalisation – c'est-à-dire si l'on croit qu'il existe une corrélation entre la situation actuelle des sociétés européennes et les décisions politiques prises en amont par les dirigeants responsables de leur exécution et si l'on produit des documents officiels attestant ces décisions et les ordres d'exécution, l'on est alors traité de conspirateur. L'Autorité Suprême prétend que tout est fortuit, qu'il n'y a rien à voir ni discuter, que le bétail humain, esclave du hasard aveugle, doit renoncer à sa spécificité suprême : la raison. Ainsi Breivik devenait l'homme providentiel d'une répression internationale criminalisant tout blasphème contre la dictature du prêt-à-penser<sup>120</sup>.

Je ne m'attardai pas longtemps sur cette campagne répugnante pour me consacrer davantage à David dont la santé se détériorait malgré tous nos efforts. Mais je dus répondre à un article venimeux du quotidien genevois *Le Temps*, qui provoqua l'indignation de mes

120. Pour comprendre le pays des Quisling modernes, leur collaboration avec les ddjihadistes, leur haine d'Israël, qu'ils partagent avec leurs alliés, il faut lire l'excellent livre de Bruce Bawer, *The new Quislings. How the international Left used the Oslo massacre to silence debate about Islam*, Harper Collins, 2011.

amis et d'inconnus connaissant mon travail. Ils envoyèrent au journal de nombreuses lettres scandalisées dont une seule fut publiée avec mon droit de réponse obtenu uniquement par voie d'avocat.

David eut encore des joies avant de mourir. En 2011 il sut que son livre *Mural* serait publié par nos amis René et Astrid van Praag, et que *l'Exil* serait traduit et publié en anglais. Il apprit cette nouvelle d'amis venus exprès d'Amérique pour la lui annoncer. Aussitôt il organisa avec Paul la traduction et put lire avant de mourir une bonne partie des documents traduits. Début mai 2012, nos amis américains revinrent et lui dirent que le livre serait traduit aussi en hébreu. David, très affaibli et amaigri, ne sortait plus mais il voulut aller au restaurant fêter cette nouvelle. Anticipant cette décision imprudente, j'avais prévu un repas à la maison et nous pûmes le convaincre d'y renoncer. Je préparai un dîner cérémoniel comme David les aimait : une table au salon couverte d'une nappe fine brodée achetée à Florence et des couverts de porcelaine ornés de palmettes dorés style empire choisis à notre mariage. David, comme autrefois, était descendu à la cave choisir son meilleur vin pour fêter cette nouvelle. Nous portâmes des toasts, David était heureux. J'aurais tout fait pour garder ce précieux moment dans mes mains comme une éternité.

Après leur départ nous montâmes nous coucher. La condition de David empira subitement dans la nuit mais craignant de ne plus revenir à la maison, serrant mes mains dans les siennes avec le peu de force qu'il lui restait, il me supplia de ne pas le prendre à la clinique. Quelles qu'en seraient les conséquences, je décidai de respecter son désir et de lui laisser la joie qu'il pouvait encore ressentir. Je le surveillai toute la nuit et le lendemain à la première heure, voyant qu'il ne pouvait se lever du lit, je téléphonai au médecin. Une ambulance vint nous chercher. Nous étions à la bibliothèque où je lui avais monté son petit-déjeuner, les stores tamisaient la lumière réfléchie par le lac. Il était si faible qu'il ne pouvait descendre les escaliers. Quand les infirmiers entrèrent pour l'emmener précautionneusement, David gardant le silence pour ne pas m'alarmer, jeta un long regard circulaire autour de lui. Il pressentait qu'il ne reviendrait plus. On l'emmena sur une civière, ce fut son adieu à la maison qu'il avait tant aimée.

À notre arrivée à la clinique, médecins et infirmiers l'entourèrent aussitôt, David les connaissait bien et se sentit soulagé et rassuré.

Il fut placé en urgence et le médecin accepta de me laisser dormir la nuit dans sa chambre. Pendant quinze jours, je ne le quittai plus, Ariane et ma sœur vinrent, j'anticipais le pire.

David rendit son dernier souffle dans mes bras alors que je lui jurais que jamais rien, rien ne nous séparerait, que nous continuerions à être toujours unis et ensemble.

Puis il y eut ce face-à-face inhumain avec la mort confrontant chaque instant de ma vie avec son néant, son gouffre où nul appel ne résonne, d'où ne vient nulle voix ni présence. Il y eut ces errances à sa recherche, ces retours dissimulés à la clinique pour capter un peu de sa présence dans les lieux et sur les personnes qu'il avait regardés, ceux qui l'avaient approché comme si je pouvais recueillir encore sur eux la subtile essence de son être. Et la culpabilité de l'avoir abandonné, de l'avoir laissé partir seul, sans le suivre... Je fermai la maison et me cloîtrai dans la solitude qui me restituait sa présence.

Retourner dans les lieux où j'avais été avec David... avancer errante, les yeux fixés sur un souvenir vers un rendez-vous funèbre, scrutant l'espace pour y retrouver le visage qui donnait au temps sa plénitude, à la vie sa beauté, quand dans l'insolent bonheur de la jeunesse tous les dons étaient un dû, frôlant sans les voir les vieux solitaires, au regard intérieurisé parce que leur avenir se résorbait dans le passé alors qu'ils gravissaient essoufflés le restant de leurs jours. Je croisais des couples, des familles dont l'agitation riieuse semblait venir d'un autre continent.

Pour matérialiser la présence de David flottant toujours auprès de moi dans toutes mes pensées et mes activités et pour le maintenir toujours vivant auprès de moi, je réalisai un album de photos exposant de la naissance à la mort les diverses facettes de sa vie si remplie. Une courte bibliographie de ses publications le complétait. Puis je l'offris en souvenir de David à la famille et à nos amis. Cette activité consacrée à sa mémoire, à notre vie commune et familiale ainsi qu'à ses activités professionnelles le faisant ressurgir de la mort me tira d'une léthargie dépressive. La vie avec le défunt continuait mais autrement. Malgré la mort nous pouvions être inséparables. Je le consultais dans toutes mes décisions et mes actions. De nature rétive et rebelle, je m'efforçais de me conformer à ce qu'il aurait voulu. Dans la grande maison silencieuse je n'étais plus seule, il m'accompagnait partout d'une présence immatérielle et souriante. Chaque objet me le rappelait et pour me diriger dans

ma nouvelle vie solitaire, je cherchais son approbation. Ariane, de son côté, consacra tous ses efforts au livre de son père, *Opération Mural*, et l'édita admirablement, comme elle le lui avait promis.

Je tâchais de garder la maison telle qu'il l'avait aimée. Le désordre que je reproduis avec mes feuilles, mes classeurs ouverts et éparpillés partout, mes lettres d'affaires, les devis, les paiements, les impôts que je gère à sa place, les téléphones que je perds, me rapprochent de lui. Là où je vais, il est avec moi, encore plus présent que sous sa forme corporelle. Nous ne nous quittons plus. Le dialogue est toujours là, dans les souvenirs, dans les pensées.

#### L'APRÈS-DAVID, LES SOUTIENS AMIS ET ...LES ENNEMIS

En automne je reçus une invitation pour participer le 2 décembre 2012 à un Symposium à Londres sur l'antisémitisme moderne en Grande-Bretagne, organisé par le *Journal for the study of antisemitism*. Comme je refusais, son éditeur Steven K. Baum répliqua : David n'aurait pas aimé que vous vous retiriez de toute activité. Cette remarque fut décisive et j'acceptai. Le Symposium était dédié à Maggi Eastwood et David G. Littman. Je devais y aller.

Ce symposium me paraissait parfaitement justifié car l'antisémitisme généralement était analysé dans le contexte européen du XX<sup>e</sup> siècle. Or en ce début de siècle il avait acquis plusieurs facettes qui en faisaient une haine mondialisée. Sa source n'était plus l'Europe, même si les États européens, et l'Union européenne en particulier, le finançaient abondamment et lui prodiguaient un soutien médiatique, culturel, politique et stratégique important. Sa source toutefois était l'Organisation de la Coopération Islamique dont les nombreuses commissions et sous-commissions infiltraient et s'imposaient dans tous les organismes internationaux. Ainsi l'UNESCO avait récemment placé les tombes des Patriarches à Hébron dans le patrimoine palestinien. Une décision confirmant la croyance musulmane de l'appartenance des personnages bibliques à l'islam (Cor. 2 : 120-136) et niant par conséquent la légitimité et l'antériorité du judaïsme et du christianisme dont il s'appropriait les origines.

L'UNESCO, organisation internationale, intervenait dans une dispute théologique et sa ratification de l'islamisation des patriarches hébreux consacrait une allégation contraire à tout rationalisme, soutenue seulement par le Coran. Cette décision comportait d'énormes conséquences, non seulement pour les Juifs mais également pour la Chrétienté dont les racines étaient islamisées. De plus elle attestait que le monde entier, musulman et non-musulman, reconnaissait la parole du Coran comme véridique supplantant toutes évidences historiques et rationnelles. C'était là une soumission supplémentaire aux critères de la charia, c'est-à-dire à une juridiction religieuse entravant les buts mêmes de l'UNESCO, la liberté culturelle.

Le nouvel antisémitisme mondial émergeait de l'idéologie djihadiste anticipant la destruction d'Israël considéré comme un peuple usurpant une histoire coranique, ainsi que le Coran le professe pour les juifs et les chrétiens. La stratégie et le droit djihadistes déterminaient les modalités de la guerre contre Israël. Le soutien prodigué par l'Europe entérinait soit un choix volontaire, soit une contribution extorquée par la menace sur des États vassaux. Cette situation s'était répétée dans le passé quand des États chrétiens n'obtenaient un armistice provisoire contre les razzias que par une contribution à l'expansion djihadiste sous forme de rançons destinées à la trésorerie de la guerre ou par l'envoi de mercenaires militaires chrétiens.

Les événements d'octobre-novembre 1973 illustraient clairement ces tractations quand sous la pression économique du boycott du pétrole et du terrorisme, la Communauté européenne mit le doigt dans l'engrenage en acceptant de reconnaître l'OLP et son chef Arafat. Les responsables européens connaissaient si parfaitement les dangers de l'islam que c'est précisément pour cette raison qu'ils créèrent des instruments dont l'objectif principal consistait à améliorer les relations de l'islam avec l'Occident. Ils savaient par conséquent que les lignes d'armistice de 1949, qu'ils s'efforçaient d'imposer à Israël, représentaient « les frontières d'Auschwitz » et que l'islamisation du patrimoine historique d'Israël et de la chrétienté qu'ils acceptèrent dans leurs déclarations en 1973 et en 1980 – toutes deux motivées par des enjeux économiques jugés vitaux – aggravait une délégitimation conduisant à la destruction de l'État hébreu. Ces décisions incorporent le cadre conceptuel et les normes islamiques dans la politique



européenne, qui recourait pour la justifier à la subversion du langage, aux falsifications historiques et à la victimologie des agresseurs.

Ce nouveau contexte modifiait la nature de la judéophobie et les instruments de sa propagation. Il exigeait de nouvelles définitions, de nouveaux concepts et des explications car les nouvelles formes de l'antisémitisme intégraient la théologie, le droit, l'histoire islamique et la judéophobie djihadiste. En conséquence l'analyse et les schémas traditionnels fondés exclusivement sur l'antisémitisme chrétien étaient désormais inadéquats.

Le langage également différait. Autrefois violent et criminalisant, il devenait en Europe compassionnel, expurgé des invectives passées. Maintenant l'Europe aimait Israël et c'est pourquoi elle le dirigeait vers un suicide assisté... avec bonté. Certes l'Amérique de Obama et l'Europe proclamaient le droit d'Israël à se défendre, mais ils lui interdisaient de l'utiliser.

Non seulement le langage et la nature de la judéophobie avaient changé, mais également son mode de diffusion par des réseaux transnationaux. L'antisémitisme aujourd'hui était une énorme industrie produite par des États, circulant autour du globe par la diplomatie, la politique, la culture, les ONG, l'éducation et les médias, engouffrant des milliards d'euros et de dollars. Des *think tanks* et des dialogues multireligieux se consacraient à la diabolisation d'Israël avec des clichés créés dans les années soixante-dix et qui inconsciemment imprégnaient la pensée occidentale de concepts et de culture islamiques.

À la fin du symposium Steven Baum me remit le Best Book Award pour le livre *Europe, globalization and the coming universal caliphate*, « en reconnaissance pour toute une vie de contributions académiques à l'étude de l'antisémitisme ». Après la campagne venimeuse contre moi, ce prix auquel j'associai David dans mes remerciements me reconfortait. Dans le public, les plus violents pro-palestiniens et antisionistes étaient des Juifs anglais.

Puis je reçus un message d'Angelo Pezzana, que nous avons connu à Turin. Libraire, journaliste et téméraire défenseur d'Israël, il voulait organiser une soirée en hommage à David et m'invitait à Turin pour présenter le film *Opération Mural*, le 10 septembre 2013. Une fois de plus je ne pouvais m'y dérober. Partir à Turin sans David, affronter les gares, les foules et le retour à la vie sans lui m'obligea

à sortir de mon traumatisme. Je rencontrai du monde, des inconnus qui aimaient Bat Ye'or et m'entourèrent de leur affection.

Je retournai à Turin le 19 Mars 2015 comme hôte d'honneur de l'Association Italia-Israele. Ugo Volli, professeur de philosophie et de sciences de l'Éducation à l'université de Turin, fit une présentation très élogieuse de mon travail. Volli avait tenu une rubrique défendant Israël durant des décennies et en 2016 il publia avec Angelo Pezzana un ouvrage monumental : *Israël, journal d'un siège, la chronique ponctuelle de comment le terrorisme, la politique internationale et les médias collaborèrent pour combattre la seule démocratie du Moyen-Orient* (Proedi Editore, Milan). Et à nouveau des inconnus, hommes et femmes, me témoignèrent une amitié qui m'emplit de confusion.

Entre-temps les guerres tribales intermusulmanes au Levant et au Maghreb, l'émergence d'un califat et le rétablissement des lois de la dhimmitude pour les non-musulmans, longuement décrites dans mes livres, se chargèrent de prouver la véracité de mes analyses. Les principales victimes furent les communautés chrétiennes désarmées par les dénis des Églises et des puissances occidentales alliées avec leurs oppresseurs par le pacte de 1973.

Mes chers amis de CSI (Christian Solidarity International) me demandèrent de participer à leur cycle de conférences sur l'avenir des chrétiens dans les pays musulmans. Que dire que je n'eus déjà écrit, prouvé, annoncé ? Ces clergés dhimmi avaient été des aiguillons de haine contre Israël parmi leurs frères occidentaux. Maintenant ils recevaient le salaire de leurs mensonges. Mais on n'écrase pas un ennemi à terre, on lui tend la main et on le soigne. N'avais-je pas vu, dès le début, le visage du chrétien dans celui du juif ? N'était-ce pas lui qui étrangement avait guidé ma main dans ces millions de journées de travail solitaire ? N'était-il pas mon frère, mauvais le plus souvent, mais mon frère tout de même que je voulais encore aider ?

Malgré la désinformation de la presse, l'opinion publique européenne aidée par les réseaux de ré-information d'internet et confrontée à l'invasion islamique, à l'insécurité et au terrorisme interne et externe, à la gabegie des gouvernements, commençait à gronder. Pour juguler la menace des frondeurs et réduire le risque de représailles terroristes, les gouvernements de l'UE aux abois, utilisèrent des mesures de rétorsion contre leurs propres concitoyens. Il y avait bien encore Israël que

L'on pouvait livrer à la Palestine pour apaiser l'islam et continuer l'islamisation du patrimoine religieux juif et chrétien, mais ces manœuvres augmentèrent le discrédit des élites gouvernementales.

En 2013 RVP Press publia mon livre *Understanding dhimmitude*. Malgré les attaques réitérées contre moi, j'étais heureuse de mettre à la disposition du grand public les éléments historiques et juridiques fondamentaux qui régissent l'existence de millions de personnes durant plus d'un millénaire sur trois continents. Aujourd'hui ces mêmes principes islamiques, soutenus par plus d'un milliard d'individus, constituent l'une des plus grandes forces politiques de notre globe. L'émergence du califat islamique en Irak et Syrie et l'application rigoureuse de la charia actualisaient la véracité de mes analyses.

Les organisations Spiro Ark, Harif et la Synagogue de Hampton Garden à Londres m'invitèrent pour le lancement de mon livre. Je le présentai comme un voyage explorant une histoire sombre et nébuleuse qui exigeait le courage d'affronter la face perverse du comportement humain. Le public était clairsemé, peu de Juifs avaient jugé bon de se déplacer pour comprendre la catastrophe qui frappait de plein fouet le judaïsme anglais. Lyn Julius me présenta et parla de l'opprobre que me valut mon travail historique et pionnier de la dhimmitude.

Je savais que Lyn, dont les parents étaient originaires d'Irak, était très active dans Harif, organisation de Juifs des pays arabes. Les enfants de la génération des réfugiés avaient réussi là où leurs parents avaient échoué avec WOJAC : obtenir d'Israël la reconnaissance officielle des réfugiés juifs des pays arabes. Le 23 juin 2014 sous le gouvernement de Netanyahu, la Knesset passa une loi fixant au 30 novembre la commémoration de ces réfugiés juifs.

Mon activité principale, cependant, consistait à accélérer la publication de la version anglaise de *l'Exil*. Paul Fenton voulait le remanier et apporter des changements dans les textes écrits par David. Je m'y opposais résolument. La mort avait mis un sceau d'imprescriptibilité sur ses écrits et rien désormais ne pouvait y être changé sans attenter à sa mémoire. Les modifications auraient dû être discutées avec lui, de son vivant et non décidées après sa mort. David avait toujours défendu mes écrits et aujourd'hui il m'incombait de le défendre. Le livre fut publié en 2016, cinq ans après les premières traductions lues par David.

Entre-temps Princeton University Press et Albin Michel publièrent simultanément en 2013 une histoire encyclopédique des relations entre musulmans et juifs des origines à nos jours, rédigée par des universitaires sous la direction d'Abdelwahab Meddeb et Benjamin Stora. Le livre, en français et en anglais, bénéficia d'une publicité considérable dans la presse et à la télévision où la chaîne Arte lui consacra quatre épisodes. Malgré les noms prestigieux qui s'y affichaient, dont celui de Mark Cohen, les dénis, les à-peu-près, les omissions l'inscrivaient dans le courant de désinformation idéologique promu par l'Union européenne. Je reçus un mail de Rudi Roth en Belgique m'apprenant que *Pardès*, sous la direction de Shmuel Trigano, préparait un dossier dénonçant la réécriture politiquement orientée de ce livre. Il m'invitait à m'y joindre d'autant plus que Mark Cohen reprenait sans rien y changer un article de 1986 basé sur une analyse sommaire du *Dhimmi*, en guise d'arguments pour m'ôter toute crédibilité. Le volume de *Pardès* publié en 2014 comptait de nombreux et excellents auteurs, dont les articles dénonçaient brillamment toutes les défaillances et les non-dits du volume de Meddeb et Stora.

Mes travaux sur Eurabia, la divulgation de documents dans des articles parus sur le site *Dreuz* avec des faits et des noms renforcèrent la vindicte médiatique. Je ne tardai pas à remarquer ses effets. Des livres, des articles me plagiaient omettant mon nom – un nom nuisible, interdit par la police de la pensée. Les intellectuels agréés se tenaient à distance de moi, je contaminais. Certains regards m'observaient avec une sorte d'effroi. Je portais désormais la souillure de l'opprobre. Je n'étais pas la seule d'ailleurs, tous ceux qui professaient des opinions contraires à la *doxa* imposée par les réseaux de l'UE subirent l'incitation à la haine. Je ne réagis pas à ces attaques. J'étais ailleurs... beaucoup plus loin, hors des événements. J'observais avec une certaine distance mon nouveau statut de paria, évocateur des signes discriminatoires avilissant les dhimmi, ces vêtements, ces couleurs, ces chaussures, ces ceintures exposant la visibilité de la souillure. Je portais l'étoile jaune de mes livres. Et soudain je me sentis fière. Fière d'appartenir au peuple de l'étoile jaune, au peuple d'esclaves qui le premier s'était dressé contre la tyrannie au nom de la liberté et de la dignité de l'homme. Mon œuvre avait été criminalisée parce qu'elle prenait sa place dans les trois mille ans d'histoire du peuple à la nuque roide qui déployait derrière moi sa force et sa richesse. L'Europe s'effondrait, retournait à la barbarie des années trente, tolérant

les tueries d'innocents dans ses propres rues, comme si à nouveau la vie humaine n'avait plus de valeur, comme si n'importe qui pouvait venir et s'octroyer le droit de tuer. L'injonction : Tue ! remplaçait : Tu ne tueras point. Rien ne changerait... le passé revenait. Parce qu'en haut lieu, on avait voulu faire revenir ce passé-là. On l'avait choisi...

Et puis il y eut ces attentats à Bruxelles, à Paris... je n'en fus pas étonnée. C'était dans la logique et la normalité des politiques menées. Même l'incroyable maîtrise du gouvernement de François Hollande pour contrôler et récupérer l'indignation du peuple ne me surprit pas. Ce fut le grand spectacle d'un témoignage d'amour pour l'islam afin de rassurer et amadouer les terroristes d'ISIS. Rien ne pouvait changer. Et parce que rien ne pouvait changer, les gouvernements attaquaient leurs propres concitoyens, libérés de leurs ceillères et réclamant le changement. Parce que eux croyaient qu'ils pourraient changer la politique. Ils croyaient que l'ignorance de l'islam avait fourvoyé les politiciens et qu'il suffirait de leur expliquer les problèmes pour modifier les politiques. Ils ignoraient que c'était une parfaite connaissance des réalités islamiques qui avait délibérément dicté ces choix.

Début 2015, mon éditeur Olivier Véron me parla du dernier livre de Michel Houellebecq, *Soumission*, qui me mentionnait. Je n'avais rien lu de cet auteur. Toute la presse en parle, me dit-il, vous devez le lire<sup>121</sup>. Arrivée à la fin du livre, je m'aperçus que l'auteur, avec un extraordinaire talent, avait dressé par petites touches comme un peintre pointilliste, le portrait d'Eurabia.

L'Union des Patrons et des Professionnels Juifs de France (UPJF) m'avait invitée à participer à Paris au grand colloque annuel que l'UPJF organisait le 8 mars 2015 sur le thème « Politique étrangère de la France : son rôle dans la lutte contre le terrorisme et l'antisémitisme ». Là aussi je reçus le Prix du courage politique et quand je remerciai en évoquant le soutien permanent de David, la salle applaudit.

De son côté Lindau m'avait demandé un manuscrit ; justement je travaillais sur le recueil de mes conférences sur Eurabia et je le lui envoyai. Après l'avoir traduit en un temps record, il le publia au printemps 2015. Je

121. Cf. notamment Jean Birnbaum, « Houellebecq et le spectre du califat », *Le Monde* du 8 janvier 2015 ; et Olivier Véron, « Ceci n'est pas un roman de Houellebecq », *Les provinciales* (lettre), n°87 du 15 février 2015 (accessible sur [www.lesprovinciales.fr](http://www.lesprovinciales.fr)).

reçus une invitation d'une organisation italienne, Impegno Civico (Devoir civique) pour donner une conférence en novembre 2015 à Modène et Bologne. Je profitai de ce voyage pour faire un crochet par Rome et revoir mes amis Roberto di Mattei, sa femme et Virginia Coda Uniate qui m'avaient souvent invitée à parler, motif de la fureur de Kalinowski. J'y donnai une conférence avant de partir à Bologne la magnifique.

Mes hôtes étaient des psychologues, hommes et femmes des plus charmants, qui rendirent mon séjour on ne peut plus agréable soit en m'accompagnant dans mes visites touristiques à Modène et à Bologne, soit en m'initiant aux délicieuses spécialités culinaires de la région. Je m'aperçus alors que les détails personnels de notre vie, que je donnais incidemment dans ce livre, avaient impressionné mes gracieuses guides, les incitant à prévenir mes demandes. Après ma conférence, je fus honorée de recevoir du Président, Giancarlo Mengoli, le Prix 2015 de Impegno Civico, pour « *il coraggio della parola libera* » avec une inscription que je traduis de l'italien : « À Bat Ye'or on doit reconnaître d'avoir été la rigoureuse, indépendante et première investigatrice isolée du phénomène de l'expansion islamique, qui aujourd'hui implique l'Europe de manière dramatiquement croissante ». Devant une salle comble on me remit un document et une statuette de bronze du divin Dante dont la base portait l'une de ses phrases : *la Vérité va vers celui qui la cherche*. Recevant tant d'honneurs, je regrettai une fois de plus l'absence de David. Qu'il aurait été fier !

Après toutes les turpitudes dont on m'avait couverte et la profonde dépression causée par le départ de David, cet honneur me toucha profondément. J'expédiai les photographies de la statuette à mes sœurs et à Ariane. Le trophée prit place au salon parmi les bouddhas et les photos de David. À la bibliothèque j'alignai au-dessus de la cheminée les prix reçus par David et moi-même et certaines lettres émouvantes de remerciements d'enfants juifs placés dans un orphelinat et envoyés par David en Israël, à leur requête. C'était ma réponse à toutes les injures. Malgré sa discrétion puisque personne n'entraîna plus chez moi, cette réponse satisfaisait mon ego.

La campagne diffamatoire continue aujourd'hui encore. Dans *The London Times* (31 janvier 2017<sup>122</sup>), Ben Hoyle écrivait que mon travail

122. <http://www.thetimes.co.uk/edition/news/talk-of-islamist-no-go-zones-played-on-american-fears-32ml778fw>

## Retour vers Eurabia

avait été décrit comme incitation à la haine et qu'il influença Houellebecq et Anders Breivik, l'assassin de soixante-dix-sept personnes. Ben Hoyle, en bon journaliste, ne sait lui-même de quoi il parle et se contente de dire qu'il « a été décrit comme », mais par qui et sur quelles bases ? Voilà bien une véritable incitation à la haine se dissimulant derrière l'anonymat.

Le 16 mars 2017 le Pears Institute for the Study of Antisemitism, Birkbeck à l'université de Londres invitait Reza Zia-Ebrahimi du Kings College, Londres, à parler dans la salle Dreyfus à un déjeuner-séminaire sur le sujet : « Quand les Sages de Sion sont relogés dans Eurabia : conspiration, racialisation dans l'antisémitisme et l'islamophobie<sup>123</sup> ». Ebrahimi, naturellement, compare *Les Protocoles des Sages de Sion* et mon livre *Eurabia : the euro-arab axis*. Il dénonce une similitude entre l'antisémitisme qui conduisit à un génocide et la simple étude historique du djihad et de la dhimmitude, c'est-à-dire une idéologie de conquête planétaire. Par ce subterfuge Ebrahimi manipulait une fois de plus l'histoire juive pour étayer la victimologie islamique. Après une telle démonstration à un public juif tout acquis, il n'est pas étonnant que Dave Rich se soit livré à des remarques insultantes à mon égard. Dans sa recension du dernier livre édité par Robert Wistrich<sup>124</sup> qui regroupait de nombreuses conférences, dont la mienne, il déclara après une grossière pseudo-analyse de mon texte, que non seulement ma « thèse » n'avait aucun sens, mais qu'elle était offensive et « rabais-sait ce livre des plus sérieux » (« *Ye'or's thesis is not just nonsense ; it is offensive nonsense that debases this mostly serious book*<sup>125</sup> »).

Jamais je n'aurais pensé qu'un Anglais pût descendre à un tel degré de dhimmitude ! Pauvre Robert, lui qui m'avait tant soutenue et invitée à cette conférence... Mais ces commentaires et ces attitudes, émanant de la peur et de la flagornerie, n'ont aucune importance sinon pour prouver l'abaissement de leurs auteurs.

123. <https://www.eventbrite.co.uk/e/when-the-elders-of-zion-relocated-in-eurabia-lunchtime-seminar-tickets-31883804317> (consulté le 16/3/17).

124. Robert Wistrich éd., *Anti-judaism, antisemitism, and delegitimizing Israel*, SICSA, Université Hébraïque, Jérusalem, Israël.

125. [http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/23739770.2017.1315682?tab=per\\_missions&scroll=top](http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/23739770.2017.1315682?tab=per_missions&scroll=top) (consulté le 30/6/17).

Toutes ces activités me donnaient un goût de déjà-vu, j'étais mêlée à des événements mais sans vraiment y être. Je parlais, donnais des conférences mais enlisée dans un état second, rattachée encore à la mort par d'invisibles liens que je me refusais à rompre. Ma profonde dépression brouillait mes perceptions, déstabilisée et incapable de penser j'avais dans une réalité confuse. Maintenant je remplaçais David, moi qui m'effaçais derrière lui, le laissais décider de tout, même de mes coups de téléphone et répondre toujours à ma place, éconduisant mes amies et dirigeant ma vie. Soudain je devenais une personne, je n'étais plus une ombre, des inconnus attendaient de moi des décisions. Il me semblait lui voler ce rôle par une sorte d'imposition. Je me tournais vers lui, le consultais en vain dans mes insomnies, puis, le temps passant, forcée dans certains cas à l'intransigeance, il me semblait discerner quelque part, flottant autour de moi, le sourire de David, indulgent et amusé. Sa satisfaction éclairait ma journée, il aurait été fier de moi, pensais-je, et m'aurait approuvée. Peut-être avait-il voulu que j'assume ce rôle et m'avait-il fait confiance.

Ce fut à cette époque qu'un inconnu à nouveau me contacta. Il avait des documents sur Eurabia et désirait me les transmettre. Au début je ne m'y intéressais pas, voulant me désengager du sujet. Eurabia pour moi était le passé. Je devais construire l'après David et voulais terminer le manuscrit anglais *Understanding Eurabia*, que l'éditeur transformait totalement. Et puis... il y avait Adolphe... Je ne pouvais cependant oublier la proposition de l'inconnu et finalement je lui téléphonai pour lui donner rendez-vous à Paris. Mais je renonçai à y aller. J'étais lasse, déambulant dans un temps de cendres dépourvu d'avenir. Après plusieurs mois je le contactai à nouveau. Entre-temps il avait fait un important travail et numérisé les documents. Il m'en envoya quelques-uns, je ne les avais jamais lus. Certains étaient



des photocopies des bulletins Eurabia, organe de liaison du Comité de Coordination des Associations d'Amitié avec le Monde Arabe.

Ces textes apportaient un éclairage inattendu, comme les réponses bienveillantes des Premiers ministres des Neuf à la lettre du Comité Eurabia du 25 janvier 1974 signée par Lucien Bitterlin (Secrétaire Général) et John Reddaway (Trésorier). Celle du Premier ministre français, Pierre Messmer, prend acte « *de la satisfaction ressentie par le Comité Européen de Coordination des Associations d'Amitié avec le Monde Arabe (EURABIA) à la suite de la déclaration des Neuf, du 6 nov. 1973* ». Comme vous le savez, écrivait-il aux signataires représentant le Comité Eurabia, la teneur de cette déclaration fut réaffirmée à la réunion des chefs d'État européens à Copenhague le 14 décembre. Tiens... tiens... le Premier ministre est parfaitement au courant de ces Associations et de l'existence d'un Comité Eurabia ! Alors je n'avais pas inventé de conspiration pareille à celle des Protocoles des Sages de Sion comme on m'en accusait. De plus chaque Premier ministre des Neuf prend la peine de répondre à ce comité Eurabia. D'ailleurs le ton rassurant et amical de la missive de Messmer, datée du 9 mars 1974, me frappa par son aménité comme s'il s'agissait d'une connaissance dont on partage les vues politiques. Le ministre exposait la position française et notamment son exigence d'inclure la question palestinienne dans le règlement de paix, clause inexistante dans la Résolution 242 (de l'ONU). Poserait-on la même condition au sujet des réfugiés juifs du monde arabe ? Ceux-ci n'avaient attaqué aucun pays arabe et néanmoins ils avaient subi des massacres, des viols, des confiscations, des emprisonnements et une discrimination qui les avaient forcés à s'expatrier définitivement. La Résolution 242 mentionnait les deux vagues de réfugiés causées par les guerres arabes, pourquoi en privilégier une seule ?

« *L'Europe des Neuf, écrit Pierre Messmer, va engager avec le monde arabe – cela résulte de la réunion des Ministres des Affaires étrangères européens le 4 mars à Bruxelles – un dialogue qui portera sur l'ensemble des relations avec lui, notamment dans les domaines de l'économie, de la technologie, de la culture, des affaires sociales, etc.* »

Nous y voilà : c'est la pierre angulaire sur laquelle s'édifiera tout l'édifice d'Eurabia. C'était bien ce que j'avais expliqué, citant des documents européens, arabes et américains.

Au-dessous de la lettre de Messmer, le Bulletin annonçait une réunion de Parlementaires Européens, membres du Groupe d'Amitié avec les Pays arabes, à Paris les 23, 24 et 25 mars. Les réponses des autres premiers ministres des pays membres de la Communauté européenne sont conformes aux positions françaises.

La lecture des documents me rappela la visite de Michel Darmon en 1969, son inquiétude dont le sens prémonitoire apparaissait trente ans plus tard. Après la volte-face du général de Gaulle en 1967, son ex-ministre de l'Information Louis Terrenoire rassembla la vieille garde d'intellectuels, de diplomates et de journalistes, certains encore nostalgiques de Vichy, réveillant bien des ardeurs et des espoirs. Même des résistants s'y laissèrent prendre. Car un démocrate peut haïr le régime raciste et totalitaire nazi, un patriote peut se battre jusqu'à la mort pour libérer son pays. Mais ces sentiments honorables peuvent s'associer à l'acceptation du statut discriminatoire millénaire des juifs européens ou au refus de leur souveraineté nationale dans leur patrie historique. Celui qui résiste au nazisme peut être aussi antisémite ou antisioniste. Cette évolution ne fut pas particulière à la France.

Dès fin 1967 fut créée l'Association de Solidarité Franco-Arabe (ASFA). C'est dans les articles de Louis Terrenoire publiés par l'ASFA en 1969 qu'apparaît cette subtile subversion des représentations qui confère un caractère toujours agresseur aux Israéliens, alors qu'ils furent constamment attaqués militairement par des États arabes et à défaut, harcelés par le terrorisme. Dans les mensuels *France-Pays Arabes*, Louis Terrenoire et Lucien Bitterlin rivalisent avec les « *résistance des patriotes palestiniens* » ; les « *victimes d'hier [les juifs] contre victimes d'aujourd'hui, l'injustice est en Palestine comme elle était il y a un quart de siècle en Europe*<sup>126</sup> » car les Juifs « *ont oublié les déportations hitlériennes et le martyrologe du peuple juif... Les voilà devenus occupants.* » Lucien Bitterlin se défend d'être antisémite : « *nous ne sommes pas contre les Israéliens, nous sommes pour les Arabes !* ». Mais ces Arabes-là voulaient la destruction d'Israël et le proclamaient ouvertement.

Dans *France-Pays Arabes* de février 1969, n°3, Louis Terrenoire de retour d'un voyage à Beyrouth et au Caire déclare : « *nous pouvons relever avec satisfaction que le renom de la France n'y a jamais été aussi*

126. Bitterlin dans *France-Pays Arabes*, numéro spécial Palestine, novembre 1968, n°1.

grand. Parce qu'en défendant les peuples arabes victimes de l'agression, notre pays a bien servi la justice et la paix. »

On remarque déjà l'inversion de la vérité. L'Égypte avait chassé les soldats de l'ONU du Sinaï, créant un *casus belli* et ses troupes coalisées avec celles de la Transjordanie et de la Syrie se massaient aux frontières d'Israël. Depuis cette époque le slogan « justice et paix » toujours utilisé en faveur des ennemis d'Israël signifie que l'exécution de la justice, suppression d'Israël, apportera la paix. C'est le sens de la justice islamique et nazie. Cette inversion se poursuit dans l'absolution des objectifs génocidaires des populations arabes, notamment palestiniennes assimilées aux victimes juives inoffensives du nazisme. Ces constantes insinuations s'accompagnent de la culpabilisation du droit d'exister du peuple d'Israël libéré de la dhimmitude et dont l'auto-défense contre le terrorisme et les assassins était identifiée au nazisme. Ce montage d'opprobre et de propagande constitua la colonne maîtresse de ces associations de solidarité. Il est curieux de voir que des juifs israéliens de gauche y ont volontiers participé, comme par exemple Israël Shahak ou l'association B'tselem dont les articles servaient d'abreuvoir aux publications de la Ligue arabe et des antisionistes européens. Récemment NGO (Non-governmental Organizations) Monitor révéla les millions payés à B'tselem par de nombreux États européens et la Commission européenne afin de désagréger Israël de l'intérieur<sup>127</sup>.

La campagne anti-israélienne s'exprima dès 1969 dans le vocabulaire occidental familier au public européen : colonisation, résistance, occupation – mots totalement étrangers à la culture politique islamique régie par les concepts d'*Oumma*, *dar al-islam*, *dar al-harb*, *harbi* et *kuffar*. On observe dès 1968, une fois de plus ce glissement intentionnel visant à subvertir l'interprétation d'une réalité par la confusion délibérée des contextes, l'un habilement substitué à l'autre. Car l'occupation nazie avait soulevé d'enthousiasme le monde arabo-musulman, faisant d'Hitler l'espoir de ses foules. Celles-ci avaient fourni des légions SS de musulmans arabes qui se joignirent à ceux

127. NGO Monitor, « Israeli NGO Funding Database – Annual Report » : <http://www.ngo-monitor.org/annual/> ;

« Consolidated Palestinian NGO Funding Database », <http://www.ngo-monitor.org/reports/palestinian-ngo-funding-data-base/> ;

« Government Funders », <http://www.ngo-monitor.org/funders/government/>.

d'Europe et d'Asie, rassemblés sous la guidance religieuse du leader palestinien al-Husseini représentant le nationalisme arabe et les Frères musulmans. Comment s'étonner du déni de la Shoah par Mahmoud Abbas et ses collègues de l'Autorité palestinienne, puisqu'ils s'inscrivent dans la ligne de leurs prédécesseurs ? Ligne qui, précisément, encouragea l'Allemagne hitlérienne dans ses projets génocidaires approuvés par le mufti qui voulut s'assurer de l'aide du III<sup>e</sup> Reich pour procéder de la même façon avec les Juifs des pays d'islam.

Amin Al-Husseini (1895-1974) fut le représentant palestinien de la confrérie des Frères musulmans créée en 1928 par l'Égyptien Hassan al-Banna. Nommé mufti de Jérusalem, puis chef du Haut Comité Arabe, al-Husseini ne cessa d'exploiter la haine antisémite théologique et de fomenter des pogromes et des massacres de Juifs dans la Palestine sous mandat et dans les autres pays musulmans. Homme d'influence, il rallia les masses arabo-musulmanes à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste. Hitler, par son programme raciste d'élimination du judaïsme devint son héros et reste encore aujourd'hui le chef adoré de très nombreux arabes.

En novembre 1937, al-Husseini envoya à Berlin son homme de confiance porteur d'un message pour Hitler. Dans leur livre très documenté sur les affinités idéologiques, religieuses et politiques rapprochant les nazis et les Arabes, Cüppers et Mallmann mentionnent la teneur de ce message. Le mufti promettait, contre le soutien idéologique et matériel de son mouvement arabe « la préparation d'une atmosphère arabe pleine de sympathie à l'égard de l'Allemagne qui serait même perceptible en état de guerre ; la propagation du national-socialisme dans le monde islamo-arabe » et l'aide arabe dans « la lutte acharnée contre la création d'un État juif en Palestine<sup>128</sup>. » Selon les auteurs il s'agirait d'un engagement secret avec l'Allemagne qui aiderait les Arabes à détruire les Juifs dans les pays arabo-musulmans. Le 26 août 1940, le mufti renouvela sa requête par son émissaire à Berlin. Il demandait à l'Allemagne et à l'Italie fasciste de reconnaître l'indépendance des pays arabes et leur droit de « résoudre la question juive selon l'exemple allemand et italien<sup>129</sup> ». Le mufti

128. Martin Cüppers et Klaus-Michael Mallmann, *Croissant fertile et croix gammée. Le III<sup>e</sup> Reich, les Arabes et la Palestine*, trad. de l'allemand par Barbara Fontaine, Verdier (histoire), 2009, p. 64. Voir aussi Eliahu Ben Elissar, *La diplomatie du III<sup>e</sup> Reich et les Juifs 1933-1939*, Julliard, Paris, 1969, p. 207.

129. Cüppers et Mallmann, p. 92.

ambitionnait d'être reconnu comme leader des peuples arabes et assimilait la cause arabe à l'extermination des juifs. Il avait des relations d'amitié avec les nazis et partageaient avec eux des objectifs communs, encourageant la poursuite de la Shoah<sup>130</sup>. Le Secrétaire général aux Affaires étrangères allemand Ernst Freiherr von Weizsäcker accueillait favorablement ces propositions et élaborait une réponse approuvée par le Führer<sup>131</sup>.

Durant la seconde Guerre mondiale, l'espoir d'une conquête nazie de tout le Proche-Orient enflammait les masses arabes. Le mufti fomenta avec l'Irakien nationaliste Rashid Ali al-Kailani et des officiers de l'armée irakienne un soulèvement populaire pour installer en Irak un gouvernement pro-nazi. Les Anglais réprimèrent l'insurrection qui se solda par un massacre de Juifs durant deux jours. (*Farhud*, 1<sup>er</sup>-2 juin 1941). Le mufti et al-Kailani s'enfuirent en Iran puis à Berlin. Le 28 novembre 1941, alors que la victoire probable de Rommel stationné aux portes de l'Égypte ouvrirait tout l'espace arabe aux nazis, le mufti eut un entretien avec Hitler. À nouveau il se déclara prêt à fomenter dans le monde arabe des révoltes anti-anglaises et antijuives et à collaborer avec les nazis dans différents domaines. Hitler lui exposa son plan d'élimination des Juifs d'Europe et dans les pays extra-européens, auquel le mufti souscrivait totalement<sup>132</sup>.

Dans l'après-guerre la résille de liens et de solidarités tissés dès les années 1936 entre les régimes fasciste et nazi avec le monde arabo-musulman – dont al-Husseini, représentant la Palestine arabe en est l'emblème – continua à s'activer, mais dans l'ombre. Le mufti demeura en contact avec la France qui l'avait soustrait au Tribunal de Nuremberg et l'avait laissé filer vers Beyrouth. Il connaissait bien les hommes de Vichy puisque les unités SS musulmanes faisaient leur formation en France dans la région du Puy en été 1943<sup>133</sup>. Des camps d'entraînement existaient en France pour des soldats arabes du Maroc, d'Algérie, de Tunisie, de Palestine, d'Irak et d'Iran confiés à la supervision des proches du mufti<sup>134</sup>. Al-Husseini qui militait

130. *Ibid.* ; pp. 134-137.

131. *Ibid.*, pp. 92-93.

132. Pour cet entretien voir Cüppers et Mallmann, pp. 127-129.

133. *Ibid.*, p. 258.

134. *Ibid.*, p. 255.

pour un rapprochement franco-arabe, réitéra à la France ses propositions d'alliance entre l'Europe et le monde musulman, comme il l'avait fait avec Hitler, contre Israël, l'Angleterre et les États-Unis durant la guerre, promettant à de Gaulle une position privilégiée pour la France si elle se retirait d'Algérie<sup>135</sup>. Après la guerre israélo-arabe de 1967, la victoire d'Israël qui lui donnait le contrôle des Lieux saints chrétiens servit de prétexte à la volte-face française.

La thèse française consistait à faire garantir par les quatre grandes puissances le *Statu quo ante*, c'est-à-dire à forcer Israël à abandonner des territoires en Judée et Samarie envahis militairement et illégalement lors de la guerre de 1948 et occupés par deux États arabes qui les avaient vidés de leur population juive. La politique arabe de la France inspira à Louis Terrenoire cette prophétie : « *l'avenir sera dominé, au Moyen-Orient, par le fait national palestinien*<sup>136</sup>. » Un fait national qui s'était manifesté en 1969 par la bouche de la France ! car le « fait national palestinien » fut au début, principalement quoique pas seulement une création française lui permettant de jouer un rôle déterminant au Moyen-Orient et sur les Lieux saints.

De retour de leurs nombreux voyages au Proche-Orient, notamment en Égypte et Syrie où résidaient des criminels nazis, les représentants de l'ASFA ne cessaient d'insister à la radio, à la télévision, dans la presse sur la nécessité pour la France de continuer sa politique d'amitié et de coopération avec les peuples arabes. Ils soulignaient combien la politique française était appréciée, et l'importance de maintenir l'embargo sur les armes à destination d'Israël. Ce mouvement cependant ne se limitait pas à la France.

Certes il y eut une forte résistance au retour de l'antisémitisme. Nombre de Français, de Suisses, d'Anglais, d'Italiens, ne s'y trompèrent pas et en furent scandalisés. Terrenoire d'ailleurs est outré des accusations d'antisémitisme. Et en effet dans les réunions euro-arabes, les délégués européens répondent aux reproches impatientes de leurs collègues arabes, en alléguant les précautions nécessaires pour éviter de heurter une opinion publique encore favorable à Israël.

135. Henry Laurens, « Le Mufti et la France de la IV<sup>e</sup> République », in *Revue d'Études Palestiniennes*, Paris, automne 2001, n° 81, pp. 70-87.

136. *France-Pays Arabes*, décembre 1968-janvier 1969, n°2.

Dans leur conclusion Cüppers et Mallmann déplorent la tendance visant à minimiser ou même nier l'antisémitisme du mufti et du monde arabe, à occulter leur adhésion au projet génocidaire d'Hitler ainsi que l'extension de la collaboration arabe et islamique à tous les niveaux au cours de la seconde Guerre mondiale. Il est clair que cette tendance s'inscrit dans le contexte de l'après-guerre et surtout de l'alliance européenne avec l'OLP visant à exonérer son combat djihadiste contre l'État d'Israël en le parant du martyrologe juif sous les nazis. Dès 1969 toute la propagande française reprise en 1974 par les organes du Dialogue euro-arabe, les Associations d'amitié avec le monde arabe, les Comités Eurabia, rassembla les nostalgiques du nazisme et leurs collaborateurs.

En France le narratif islamo-palestinien permit la poursuite de la même politique, il rendait son honneur à l'Église selon les plus fanatiques et souillait Israël, dont les exploits militaires humiliaient une caste gouvernementale ressassant l'affaire Dreyfus, ses déroutes militaires de 1940-45 et la décolonisation. Les discours spécieux, l'obsession de la Shoah avec le travestissement des Israéliens en nazis et des Arabes palestiniens qui avaient collaboré avec les SS, en innocentes victimes juives, caractérisent le crypto-nazisme de l'après-guerre diffus à tous les échelons de l'UE.

Le militantisme antisioniste et pro-arabe des médias qui se développa en France d'abord après la victoire d'Israël en 1967, portait les germes d'Eurabia que nous voyons aujourd'hui. Les opinions publiques les combattirent, mais soutenu par les gouvernements et le terrorisme, ce courant partait gagnant. Après la guerre du Kippour, qui se solda par une autre défaite des agresseurs égyptien et syrien, la CEE et la Ligue arabe s'unirent pour une stratégie commune contre Israël. Ce fut le Dialogue euro-arabe, période transitoire de gestation d'Eurabia. Au cours de ces décennies un courant intellectuel, politique et chrétien européen pro-sioniste s'indignait encore contre toute forme d'antisémitisme. Mais quand ces grandes voix s'éteignirent, il ne resta plus rien pour former les jeunes générations que le rouleau compresseur de la propagande des États, de la Commission européenne si sensible aux demandes de l'OCI et des nouveaux Européens issus de l'immigration. On peut suivre sur ces quarante dernières années ces transformations de la civilisation de tout un continent dont les crises actuelles ne sont que l'aboutissement.

## Épilogue

Aujourd'hui, dans cette vision rétrospective de ma vie, je dois reconnaître que je n'ai pas été à la hauteur de la tâche qui me fut dévolue par le destin ou le hasard. Je ne fus jamais cet infatigable combattant de terrain à l'agressivité virulente et sans réplique, celui qui cherche la confrontation pour terrasser l'ennemi, le brillant dissident humiliant son adversaire. Le combat politique de terrain exigeait une violence que je ne ressentais pas. Ma nature me faisait fuir le pugilat, mon ennemi était mon frère et confrontée à la méchanceté je n'avais d'autres réponses que le chagrin comme à Berlin. Ou comme à New York, quand sentant le désarroi de Riffat Hassan, j'adoucissais délibérément mon propos pour ne pas la blesser. Nature féminine ? maternelle ? non... une discipline intérieure refusant toute méchanceté me rendait inapte au combat politique. D'autres s'en chargèrent, ils avaient le courage, la disponibilité, la force, les qualités et les compétences qui me manquaient. Mes idées, mes livres furent des armes de vérité contre la haine et les mensonges. Ils frayèrent la voie libératrice non-violente de l'anti-djihad où juifs, chrétiens, musulmans, blancs, noirs, jaunes et d'autres nations pourraient se rejoindre. Ils ressuscitèrent des multitudes oubliées et déshumanisées, les remettant dans l'histoire pour leur rendre la dignité humaine que leur niait la politique subie.

Les guerres intra-musulmanes surgies en 2011 devraient servir de matière à réflexion. Guerres fratricides où des musulmans en massacrent d'autres selon les lois coraniques djihadistes. Aujourd'hui ils en sont eux-mêmes victimes. Pendant quatorze siècles ces mêmes guerres furent menées selon les mêmes règles contre des peuples désignés comme des singes (juifs) et des cochons (chrétiens) sans même parler des bouddhistes et des hindous. Ces villes détruites et fumantes, ces multitudes de réfugiés fuyant des



régions dévastées que nous voyons aujourd'hui à la télévision, sont décrites années après années dans les chroniques des peuples victimes du djihad et confirmées par les descriptions triomphantes encore plus réalistes des vainqueurs musulmans, dont les armées saccageaient et vidaient les territoires de peuples entiers emmenés en esclavage. Mœurs de l'époque – objectera-t-on – mais cette époque... le monde civilisé voudrait la terminer. Et d'abord libérer son étude de l'accusation de blasphème. Qui ne voit que sa glorification et sa préservation de toute critique favorisent sa perpétuation ?

Dans le monde musulman il n'existe guère d'œuvres critiques historiques ou religieuses semblables aux œuvres d'auto-critique analytiques occidentales. En Europe, ceux qui osaient évoquer l'histoire des victimes du djihad furent menacés. Les élites européennes imposèrent le narratif de la tolérance, de la charia libératrice et bienfaisante envers les non-musulmans, d'un islam source de la civilisation des Lumières, mythe fondateur d'Eurabia. Ce ne fut pas moi qui évenai l'utopie. Personne, même un génie, n'aurait pu faire exploser le béton de censure et de mensonge. Ce fut le Califat décrété par l'État islamique en Irak et Syrie qui, rétablissant au XXI<sup>e</sup> siècle les seules lois des empires musulmans, celles de la charia, ouvrit les yeux du public. Aujourd'hui l'administration américaine reconnaît l'État Islamique coupable d'un génocide envers les chrétiens, les yézidis et des musulmans chiïtes. Les terribles guerres intra-musulmanes ont permis à des musulmans de plus en plus nombreux de critiquer le fanatisme religieux et de se libérer des préjugés racistes conventionnels. Ce mouvement gagne même les jeunes Palestiniens.

Au terme de cette récapitulation je décèle plus clairement le rôle de l'antisémitisme dans la déchéance de l'Europe contemporaine. L'influence des nazis et des fascistes dans la construction européenne est désormais largement commentée et documentée dans toutes les langues, notamment par François Asselineau. Maintenus dans l'après-guerre à des postes ministériels influents et dans les arcanes des organisations internationales, ils rafraîchirent le cadre juridique et économique agréé en 1938 par Hitler et le pouvoir fasciste italien pour construire la Nouvelle Europe. L'auteur de ce plan, Walter Hallstein (1901-1982), affilié aux organisations nazies dès la première heure, officier de la Wehrmacht, fut aussi un juriste célèbre, Doyen de la Faculté

de droit et d'économie de l'Université de Rostock<sup>137</sup> (Allemagne). Sa conception d'une Europe unifiée sous la dictature du III<sup>e</sup> Reich incluait l'application des lois de Nuremberg afin d'éliminer toute présence juive<sup>138</sup>. Devenu dans l'après-guerre Secrétaire d'État du Chancelier Konrad Adenauer, il y retrouva un ancien collègue qu'il admirait, Hans Josef Globke, auteur précisément des lois antisémites racistes de Nuremberg et promu Conseiller d'État du Chancelier. Hallstein fut élu premier président de la Communauté européenne (1958-67) par les gouvernements européens. Aux Nations Unies, Kurt Waldheim, officier autrichien de la Wehrmacht compromis dans le massacre des Fosses ardéennes (Italie, 24 mars 1944), occupait le poste de Secrétaire général des Nations Unies dès 1972 après une brillante carrière diplomatique et politique dans l'après-guerre.

En Égypte et en Syrie la diaspora des criminels de guerre nazis, convertis pour la plupart à l'islam, avait été accueillie avec tous les honneurs. Méconnaissables sous leurs noms arabes, ils travaillaient avec Amin al-Husseini au rapprochement euro-arabe.

Pour l'Allemagne nazie le problème juif fut le plus important de sa politique intérieure et extérieure. L'ancien ambassadeur allemand Erwin Ettl, SS-Brigadeführer, déclarait : « *La question arabe est indissolublement liée à la question juive... Celui qui en Allemagne s'occupe de politique arabe doit être un ennemi juré et absolu des Juifs* »<sup>139</sup>. Aujourd'hui je formulerais différemment cette constatation concernant l'UE. Je dirais que c'est la guerre européenne pour imposer la Palestine dans des conditions qui acculent l'État hébreu au suicide, qui a pris possession de l'Europe au point de la détruire. L'Union européenne a fait de l'État d'Israël le symbole de l'Injustice, du mal qu'il faut éradiquer pour que règne une paix sans Israël entre les peuples et les nations, comme aurait régné le bonheur en Europe sans les juifs.

Je n'ai jamais cru que l'Europe pourrait s'affranchir du djihad par le sang et le sacrifice renouvelé d'Israël. L'antichristianisme isla-

137. Voir les cours de F. Asselineau à l'Université Libre de Belgique, Bruxelles, <https://www.youtube.com/watch?v=nwS0E1N1OCg>

138. Discours de Hallstein à Rostock, 23 janvier 1939, <https://www.youtube.com/watch?v=3Kub69c6Sr4>.

139. Cüppers et Mallman, p. 183. Pour l'Allemagne le problème juif était l'un des plus importants de sa politique extérieure, Ben Elissar, p. 196.

mique est aussi prégnant dans le Coran que l'antijudaïsme. Seules les tactiques de guerre diffèrent. Depuis 1973 l'Europe s'était étroitement liée au monde arabe et islamique, adoptant son antisionisme, défendant les droits palestiniens sur tous les fronts et récusant ceux d'Israël, invertissant les rôles d'agresseurs et d'agressés, d'occupants et de résistants, niant sa propre histoire afin de se protéger du djihadisme.

Mais le bouclier palestinien derrière lequel se cachait l'Europe, ou son soutien aux mouvements les plus obscurantistes et fanatiques pour acheter leur protection, n'étaient qu'un leurre conçu par des chefs d'États incompetents. Dans toutes les rencontres du Dialogue euro-arabe, les États arabes réclamaient de l'Europe des sanctions anti-israéliennes, si bien que sa politique méditerranéenne peut se lire comme une reddition à leurs demandes. Et on pourrait en dire autant pour la politique intérieure.

Les États peuvent-ils changer de politique ou sont-ils condamnés à répéter le passé ? Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les nations européennes étaient généralement hostiles au sionisme. Le Vatican ainsi que les Églises réformées et orthodoxes s'opposaient au sionisme et à toute souveraineté juive en Terre sainte. Le droit canon avait été la source du statut discriminatoire des Juifs en Europe, et elles maintenaient leur vision théologique traditionnelle condamnant Israël à errer parmi les nations jusqu'à sa conversion au christianisme. Cet antisémitisme antisioniste, politique et religieux, fut un facteur fondamental de rapprochement chrétien avec le monde arabo-musulman. De même, le combat contre l'État d'Israël – poursuivi dans l'après-guerre dans le combat pour la Palestine – constitua une extraordinaire force d'union entre Européens et musulmans.

En 1969, la plaidoirie de la France pour une reconnaissance de l'OLP et un engagement pro-arabe et palestinien de la communauté européenne, fut jugée antisémite par d'autres pays européens. Ce plan ne put se réaliser qu'en 1973 sous Pompidou avec le boycott du pétrole dont la France fut épargnée, et l'arrivée improvisée de ministres des Affaires étrangères des pays arabes à la Conférence de Copenhague de la CEE (14 décembre 1973) à laquelle ils délivrèrent un message verbal. Le vieux plan d'al-Husseini se réalisait par la politique d'alliance étroite euro-arabe, sur la base de la reconnaissance d'Arafat, son lointain parent et héritier de sa mission. Devenu

soudain seul leader de la Palestine, Arafat devint le champion de l'Europe, notamment de la France. Sur son tombeau Chirac alla pieusement et respectueusement se recueillir. Ce fut l'hommage de cette Europe à al-Husseini qui mourut en 1974, certain désormais que la guerre euro-arabe contre Israël, commencée dans les années trente, continuerait.

Qui furent les premiers falsificateurs ? Recrutés dès la fin des années soixante en Europe, ils s'organisèrent sous la houlette bienveillante de la Commission européenne et formèrent les Groupes Eurabia dans les pays de la Communauté européenne. C'étaient les années des retombées du procès Eichmann, des premières études sur la Shoah, des révélations sur les défaites morales et les redditions humiliantes, alors qu'Israël ramassait les victoires sur les champs de bataille contre les peuples arabes. Toute l'étude de la Shoah, si difficile, si douloureuse, impliquant une véritable ascèse pour juifs et chrétiens, fut reprise et appliquée comme une véritable moquerie au bénéfice des Palestiniens. À partir de 1973, malgré les apparences, la politique européenne ne fut pas si contradictoire, car le respect envers les victimes de la Shoah camouflait la politique anti-israélienne qui choquait alors l'opinion publique.

Comme le prouvent les efforts déployés pour infléchir leurs représentations, la réprobation d'Israël ne provient pas spontanément des peuples. Elle s'est imposée pas à pas par une stratégie et des complacités, ou des passivités. Or derrière l'écran antisioniste propalestinien, ce mouvement détruit aussi sûrement le christianisme que l'Europe des Lumières avec ses libertés. Les peuples en sont les victimes.

Les révélations récentes du professeur Steinberg et son équipe<sup>140</sup> clarifient davantage ce scénario et dévoilent la véritable politique de l'UE menée à l'insu des Européens. Noms et chiffres à l'appui, Steinberg fait le tour des parlements européens et s'adresse directement aux députés. Les milliards payés depuis des décennies par l'UE, les gouvernements, les Églises, la Commission européenne, les entreprises, alimentent la chaîne des ONG et des activistes soutenant les organisations terroristes anti-israéliennes et la campagne contre Israël. L'appui européen à cette guerre bloque depuis quarante ans

140. Cf. ci-dessus, note 127, p. 338.

une auto-critique salutaire dans le monde musulman et si ardemment souhaitée par ses meilleurs éléments.

Or, le conflit israélo-arabe n'est guère différent des conflits indo-pakistanaïens, de celui des Ouïghours contre la Chine, de ceux en Birmanie, etc., des guerres chrétiennes de libération contre l'occupation ottomane de la Grèce, de Serbie, de la Bosnie-Herzégovine, de Croatie, de Hongrie, du Caucase, d'Arménie, de Roumanie, de Bulgarie, de Macédoine. L'élément qui différencie le conflit israélo-arabe de tous les autres est l'alliance euro-djihadiste d'éradication de l'État hébreu. Hitler et le mufti partageaient les souvenirs de la Première guerre mondiale, quand l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie alliées du calife ottoman avaient passivement laissé faire – parfois aidé – le génocide de peuples chrétiens : Arméniens, Grecs et Assyriens. Quelque quinze ans plus tard, en 1941, le pacte secret verbal Hitler-al-Husseïni liait dans le sang juif l'alliance de Berlin et de cette nouvelle Europe du III<sup>e</sup> Reich, avec le représentant de la Palestine soutenu par les peuples arabes. Ce pacte semble avoir été reconduit en 1973 par Eurabia.

Ce thème scandalisera plus d'un, pourtant je pense qu'il est nécessaire de l'aborder. C'est l'Europe qui institua le statut exceptionnel des « réfugiés » arabes de Palestine en 1948 avec l'UNRWA, dont elle est la principale contributrice. C'est elle qui paye, éduque, finance, impose la Palestine, contribuant et justifiant un irrédentisme terroriste qu'elle a créé contre les Israéliens. C'est elle qui organise et diffuse la campagne de haine planétaire pour diaboliser l'État d'Israël, nier son histoire, supprimer sa mémoire.

Eurabia c'est le visage sombre et dissimulé de cette Europe s'appliquant à éliminer la Bible, les valeurs judéo-chrétiennes, effaçant le Jésus juif priant au Mont du Temple. Parce qu'elle a adopté la méthode d'Edward Saïd pour déconstruire la civilisation occidentale – cette Europe-là s'est engagée dans un processus d'auto-dissolution en voulant, une fois de plus, extirper Israël de son âme.

La politique collégiale de l'UE, qui n'est pas celle de ses peuples mais de ses partis et gouvernements, peut-elle encore changer ? On aurait pu le croire après le 11/9. Là, sous le choc de l'émotion, Alain Madelin dans un article au *Figaro* du 19 septembre 2001, avec le titre « Solidaires pour combattre le fascisme islamique », avoue tout.

*« Nous avons un ennemi – commence-t-il. Mais nous ne voulions ni le voir ni le nommer. »*

Cette phrase confirme la connaissance et le choix délibéré du déni. Madelin attribue les crimes du onze septembre au fascisme islamique et déplore « *les liaisons dangereuses* » avec des dictatures et l'absence de réactions :

*« à la nouvelle menace que l'on voyait s'organiser avec ses foyers de terrorisme et de haine, ses lieux d'endoctrinement, ses écoles de commandos suicides, ses bases arrière. Nous connaissions les États qui hébergeaient, alimentaient, utilisaient ou finançaient ce terrorisme et ce nouveau fascisme. »*

Après avoir évoqué la complaisance américaine et européenne envers les talibans, l'abandon du commandant Massoud en Afghanistan et le sens des attaques du 11 septembre contre l'Amérique, il poursuit :

*« Qu'on ne dise pas que l'enlèvement des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens explique de tels crimes. Les actes de terrorisme que ce fascisme islamique mène depuis longtemps au Proche-Orient ne visent pas à obtenir la paix mais à empêcher celle-ci, à nourrir le ressentiment du monde arabe et aboutir à la disparition pure et simple de l'État d'Israël. »*

Que dire de plus ? Tout est clair. L'objectif d'Eurabia est exposé. L'Europe des Neuf n'a pas voulu la paix – une paix alors possible avec Israël et des éléments modérés palestiniens. Elle a voulu la guerre avec les éléments les plus fanatiques jusqu'à la disparition d'Israël. Voilà pourquoi l'Europe n'a pas reconnu son propre ennemi. Elle en avait fait son allié. Son choix d'Arafat, l'alliance avec l'OLP, organisation héritière de l'idéologie d'al-Husseïni, le soutien irrévocable à une Palestine construite en vue de sa substitution à Israël sont encore aujourd'hui des éléments fondamentaux de la politique européenne, une politique de déjudaïsation de la Bible, d'Israël et du christianisme.

Cette politique, comme celle concernant tous les aspects de l'immigration en Europe, fut constamment revendiquée au cours des années par les Associations parlementaires des pays membres de l'UE constituant les comités Eurabia. C'est cette Eurabia qui fait subir aujourd'hui à ses propres concitoyens le traitement infligé à Israël : l'inversion des rôles, leur diabolisation dès qu'ils contestent

une politique d'immigration suicidaire, dénoncent les dangers du terrorisme et réclament leurs droits à la liberté, à la sécurité et à leur culture historique dans leur pays.

Je crois sincèrement que cette Europe politique est irrécupérable. Certes, je me garderai bien d'une simplification outrancière. La politique internationale d'un continent composé de nombreux pays embrasse des éléments divers et considérables dont les complexités sont contingentes, variables et soumises à de multiples facteurs. D'autre part la politique antisioniste fut contestée au sein de l'Union. Car tous connaissaient les réalités, comme le confirme Madelin, et tous n'étaient pas des criminels. Toutefois quels qu'aient été les transformations, les évolutions politiques, les obstacles et les changements de régime, cette politique se maintint constante, fixe, opiniâtre et spécifique. Fidèle au démantèlement du lien judéo-chrétien. Fidèle à l'islamisation de l'Europe par la destruction d'un christianisme coupé et purifié de ses racines juives.

Les faits et les réalités parlent d'eux-mêmes. Cette résille de réseaux et de politiques occultes affleure et expose cette Eurabia portée par son passé, niée par ses concepteurs mais visible à tous, incrustée dans le devenir de l'Europe. Au XXI<sup>e</sup> siècle les plus graves défis pour la survie de l'Europe consisteront à lutter contre l'expansion de la dhimmitude en Occident, c'est-à-dire la destruction du judaïsme et du christianisme facilitant le retour des idéologies, des alliances et des pratiques barbares.

Déjà s'agence une configuration politique des plus inquiétantes. Incapable de se réformer malgré le rejet qu'elle suscite, l'UE envisage des rétorsions contre les États réfractaires à ses diktats suicidaires : la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie. Stratégiquement implantée au cœur de l'Europe, avatagée par sa puissance économique et l'extension de sa superficie, l'Allemagne, pratiquant le djihad humanitaire, reprend une stature dominatrice dans une Europe rongée par un terrorisme qui la désagrège et l'attache indissolublement, démographiquement et culturellement au milliard et demi d'une Oumma qui explose.

Les décombres que j'avais vus dans une Égypte que j'aimais, je les revois dans cette Europe si pleine de générosité et de talents, si riche de génies, pépinière de libertés, se prélassant dans les splendeurs inépuisables des siècles passés, inconsciente de la fragilité des civili-

sations dans l'éphémère temporalité humaine. J'observe avec tristesse l'épilogue de ce que j'avais annoncé, je vois la résistance héroïque des dissidents obligés de s'enfuir pour échapper au djihad judiciaire, le réveil tardif des intellectuels, la peur des délations organisées par les États, l'inconscience indifférente des masses, le suivisme de la majorité déjà soumise et collaboratrice. Ce devait être ainsi pendant l'occupation sous les régimes totalitaires. Je vois autour de moi tant de forces et de combats héroïques. Peut-être une lumière viendra-t-elle aussi du monde musulman, le général Sissi n'a-t-il pas déclaré à l'Azhar : « *Nous devons révolutionner notre religion* » (28 décembre 2015). Déjà tant de musulmans nous rejoignent, chacun avec les cicatrices de ses luttes, nous aidant de leur expérience et de leur lucidité, se jetant dans la mêlée pour sauver le meilleur de la civilisation humaine.

Peut-être maintenant serait-il temps que j'aille à la recherche d'Adolphe, cet autre moi-même qui m'aida à survivre, de retrouver ceux qui m'attendaient si impatiemment pour exister ... peut-être maintenant serait-il temps que j'aille éveiller dans cette maison vide et enchantée ces existences magiques que j'avais abandonnées, voici si longtemps.

Et qu'en penserait David ? Que penserait-il de ce livre ? Il le corrigerait et le recorrigerait et y penserait malgré lui, et il souffrirait de ces centaines de pages qu'il s'imposerait de lire pour les améliorer par amour pour moi, pesterait contre tout ce temps qu'il me sacrifierait au lieu de courir le monde ... et nous nous disputerions sans fin sur les idées et les phrases... et nous nous fâcherions ... puis ririons parce qu'ensemble la vie serait plus belle que l'aube...Et...



Achévé d'imprimer en décembre 2017 sur les presses de  
la société coopérative ouvrière de production  
Nouvelle Imprimerie Laballery à Clamecy (Nièvre)  
N° d'impression :  
Dépôt légal : décembre 2017  
Imprimé en France

ISSN : 1145-363 X  
ISBN : 978-2-912833-42-6  
[www.lesprovinciales.fr](http://www.lesprovinciales.fr)